

Crise «froide» M. Mitterrand en campagne entre Paris et New-Delhi

A Rennes, le chef de l'Etat a lancé un appel au rassemblement républicain

C'est une crise jusqu'à présent «froide» qui se déroule entre Paris et New-Delhi, estiment les responsables de la politique extérieure française après la décision, annoncée vendredi soir 1^{er} février, de promouvoir M. Serge Boidevaux, ambassadeur en Inde, au poste de secrétaire général adjoint du Quai d'Orsay.

Cette décision illustre la volonté de deux pays de ne pas laisser dégénérer en polémique la crise «à froid» qui les oppose les à propos de l'affaire d'espionnage qui a déjà entraîné le rappel en France du colonel Boley, attaché militaire adjoint. Les autorités indiennes, qui l'avaient exigé, se sont gardées de demander publiquement le rappel de M. Boidevaux.

M. Boidevaux devrait rester encore plusieurs semaines à New-Delhi jusqu'à ce que les autorités indiennes donnent leur agrément à la nomination de son successeur, qui a déjà été désigné. Ainsi Paris espère-t-elle «sauver non seulement la face mais le maximum» dans les relations franco-indiennes et éviter toute «humiliation» publique. Telle est la signification du communiqué quelque peu surréaliste publié vendredi en fin d'après-midi par le Quai d'Orsay, plusieurs heures après qu'on eut annoncé de source indienne la prochaine venue de M. Boidevaux en France.

Ce texte affirme : «Le Gouvernement français a décidé, le 30 janvier, de nommer M. Serge Boidevaux, ministre plénipotentiaire, secrétaire général adjoint du ministère des relations extérieures à compter du 1^{er} juin 1985, date à laquelle M. Jacques Martin a demandé à bénéficier du congé spécial.

«Selon les procédures habituelles, le gouvernement français a demandé au gouvernement indien l'agrément d'un nouvel ambassadeur en remplacement de M. Serge Boidevaux.

On ne considère pas encore, à Paris, que la crise est surmontée. De nombreuses possibilités de «dérèglement» demeurent du fait, notamment, de l'existence d'un «clan entité-français» — ou prosoviétique — à New-Delhi. C'est ce clan, pense-t-on, qui a réussi jusqu'à présent à «canaliser» vers la France l'affaire d'espionnage découverte récemment ; or il semble bien que les services français n'aient pas été les seuls impliqués, loin de là.

Cette crise, ajoute-t-on, devrait permettre de se faire une meilleure idée des intentions et de la résolution de M. Rajiv Gandhi. Si le nouveau premier ministre de l'Inde réussit à «contrôler» la crise, sans mettre Paris dans une situation impossible, cela voudra dire qu'il est parvenu à déjouer un scénario dont le but était de discréditer la France, en particulier, et l'Occident, en général. Une issue inverse indiquerait, en revanche, que le successeur d'Indira Gandhi n'a pas la volonté ou les moyens d'imposer sa politique.

J. A.
(Lire nos informations page 3.)

Dix mille militants socialistes mobilisés par le PS, à la demande de l'Elysée, et rassemblés au palais des sports de Rennes, comme au beau temps de la campagne présidentielle de 1981 : c'était tout vu, M. Mitterrand allait prononcer, vendredi 1^{er} février, un discours «socialiste», première étape d'une entreprise de reconquête de la gauche électorale en perdition.

A 20 heures, le pronostic change. Ce meeting sera résolument «républicain», pour le rassemblement d'une France éparpillée. Le décor est tel qu'on ne peut s'y tromper : le chef de l'Etat dans un halo de lumière, derrière un pupitre planté devant une immense tenture qui annonce la couleur. Bleu, blanc et rouge, frappée aux trois principes de la République : «Liberté, égalité, fraternité».

A 20 h 02, retour au «socialisme» : «On est la France qui gagne...», «François, compte sur nous», proclament deux banderoles en fond de salle. Message reçu : «Ils sont nombreux en France ceux qui ne lâchent pas pied. Ceux-là auront le courage qu'il faudra (...) Ces compagnons, ces amis fidèles qui, dans

les temps difficiles, ont toujours été présents, non pas pour moi mais pour défendre avec moi ce qui est notre projet en même temps que notre idéal.

A 20 h 04, la seconde hypothèse reprend le dessus, définitivement. Ce sera «républicain» ; les socialistes, ceux qui ne le sont pas et ceux qui sont résolument «contre», sont «capables de se rassembler» par-delà les «divisions, contestations, querelles, diatribes, polémiques et dis-

putes». M. Mitterrand s'en tiendra là, pendant une heure quarante d'un discours sur l'«état de la France» qu'il conclura sur un nouvel appel à l'«unité» autour de l'«admirable visage de la patrie».

M. Mitterrand a fait son choix : il montrera la «bonne direction», le moment venu, comme il l'a dit le 16 janvier à Antenne 2.

JEAN-YVES LHOMEAU.
(Lire la suite page 8.)



DANS L'OPPOSITION

Deux contre un

«J'ai deux anciens premiers ministres : le premier m'a poignardé ; le second a pléinié mon cadavre. Mais il est vrai que je devais quelque chose au premier, alors que le second me doit tout.» Cette confidence que l'un de ses proches prête à M. Giscard d'Estaing résume à la fois les sentiments de l'ancien chef de l'Etat sur un passé récent, et sa stratégie pour le proche avenir. Celle-ci est simple : deux contre un ! C'est, à l'évidence, l'axe Giscard-Chirac qui domine l'opposition.

La clôture, dimanche, par M. Giscard d'Estaing, des travaux du très chiraquien Club 89 devrait l'illustrer avec éclat. Plus discrètement, mais tout aussi efficacement, les deux hommes s'étaient concertés avant la prestation télévisée de M. Chirac, au début de la semaine. M. Barre, lui, reste seul à bord de l'impavide, ce bateau dessiné pour lui par Faizant, lorsque l'actuel

député du Rhône régnait à Matignon.

Officiellement, deux thèmes — l'union, la cohabitation — constituent le corps du débat. M. Barre n'adhère pas à la forme d'union qui lui est proposée et ne reconnaît aucune prééminence à ceux — MM. Giscard d'Estaing et Chirac — qui aspirent à la diriger. Ceux-là considèrent en outre, à l'inverse de M. Barre, que des élections législatives ne peuvent défaire une élection présidentielle. Le chef de l'Etat, fut-il socialiste, peut donc, selon eux (et selon la Constitution), rester en place après une victoire de l'opposition en 1986.

En fait d'union, celle-ci existe sur la proposition suivante : MM. Giscard d'Estaing et Chirac cherchent à isoler M. Barre, lequel entend bien se différencier des deux autres.

J.-M. COLOMBANI.
(Lire la suite page 9.)

RFA : la troisième génération terroriste

Après l'assassinat d'Ernst Zimmermann les autorités apparaissent désarmées devant la nouvelle offensive de la Fraction armée rouge

De notre correspondant

Bonn. — L'assassinat, le vendredi 1^{er} février dans la banlieue munichoise, de l'industriel Ernst Zimmermann correspond à une nouvelle phase de la dernière offensive de la Fraction armée rouge en Allemagne fédérale, montre combien les responsables de la lutte antiterroriste, malgré les moyens dont ils disposent et les fichiers qu'ils ont constitués, restent désarmés. Depuis le mois de juillet dernier, ils connaissent pourtant les intentions de la RAF. Par le plus grand des hasards, la police était tombée, à Francfort, sur les plans de l'opération. A l'occasion de l'arrestation de cinq suspects, on avait en effet découvert dans un appartement, non seule-

ment un appel à la reprise du combat, mais également les plans d'installations militaires de l'OTAN et de la Bundeswehr, ainsi qu'une liste de plusieurs centaines de personnalités. Parmi celles-ci figurait le nom de M. Zimmermann, qui ne paraît cependant pas avoir été considéré comme l'un des plus menacés.

Début décembre, les terroristes emprisonnés, au nombre d'une trentaine, auxquels sont venus s'associer quelques sympathisants, ont déclenché une grève de la faim générale, sous prétexte de revendiquer le statut de prisonnier politique. Ce n'est pas la première grève de la faim des détenus de la RAF ; mais celle-ci s'accompagne cette fois d'une mobilisation de

toutes les réserves de l'organisation. Des attentats à l'explosif, des incendies criminels éclatent aux quatre coins de la République fédérale, contre des installations militaires, des usines, des symboles de la présence alliée en RFA. Ils sont attribués, non plus au noyau dur de l'organisation, mais à sa mouvance directe, dont les militants, estimés à environ deux cents, sont difficilement repérables. Malgré quelques arrestations et la mort accidentelle d'un des poseurs de bombes à Stuttgart, la police assiste, impuissante, à la mise en œuvre du plan prévu.

HENRI DE BRESSON.
(Lire la suite page 7.)



L'hérésie des grands emprunts d'Etat

Les appels systématiques à l'épargne pour financer le déficit budgétaire sont-ils vraiment de bonne politique ?

Le gouvernement français a lancé, vendredi 1^{er} février, le premier emprunt de l'année 1985, d'un montant de 15 milliards de francs répartis en deux tranches, l'une d'une durée de sept ans, à taux fixe (11 %), l'autre d'une durée de douze ans, à taux variable (voir page 19). Cette émission survient à un moment de grande incertitude sur l'évolution des taux en Europe à la suite du relèvement, jeudi, par l'Institut d'émission allemand (Bundesbank), de son taux pour les avances sur titres (taux Lombard) et de l'attaque sur la livre sterling qui a obligé les autorités britanniques à remonter brutalement le coût du crédit.

C'est peut-être dans le domaine réputé hautement technique de la gestion des finances publiques et des opérations du Trésor que les mythes ont la vie la plus dure, et pourtant, les effets les plus néfastes, quoique rarement rapportés à leur cause. Le problème est encore compliqué par le fait qu'il s'agit d'une matière où la gauche au pouvoir cherche spontanément ses modèles dans la droite, mais où les représentants de cette dernière les plus réputés pour leur bonne gestion sont loin de n'avoir légué que de bonnes habitudes.

La récente publication des statistiques relatives à l'activité, l'an dernier, du marché obligataire semble confirmer à la fois l'essor continu de l'épargne à long terme et la part plus

importante prise par cette dernière dans le financement du déficit budgétaire. C'est 250 milliards de francs, ou peut s'en frotter, qui auront été drainés par ce biais l'année passée, contre un volume total d'émissions égal à 198 milliards de francs en 1983, soit une progression d'une cinquantaine de milliards. En 1979, ce dernier chiffre formait les quatre cinquièmes de la valeur de toutes les obligations émises pendant l'année entière. C'est dire avec quelle rapidité ce marché s'est développé.

De cette collecte, le Trésor aura pris largement sa part. Le montant total des emprunts d'Etat se sera élevé en 1984 à 85 milliards (contre 51 milliards en 1983). Voilà une somme qui représente presque la moitié de ce qu'on appelle le

«besoin de financement des administrations publiques», soit, pour simplifier, le déficit cumulé de l'Etat (144 milliards), des collectivités locales, de la Sécurité sociale, et des grandes entreprises nationales du secteur dit «non concurrentiel» (EDF, chemins de fer, etc.).

Parmi les mesures les plus importantes qu'il avait, selon lui, prises pour assainir la situation économique et financière du pays, M. Raymond Barre citait, en toute première place, outre une politique budgétaire restrictive, le fait que le déficit, contenu «dans des limites modestes», avait été financé «par un appel accru d des ressources d'épargne longue».

PAUL FABRA.
(Lire la suite page 17.)

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 3 février. — Washington: visite de M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures.
Pérou: séjour du pape Jean-Paul II (jusqu'au 5).

Lundi 4 février. — Bonn: visite de M. Laurent Fabius.
Paris: visite du président camerounais, M. Paul Biya.

Mardi 5 février. — Genève: rencontre des chefs des diplomatie espagnole et britannique, MM. Moran et Howe, sur Gibraltar.
Pologne: reprise du procès de Toran.

Vendredi 8 février. — Corée du Sud: retour de M. Kim Dae-Jung, dirigeant de l'opposition.
Philippines: reprise du procès du général Ver.

Paris: visite du président de la Confédération helvétique.

Dimanche 10 février. — États-Unis: visite du roi Fahd d'Arabie saoudite.

SPORTS

Dimanche 3 février. — Championnats du monde de ski alpin à Bormio (jusqu'au 10); réunion internationale de natation à Boulogne-Billancourt.

Lundi 4 février. — Championnats d'Europe de patinage artistique à Göteborg (jusqu'au 9); tournoi de tennis de Delray Beach (jusqu'au 17).

Samedi 9 février. — Coupe de France de football (trente-deuxième de finale); cross-country de l'Équipe au Tremblay; challenge Monal à l'épée (stade Courbetin); Salon autos et motos de course (porte de Versailles, jusqu'au 17).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant:
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs:
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société:
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social:
500.000 F

Principaux associés de la société:
Société civile:
« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef:
Daniel Vernet

Correspondant en chef:
Claude Salas

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN: 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 644 F 915 F 1 150 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE 674 F 1 309 F 1 913 F 2 488 F

ÉTRANGER (par mandat postal)
L. - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 386 F 734 F 1 050 F 1 330 F

IL - SUISSE/TUNISIE 491 F 944 F 1 365 F 1 750 F

Par voie aérienne: tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) reçoivent bien entendu un chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus): nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA; Maroc, 6 dr.; Tunisie, 200 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 30 sch.; Belgique, 36 fr.; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 480 F CFA; Danemark, 7,50 kr.; Espagne, 120 pes.; É.-U., 1,10 \$; G.-B., 56 p.; Grèce, 75 dr.; Irlande, 56 p.; Italie, 2 000 L.; Liban, 475 P.; Libye, 0,300 DA; Luxembourg, 36 L.; Norvège, 10 kr.; Pays-Bas, 2,50 fl.; Portugal, 100 esc.; Suède, 480 F CFA; Suisse, 9 fr.; Thaïlande, 120 bahts; Venezuela, 110 bol.

IL Y A QUARANTE ANS, YALTA

Comment fut amputée l'Europe

Depuis le Nouvel An de 1945, tous les corps de métiers trimaient, sous bonne garde, pour rendre Livadia présentable. Avant de lâcher pied, la Wehrmacht avait mis à sac cette coquette station balnéaire au sud de Yalta: les villas, les jardins descendant vers la plage de sable fin, surtout le palais pseudo-Renaissance bâti pour Nicolas II, reconstruit en sanatorium par la direction des syndicats, et où les trois Superpuissances devaient tenir conseil.

Roosevelt et Churchill, accueillis par Molotov, attendaient à Saki, près d'Eupatoria, le lieu de débarquement des forces franco-anglaises en 1854. Roosevelt — il allait mourir deux mois plus tard — était si épuisé que la séquence le montrant descendant d'avion sera coupée dans le film projeté en URSS; et il restait encore quelque 80 kilomètres à rouler parmi les nids-de-poule comblés à la va-vite. Staline abhorrait les transports aériens. Il quitta son train spécial au terminus et, après une quarantaine de kilomètres, en virage à donner le tournis, rejoignit ses invités comme ils commençaient à attendre.

Le lendemain, 4 février, par temps de saison, ensoleillé mais frais — des plaques de neige marbraient les montagnes alentour, — s'ouvrit la conférence dite de Yalta, que l'histoire officielle, en URSS, continue d'appeler « de Crimée ». Elle allait durer une semaine tout juste. Le communiqué final, rédigé en style chaleureux, comportait six points: Conditions imposées à l'Allemagne; Nouvelle organisation internationale (la future ONU); Déclaration sur l'Europe libérée; Cas de la Pologne; Conférences de coordination (création du conseil des ministres des affaires étrangères); Situation de la Yougoslavie. On s'était, en somme, mis d'accord sur les lendemains de la victoire.

donnait pas), s'abstint de tenir la dragée haute à ses interlocuteurs. Tout à l'inverse, il leur laissa l'impression d'avoir concédé plus qu'il n'obtient. Et le même Stettinius n'hésita pas à qualifier Yalta de « triomphe diplomatique » pour Washington et pour Londres.

De fait, Staline avait consenti que toutes les Républiques de l'URSS ne fussent pas représentées à l'ONU, mais seulement la Biélorussie et l'Ukraine. Surenchérir, pour se donner les gants de céder, se pratique depuis que les marchés existent. Il s'était résigné à admettre que la France reçût une zone d'occupation en Allemagne. Outre que son opposition rassurait les deux autres au sujet de son traité avec de Gaulle, il est certain qu'il ne pardonnait pas aux Français le désastre de 1940, qui avait accéléré l'invasion de l'URSS par Hitler son allié.

Il avait accepté des élections libres dans tous les pays occupés par ses armées. Non seulement il n'avait pas insisté pour le transfert immédiat à la Pologne des terres allemandes qu'elle aurait prétendument possédées au Moyen Âge (« A ce compte, avait objecté Roosevelt, les Anglais seraient en droit de réclamer les États-Unis »), mais il était tombé d'accord pour qu'une réunion à

mencer par celle de Trente Ans). Comme beaucoup d'idées reçues, celle-ci n'est pas innocente: depuis des décennies, elle sert à excuser toutes les reculades de l'Occident devant Moscou. Mais, s'il est humain de se chercher des alibis dans l'histoire, encore conviendrait-il de ne pas lui infliger d'entorses trop cruelles.

Tout d'abord, « blocs » est un pluriel fautif. On ne le répète jamais trop: il n'existe qu'un seul bloc, le bloc soviétique, cimenté par la discipline communiste et appartenant à l'ensemble euro-asiatique dominé par l'URSS. Aussi n'existe-t-il qu'une Europe, l'Europe jusqu'à l'Elbe, l'Europe à construire.

Quant au partage prétendument convenu à Yalta, aujourd'hui que les souvenirs de témoins, l'accès aux documents d'archives et les travaux d'érudits ont rendu les délibérations de la Conférence de Crimée aussi transparentes que celles du Congrès de Vienne, on peut seulement s'étonner que la version mythique continue de trouver audience.

Confier à la conférence internationale de San-Francisco le soin d'entériner la charte des Nations unies, imposer aux grandes puissances la règle de l'unanimité pour les décisions du Conseil de

avait reconnu — sans restriction mentale pour les pays baltes — les possessions acquises grâce à son pacte avec Hitler. Et, s'il avait souscrit à la Résolution finale proclamant que « nos gouvernements ont assumé un devoir sacré envers nos peuples (...) en poursuivant et en élargissant notre coopération », il avait, de ce devoir, comme de cet élargissement une conception très personnelle.

Savoir lire une carte

Sans être « le plus grand génie militaire de tous les temps », qu'on excusa de son vivant, Staline (à l'encontre de ce que racontera Khrouchchev) savait lire une carte, évaluer les rapports de forces entre effectifs engagés, et tirer les conclusions politiques des opérations en cours. Dès 1943, la victoire de Koursk — le vrai tournant de la guerre — et l'ajournement du second front — qui va obliger la troupe à se battre chèrement — lui ouvrent une perspective: pousser le plus avant possible en Europe; non plus seulement reconquérir, mais conquérir (2).

Au moment de Yalta, l'URSS a huit groupes d'armées engagés dans la bataille d'Allemagne, et Eisenhower trois seulement. Les Anglo-Américains, à peine remis

mation militaire: les Alliés occidentaux avaient débarqué trop tard. Et ce retard ne pouvait plus être rattrapé. Par suite notamment du désaccord entre deux stratégies: l'une, économe du sang de la troupe; l'autre, à qui l'état des esprits et des mœurs permettait de ne pas prendre les pertes en compte.

C'est d'ailleurs pourquoi, en URSS, l'opinion viscérale, celle qui n'a pas besoin de la propagande pour aller dans le sens de la propagande, a toujours, sauf une minorité infime, soutenu les gouvernements dans la répression des sursauts d'indépendance qui se courent, de temps à autre, les protectorats européens: le peuple russe tient la sujétion des pays appelés frères pour le prix du sang versé par la Russie.

L'unanimité — probablement sincère, — qui s'est faite à Yalta sur des problèmes estimés essentiels, recouvrait en fait des projets parfaitement antagonistes. Pour les Occidentaux, conscients que l'ennemi commun était l'unique ciment d'une coalition qui menaçait de voler en éclats avec la victoire, les accords conclus visaient à empêcher, au moins éloigner la rupture. Pour Staline, sûr que le temps jouait en sa faveur (d'où l'attachement aux « décisions de Crimée », qu'il opposera aux arguments gaulliens concernant la compatibilité de Yalta avec le traité franco-soviétique), ces accords ne faisaient pas obstacle à ses plans de conquête. Et il allait en administrer la preuve.

Moins de quinze jours après le communiqué final, Vychinski s'envola pour Bucarest. Des manifestations d'un remarquable synchronisme venaient d'éclater dans plusieurs villes de Roumanie: les travailleurs exigeaient de leur roi le renvoi de son président du conseil. Moscou s'était certes engagé à la non-ingérence; encore convenait-il d'expliquer au jeune souverain ce que voulait son peuple. Vychinski avait l'expérience de ce genre de mission: en juin 1940, c'est lui qui avait présidé au « rattachement volontaire » de la Lettonie. En un tournemain, Michel se vit doté d'un gouvernement de « concentration des forces démocratiques » avec quatre ministres communistes.

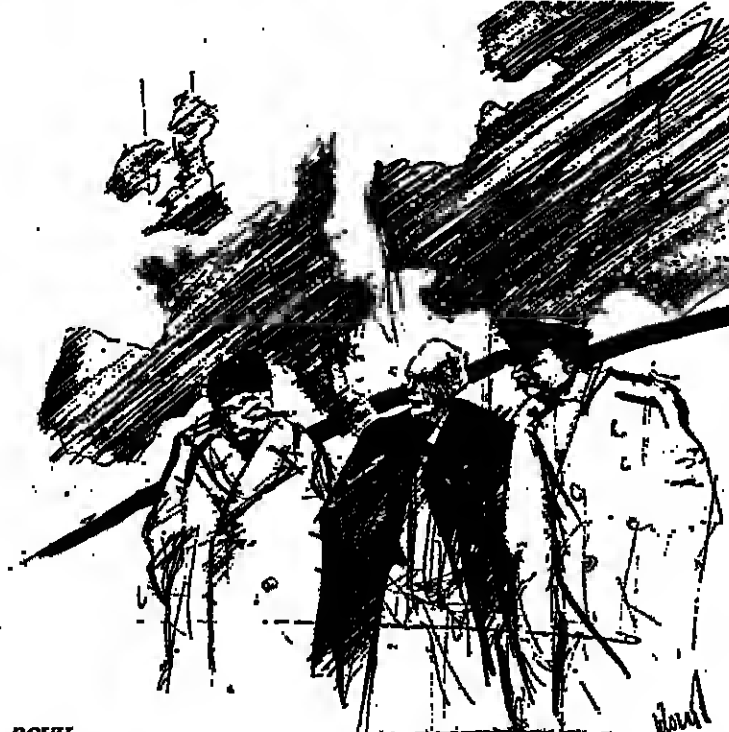
Peu après, Staline faisait arrêter en Pologne, sous prétexte de terrorisme, les chefs de la résistance à l'occupation nazie. Bientôt allait bienôt confier à son ambassadeur à Moscou la présidence d'un cabinet de « Front national », dont sept portefeuilles étaient détenus par le Parti communiste tchécoslovaque. En Bulgarie, le « Front de la patrie » fusillait consciencieusement les anciens régents, ministres, généraux et autres mauvais sujets du tsar Siméon afin d'inculquer de sages principes à ce monarque de huit ans, provisoirement laissé sur le trône de ses ancêtres.

Les accords de Yalta n'avaient rien stipulé concernant la construction du « camp socialiste ».

JEAN CATHALA.

(1) Initialement le droit de veto ne pouvait être invoqué par une puissance impliquée dans un conflit. Très rapidement cependant cette règle tomba en désuétude (NDLR).

(2) Voir l'article de Jean Laloy: « Aux origines de la division de l'Europe » (Revue des études slaves, liv. 3, 1982), ainsi que, du même auteur: « La légende de Yalta » (Projet, n° 163, mars 1982).



ROUIL

trois — Molotov, l'ambassadeur américain Harriman et l'ambassadeur britannique Clark-Kerr, — « réorganisés » le gouvernement de Varsovie, trop ouvertement communiste. Surtout, il s'était engagé, après marchandage, à entrer en guerre contre le Japon trois mois après la capitulation de l'Allemagne. Et Roosevelt comme Churchill tenaient particulièrement à cette clause, pour l'instant secrète, estimant — la bombe atomique existait alors en épreuves seulement — que, sans l'intervention russe, le conflit du Pacifique risquait de se prolonger.

Le mythe du « partage »

Plus tard, on accusa Roosevelt, miné par la maladie et aveuglé par le « charme » de Staline, de lui avoir en échange concédé le partage de notre continent en deux blocs, situation dont il faudrait sortir pour retrouver le fameux équilibre européen (jadis source de tant de guerres, à com-

sécurité, coiffer par un organisme de contrôle les zones d'occupation en Allemagne, s'entendre pour que l'URSS participe à la victoire sur le Japon, ouvrir de commun accord le gouvernement polonais à des ministres démocrates, laisser au suffrage universel le choix du régime à instaurer dans les pays libérés, tout l'édifice diplomatique construit à Yalta témoigne au contraire d'un ferme propos de préserver, dans la paix future, la solidarité du temps de guerre. Loin qu'il ait été question de créer des chasses gardées, on s'est efforcé d'écartier toute menace de division entre l'Est et l'Ouest.

Mais Staline n'en a été nullement dérangé. La règle d'unanimité au Conseil de sécurité pouvait et allait devenir un droit de veto fort pratique (1). En pourboire pour son aide dans la guerre du Pacifique, il s'était fait promettre les territoires perdus par Nicolas II à la suite de la guerre russo-japonaise de 1904. On lui

de l'alerte de l'hiver, n'ont pas encore sauté le Rhin; les avant-gardes russes sont à moins de 100 kilomètres de Berlin. A la différence de ce qui s'était passé lors du pacte germano-soviétique, Staline n'a aucun besoin de lotissement par contrat.

L'armée rouge occupe à peu près toute l'Europe orientale, mord sur l'Europe centrale, avance en Allemagne, et la suite des opérations assure des percées encore plus profondes. Ce sont des conditions suffisantes. Le reste ira de soi. Le reste, c'est-à-dire la vassalisation des pays où, en fin de partie, se trouvera cette armée. Même des élections libres ne seront pas une gêne: en bonne doctrine léniniste, le parti constitutif l'avant-garde des masses; point n'est donc besoin qu'il obtienne la majorité pour les convertir au communisme.

L'Europe réduite à un moignon n'a pas été une décision de Yalta, mais le résultat politique d'une si-

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

JACQUES DELORS

President de la Commission des Communautés Européennes

dimanche 18h15

animé par
Alexandre BALOUD

Philippe LEMAITRE
et Bruno DETHOMAS (Le Monde)
Olivier MAZEROLLE
et Jean-Yves HOLLINGER (RTL)

en direct
de Bruxelles sur

RTL

هكذا من الاصل

Étranger

La visite de Jean-Paul II au Pérou

Jean-Paul II, qui a visité vendredi 1^{er} février un bidonville peuplé d'un demi-million de personnes à Guayaquil, le port équatorien de la côte Pacifique, est arrivé dans la soirée à Lima, capitale du Pérou, première escale d'une visite qui doit durer cinq jours. Dans son premier discours, Jean-Paul II a nettement mis en garde les prêtres contre les « risques » de la théologie de la libération, dont les principaux responsables sont péruviens. « Non aux idéologies qui passent », a déclaré le pape devant une foule énorme rassemblée sur la place d'Armes, devant le palais présidentiel. Jean-Paul II devait se rendre le samedi 2 février à Arequipa, dans le Sud, où les syndicats pro-communistes ont décrété une grève générale afin de protester contre les hausses de prix. Dimanche 3, le pape est attendu à Ayacucho, dans les Andes, le fief du mouvement insurrectionnel armé Sendero lumineux. Jean-Paul II ne restera qu'une heure dans cette cité et ne quittera pas l'aéroport.

« Non aux idéologies qui passent » a déclaré le pape à Lima

De notre correspondant

Lima. — Quelques heures seulement après son arrivée au Pérou, Jean-Paul II émet une mise en garde contre les risques de la théologie de la libération, soulignant la menace de division qu'elle fait peser sur l'Eglise et appelant les religieux à retrouver leur « identité ».

Laquelle est née, au début des années 70, la théologie de la libération qui est, aux yeux du Vatican, une grave déviation doctrinale, et dont les implications sont un défi à son autorité.

Au milieu d'un service d'ordre imposant, Jean-Paul II a prononcé devant les prêtres et les religieux rassemblés aux côtés d'une foule immense sur la place d'Armes un discours argumenté sur la théologie de la libération.

Ayant souligné que l'unité de l'Eglise se fait dans chaque diocèse autour de son évêque, « pasteur légitime » qui est comme la branche d'un tronc uni au « pasteur universel, évêque de Rome et successeur de Pierre », Jean-Paul II a déclaré :

« Ne permettez aucune tentative de sécularisation de votre vie religieuse, ni aucune implication de celle-ci dans des projets socio-politiques qui doivent lui rester étrangers. Et n'oubliez pas non plus de témoigner de l'actualité du projet intégral chrétien dans la société et le monde d'aujourd'hui. »

« Aussi, à poursuivre le pape, vous devez éviter ce qui pourrait faire penser qu'il existe dans l'Eglise une double hiérarchie et un double magistère. [...] Ne soyez jamais le véhicule d'incertitude, mais de la certitude de la foi. Transmettez sans cesse la vérité que proclame l'Evangile. Non aux idéologies qui passent. »

Jean-Paul II a conclu son message en invitant à « travailler sans trêve à la promotion de l'homme et à sa libération du péché et de l'injustice », mais aussi à suivre « les orientations justes données par vos évêques dans leur récent document sur la théologie de la libération ».

Une référence au document dans lequel l'épiscopat péruvien a confirmé « sa pleine et unanime adhésion » au texte de la Congrégation pour la doctrine de la foi consacré à la théologie de la libération. C'est la première fois depuis le début de ce voyage que Jean-Paul II traite de manière aussi explicite de la théologie de la libération. Dans son avion, répondant à des questions des journalistes qui l'accompagnaient, il avait déclaré : « La théologie de la libération est un concept qui n'intéresse que peu de gens. Je vais en Amérique latine avant tout pour parler aux hommes. »

A Cuenca, en Equateur, ville universitaire de profonde tradition catholique, Jean-Paul II n'avait fait aucune allusion dans son homélie au débat qui secoue le monde chrétien et dont certains membres sont partisans des thèses de « l'Eglise des pauvres ».

An Pérou, son message a un sens précis : dans le contexte actuel, l'Eglise doit éviter même « ce qui pourrait faire penser » qu'il existe une double hiérarchie ecclésiastique. La référence qu'a faite Jean-Paul II au document des évêques péruviens — jugé à Rome avec une certaine méfiance malgré l'adhésion qu'il exprime aux thèses du Vatican — est tempérée par le ton ferme de son discours. « Le peuple de Dieu » ne doit pas « perdre son identité ni subordonner l'Evangile à des catégories politiques ou sociologiques. C'est la responsabilité de tous et d'abord des prêtres de veiller à ce que l'Eglise ne perde pas son visage authentique ».

NICOLE BONNET.
Guatemala

Le gouvernement invite Amnesty International. — Le gouvernement guatémaltèque a invité l'organisation humanitaire Amnesty International à venir enquêter sur la situation des droits de l'homme au Guatemala, a indiqué vendredi 1^{er} février le ministre des affaires étrangères, M. Fernando Andrade. Amnesty International a fait état à plusieurs reprises de violations des droits de l'homme dans ce pays. Ces accusations ont été rejetées par les régimes militaires qui se sont succédés au Guatemala, dont celui du général Oscar Mejia, au pouvoir depuis août 1983. De source gouvernementale, on estime que des progrès ont été réalisés dans ce domaine et qu'il est « très important » qu'une délégation d'Amnesty soit autorisée à enquêter sur place. (AFP.)

particulièrement déterminés, du Sendero lumineux. Mais le Pérou a bien davantage besoin d'une aide économique et surtout de la coopération internationale pour le rétablissement de sa lourde dette extérieure (13 milliards de dollars).

PRECISION. — Une erreur matérielle a dénaturé le sens de l'article sur le Pérou (le Monde du 26 janvier). Il fallait lire : « Les Etats-Unis envisagent de doubler leur assistance militaire pour moderniser l'équipement des forces de l'ordre engagées dans une lutte impitoyable contre les guérilleros ».

MALGRÉ SON SOUCI DE MÉNAGER PARIS

New-Delhi a voulu faire preuve de fermeté

De notre correspondant

New-Delhi. — Le gouvernement indien est formel : on ne badine pas avec la dignité nationale. Tel est en substance le sens qu'il faut donner à cette étrange affaire : vendredi après-midi 1^{er} février, un porte-parole du gouvernement indien a annoncé le départ de l'ambassadeur de France en poste (nos dernières éditions du 2 février), alors que tard dans la soirée, à l'ambassade, on prétendait toujours tout ignorer de la chose. Pourtant, si on se refuse au moindre commentaire à la mission française à Delhi, du côté indien on prend des gants.

Le laconique commentaire officiel parle, en effet, uniquement du *withdrawing* (retrait) de M. Serge Boidevaix, ambassadeur de France, à la suite d'un entretien de l'ambassadeur indien en poste à Paris, M. Narendra Singh, et du ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas. Le mot « retrait » n'est pas employé. De même, à aucun moment n'est-on officiellement fait un rapprochement direct entre ce « retrait » anticipé de M. Boidevaix et l'affaire d'espionnage qui, le 20 janvier, a provoqué le rappel exigé par l'Inde de l'attaché militaire adjoint de la mission française, le colonel Alain Bolley.

Le choix des termes employés — « retrait » français et « *withdrawing* » indien —, ainsi que la promotion impromptue de M. Boidevaix à un poste important au Quai d'Orsay, ne trompent cependant personne. On pense, en effet, ici que si l'Inde entend faire preuve de fermeté dans cette affaire, le gouvernement de M. Rajiv Gandhi ne souhaite pas malgré tout une trop grave détérioration des relations avec la France. D'où le souci de ménager Paris tout en faisant bien sentir à qui de droit qu'il n'acceptera jamais la répétition d'un pareil scandale, où l'on aurait vu des dizaines de kilos de documents passer des tiroirs secrets du premier ministre aux mains des services secrets français (voir de la CIA, du KGB, etc., selon la version d'informations émise au lendemain du départ du colonel Alain Bolley), en transitant par les photocopies à une roupe la feuille au marché du coin.

Aux yeux de la presse indienne, il ne fait guère de doute que le « retrait » officiel de l'ambassadeur français fait suite à une requête du gouvernement indien, non satisfait du simple rappel du colonel Bolley face aux chefs d'accusation qui auraient été dressés contre lui. Ainsi M. Boidevaix a-t-il été appelé à prendre sur lui la responsabilité morale de l'affaire afin d'apaiser New-Delhi. Selon certains journaux, la présence à New-Delhi de l'attaché

militaire français, le colonel Jean-Michel Millot, aurait aussi été remise en question.

L'attitude officielle adoptée par le gouvernement tout au long de cette affaire où la France est en cause contraste singulièrement avec le traitement réservé en pareilles circonstances à d'autres puissances occidentales — qui, pour une raison ou une autre, ont eu le malheur de froisser la susceptibilité indienne. On se rappelle qu'il a suffi que la BBC ou que l'ambassadeur américain aient prononcé quelques mots de travers pour que les ambassades des deux pays soient assilées par un flot continu de manifestations, conséquence plus ou moins spontanée de l'outrage officiel. Ainsi, la Grande-Bretagne a-t-elle pâti des représailles économiques, prises au temps du premier ministre Indira Gandhi, pour « punir » Londres de son manque de « compréhension » sur l'affaire des extrémistes sikhs résidant en Angleterre et dont l'Inde réclame l'extradition. Cette « mauvaise volonté » britannique a coûté à la Grande-Bretagne le report de la visite du ministre anglais de la défense, Sir Michael Heseltine.

Les retombées commerciales

Eu attendant, les spéculations vont bon train sur les retombées commerciales de l'affaire Bolley. La réserve apparente du gouvernement

indien est généralement perçue comme un signe favorable pour la France, qui négocie actuellement plusieurs contrats d'armement d'importance majeure.

Si, chez les concurrents de la France, on se refuse à toute manifestation de satisfaction sur « l'embarras de Paris », on est loin de rester inactif. Le principal responsable britannique des ventes en matière de défense, Sir James Blythe, vient en effet d'arriver à New-Delhi dans l'espoir de consolider la position britannique.

Si les relations franco-indiennes traversent bien en ce moment une période difficile, on saura d'ici quelques semaines si l'affaire Bolley a fait capoter le travail de rapprochement entre les deux pays, entrepris au lendemain de l'entrée en fonctions de M. François Mitterrand. Normalement, le choix d'un nouvel ambassadeur à New-Delhi devrait être connu d'ici un mois. De source indienne officielle, on indique qu'au-delà de ce délai il serait effectivement possible de parler d'une dégradation réelle. En outre, on attend de voir si M. Rajiv Gandhi, comme prévu, ira à Paris en juin pour assister à l'inauguration du Festival de l'Inde (en 1984, Indira Gandhi s'était elle-même déplacée pour ouvrir le Festival de l'Inde à Londres). De source officielle, on se borne à dire que ce voyage en France « n'a jamais été formellement annoncé ».

(Interim.)

LA RECHERCHE
L'origine des cellules à noyau • Le quarkonium
Les premiers grands singes • La physique du tennis

N° 163
24 F
EN VENTE PARTOUT

LES CELLULES A NOYAU
par L. Margulis et D. Sagan

LE QUARKONIUM
par J. M. Richard et A. Martin

LES PREMIERS GRANDS SINGES
par M. Pickford

LA CIVILISATION DE L'INDUS
par M. Jansen

OFFRE SPECIALE D'ABONNEMENT
Un an : 209 F au lieu de 264 F*
Etranger : un an 260 F

Je souscris un abonnement d'un an (11 n°) à LA RECHERCHE au prix de 209 F TTC
Nom :
Adresse :
Code postal :
Je règle par :
57, rue de Seine - 75280 Paris Cedex 06.
Abonnement Belgique : Soumillion, 28, Avenue Massenet - 1190 Bruxelles
*Prix de vente au numéro

150 م.الاحول

Étranger

Autriche

LES SUITES DE L'AFFAIRE REDER

La motion de censure contre le gouvernement de M. Sinowatz a été rejetée

Vienne (AFP, AP, Reuter). — Le Parlement autrichien a rejeté, le vendredi 1^{er} février, par quatre-vingt-dix voix contre quatre-vingt, une motion de censure qui avait été déposée par le Parti populiste contre le gouvernement du chancelier social-démocrate Fred Sinowatz et de la droite libérale de M. Norbert Steger. L'opposition entendait sanctionner l'attitude du ministre de la défense, M. Friedhelm Frischenschlager qui, le 24 janvier, était allé accueillir à l'aéroport de Graz, en Styrie, le criminel de guerre nazi Walter Reder, qui venait d'être libéré par l'Italie après trente-cinq ans de détention pour sa responsabilité dans le massacre de mille huit cents personnes à Mauthausen.

M. Sinowatz a fait valoir, dans sa déclaration précédant le vote, que Walter Reder n'avait, en réalité, été remis au chef de la police styrienne, comme en faisait foi un document signé à cette occasion avec les responsables italiens du transfert. Le chancelier a encore indiqué que c'était bien au ministère de la

défense de se charger ensuite du transfert du criminel dans une caserne, où il devait demeurer, coupé du monde extérieur, jusqu'à la fin de sa peine, dans six mois, selon le souhait des autorités italiennes. Mais le ministre de la défense a commis « une grave erreur politique » en se chargeant lui-même de l'accueil et du transfert de W. Reder ; M. Frischenschlager ayant présenté des excuses publiques, que le chef du gouvernement a considérées comme « honnêtes et sincères », le chancelier a estimé qu'il n'avait pas à exiger la démission d'un homme dont l'attitude a pourtant provoqué l'indignation en Autriche et à l'étranger.

Le Parti libéral avait fait savoir par la voix de son leader, M. Steger, vice-chancelier et ministre du commerce, qu'il mettrait fin à la coalition gouvernementale si le ministre de la défense était contraint à la démission ; il avait simplement demandé que M. Frischenschlager avait commis « une erreur d'appréciation ».

République sud-africaine

SEPT ANS APRÈS LA MORT DU DIRIGEANT NOIR

La justice ordonne une enquête sur le comportement de deux médecins dans l'affaire Biko

De notre correspondant

Johannesburg. — La Cour suprême de Pretoria a ordonné, mercredi 30 janvier, au conseil médical et dentaire d'Afrique du Sud (SAMOC) d'ouvrir une enquête sur la conduite de deux médecins qui avaient été chargés de soigner en prison le dirigeant du mouvement de la conscience noire, Steve Biko. Figure devenue depuis légendaire, le « martyr de la cause noire », ancien président d'une organisation d'étudiants, est mort dans sa cellule de la prison de Pretoria à l'âge de trente ans, le 12 septembre 1977, dans des conditions qui n'ont jamais été éclaircies, des suites d'un traumatisme crânien. Les enquêteurs chargés de son interrogatoire avaient affirmé, à l'époque, que sa tête avait heurté malencontreusement un mur lors d'une bagarre dans les locaux de la police. L'enquête n'avait pas permis d'établir de responsabilités et la justice avait clos le dossier, estimant qu'elle ne pouvait incriminer personne.

Cette affaire, qui avait provoqué une intense émotion, est donc à nouveau sur la sellette plus de sept ans après. Cependant, il ne s'agit pas aujourd'hui de déterminer l'origine exacte des blessures, mais de savoir pourquoi deux médecins appelés à son chevet ont failli à leur tâche d'assistance. Ces médecins, les docteurs Ivar Lang et Benjamin Tucker, sont accusés d'avoir eu un comportement « incorrect et scandaleux » en faisant preuve de « manque de diligence et de grave incompétence ». Ils avaient simplement rédigé un certificat médical déclarant que l'état de santé de Steve Biko était normal.

Six médecins avaient donc, en novembre dernier, demandé à la Cour que le SAMOC, l'équivalent du conseil de l'ordre en France, d'ouvrir une enquête sur l'attitude de leurs confrères dont « la conduite a fait la profession médicale », enquête que le SAMOC avait toujours refusée malgré les recommandations du magistrat chargé de l'information. La Cour a estimé que, de prime abord, la conduite de ces deux médecins avait bien été « incorrecte et scandaleuse ».

M. B.-R.

Zaïre

M. Mokolo Wa Mpombo est nommé ministre des affaires étrangères

Le chef de l'Etat zaïrois, le maréchal Mobutu, a procédé, vendredi 1^{er} février, à un large remaniement de son gouvernement. Il a confirmé qu'il entendait maintenir sa politique de rigueur économique et financière en reconduisant dans ses fonctions le premier ministre, M. Kengo Wa Dondo, considéré comme le principal artisan de cette politique.

Ce remaniement, qui fait entrer neuf nouveaux ministres au gouvernement, constitue une série de mouvements de personnalités de l'Etat (diplomatie, armée, régions, organes dirigeants du parti) aboutissant à une concentration accrue des pouvoirs. Ainsi, outre le portefeuille de la défense et de la sécurité du terri-

toire qu'il détenait déjà, le président Mobutu prend personnellement en main celui de la justice.

Le chef de l'Etat a nommé un de ses proches, M. Mokolo Wa Mpombo, ministre des affaires étrangères, en remplacement de M. Umba Di Lutete, qui quitte le gouvernement. M. Wa Mpombo était, jusqu'à présent, chef des services de sécurité et conseiller diplomatique et politique du président.

D'autre part, le ministre de l'information, M. Sakombi Inongo, quitte le gouvernement et est remplacé par un journaliste, M. Ramazani Baza, ancien directeur général de l'agence Zaïre-Presse. — (AFP, Reuter.)

Jamais président des Etats-Unis ne fut aussi populaire. Le secret de Ronald II n'exigeait donc pas qu'on bouleversât la cour. A Washington, garde montante et garde descendante se rassemblent beaucoup. Certains ont échangé leurs postes, d'autres, comme Jane Kirkpatrick — idole des conservateurs et « figure » de l'ONU, — ont quitté l'équipe. La « famille » des Californiens qui entoure « son Ron » s'est peu à peu — très peu — ouverte à des « étrangers ». Et le secrétaire d'Etat, M. Shultz, a tout loisir de reprendre ce dialogue avec Moscou qui rassure tant l'électeur.

M. Donald Regan, très loyal chef d'état-major



SHULZKAMANN.

Correspondance

Washington. — « Baker, bon Dieu, échangeons nos boulets... — Vous rigolez ? — Non, vous en avez assez, n'est-ce pas ? — Au fond, vous avez beaucoup raison. »

Ce dialogue direct entre deux anciens officiers de « marines » fut, il y a un an, à l'origine de la permission que vient d'entendre le président Reagan.

Les milieux politiques en ont été surpris. Que James Baker, qui espérait depuis longtemps devenir ministre, ait accepté d'être secrétaire au Trésor (ministère des finances), c'était prévisible. Mais pourquoi Donald (à Don) Regan s'est-il préféré abandonner un poste ministériel important pour devenir — ce n'est pas vraiment une promotion — secrétaire général de la Maison Blanche ? Sans doute parce que ce nouvel emploi répondait mieux à ses capacités, à la nature profonde d'un homme énergique, voire autoritaire, habitué à donner des ordres, d'abord dans l'armée, puis à Wall Street, enfin dans son département ministériel, où il s'est fait une réputation de perfectionniste et de petit tyran. Mais un tyran non dépourvu de charme. De l'entente de ses subordonnés, il a gardé un sens de l'humour adoucissant un tempérament irascible.

Des origines modestes

A la différence de James Baker, fils d'une riche famille patricienne du Texas, Don Regan s'est fait lui-même. D'origine modeste (son père était employé des chemins de fer à Boston), il n'avait que pour entrer à Harvard. Il n'y brilla pas particulièrement ; et abandonna l'université pour s'engager dans les « marines ». Il participa aux combats du Pacifique et, à vingt-sept ans, est lieutenant-colonel. Abandonnant la carrière militaire, il entre comme stagiaire dans la grande maison de courtage Merrill Lynch pour en devenir un des associés à trente-six ans. Son ambition est manifeste et parfois agressive : « Le plus effronté peut s'élever », déclare un jour à son propos un de ses collègues. Donald Regan, qui

mesure 1,82 m, protesta : « Je ne suis pas petit... » Au cours des années, il diversifie les activités de l'entreprise pour en faire une sorte de « supermarché » financier. Puis il se lance dans de grandes opérations d'investissement bancaire avec une détermination qui surprend ses concurrents.

Il est l'homme de Wall Street par excellence. Ses amis disent qu'il incline à assimiler la Maison Blanche à une grande société dont le président Reagan est le PDG, les membres du cabinet les vice-présidents, et lui-même le fondé de pouvoir chargé d'exécuter les décisions du conseil d'administration. Mais il voit déjà plus loin. La désagrégation de la trilogie de la Maison Blanche (Baker, Deaver, Meese) lui offre, en effet, la possibilité de devenir pour ainsi dire un premier ministre.

Au lieu d'une direction collégiale, souvent paralysée par des dissensions internes, il dirigera tout seul, en patron incontesté, la machine de l'exécutif, s'entourant de collaborateurs disciplinés dont il exige un loyalisme aussi grand que le sien envers le président Reagan.

Les détracteurs ne manquent pas, qui le considèrent comme incompétent en politique. « Il n'a pas la moindre idée de ce qu'il fait », a dit un fonctionnaire de la Maison Blanche. Mais surtout, ses critiques lui reprochent d'être un homme « lège », un bon-oui-oui qui suivra fidèlement les directives du président, qu'il lui cache certaines vérités désagréables. « Il a toujours exécuté la politique économique en vogue à un certain moment », a dit un membre du Congrès.

En tout cas, oscillant entre les redoutables et une foi aveugle envers son chef, il a été pendant quatre ans un combattant dévoué au service du président pour défendre sa politique économique, s'en prenant à la Banque fédérale de réserves et au comité des conseillers économiques du président. Sa crédibilité, ébranlée en 1981-1982, alors que la récession

démentait ses appréciations optimistes sur un retour à la prospérité et sur « le plus grand rétablissement économique de l'histoire », fut rétablie avec le succès des « réaganomics ».

Autoritaire et optimiste

Son loyalisme envers le président repose sur de solides affinités. Les deux hommes ont le même optimisme, le même credo politique et économique, et surtout le même dédain des économistes professionnels, surtout des Cassandras, dont les prévisions catastrophiques ont été démenties. Martin Feldstein, alors chef des conseillers économiques du président, ayant élaboré un rapport très pessimiste sur les effets du déficit budgétaire, Don Regan déclara aux sénateurs : « Vous pouvez mettre ce document au panier. » Donald Regan ne croit pas au lien entre le déficit et les taux d'intérêt.

« Manager » efficace, gestionnaire musclé, il va diriger la Maison Blanche avec autorité et presque *manu militans*, éliminant les intrus et les fâcheux des allées du pouvoir, bien décidé également à arrêter la flor des indiscrétions, des fuites affectant le travail de l'exécutif.

Dans la lutte de tendance, au sein de l'administration, il se range, disent les observateurs, du côté des « modérés », notamment de M. Shultz, son vieil ami, qui a renforcé sa position.

Sûr de lui, Don Regan ne semble avoir aucun doute sur ses qualifications : « J'étais probablement aussi bon qualifié que n'importe qui pour ce poste », a-t-il dit à propos de sa nomination à la Maison Blanche. Il ne participe pas au « circuit social », préférant les réunions intimes avec des couples amis comme les Shultz ou les Casey, lui est directeur de la CIA. Et bien entendu les Reagan, avec lesquels il aime échanger les histoires salées et des « limericks », ces petits poèmes humoristiques de quelques vers.

HENRI PIERRE.

M. James Baker, le Texan chez des Californiens



VIOLETTE LE QUÈRE.

Un Texan solitaire au milieu d'une armée de Californiens : James Baker ou plutôt Jim, comme il aime bien se faire appeler, représente un cas singulier dans l'entourage de M. Ronald Reagan. D'abord, parce que, à la différence d'autres conseillers passés ou présents du président, tels Edwin Meese ou Michael Deaver, il ne fait pas vraiment partie de la famille. Il ne peut pas, lui, faire remonter ses racines aux racines où Ronnie gouvernait l'Etat de Californie depuis le Capitole de Sacramento. M. James Baker ne s'est rallié à M. Ronald Reagan que six mois à peine avant l'élection de ce dernier à la présidence, en 1980.

Pis : avant de miser sur le bon cheval, l'homme qui prend ces jours-ci la direction du département du Trésor avait mis, par deux fois, ses compétences au service de rivaux de l'actuel président.

Un ami du franc-parler

Quatre ans plus tard, il essayait de rééditer sa performance à la tête de l'équipe électorale de M. George Bush, un vieil ami, pour lequel il avait déjà travaillé dix ans plus tôt au Texas. La partie, cette fois, était trop inégale face à un Ronald Reagan lancé dans une irrésistible ascension. Bush, sur les conseils de Baker, eut la sagesse de se retirer suffisamment tôt de la compétition et ni l'un ni l'autre n'eut à le regretter. Bush se vit offrir par Reagan la vice-présidence, tandis que Baker, contre toute attente — et au grand dam des conservateurs — était appelé dans le cercle étroit des conseillers de la Maison Blanche.

C'est — autre particularité du personnage — si Jim Baker a été depuis quatre ans d'une grande

loyauté envers son président, il n'en a pas pour autant épousé toutes les causes. Ainsi n'a-t-il pas caché qu'à son avis M. Ronald Reagan aurait dû se séparer de son secrétaire au travail, M. Raymond Donovan, lorsque celui-ci fut suspecté dès le fin de 1981 de pratiques liées dans des contrats de construction à Donovan, devait confier tout de go Baker à un journaliste en janvier 1983, n'aurait pas dû rester à son poste.

Ce vou devait mettre presque deux ans à se réaliser : à la veille de l'élection présidentielle de novembre 1984, Donovan, inculpé, était finalement suspendu de ses fonctions.

Sur le fond, James Baker partage cependant, malgré certaines différences dans le détail, les ambitions réaganiennes : avec son patron, il a prôné naguère l'idée que l'Amérique devait renverser la course de son économie et triompher de la crise ; puis proclamé urgent que le « respect » dû aux Etats-Unis dans le monde fût restauré. A cette fin, ils doivent renforcer leur capacité de défense, même s'il a fini par trouver les propositions budgétaires du Pentagone excessives — et avoir une politique étrangère « crédible et cohérente ».

L'estime générale

A sa manière, cet ancien avocat d'affaires né en 1930 d'une famille aisée d'hommes de loi de Houston — la firme Baker and Botts, fondée par son arrière-grand-père, — incarne une certaine Amérique profonde. Comme M. Ronald Reagan,

PRIX NOBEL DE LA PAIX 1984



Prisonnier de l'espérance

Desmond TUTU

chez votre libraire

le Centurion

Étranger

TOGO

Les dieux sont à la mer

L'Afrique traverse une mauvaise passe. A la sécheresse, à la désertification et aux famines qui affligent le Sahel, voici que s'ajoute une calamité « non naturelle », affectant cette fois les côtes.

Un barrage moderne présente certes d'immenses avantages mais, dans la région du golfe du Bénin, il peut faire fâcheusement reculer la côte. Hommes et dieux sont à la mer...

De notre envoyé spécial

Lomé. — En l'espace de deux ans, tout a changé. Ici, le bitume est en dentelle et la chaussée déjà à moitié grignotée par la mer. Pourtant, il s'agit déjà de la « deuxième côte », la première ayant été engloutie sous les flots. Là, la route est carrément coupée, et les vagues commencent à lécher les pieds de cocotiers qui ne tarderont pas à être à leur tour emportés. Ailleurs, des maisons ont été balayées par le courant et des murs en ciment se distinguent encore entre deux vagues. A Aného, vieille ville côtière du Togo, frontalière du Bénin, il a fallu murer l'entrée principale de l'église du foyer Pierre-et-Paul, qui date de 1926. Située juste à côté, la « case » du chef est, elle aussi, pratiquement condamnée. Les dieux sont à la mer, car la côte a reculé, parfois de plus de 200 mètres.

Le rapport de l'université de Lomé, en date du 20 novembre 1984, est formel. « La cause directe du recul de la côte, y lit-on, est la construction du barrage d'Akossombo qui retient la quasi-totalité des sables transportés par la Volta. La côte du golfe du Bénin, depuis l'estuaire de la Volta jusqu'au Bénin, constitue un ensemble en déséquilibre depuis l'arrêt de la fourniture de sédiments par ce fleuve à

l'issue de la mise en service du barrage. L'implantation du port de Lomé a amplifié un recul qui se serait produit de toute façon, mais à plus long terme et de façon beaucoup moins brutale ».

Avant la construction du barrage d'Akossombo, au Ghana, les millions de mètres cubes d'alluvions déversés à la mer étaient entrainés vers l'est par un courant longeant le littoral et déposés sur les côtes du Togo et du Bénin. Celles-ci ne « bougeaient » pas car, en quelque sorte, le courant déposait des alluvions réparatrices. « Il s'agissait d'un géosystème stable », explique Georges Rossi, un universitaire français chargé, avec ses collègues togolais, du projet « érosion côtière ». « Lorsque le barrage, poursuit-il, a été mis en route, en 1962-1963, les alluvions sabloneuses ont été bloquées, la dérive littorale a été brutalement sous-saturée et la côte a commencé à reculer au niveau du delta de la Volta. A l'est de l'estuaire, la ville de Keta est partie à la mer ».

Un péril majeur

Située à quelques dizaines de kilomètres plus à l'est, la côte togolaise n'a pas bougé au début, car ce que le courant « grattait » plus à l'ouest compensait le manque d'alluvions sahariennes. Elle a commencé à se déformer en 1965-1966, au moment même où, du côté togolais de la frontière avec le Ghana, était construite la digue, longue de 120 mètres, du port de Lomé. A l'ouest de celle-ci, ce que le courant a « gratté » s'est tassé aujourd'hui, formant une gigantesque plage face à l'hôtel Sarakawa, le plus bel établissement de Lomé. A l'est, devant l'hôtel Tropicana, situé en face du port, le recul est d'une centaine de mètres, mordant presque sur la piscine qui se trouvait, à l'origine, au centre d'un jardin. A l'est du port, le recul a été de 135 mètres entre 1968 et 1975. A Kpémé, à peu près à mi-chemin entre Lomé et Aného, donc au milieu d'une côte togolaise d'à peine 60 kilomètres de long, le recul a été de 130 mètres.

Pour l'économie togolaise, ce qui pourrait n'être qu'une impressionnante curiosité prend la forme d'une catastrophe. Des villages de pêcheurs ont été condamnés, et, quoi qu'il advienne, d'autres le seront. Le recul de la côte menace une lagune et, surtout, un peu en retrait, le lac Togo, étendue d'eau douce poissonneuse et les adductions d'eau installées pour les riverains. Plus grave encore, le phénomène menace de déchausser le fameux wharf qui prolonge, dans la mer, l'usine de phosphates du Togo. Il a été construit en 1956-1957, sur des pieux qui s'enfoncent, de 15 mètres, sous la mer. La partie la plus avancée est donc solide. Mais celle qui était autrefois sur terre, et se retrouve aujourd'hui à cheval sur la mer, ne repose que sur de simples piliers dotés de semelles de béton installées sur le sable. C'est cette partie qui risque rapidement de s'effondrer sous l'effet de l'avancée de flots.

Pour le Togo, le déchaussement du wharf constituerait un désastre économique car les ventes de phosphates représentent le tiers de son produit intérieur brut. « On est au point où l'économie du pays repose sur une exportation dépendant d'une jetée menacée de déchaussement », dit un expert en quête de formule. C'est pourquoi, lorsque l'ampleur du phénomène s'est révélée au printemps 1984, à l'occasion de quelques tempêtes, les Togolais ont mis les bouchées doubles pour tenter d'y trouver des remèdes. Il fallait, à tout prix, endiguer l'érosion côtière avant que le pire se produise. Georges Rossi et son équipe se sont mis au travail, en relation avec le Laboratoire central d'hydraulique de France.

L'alerte a été donnée dès juillet 1984. La modification de la côte a fait apparaître, en certains endroits, un beach-rock, sorte de barrière sédimentaire de 4 à 6 mètres de profondeur et de 30 à 50 mètres de largeur, assez solide pour enrayer l'érosion quand cette digue naturelle se retrouve à fleur d'eau. C'est le cas, aujourd'hui, face au Tropicana, où une petite lagune s'est formée. Les touristes y font trempette, à



FRANCHINI

l'abri des vagues et de courants dangereux. Mais cette barrière interdit toute pêche, car les embarcations ne peuvent pas la franchir. De toute façon, les filets des pêcheurs s'y déchireraient.

Un casse-tête technique

Des études ont permis de refaire l'ensemble du tracé du beach-rock. Malheureusement celui-ci disparaît à la hauteur du wharf. Après avoir remblayé la côte à plusieurs reprises à cet endroit, il va falloir rapidement, à titre de précaution, construire un petit mur de béton armé pour protéger les semelles les plus menacées. Entre-temps, le FAC — Fonds d'aide et de coopération française — finance une étude, entreprise par le Laboratoire central d'hydraulique, qui permettra de définir l'implantation

d'ouvrages de protection les plus appropriés dans cette zone et dans celle de la ville d'Aného.

Car, à Aného, le tracé du beach-rock coupe la ville en deux, sous la lagune franchie par un pont, celui sur lequel passe la « troisième côte », route internationale toute nouvelle qui longe le golfe du Bénin. Le pont se situe actuellement à 30 mètres seulement de la mer. Dans cette zone, le beach-rock se trouve trop à l'intérieur des terres pour pouvoir jouer le rôle de barrière ou servir de point d'appui à des ouvrages de protection.

Sauver le wharf

Que faire pour conjurer la catastrophe sans se lancer dans des travaux qui coûteraient des milliards de francs ? Ou encore pour éviter que la côte béninoise ne souffre à son tour des effets de

la construction d'ouvrages qui ne stabiliseraient que la partie togolaise de la côte ? Car, au-delà d'Aného, une maigre bande côtière, qui appartient au Bénin, serait menacée de disparition en cas d'avancée — des flots, et le tracé frontalier serait radicalement modifié sur quelques dizaines de kilomètres.

Face à ce casse-tête, les ingénieurs français et togolais semblent envisager la construction d'épis s'enfonçant dans la mer, d'une longueur de 30 à 70 mètres selon les besoins. De savants calculs permettront, en les disposant de façon appropriée, de rétablir un certain équilibre, ce qui ne sera pas aisé. « Face à la ville de Lomé, précise à ce propos le rapport de l'université, risque de se développer une instabilité difficilement acceptable compte tenu des enjeux économiques et sociaux. Dans ces conditions, il faudra, dans un premier temps, préciser la nature et le caractère immédiat ou non du danger du recul. Les résultats de ce premier travail permettront de juger de la nécessité et de l'urgence de l'implantation d'ouvrages ».

Avec ses « épis courts », la côte togolaise changera rapidement de physionomie. Mais le problème de l'érosion côtière ne sera pas pour autant réglé. Dans un premier temps, les Togolais veulent sauver leur wharf, protéger le patrimoine culturel d'Aného, empêcher l'effondrement de la route internationale et éviter des modifications trop sensibles du genre de vie des populations riveraines. Mais, dans un deuxième temps, il faudra mettre en place un système de surveillance continue de l'érosion du littoral. Hélas ! Les ingénieurs du barrage d'Akossombo, qui ont réalisé un remarquable ouvrage, n'avaient pas prévu que, un quart de siècle plus tard, les rivages du golfe du Bénin seraient radicalement transformés. Et que, pour éviter l'irréparable, il faudrait investir des sommes peut-être aussi élevées que celles consacrées à leur chef-d'œuvre.

JEAN-CLAUDE POMONTI

ESPAGNE

Don Diamantino, curé à gages

Dans cette Eglise d'Espagne qui fut un peu trop triomphante sous le franquisme, il ne fait pas bon être prêtre engagé à gauche. Pourtant, l'évêque — instruit par l'histoire — supporte tant bien que mal qu'un curé d'Andalousie un curé témoin de l'Evangile en partageant la vie et les pauvres gages de ses paroissiens, ouvriers agricoles. Et même on dirigeant leur syndicat...

De notre correspondant

Séville. — Prêtre et dirigeant d'un syndicat d'extrême gauche, ouvrier agricole et vendangeur à ses heures, Diamantino Garcia possède assurément un bien curieux curriculum vitae. Mais comment assurer son sacerdoce sans paradoxe ni contradictions dans un endroit comme Los Corrales, un bourg de 3 600 habitants de la province de Séville, l'un de ces coins d'Andalousie, plus nombreux qu'on ne le pense, où le problème de la terre se pose encore en des termes qui évoquent le dix-neuvième siècle ?

Cela fait seize années qu'il est là, dans ce village où, rappelle-t-il, « les curés restaient tout au plus deux ou trois ans, et où personne ne voulait venir ». Quand il y est arrivé, jeune prêtre de vingt-cinq ans, frais émoulu du séminaire, il n'a pas tardé à comprendre pourquoi. « Lorsqu'à travers la vitre de la maison paroissiale j'ai vu les paysans du village qui entassaient sur leurs chariots les matelas, les couvertures, les boîtes de conserve et la cage du

canari, je me suis dit : mais qu'est-ce que je fais là ? », raconte-t-il.

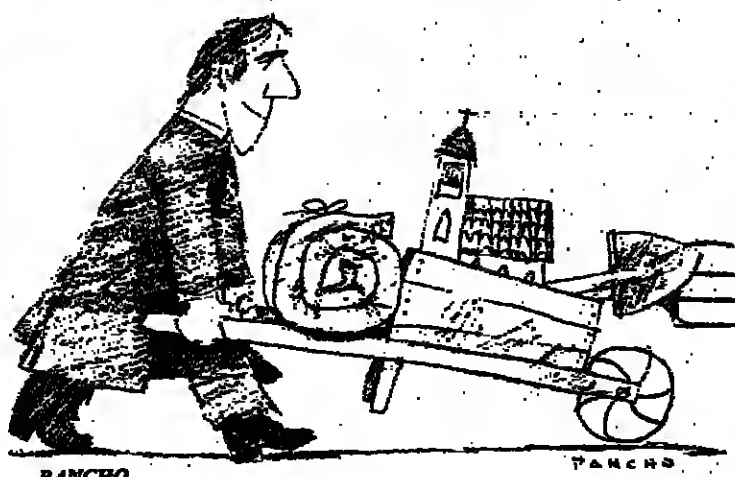
Il allait rapidement revenir de sa surprise : « Un paysan m'a affirmé : ici, nous voyageons sans cesse d'un endroit à l'autre pour trouver du travail. Seuls les vieillards restent au village : les invalides, les petits enfants, les vieillards, le curé... ». Soucieux de ne plus figurer dans cette liste peu glorieuse, Diamantino renonce à sa paie d'ecclésiastique, chargée lui aussi sur matelas, et partit avec les autres sur les routes.

« Que pouvais-je faire d'autre ? s'interroge-t-il, allumer des cierges et chanter des cantiques pour les quatre vieilles restées au village ? Devenir un fonctionnaire de la liturgie dans une église vide ? Le Christ s'est fait chair pour souffrir avec les hommes, et la seule manière de suivre son exemple à Los Corrales, c'était de devenir paysan sans terre parmi les paysans, migrant parmi les migrants. »

C'est pourquoi, depuis seize ans, Diamantino Garcia « fait la route » avec ses paroissiens, en suivant, comme 95 % des chefs de famille du village, le même itinéraire itinéraire de la misère. « De décembre à mars, nous participons au ramassage des olives à Jaén, explique-t-il, en avril, nous sommes au chômage. En mai, nous nous rendons dans le nord de l'Espagne pour la récolte des asperges. En juillet et août, c'est à nouveau le chômage. En septembre, nous partons pour le sud de la France pour participer à la vendange. Quelques-uns d'entre nous cueillent le coton dans la vallée du Guadalquivir. Partout où il est possible de gagner de quoi survivre, les paysans de ce village sont prêts à partir. Ce qui n'empêche pas que

10 % d'entre eux, aujourd'hui, connaissent véritablement la faim. »

S'ils s'en vont chercher le pain quotidien aux quatre coins de l'Espagne, c'est que les paysans de Los Corrales savent qu'ils ne trouveront pas chez eux. Ici, la terre est pauvre et son rendement est faible. De plus, une grande partie des terres des environs est constituée de collines en friche



PANCHO

que les propriétaires ont érigées en terrain de chasse, en se refusant à tout reboisement.

« Doublement hai »

« Lorsqu'on entend les hommes politiques de Madrid affirmer que la réforme agraire n'est plus une nécessité en Andalousie, on se demande s'ils sont déjà venus à Los Corrales », se lamente Don Diamantino. Neuf mois par an, le village est pratiquement vide, avec ses paysans sur les routes, voyageant comme les escargots, la maison sur le dos.

Partageant la vie des paysans sans terre d'une des régions les plus déshéritées d'Espagne, Diamantino Garcia n'allait pas tarder à partager leurs luttes. Il fut l'un des fondateurs du SOC, le Syndicat des ouvriers agricoles, et en exerça durant deux ans la présidence, qu'il a abandonnée il y a quelques mois.

Il reconnaît qu'il a renoncé à cette fonction pour ne pas « four-

partie d'un groupe appelé « Mission du Sud », de quelque trois cents prêtres et religieux qui tentent d'aider à l'assumer l'« engagement envers les pauvres » dans les coins les plus reculés d'Andalousie et d'Estrémadure. La hiérarchie épiscopale, dans l'ensemble, n'est pas toujours prête à accepter les conséquences de cette « inquiétude sociale ».

« Comment voulez-vous qu'une Eglise-institution qui a été aussi scandaleusement mariée avec le franquisme et qui a vécu des prébendes du régime accepte facilement l'engagement envers les pauvres ? s'exclame Don Diamantino, qui a son franc-parler. Au début, j'avais presque honte de dire aux paysans avec qui je travaillais que j'étais curé, car je savais que, pour eux, l'image de l'Eglise était associée trop longtemps à celle des forces les plus réactionnaires de ce pays. »

« Jésus était un pauvre »

C'est d'ailleurs pour cela que le curé de Los Corrales, à l'entendre, a décidé de revêtir la soutane ! « Je me suis fait prêtre parce que je voulais démontrer que l'Eglise pouvait jouer un rôle différent, parce que je voulais démontrer de l'intérieur une institution qui semble avoir oublié que Jésus de Nazareth, lui aussi, était un pauvre. »

L'archevêque de Séville, avec qui il a eu « quelques discussions », l'a finalement laissé agir, sans lui opposer de barrières, reconnaît-il : « La hiérarchie supporte les prêtres engagés, mais sans plus. Elle ne nous stimule pas, car elle nous trouve incommodes : nous allons à contre-courant. »

A-t-il déjà songé, dans ces conditions, à se défroncer, à

renoncer ainsi à la dernière spécificité qui le distingue encore de ces paysans sans terre avec lesquels il prétend se confondre ? Diamantino Garcia reconnaît qu'il y a parfois pensé : lui et les cinq autres prêtres « engagés » qui travaillent dans le même district se réunissent annuellement pour s'interroger sur l'utilité de poursuivre la lutte « de l'intérieur », malgré l'indifférence d'une institution ecclésiastique qui leur semble parfois manichéenne. Mais ils savent qu'en abandonnant le giron de l'Eglise ils feraient le jeu de leurs adversaires, que ces derniers pourraient enfin, comme le dit Diamantino, « dormir tranquilles ».

« Les secteurs ecclésiastiques conservateurs n'attendent qu'une chose : que nous désertions », saugrenu-t-il, en rappelant : « Après le concile Vatican II, au début des années 70, alors que le mouvement d'opposition au franquisme se développait, un courant rénovateur s'était déjà fait jour au sein de l'Eglise espagnole. Mais l'opposition, non seulement du régime, mais aussi de la hiérarchie catholique elle-même, a été trop forte, et beaucoup de curés ont abandonné le sacerdoce : les meilleurs sont partis, ceux qui avaient créé une Eglise de base face à l'Eglise-institution. »

Cette « erreur », Diamantino Garcia n'entend apparemment pas la répéter. D'autant que son sacerdoce, il a le sentiment de le vivre plus pleinement que tout autre. « C'est lorsque je suis en coupant le raisin ou en récoltant les asperges avec les paysans de Los Corrales que je me sens le plus curé », s'exclame-t-il. Pourquoi voudriez-vous alors que je cesse de l'être ? »

THIERRY MALINIAK

سكرا من الامم

Le terrorisme en Europe

Au Portugal

M. Mario Soares estime que les attentats commis par les FP 25 s'inscrivent « dans une stratégie internationale »

Les Forces populaires du 25 avril (FP 25), une organisation portugaise d'extrême gauche déjà responsable de nombreux attentats terroristes, ont revendiqué vendredi 1^{er} février la destruction de plusieurs véhicules appartenant à des ressortissants occidentaux employés de l'OTAN, à Beja, au sud de Lisbonne (le Monde du 2 février). Les FP 25 exigent, dans un communiqué, « la fermeture de la base militaire de Beja, le démantèlement de tous les équipements et le départ de tous les techniciens militaires ».

Les autorités portugaises ont très

précisément par cette relance de

l'activité des FP 25, que la police et

le ministère de la justice se flattaient

récentement d'avoir complètement

démantelées. Les coups de mortier

tirés lundi 28 janvier contre des na-

visires dépendant de la flotte de

l'OTAN et ancrés dans la baie du

Tage ont déjà été considérés comme

une « action d'audace » de la part de

cette organisation, maintenant soup-

çonnée d'entretenir des liens avec les

autres organisations terroristes inter-

nationales.

Le chef de gouvernement portu-

gal, M. Mario Soares, a lui-même

estimé vendredi que l'attentat de

Beja prouvait que le terrorisme « a

des objectifs internes mais s'inscrit

également dans une stratégie inter-

nationale ».

Pour M. Soares, il ne faut pas

« minimiser la gravité du terror-

isme au Portugal » et il est néces-

saire de « le combattre avec fermeté

et énergie ».

M. Soares a précisé que le gouver-

nement allait faire en sorte que la

loi-cadre sur la sécurité interne vo-

tée en septembre 1984 entre bien-
tôt en vigueur, particulièrement en

ce qui concerne les services de ren-

seignements.

Or, bien qu'ils s'en dissocient, la

violence criminelle d'Action directe

pourrait remettre en cause leur si-

tuation. On trouve, en effet, dans la

mouvement de cette organisation au

moins une quinzaine d'activités ita-

liennes : cinq d'entre eux, dont

Vincenzo Spanio (vingt-six) ont été

inculpés et écroués en France, en

1984, et une dizaine d'autres, sus-

pectés d'attentats, emprisonnés en

Italie. Comment, dans ces condi-

tions, éviter l'amalgame ? L'opinion

française distinguera-t-elle long-

temps les « bons » réfugiés, mili-

tants à visage découvert pour une

« solution politique », des « mau-

vais » qui, dans la clandestinité, fa-

vorisent la naissance d'un terrorisme

français ?

L'exemple des Basques

Les accusations répétées de la

classe italienne nourissent le débat

actuel en France. M. Giovanni Spa-

dolini, le ministre de la défense, a ré-

cemment accusé la France d'abriter

une « multinationale du terror-

isme », ce qui lui a valu une sèche

réponse de M^{me} Georgina Dufoix,

porte-parole du gouvernement : « En

matière de police, ce ne sont pas les

bavardages qui comptent, mais les

actes ». Le même jour, M. Sandro

Portini, président de la République,

a traité publiquement d'assassins,

Oreste Scalzone, l'un des porte-

parole de la communauté des réfu-

giés italiens en France, leader des

comités communistes révolution-

naires de 1976 à 1978 à Milan, ce

dernier a été condamné dans son

pays à trente-six ans d'emprison-

nement pour hold-up, constitution de

bande armée, importation d'armes

et coups et blessures. « Toute cette

campagne n'est que haine et intoxica-

tion, estime Toni Negri, qui fut un

des leaders intellectuels de l'Auto-

nomie ouvrière. Le gouvernement

italien a besoin, en fait, du terror-

isme pour masquer la crise. »

Des voix se font partout entendre,

en France en faveur d'un change-

ment de politique à l'égard des réfu-

giés. Pour certains, les Basques ont

montré l'exemple. « L'imprudence

avec laquelle est appliqué le droit

d'asile et le refus quasi systématique

des demandes d'extradition, nous a

déclaré M. Jacques Toubon, secrétaire

général du RPR et spécialiste des

problèmes de sécurité dans son

parti, favorisent l'implantation de

réseaux terroristes en France ». Des

spécialistes de la lutte antiterroriste,

constatant le changement de tacti-

que d'Action directe, l'interrogent

sur les complications dont bénéficient

ses commandos et sur la nature

franco-italienne de l'organisation

terroriste : « La neutralité, affirme l'un

d'eux, consistait à penser que la

parole donnée en 1981 par les Ita-

liens de renoncer aux armes garan-

tirait indéfiniment leur sérénité sur

le terrain. »

Rien, pour l'instant, ne montre

pour autant de collusion entre ces réfu-

giés « à visage découvert » de 1981,

qui sont l'immense majorité et la

nouvelle génération terroriste. Cette

communauté, dont le ministère de

l'Intérieur connaît très officielle-

ment les noms et les adresses, sem-

ble irréprochable, à deux exceptions

près : Francesco de Martis et Philo-

mena de Filippo ont été interpellés

et inculpés en décembre 1984 pour

avoir abrité, dans leur maison de

Gargues-les-Gonesse, trois claudes

italiens suspects de terrorisme.

Les mesures prises par la France

à l'encontre des réfugiés n'apparaissent

guidées par aucune logique.

Ainsi, quarante seulement d'entre

eux bénéficient d'une carte de sé-

jour, les autres vivant dans un état

de non-droit, tolérés, mais non re-

connus. Inversement, deux Italiens

seulement, Enrico Fedele et Gio-

vanni di Giuseppe, ont été placés

sous écrou extrajudiciaire, alors que

d'autres, dans la même situation, et

dont la demande d'extradition avait

été rejetée, ont été remis en libé-

rité. Au total, les réfugiés bénéfi-

cient tout au plus d'un « asile

administratif », pour reprendre l'ex-

pression d'un de leurs avocats, M^{me}

Jean-Pierre Mignard. « Nous

sommes, dit l'un d'eux, comme des

fantômes. »

Les réfugiés ont fait preuve, dans

cette situation précaire, d'une éton-

nante vitalité. On les trouve à Paris

dans cinq pizzerias, une librairie

dans le Marais, une société d'infor-

matique et des petites entreprises du

bâtiment qu'ils ont créées eux-

mêmes. L'un d'entre eux, simple

prévenu dans son pays, vit d'un tiers

de son traitement de professeur qui

lui est toujours versé, comme le pré-

voit la loi italienne. Toni Negri

vend-chèrement ses souvenirs à des

télévisions italiennes. On découvre

des caillots toniques et chapeaux,

passionnés et plus que jamais pris

par la chose politique, mais on ne

comprend plus guère lorsqu'il évo-

quent les années passées.

Autocritique limitée

Leur regard sur leur jeunesse est

trop chargé d'ambiguïté. Ainsi, il y a

chez Francesco Lauricella, à la fois

la désaffection « du chaos des

armes » et le constat « de la puis-

sance et de l'immobilité de

l'Etat » qui auraient exclu alors

toute solution raisonnable. « Nous

avons vécu, dit-il, quelque chose de

grand, de trop grand. Cela était un

choc. » « C'est une des plus

belles saisons de ma vie », affirme

au autre réfugié, Jean-François Pan-

cino, condamné en Italie à quatre

ans de prison. Pour lui, « l'extre-

misme » du mouvement social date

seulement du meurtre d'Aldo Moro

en mai 1978.

L'autocritique reste malgré tout

limitée ; certains, comme Oreste

Scalzone, en refusent même le prin-

cipe : « Il n'est pas question de faire

amende honorable, face à l'esta-

blissement italien, Etat et juges. La

classe dirigeante a des responsa-

bilités plus grandes que les erreurs

des extrémistes et si, entre nous, on

a eu des divergences, on a fait un

voyage commun. » Hébergé par

aujourd'hui un terroriste ? « C'est

un vrai casse-tête que vous me po-

sez, répond-il. Je pense que j'aurais

une discussion très dure avec lui,

mais j'aurais du mal à le mettre à

la porte. »

L'amnistie qu'ils réclament, en

tout cas, sera totale ou ne sera pas :

« C'est encore, concède Scalzone,

dans un sursis, un long chemin à

parcourir. »

N. B.

M. MITTERRAND :

ils tuent.

Il faut les mettre

à la raison

M. François Mitterrand a

déclaré, vendredi 1^{er} février, à

Rennes : « Un officier français.

Aujourd'hui, un industriel alle-

mand. Ainsi vont les choses dès

lors qu'une minorité qui veut

avoir raison toujours a tortout,

compris par le sang, par

détermination de tout ce qui est

organisation de la société, par-

fois servant consciemment ou

inconsciemment à des straté-

gies internationales. Ils tuent, ils

tuent. Il faut les mettre à la rai-

son. »

« Oui, j'ai décidé l'extradi-

tion, sans le moindre remord,

d'un certain nombre d'hommes

accusés d'avoir commis des

crimes. Je n'en fais pas une

politique. Le droit d'asile sera

toujours respecté. »

« Je refuse de considérer a

priori comme terroristes actifs

et dangereux des hommes qui

sont venus, particulièrement

d'Italie, longtemps avant que

l'exercice des responsabilités qui

sont miennes, et qui venaient

s'ajouter ici ou là, repenti à

moi-même, tout à fait, je n'en

sais rien. Mais hors du jeu. Parmi

eux, sans doute, une trentaine

de terroristes actifs et implac-

ables. Ce sont justement ceux

qu'on ne contrôle pas. On ne

sait pas où ils sont. On dit qu'ils

sont en France (...). La France

sera solidaire de ses partenaires

européens, dans le respect de

ses principes, de son droit. Elle

refusera toute protection directe

ou indirecte pour le terrorisme

actif, réel, sanglant. »

« Que l'on puisse disposer

de la vie d'un homme, d'une

femme, simplement parce que

l'on a une autre conception de la

vie, du monde, de l'avenir, une

autre théorie, une autre religion,

un autre projet... Tuer comme

cela... Je sais de quoi je parle.

C'est en connaissance de cause.

Je salue l'un de ceux qui refuse-

ront tout compromis. »

« Il y a des implications que

je n'accepte pas. Elles entraînent

de tel ou tel pays étranger qui

le plus souvent, se débrouille

d'une absence de vigilance en

accusant autrui. La France est

un pays qui refuse le terrorisme,

y compris notre terrorisme à

nous, corse, basque. »

En RFA

La troisième génération

(Suite de la première page.)

Le plus surprenant, finalement,

est que la RAF n'ait pas attendu que

la grève de la faim commencée en

décembre aboutisse à la mort de l'un

des détenus pour passer à une nou-

velle phase de son offensive. Deux

des protestataires avaient renoncé

au cours de la semaine ; mais les au-

tres semblaient, jusqu'à la, décidés à

aller au bout de leur action. En par-

ticulier, Christian Klar, qui avait été

l'un des principaux responsables de

la phase la plus sanglante du terror-

isme allemand dans les années 70,

France

M. Mitterrand à Rennes : il faut « résister aux appels de la démagogie ou de l'abandon »

M. Mitterrand a prononcé, vendredi 1^{er} février au palais des sports de Rennes, devant environ dix mille personnes — militants socialistes essentiellement — un discours sur « l'état de la France ». Le président de la République a renouvelé ses appels à l'unité nationale et au rassemblement et manifesté une volonté de fermeté face au terrorisme (lire page 7).

Le décor était celui d'un meeting de campagne électorale, adapté à la fonction de l'orateur : M. Mitterrand s'est exprimé dans un

hale de lumière, face à une salle plongée dans la pénombre. Derrière lui, une vaste tenture colorée par des faisceaux tricolores et frappé aux trois principes de la République, « Liberté, égalité, fraternité ».

Assurément, le président de la République avait visité, à quelques kilomètres de Rennes, la SOFREL (société de fabrications et de réalisations électroniques) et un quartier HLM, qui bénéficie d'une opération de réhabilitation de logements. Là, il a rencontré brièvement des

jeunes, participant à des travaux d'utilité collective (TUC). Puis il a assisté à une séance de travail du conseil régional présidée par M. Raymond Marcellin (PR). En présence du président du conseil général d'Ille-et-Vilaine, M. Pierre Méhaignerie (CDS). Avant sa réception publique, M. Mitterrand a été reçu à l'hôtel de ville de Rennes — devant lequel s'étaient rassemblés quelques dizaines de militants de la CGT — par M. Edmond Hervé, maire de la ville (PS), secrétaire d'Etat chargé de la santé.

S'adressant aux militants socialistes, rassemblés dans le palais des sports de Rennes, M. Mitterrand déclare : « Ils sont nombreux en France, ceux qui ne lâchent pas pied, ceux qui, ayant mesuré la difficulté du combat politique n'en ont pas moins la présence et la volonté. Ils auront le courage qu'il faudra. Rien ne nous fera nous écarter de la route que nous avons choisie car nous avons le sentiment que c'est l'intérêt de la France ».

A ceux qui n'étaient pas avec lui en 1981, il dit : « Comme il est nécessaire que nous puissions retrouver le dialogue. Même si je ne convaincs pas, je dois remercier ceux qui viennent à moi et qui acceptent qu'on parle ensemble de la France et des Français. Je pense aussi à ceux qui sont contre et qui ne veulent pas entendre parler d'autre chose que d'être contre, qui ne veulent même pas comprendre mes arguments. Ils sont aussi les bienvenus. Les uns, les autres, les troisièmes, tous ensemble, majorité, opposition, ils sont la France. Je les ai en charge. Tous les Français quels qu'ils soient (...), j'ai pour devoir de servir ce qu'ils ont en commun. C'est plus important qu'on ne croit, emporté que nous sommes par les divisions, les contestations, les querelles. On croit toujours que la vie politique française se résume aux disputes, aux polémiques et aux querelles. Non ! Il est aussi quelques domaines où les Français sont capables de se rassembler dans les travaux de la paix comme ils l'ont été dans les travaux de la guerre ».

M. Mitterrand traite alors de « l'état de la France » car « on entend tant de choses et pas mal de bavardages tombés le plus souvent de bouches très augustes ou qui croient l'être, des fausses évidences, des fausses vérités, des statistiques retouchées ». La France, dit-il, subit deux révolutions : « une révolution terrible venue de l'extérieur » (chocs pétroliers, choc du dollar) et le vieillissement de son appareil industriel. « Ah que de temps perdu ! déclare M. Mitterrand à

propos de ce vieillissement. Le plus souvent, le chômage d'aujourd'hui est le résultat du manque de modernisation d'acier ».

Persévérer

Le chef de l'Etat évoque ensuite les réponses que les socialistes donnent à cette situation : le « refus de l'inflation », la modernisation, l'investissement. « Il faut que l'investissement productif soit supporté, aidé, facilité, favorisé », la croissance « saine » (« il ne sert à rien de dire « croissance, croissance » ! s'il s'agit simplement de rejeter le pays dans l'ornière d'où nous avons commencé de le sortir »).

Enfin une réponse « psychologique et morale » : « l'attente de vous le ressort psychologique et moral : persévérer dans la politique engagée ; ne pas se laisser déborder ; résister aux appels de la démagogie ou de l'abandon ; gagner du terrain jour après jour. Affronter, s'il le faut, l'impopularité ; refuser de céder à toutes les tentations qui viennent du dedans de soi-même. Persévérer, dès lors que l'on a la certitude que c'est la bonne route. Il est des défaillances, des ratés, parfois des reculs. On peut faire mieux. On peut faire autrement. Nous sommes capables de le dire, de le comprendre, de le dire, de le dire. M. Mitterrand décrit « ce qui va, ce qui doit être corrigé, ce qui ne va pas ».

« Ce qui va », c'est ce dont le chef de l'Etat, pour l'essentiel, a traité lors de son intervention à Antenne 2 le 7 janvier. L'inflation la plus faible (6,7 % en 1984) depuis 1971 alors que « eh d'autres temps » on l'a « laissée filer ». Il n'est pas question de « céder à tout ce qui n'importe que par besoin électoral ». Le commerce extérieur, l'épargne « normalement rémunérée pour la première fois » depuis 1965, les excédents industriels « les plus forts depuis 1979 », les réserves de devises « les plus importantes depuis 1974 », la Sécurité sociale en excédent, la baisse des prélèvements obligatoires. Reste que le déficit du commerce extérieur, « c'est trop » ; la balance des

paiements équilibrée « ce n'est pas assez » ; les excédents industriels, « on peut faire plus » ; la Sécurité sociale, « il faut se créer des aides supplémentaires, en veillant à préserver ce formidable acquis social ».

Il faut, dit M. Mitterrand, « faire mieux » : « Refusons la commodité. Ne faisons pas haïr au bord de la route. Prenons à peine le temps de reprendre le souffle. Allons-y ! (...) Nous sommes encore loin du compte. Il ne suffit pas de comparer avec les autres. Je ne cherche pas une victoire sur les statistiques. Je cherche avec vous une victoire sur la crise ».

Les racines du mal

« Ce qui faut corriger » : le déficit budgétaire, et surtout, l'endettement extérieur « trop lourd ». Cet endettement, « modeste selon l'OCDE » et « inférieur à celui de la plupart de nos concurrents industriels » à l'exception du Japon et de l'Allemagne, représente néanmoins une « blessure dangereuse ». Le tiers « est de la responsabilité antérieure ».

« Ce qui ne va pas » : c'est l'emploi. « Le gouvernement Mauroy, le gouvernement Fabius se sont attaqués aux racines du mal, c'est-à-dire aux déficits, à l'inflation. (...) A partir de là, on peut repartir du bon pied. Vous me direz : Mais quand ? Vous avez hérité de 1700000 chômeurs. Vous en êtes à 2400000. C'est trop. C'est la priorité absolue. (...) Il est impossible, sans avoir guéri le mal à la source, d'empêcher la progression du mal. (...) Nous avons déblayé le

terrain. Nous sommes en mesure de nous attaquer au chômage. (...) Le gouvernement prépare des mesures. Non pas un plan supplémentaire de lutte contre le chômage, mais vous en verrez les effets. Je suis confiant. Non pas pour que le chômage cesse mais pour que la courbe commence à s'inverser. Et ce jour-là, les Français retrouveront l'espoir. Ils savent que nous avons raison ».

Le chef de l'Etat remarque que « le chômage sert d'accusation majeure contre la majorité politique. On dit : « C'est votre faute. Nous devons accepter ces maux, ces doigts dressés vers nous ».

Après avoir longuement parlé de l'Europe (technologie, espace, tiers-monde, Marché commun agricole, droits de l'homme, M. Mitterrand évoque « l'Europe du terrorisme » (lire page 7).

Il conclut sur « l'unité de la France » sur « quelques causes essentielles ». « Va-on laisser le tissu de la France se déchirer ? Cette patrie que nous aimons. Cet admirable visage de la patrie. La nôtre, à tous. A tous ceux qui y sont nés, et à tous ceux qui y sont venus. Aucun n'est exclu. Je sais bien que les passions idéologiques vont loin, que les antagonismes raciaux emportent bon nombre. Mais nous ne sommes pas irons partout en disant que nous sommes ouverts à l'unité, au rassemblement. Nous nous dirons à tous les Français que nous sommes des leurs et qu'ils sont des nôtres. Nous ne faisons pas de séparatismes politiques, le fin du fin. (...) J'en appelle à cette faculté de se comprendre et peut-être de s'aimer. Nous sommes du même pays. (...) Mon devoir est partout le même : rassembler les Français ».

Le président en campagne

(Suite de la première page.)

Il ne reniera pas ses convictions socialistes. Mais — footio obligé, et l'état de l'opinion faisant loi — il ne se conclura pas dans le vieux moule d'uo combat droite-gauche qui paraît pour l'instant perdu d'avance. Cette démarche n'exclut évidemment pas la mobilisation des socialistes sur les valeurs qui leur sont propres, autour de leur parti : c'est son rôle.

M. Mitterrand a tranché le débat, organisé fin décembre en sa présence par une soixantaine de personnalités socialistes — les « fidèles » du congrès de Metz, mitterrand-mitterrandistes et amis personnels —, sur la préparation des échéances électorales.

Deux thèses étaient en présence : couler pavillon haut en 1986, au terme d'un affrontement droite-gauche sans espoir, étant entendu que, sur ces bases, l'alternance permettrait un retour au pouvoir à terme pas trop lointain ; ou tout faire pour donner au chef de l'Etat les moyens de continuer à gouverner après 1986, compte tenu d'une victoire modeste de la droite traditionnelle et d'un score honorable des socialistes. La première thèse passait par le maintien en l'état du mode de scrutin actuel ; la seconde par l'introduction d'un « goutte à goutte » de proportionnelle. M. Mitterrand a choisi la seconde solution : il se battra non pas pour se sacrifier sur le front du socialisme, mais pour rester et permettre à la gauche socialiste de durer.

Les termes de ce débat éclaireront la tonalité du discours de Rennes. Sur le fond, rien n'a changé. Le chef de l'Etat n'entend pas s'écarter, dit-il, des chemins difficiles de l'unité nationale ; lutte contre l'inflation, rétablissement des grands équilibres,

constat obligé de « ce qui doit être corrigé » et de « ce qui ne va pas ». Il n'est pas question, affirme-t-il, de céder « aux appels de la démagogie ou de l'abandon », qu'il s'agit d'affronter l'impopularité. Il s'agit — on croirait entendre le Mitterrand au plus creux de la vague rocardienne de 1980 — de « gagner du terrain jour après jour ».

Sur la forme, M. Mitterrand martelle avec de plus en plus d'insistance le thème de « l'unité », rituel dans le discours des chefs d'Etat de la V^e République et qui est devenu pour lui une contrainte stratégique. Il y a là quelque chose de pathétique à entendre cet homme boudé par l'opinion, rejeté comme sans doute ne l'a jamais été un président depuis 1958, jouer de sa faiblesse comme d'un atout. M. Mitterrand invoque « la patrie », les ressources de « la volonté » des Français, le sens de « l'effort », l'histoire du pays, la paix et la guerre, comme en son temps le général de Gaulle, la confiance en

Il sait que — outre le « mal » du chômage — il sera jugé aussi sur l'autorité de l'Etat ; ou l'opposition conteste sa capacité à incarner « l'Europe du terrorisme » lui a donné l'occasion de tenir quelques propos fermes destinés à démontrer que socialisme et autorité font bon ménage : « Ils tuent ! Il faut les mettre à la raison ».

« Liberté, égalité, fraternité » : la petite musique du socialisme, donc aux oreilles des militants mais tellement intolérable pour beaucoup d'autres, n'est plus qu'un accompagnement — persistant mais volontairement tenu — des grandes orgues républicaines.

JEAN-YVES L'HONNEAU.

Selon la SOFRES

HAUSSE DES COTES DE CONFIANCE DE MM. MITTERRAND ET FABIUS

Le baromètre mensuel SOFRES. — Le Figaro-Magazine enregistre une hausse des cotes de confiance du président de la République et du premier ministre : 39 % des personnes interrogées (au lieu de 36 % le mois dernier) déclarent faire « tout à fait » ou « plutôt confiance » au chef de l'Etat pour résoudre les problèmes de la France. Parallèlement, ceux qui ne lui font pas confiance passent de 60 % (en janvier) à 59 %.

Le premier ministre pour sa part bénéficie de la confiance de 50 % des Français (49 % précédemment). Mais 40 % (au lieu de 33 % le mois dernier) la lui refusent.

A l'indice de popularité des personnalités politiques de la majorité, M. Michel Rocard, qui gagne un point, reste en tête avec 57 %. Il est suivi par MM. Fabius (49 %), qui gagnent chacun quatre points, et Delors (44 %), et Jospin (31 %), qui en gagne sept. M. Georges Marchais pour sa part enregistre une hausse de trois points (13 % au lieu de 10 %). Dans l'opposition, M. Barre occupe toujours la première place avec 49 %. Il gagne trois points, ainsi que M. Veil (45 % au lieu de 42 % en janvier). M. Chirac (38 %) perd cinq points et M. Giscard d'Estaing reste stable avec 32 %.

— Ce sondage a été réalisé entre les 18 et 23 janvier auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes.

M. CHIRAC POUR UN CODE

DE « BONNE CONDUITE » UDF-RPR

(De notre correspondant régional.)

Marignane. — Avant la déclaration commune qu'il doit faire dans les prochains jours avec M. Lemaire, M. Jacques Chirac, président du RPR, a évoqué le vendredi 1^{er} février à Marignane (Bouches-du-Rhône), devant les cadres régionaux du mouvement gaulliste, le code de « bonne conduite » entre les candidats de l'opposition pour les prochaines élections cantonales.

« Il est possible de faire des progrès à condition de les faire dans un bon esprit », a-t-il notamment déclaré. « Cela suppose de jouer positivement le jeu, avant le premier tour en terme de campagne, et au deuxième tour en terme de désistement. Celui qui se retire doit apporter de façon personnelle et dynamique son appui à celui qui reste ». « C'est l'opposition, là où il y a une candidature unique, je souhaite que tous les efforts de l'opposition soient rassemblés pour soutenir le candidat qui a été choisi et investi ».

Le président du RPR a d'autre part été interrogé au cours d'une conférence de presse sur le cas de M. Laurent Delteil, maire (sans étiquette) de Marignane, candidat de toute l'opposition mais aussi du Front national dans le canton de cette ville. « Je n'ai jamais entendu dire que M. Delteil avait l'intention de Front national », a déclaré avec irritation M. Chirac. « Si le Front national ne présente pas de candidat contre lui, c'est son affaire ».

Cette assertion est cependant démentie par la fédération du Front national des Bouches-du-Rhône, qui a confirmé que le maire de Marignane avait « sollicité et obtenu » l'investiture du parti de M. Le Pen.

G.P.

LA CRISE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Rumeur autour d'une démission de M. Laffleur

De notre correspondant

Nouméa. — La rumeur selon laquelle M. Jacques Laffleur pourrait démissionner de son poste de président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), renonce à ses mandats de conseiller territorial député RPR (1) d'avait pas été confirmée samedi à Nouméa. Interrogé à ce sujet, M. Jacques Laffleur s'est refusé à toute déclaration.

Plusieurs raisons peuvent inciter M. Laffleur à laisser planer le doute. Ce peut être, pour lui, un moyen de dénoncer l'attitude du député du gouvernement à son égard — M. Pissani a émis un jugement critique sur le président du RPCR devant les journalistes australiens, — comme à l'égard du gouvernement territorial : M. Laffleur estime que le haut-commissaire d'un dirigisme excessif.

Mais on peut aussi s'interroger sur les réels sentiments qu'inspire à M. Laffleur le plan présenté par M. Ukeiwé : son caractère fortement autonomiste n'est pas précisément en accord avec les thèses défendues par le député RPR (dont les positions mêmes sont critiquées par l'aile droite du mouvement, farouchement départementaliste). Le succès médiatique de M. Ukeiwé en métropole, l'émergence de la tendance autonomiste du parti, ne facilitent pas la tâche d'un Jacques

Laffleur accusé de s'être laissé déborder.

Enfin, le coup de grâce au moral du député Laffleur a été donné par le sondage — coïncidé — de BVA-Paris-Match (le Monde du 1^{er} février) qui ramenait la cote de popularité du chef de file des anti-indépendantistes au rang de celle de son ennemi, M. Pissani, avec seulement 7 % d'avis favorables.

De son côté, le leader indépendantiste M. Jean-Marie Tjibaou, de retour samedi à Nouméa, veut s'employer à favoriser l'expression des indépendantistes non canaques. Le chef de file du FLNKS a indiqué qu'il entendait prioritairement informer les Calédois. « Le plus important », a-t-il souligné, « est que les gens puissent discuter entre eux (...) qu'ils se retrouvent ensemble et non pas en opposition ». Dans cette perspective, M. Tjibaou a indiqué que « sur le principe il n'y avait pas d'opposition » à engager des discussions avec M. Dick Ukeiwé.

FREDERIC FILLOUX.

(1) En 1982, M. Laffleur s'était déjà démis de son mandat de député, pour protester contre le changement de majorité intervenu au conseil de gouvernement (l'Assemblée locale) à la suite du renversement d'alliance des conseillers de la FNCS (Fédération pour une nouvelle société calédonienne) qui avaient formé une coalition avec le front indépendantiste de M. Jean-Marie Tjibaou. M. Laffleur avait remporté l'élection législative partielle qu'il avait ainsi provoqué en se représentant.

LA TOURNÉE DE M. DICK UKEIWÉ

Contre les « voyous » du FLNKS

De notre envoyé spécial.

Nîmes. — Après Valenciennes et Bordeaux, M. Dick Ukeiwé, président du gouvernement territorial de la Nouvelle-Calédonie, était, vendredi 1^{er} février, à Nîmes pour « lancer son appel à la liberté de rester français ».

Le théâtre municipal de la cité gardoise était abondamment garni pour accueillir M. Ukeiwé et deux de ses ministres, un Mélanésien et un Européen. A la tribune, avaient également pris place MM. Jacques Toubon, secrétaire national du RPR, Jacques Godfrain (RPR), député de l'Aveyron, Alain Boule, secrétaire départemental du mouvement de M. Jacques Chirac.

Très en verve, M. Godfrain s'est taillé un beau succès en rapportant la réflexion que lui a faite un Calédonien lors de sa récente visite à Nouméa : « Vous voulez faire la loi à Beyrouth, au Tchad, et vous ne la faites même pas chez vous ». Le député de l'Aveyron s'est ensuite interrogé sur la question du terrorisme qui est « posée solennellement à la France, en métropole, en

Nouvelle-Calédonie et en Corse. Il a dénoncé « ceux qui, à l'intérieur de l'Etat, sont les complices des terroristes ».

Pour sa part, M. Toubon a réaffirmé la volonté de son mouvement de voir « la liberté de vote garantie et le verdict des urnes respecté ». La question, posée aux Calédois, a été l'indépendance. « L'indépendance, ça n'existe pas » ou le statut rénové proposé par M. Dick Ukeiwé.

Le président du gouvernement territorial a reçu une véritable ovation. D'entrée de jeu, il s'est demandé si les Calédois n'étaient pas « victimes de leur fidélité à la France ».

Il a distingué les indépendantistes légalistes (« c'est-à-dire ceux qui respectent les coutumes, les traditions et les institutions françaises »), du LKS, des « indépendantistes rebelles » qui « ne respectent pas la loi de la République française », bref les « voyous » du FLNKS.

J.P.

سكزا من الاميل

REUNIS AU SOMMET DANS LE GROUPE DES « HUIT »

Giscardiens et chiraquiens préparent l'alternance

Depuis le mois de décembre, huit personnalités se réunissent tous les dix jours pour préparer « l'alternance libérale ». Elles constituent le groupe de travail mis en place par MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac afin de « coordonner les travaux des organismes qu'ils inspirent ». Une fois par mois l'ancien chef de l'Etat et son ancien premier ministre participent aux travaux. Parallèlement, les clubs intéressés poursuivent leur propre réflexion. M. Alain Lamassoure, délégué général de Perspectives et Réalités, a notamment présenté, vendredi 26 janvier, son nouveau bulletin et ses méthodes de travail. Le Conseil pour l'avenir de la France (CAF) vient, lui, d'éditer le troisième numéro de ses cahiers, consacré à l'épargne, à la propriété privée et au patrimoine. Quant aux Clubs 89, ils préparent activement leur convention nationale du dimanche 3 février : convention au cours de laquelle ils proposeront « une stratégie de gouvernement pour l'opposition ». M. Chirac et M. Giscard d'Estaing y prendront la parole, tandis que M. Raymond Barre enverra un message qui sera lu à la tribune.

Quatre penchent pour M. Valéry Giscard d'Estaing. Quatre pour M. Jacques Chirac. Mais quand ils se retrouvent ensemble autour du tapis vert, les différences s'estompent. Au vrai, qu'ils appartiennent au club Perspectives et Réalités ou au Club 89, ces six énarques et ces deux universitaires se connaissent bien et sont à l'évidence de la même souche. Ils parlent le même langage, ils raisonnent de la même manière. Bref, « ce ne sont pas deux équipes qui se regardent en chiens de fiente », note Michel

Aurillac qui se félicite de l'atmosphère qui règne lors des réunions au sommet.

« Giscard n'avait pas remarqué que nous étions tous issus de la haute fonction publique », s'amuse l'un d'entre eux. N'est-ce pas, malgré tout, un handicap quand on veut faire reculer le « trop d'Etat » ? Pas du tout, répondent-ils. D'abord les deux « conseillers » sont des chefs d'entreprise et, comme le dit M. Lamassoure, l'essentiel est que ces hommes ont su « rester bran-

chés sur la France profonde ». Et, pour rester « branché », le délégué général de Perspectives et Réalités visite deux fois par semaine ses clubs de province. Plus encore, il a mis en œuvre entre les cent cinquante clubs un système de navettes afin d'assurer la participation de tous aux projets élaborés à Paris.

Nommé à ce poste depuis la reprise en main de Perspectives et Réalités par M. Giscard d'Estaing en octobre 1984, M. Lamassoure s'est efforcé de répondre aux vœux de l'ancien chef de l'Etat. C'est-à-dire d'adopter une démarche en trois temps : « identifier les attentes et les demandes de l'opinion ; proposer des réponses ; préparer les décisions qui les mettront en œuvre ».

Dans un premier temps, pour « identifier les attentes de l'opinion », M. Lamassoure a envoyé un questionnaire aux clubs « de base » leur demandant quels sont, selon eux, les « thèmes prioritaires » pour 1986, les « slogans », et les mots « recommandés » ou « déconseillés ». Pour les thèmes, les réponses sont sans grande surprise : l'emploi et l'éducation arrivent en tête, suivis des « valeurs » et de la « sécurité ». Les slogans proposés ne témoignent pas d'une grande imagination. En revanche, les réponses apportées aux deux dernières questions peuvent surprendre. C'est ainsi que M. Giscard d'Estaing a dû découvrir que l'emploi des mots « justice sociale », « générosité », « reconnaissance », « égalité », « rigueur » ou « progrès » est plutôt déconseillé.

Dans un deuxième temps M. Lamassoure a entrepris de faire circuler les avant-projets conçus par les commissions nationales des clubs ou, le cas échéant, les rapports déjà établis par l'UDF ou le Conseil pour l'avenir de la France (CAF). Thèmes traités ou en cours : la politique de la santé, la politique économique, la communication, l'éducation, la décentralisation. Les clubs ont alors six semaines pour réagir.

Dans une dernière étape enfin, au retour des navettes, une synthèse est élaborée par le conseil d'orientation des clubs, sorte de

« conseil des sages » que préside M. Giscard d'Estaing avec, à ses côtés, M. Mentré, et auquel participent des « personnalités extérieures » comme M. Jean-Claude Casanova, proche de M. Barre ou M. Jean-Philippe Lacheneau, délégué général de l'UDF.

Les Clubs 89 ont entrepris une démarche analogue. En octobre 1983, soixante-douze thèmes de

1981 à vouloir monter un club de réflexion pour penser à un avenir qui ne soit pas le socialisme et à une stratégie pour l'opposition qui soit une stratégie d'union. Nous avons dit à M. Chirac que nous ne voulions pas que notre club soit une structure du RPR. A la différence des clubs Perspectives et Réalités nous ne sommes donc pas une composante d'une formation politique, même si des adhérents du Club 89 sont aussi membres du RPR. » « Notre force, ajoute-t-il, c'est d'être des chevaux-légers, de lancer des idées en sachant qu'ensuite un vrai peut être fait et que nous pouvons être dévoués. C'est une garantie pour la liberté d'expression. »

Pour parler des travaux du Conseil pour l'avenir de la France, M. Lebris emploie des expressions très proches. « Nous sommes, dit-il, des agitateurs d'idées. Notre mission profonde est de faire évoluer les idées sur ce que nous croyons essentiel, en entraînant les partis politiques. »

C'est dès la fin de l'année 1981 que M. Giscard d'Estaing a souhaité organiser auprès de lui une structure de réflexion. La création du CAF fut annoncée officiellement le 2 février 1982, et, avec d'autres, M. Barre fut invité à y participer. Il n'y eut pas de refus. Aujourd'hui le CAF compte cent soixante-deux membres - hommes politiques, fonctionnaires, socio-professionnels, - qui travaillent dans onze commissions (défense et sécurité, dialogue Nord-Sud, entreprise et emploi, santé, justice...).

Six mois d'action

Les textes élaborés par ces différents organismes servent de base de discussion au groupe des « huit ». Après avoir recensé leurs richesses, ils ont décidé de traiter en priorité cinq dossiers : la stratégie économique et financière pour 1986, la politique sociale, la sécurité et l'immigration, l'éducation et la communication. Quand ils l'estiment nécessaire, ils mettent en place des sous-groupes de tra-

reflexion avaient été retenus et le cent quarante-huit clubs de province invités à envoyer leurs contributions à Paris. Un document de synthèse sera soumis à l'approbation de la convention nationale du dimanche 3 février.

M. Michel Aurillac, président du Club 89 et ancien député (RPR) de l'Indre, raconte : « Nous étions quelques-uns en

vail et consultent des experts. Ceux-ci, explique M. Aurillac, viennent plus volontiers « plancher » chez eux que dans les partis.

Les « huit » pensent être prêts au printemps au 1er octobre. M. Lamassoure juge qu'ils devraient arriver à se mettre d'accord sur un document qui « porte sur les mesures à prendre dans les six premiers mois de l'alternance pour redonner confiance aux Français, obtenir un changement des mentalités et asseoir la crédibilité du gouvernement libéral en place ».

Les uns et les autres se défendent de vouloir se substituer aux partis. « Nous ne faisons que travailler en amont des partis, disent-ils, nous débrouillons le terrain mais libre à eux ensuite d'utiliser ou non notre travail. » Ils se défendent tout autant de participer à une quelconque opération « anti-Barre ». « Ce serait absurde ! », s'exclame M. Lebris.

Il ne déplairait sans doute pas à M. Giscard d'Estaing que cette réflexion commune soit achevée pour le vingtième anniversaire des clubs Perspectives et Réalités. Les 8 et 9 juin prochain, au cours d'une manifestation à laquelle il souhaite donner un certain éclat, seraient successivement célébrés, la longévité des clubs et « l'écumenisme », retrouvé selon le mot de M. Lamassoure. Lors de sa conférence de presse, lundi 21 janvier, l'ancien chef de l'Etat a annoncé qu'il invitait MM. Chirac, Barre, Lecanuet, président de l'UDF, Léotard, secrétaire général du PR, et Thubron, secrétaire général du RPR. MM. Méhaignerie, président du CDS, et Rossinat, président du Parti radical, pourraient à nouveau prendre ombre de n'être pas conviés à cette grande manifestation unitaire, alors qu'ils s'efforcent, depuis quelques mois, de montrer que dans leur parti une réflexion sérieuse est aussi engagée.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Deux contre un

(Suite de la première page.)

La petite histoire retiendra que le déroulement du débat sur l'union - M. Chirac adressant un avertissement à M. Barre, qui menace d'ouvrir lui-même le dossier de la démission et de la « trahison » - a restitué à M. Giscard d'Estaing une part d'arbitrage. Du fait du magistrat qu'il exerce (celui d'« ancien président en exercice »), M. Giscard d'Estaing peut se placer au-dessus de ses deux anciens premiers ministres, les tancer, et affirmer lui-même son propre leadership ; en quelque sorte, il s'autoproclame.

M. Barre sacrifie l'immédiat (l'échéance de 1986) afin de se donner plus de chances d'être un recours pour la suite (l'élection présidentielle de 1988). M. Chirac joue l'immédiat. Sa candidature en 1988 passe par une victoire en 1986, seule susceptible de le placer en tête des « présidents » de la droite. M. Giscard d'Estaing compte les coups, mais il n'est pas sûr qu'il puisse ramasser la mise.

La cohabitation avec M. Mitterrand, c'est, selon M. Chirac, « le type même du faux débat ». Le vrai débat est, en effet, celui de la cohabitation, entre MM. Giscard d'Estaing et Barre. Car on voit mal que l'un ou l'autre puisse empêcher le président du RPR de se présenter. En revanche, M. Giscard d'Estaing ne peut retrouver une chance d'affronter M. Chirac qu'il élimine, au préalable, un Raymond Barre coupable de détourner à son profit l'électorat naturel de l'ancien président.

M. Chirac considérant, pour sa part, que M. Barre est plus dangereux que M. Giscard d'Estaing, a tout naturellement noué avec ce dernier une alliance. Celle-ci paraît d'autant plus fructueuse qu'elle lui permet d'établir, aux yeux de l'opinion, que la « trahison » est bel et bien une affaire oubliée.

Le risque existe cependant, pour le maire de Paris, d'être tiré vers le bas par ce voisinage encombrant. Car M. Giscard d'Estaing n'a pas encore surmonté le phénomène de rejet dont il a été la victime en 1981 : les sondages le situent au même niveau qu'au lendemain de sa défaite. Il est contesté parmi ses partisans d'hier. Il a donc besoin d'un appui extérieur. C'est M. Chirac qui, lui, risque la contamination.

Voilà donc de nouveau M. Barre bien placé. Le député du Rhône est contraint de jouer l'opinion contre les partis. Cela lui convient. Il tire profit d'un certain discrédit de la classe politique, et

l'opinion lui sait gré de tenir, pour l'essentiel, le même langage aujourd'hui qu'au temps de son impopularité sous le précédent septennat. Si l'on examine de près la cote d'avenir des principales personnalités de l'opposition (mesurée par la *SOFRES* et publiée chaque mois par le *Figaro Magazine*), on s'aperçoit que M. Barre, largement en queue après l'élection présidentielle de 1981, a pris le meilleur sur M. Giscard d'Estaing dès le début de 1983 et sur M. Chirac à la fin de 1984. Il se situe désormais au même niveau que M. Veil, la crédibilité présidentielle en plus.

Il réussit à développer une stratégie gaullienne en s'appuyant sur un secteur de l'opinion centriste, c'est-à-dire historiquement anti-gaulliste. Cette prouesse illustre, en fait, une « homogénéisation » de la droite. Jusqu'à l'élection présidentielle de 1981, il y avait, entre gaullistes et libéraux, plus que des « nuances ». Le mode de scrutin a progressivement rapproché ces deux familles sur le plan électoral (c'est d'ailleurs pour éviter qu'elles ne se divisent à nouveau que le RPR et l'UDF font bloc contre la réforme du mode de scrutin). La vague libérale ambiante les a également unifiées sur le plan idéologique. M. Chirac n'est-il pas désormais lui-même converti au libéralisme ?

L'avantage du président du RPR réside bien sûr dans le fait qu'il dispose d'une machine partisane puissante et disciplinée. Mais la clientèle libérale reste méfiante à son égard, tandis que M. Barre est autant apprécié dans l'électorat UDF que dans celui du RPR.

Abondance de biens ne nuit pas. La gauche a fait jadis l'expérience de ces combats fratricides (entre le PC et le PS et au sein même du Parti socialiste) qui, au bout du compte et à force d'abstention, ont profité à M. Mitterrand.

L'abondance offre aujourd'hui à l'électorat d'opposition un choix entre trois hommes, qui se disputent déjà le contrôle de la future majorité législative. Mais trois logiques sont à l'œuvre : l'une de recours, celle de M. Barre ; une autre partisane, celle de M. Chirac ; et la troisième qui consiste à ligoter le premier pour en découdre plus tard avec le second.

Ces logiques sont trop antagonistes pour ne pas laisser penser à l'adversaire socialiste que cette abondance de biens-là lui profitera peut-être un jour.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. Alain Chevalier : libéral d'abord

Appelé par M. Giscard d'Estaing à participer aux travaux des « huit », M. Alain Chevalier, président-directeur général de Moët-Hennessy, a gardé depuis l'ENA des « relations d'amitié » avec M. Jacques Chirac et M. Friedmann. Il a connu M. Giscard d'Estaing plus tard, le rencontrant à la fin de son mandat de maire de Paris où il était président de la République, mais depuis 1981 leurs « relations » sont plus régulières. Il n'appartient à aucun parti politique même si, dit-il, « on m'a toujours considéré comme UDF. Il est vrai que je m'inscris plutôt dans la tradition libérale que dans la tradition gaulliste ».

« Si aujourd'hui les libéraux essaient de réfléchir à un projet de gouvernement, pourquoi ne me joindrais-je pas à eux ? Je pense que cette réflexion commune est un passage obligé pour deux for-

mations qui seront amenées à gouverner ensemble. Il y a un travail de préparation technique à faire », explique nettement M. Chevalier, qui reste décidé toutefois, s'il s'apercevait qu'on n'avait « pas besoin des gens des affaires », à quitter le groupe des « huit ». Pour l'instant, il est surtout « agréablement surpris par le niveau des conversations ». La réflexion, dit-il, est « plus élaborée que je ne le pensais, plus pratique. Il y a une très grande ouverture d'esprit. Les positions ne sont pas figées et le consensus est déjà très large ».

A quoi tout cela peut-il aboutir ? M. Chevalier ne se prononce pas. « Il n'est pas évident que la publication d'études très précises soit la meilleure solution, dit-il, en pensant notamment à la dénationalisation : « Toute la technique de dénationalisation ne doit pas

obligatoirement être publiée. Les socialistes n'avaient pas précisé quelles formes ils allaient donner aux nationalisations. Ils semblaient même assez impréparés puisque ce débat a eu lieu au PS après son arrivée au pouvoir. Ce n'est pas plus mal qu'en ce qui nous concerne les discussions aient lieu avant le changement de majorité. » « Mon sentiment, ajoute M. Chevalier, est que les résultats de cet effort de réflexion commune dépendront de la manière dont se présentera la situation électorale à la veille des législatives. Si la gauche était très minoritaire, l'essentiel du débat se déplacerait vers l'opposition et l'on ne pourrait plus éviter sa personnalisation. Si au contraire l'écart se réduisait entre la gauche et la droite et qu'advenait une incertitude quant à l'ampleur du changement, il est possible alors que l'intérêt d'une réflexion com-

mune soit davantage perçu comme essentiel. »

La participation de M. Chevalier au groupe des huit n'a pas suscité dans les milieux économiques de « réactions hostiles ». « Ma démarche, remarque-t-il, peut être comprise par tous ces responsables économiques qui demandent en permanence à être associés à la réflexion des politiques. » M. Chevalier, qui a créé l'Institut du Citoyen, qu'il anime avec M. Michel Graud, président du conseil régional d'Île-de-France, ajoute encore que la « présentation sportive qui peut être faite » de ces réunions de travail parrainées par MM. Giscard d'Estaing et Jacques Chirac ne « l'intéresse pas ». « Je suis fondamentalement non compétitif... pour les choses non essentielles », dit-il.

C. F.-M.

M. Jacques Friedmann : pragmatique d'abord

M. Jacques Friedmann est un vieil ami de M. Chirac, qu'il a connu à Sciences-Po. Il fut son directeur de cabinet de 1969 à 1971, puis pendant les six premiers mois de son séjour à Matignon. Autant de raisons pour que le maire de Paris lui demande de participer aux rencontres des « huit ». Aujourd'hui, M. Friedmann préside la Compagnie parisienne de chauffage urbain après avoir été pendant huit années à la tête de la Compagnie générale maritime. S'il reconnaît volontiers que « la politique l'intéresse », il insiste aussi sur le fait qu'il a toujours refusé de faire de la politique « à un sens professionnel », de « s'inscrire dans un parti ou d'adhérer à un club ».

Quand M. Chirac a fait appel à lui, il y a quelques mois, M. Fried-

mann a tout naturellement accepté. En 1982, déjà, il avait dit au président du RPR qu'il estimait « souhaitable que des gens réfléchissent ensemble à l'alternance en étant très pragmatiques ». Il avait pris l'initiative d'organiser un certain nombre de rencontres, avec de hauts fonctionnaires notamment. « Il faut enfin, dit-il, que l'on mette au point une plate-forme de gouvernement, qu'on ait quelque chose à proposer qui soit sérieux, qui traduise une unité de vues et permette à l'opposition, quand elle sera au pouvoir, d'éviter de tâtonner, de se livrer à des dosages... »

« Cela m'a beaucoup réjoui de participer à ce groupe de travail, avoue M. Friedmann, qui admire

toujours « la clarté et la rapidité d'esprit » de M. Giscard d'Estaing, dont il fut le conseiller technique en 1965-1966. « Indépendamment de toute autre considération, dit-il, c'est un homme intellectuellement tout à fait fascinant. » M. Friedmann se félicite de l'« émulation » que favorisent ces rencontres des « huit », mais il reconnaît qu'une telle opération présente « un risque ». Notamment celui de provoquer un certain « scepticisme » et d'apparaître comme une opération anti-Barre. Mais, selon lui, ces deux impressions n'ont pas duré longtemps. « Il n'en reste pas moins des « écoules » à éviter, explique-t-il : « La déception car, comme nous voulons être raisonnables, notre travail n'est pas spectaculaire. » « Il faut,

d'autre part, remarque M. Friedmann, éviter que les résultats de nos travaux n'aillent à l'encontre du but recherché en faisant naître des polémiques. »

« Je ne crois pas, ajoute M. Friedmann, à la nécessité de publier un programme. C'est encore trop tôt et dangereux de l'efficher. Ce qui est difficile, c'est de déterminer la forme qu'il faudra donner à la publication. » Philosophique, il pense que, si ces travaux « ne servent pas à l'alternance, ils serviront après ». « Notre travail, dit-il, sera, de toute façon, plus immédiatement utilisable pour l'action que les programmes politiques. Les chefs d'entreprise le sentent... »

C. F.-M.

Société

AU TRIBUNAL DE PARIS

«Le Matin» et l'«espion roumain» du Front national

Des éléments troublants tout à fait réels

Lorsque le *Matin de Paris*, dans son numéro daté 16-17 juin 1984, publiait, à la veille des élections européennes, un article intitulé «L'étrange n° 4 de la liste de Le Pen», personne n'y prêtait une attention particulière, sauf l'intéressé, ce numéro quatre M. Gustav Pordé, qui allait engager un procès en diffamation. Et le procès lui-même, plaidé vendredi 1^{er} février 1985 devant la 17^e chambre correctionnelle, sous la présidence de M. Emile Cahé, n'apparaissait pas davantage de nature à mobiliser les foules. Mais en publiant, ce même jour une série d'informations, dont l'interview d'un ancien responsable des services secrets roumains, M. Ion Mihai Pacepa, sous le titre bien plus fracassant «Le député de Le Pen : un espion roumain», le *Matin* créait cette fois l'événement.

On se précipita donc au prétoire, dans l'idée qu'on allait peut-être voir cet ancien responsable des services secrets roumains passé à l'Ouest en 1978. Il a fallu déchanter. M. Pacepa, invoquant des raisons de sécurité, avait préféré retourner aux Etats-Unis. Il n'y avait donc à l'audience que M. Pordé, le diffamé, homme de soixante-dix ans, ancien diplomate qu'il fut jadis, et Agathe Logeart, auteur de l'article du 16-17 juin, avant d'être l'auteur de l'interview du 1^{er} février.

Malgré tout, les déclarations toutes franches de M. Pacepa demeuraient dans les esprits. D'autant plus que M. Jean Couturon, avocat du *Matin*, avait en sa possession une lettre de lui confirmant les propos qu'il avait tenus à la journaliste

quelques jours auparavant à Paris. Car si cette dernière s'était bornée à l'origine à poser des questions sur la personnalité de M. Pordé, réfugié roumain venu en France dès 1947, naturalisé français depuis 1983 et aujourd'hui député européen du Front national, le *Matin* le décrivait bel et bien espion roumain dans son numéro du 1^{er} février.

Agathe Logeart apporte ainsi, dans ce numéro, quelques éléments lui permettant de juger étrange le comportement de cet exilé. Tout d'abord le témoignage d'autres réfugiés roumains qui disaient se méfier de M. Pordé. Pourquoi ? Parce qu'ils trouvaient singulier qu'il puisse collaborer à des journaux notoirement favorables au régime de Bucarest. Parce que, aussi, M. Pordé, lors d'une conférence qu'il fit en février 1983, avait qualifié le nationalisme du gouvernement de M. Ceausescu de «nationalisme de belle allure». Comment un réfugié, un exilé, pouvait-il accorder pareil sésame à un régime qu'il avait fui ? Autre raison de doute : M. Pordé se dit consul honoraire de Pologne, nommé par le chef d'un gouvernement polonais en exil depuis 1939. Or ce titre, selon le président de la République polonaise en exil, n'existe jamais et ne put donc être donné à quiconque.

Tentative de récupération

Mais pour M. Georges-Paul Wagner, avocat du Front national et de M. Pordé, tous les faits relevés par Agathe Logeart ne sauraient constituer des preuves. Il a fait à cette der-

nière grand reproche d'avoir omis, dans la citation qu'elle fit de la conférence de M. Pordé, les propos par lesquels il dénonçait bel et bien le régime de Bucarest puisqu'il parlait d'un pouvoir aboie, des libertés supprimées, des droits sociaux aboies, de la pensée créatrice brisée.

Alors, agent roumain infiltré au Parlement européen, M. Pordé ? Les témoins cités par le *Matin*, exilés roumains ou polonais, parmi lesquels M. Pacepa, écrivent qu'ils ont été l'objet de menaces et d'intimidations, ne l'ont pas dit formellement : ils ont dit sans hésitation qu'ils trouvaient singulier de voir écrire un véritable opposant dans des publications inféodées à la République populaire roumaine. Ils ont trouvé tout aussi étrange la présence de M. Pordé à un dîner offert par l'ambassadeur de Roumanie à Paris. On a beaucoup parlé, aussi, de l'adhésion de l'actuel député européen à la politique de M. Ceausescu en faveur des minorités hongroises en Transylvanie.

Pour M. Wagner, adhérer à cette politique ne signifie pas une adhésion à tout le reste.

Pour le compte de M. Pordé, M. Wagner a donc plaidé l'existence d'une diffamation. L'article, qui fait l'objet du procès, a-t-il fait valoir en substance, suggère ce qui est annoncé, aujourd'hui, comme vérité et certitude par l'article du 1^{er} février. Et l'intention de nuire est évidente car «on ne vise pas seulement M. Pordé, on vise d'abord M. Le Pen. Tortionnaire pour le Canard enchaîné, le voilà maintenant complice d'un agent du KGB. C'est à

croire qu'il est donc néfaste en tous domaines, même les plus opposés».

Quant à ce nouvel article du *Matin*, M. Wagner a déjà annoncé que ce serait matière, pour lui, à un autre procès en diffamation. Car il fallait bien en parler, peu ou prou, de ces déclarations de M. Pacepa, le transfuge. Selon lui, au temps où il travaillait pour les services roumains, il avait eu à «réviser» dans les années 70, l'«agent Pordé», alors en sommeil, et il le réactive, ayant reçu l'ordre répété et insistant de pénétrer les Parlements européens. Est-ce à dire qu'aujourd'hui M. Pordé est toujours en service ? A cette question du *Matin*, M. Pacepa ne répond pas avec certitude. Il se borne à dire : «Je suppose qu'après mon départ il a continué de travailler».

Dans cette affaire, M. Monique Bernard, substitut, s'est bornée à des observations juridiques. L'article de juin 1984, le seul en cause, lui paraît avoir été écrit dans un but légitime d'information, avec prudence et objectivité, après une enquête loyale. Mais il faut aussi, pour justifier une plainte, que le journaliste ait vérifié et contrôlé ses sources. Sur ce chapitre, il paraît à M. le substitut que l'article publié le matin même du procès n'est pas à écarter, mais le tribunal appréciera si les vérifications ont été faites tout simplement.

C'est évidemment la plainte qu'a plaidée le bâtonnier Couturon : l'opinion doit savoir à quoi s'en tenir sur un candidat à une élection. L'article de juin 1984 a été rédigé avec les précautions voulues puisqu'il ne conclut pas et pose seulement des questions à partir d'éléments troublants tout à fait réels.

Depuis, Agathe Logeart a pu rencontrer M. Pacepa. Et, pour ce dernier, pas de question : M. Pordé fait bien un agent roumain. Mais ce n'est pas l'objet du procès que le tribunal a pour l'instant à juger et qu'il jugera le 22 février.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Journée Le Pen

à la 17^e chambre correctionnelle

À la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, où c'était décidément une journée Le Pen et Front national, le président Emile Cahé a rendu, vendredi 1^{er} février, sa décision consécutive à l'incident soulevé à l'audience du 18 janvier dans le procès engagé par M. Le Pen contre le *Canard enchaîné*, qui l'accuse d'avoir pratiqué la torture en Algérie.

Les avocats de l'hébdomadaire, M. Henri Leclerc et Christine Courregé, demandaient que soient prononcées des amendes de 100 000 francs contre le journal et d'un film réalisé en Algérie par M. René Vautier et qui montrait des Algériens accusant notamment M. Le Pen, devant la caméra, documents de nature à établir la bonne foi du journal.

M. Wagner, pour M. Le Pen, s'opposait à cette projection, en soutenant qu'il n'avait pas eu communication de ces pièces et qu'il pouvait s'agir de montages incontestables.

Le tribunal a joint l'incident au fond. Cela signifie que les projections auront bien lieu le 15 février prochain, date fixée pour la reprise du débat, quitte à ce que les juges les tiennent pour non avenues lorsqu'ils auront à rendre leur jugement sur le fond.

On notera que, dans cette affaire, M. Le Pen n'a assigné le *Canard enchaîné* pour diffamation envers un agent de l'autorité publique, en l'espèce l'officier parachutiste qu'il était en 1957, et non envers une personne privée, ce qui eût entraîné sa perte dans un autre procès contre le *Matin*, portant lui aussi sur des propos concernant son comportement à Alger.

Deux procès perdus

M. Jean-Marie Le Pen a, en effet, été débouté, vendredi 28 février, par la même chambre

correctionnelle, de deux actions en diffamation qu'il avait intentées l'une contre le journal le *Matin*, l'autre contre *Libération*.

Le président du Front national reprochait au *Matin* un article du 5 juin 1984. Il y était relaté des propos tenus à Blois lors de la campagne pour les élections européennes par M. Fromontail, membre communiste du conseil régional de Poitou-Charentes. M. Fromontail avait dit, ce soir-là, que M. Le Pen «s'exprime en termes ignobles» et avait ajouté : «Le Pen, c'est la torture et le génocide. C'est un homme qui n'a du sang sur les mains et qui représente ce qu'il y a de plus ignoble dans le racisme».

Le tribunal a jugé que la première partie des propos constituait un outrage, alors que M. Le Pen se plaignait d'une diffamation. Pour le reste, il constate que le président du Front national s'était estimé diffamé en tant que personne privée, alors que les agissements dont parlait M. Fromontail à Blois, venaient non pas le particulièrement mais l'officier d'un régiment de parachutistes chargé du maintien de l'ordre en Algérie. Autrement dit, M. Le Pen perd ce procès par une mauvaise connaissance de l'adéquante procédure que fixe la loi sur la presse du 29 juillet 1881.

En ce qui concerne l'affaire contre *Libération*, elle avait pour origine la publication par ce journal, le 13 juillet 1984, d'un dessin représentant le président du Front national avec un bandeau sur l'œil, un drapeau dans une main et sur le poitrine une décoration ressemblant beaucoup à la croix de fer allemande, le tribunal a jugé que cette représentation par l'image ne suggérait aucun des faits précis énoncés par la loi pour dire qu'il y avait diffamation.

J. M. TH.

MORT DE L'ANCIEN PROCEUR GENERAL ANTONIN BESSON

Antonin Besson, ancien procureur général près la Cour de cassation, qui avait occupé le siège du ministère public lors du procès des généraux Challe et Zeller, est mort, vendredi 1^{er} février, à Billy (Allier), à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Né le 22 juin 1895 dans cette même commune de Billy, dont il fut maire de 1956 à 1983, Antonin Besson, ancien avocat, était entré dans la magistrature en 1925. Au cours de sa carrière, il fut notamment avocat général à la Cour d'appel de Paris en 1945 puis, en 1946, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice. Nommé ensuite conseiller à la Cour de cassation, puis procureur général près la Cour de Paris, il revint en décembre 1951 à la Cour de cassation pour en être le procureur général. Il fut alors l'un des artisans de la grande réforme judiciaire qui devait voir le jour en 1958 et, notamment, de l'élaboration de l'actuel code de procédure pénale.

C'est en 1961 qu'Antonin Besson devait être connu du grand public de l'époque. Désigné en sa qualité de procureur général près la Cour de cassation pour occuper le siège du ministère public devant haut tribunal militaire, juridiction d'exception instituée pour juger les généraux Maurice Challe et André Zeller après le putsch d'Alger du 22 avril 1961, il exposa les raisons pour lesquelles il ne pouvait en conscience requérir la peine de mort.

Cette prise de position devait l'entraîner dans un conflit ouvert avec le pouvoir de la V^e République. Elle fut à l'origine de sa nomination, le 28 août 1962, comme conseiller du gouvernement pour les affaires judiciaires, poste spécialement créé, ce qui lui retirait les fonctions de procureur général près la Cour de cassation.

Dès novembre 1962, Antonin Besson sollicitait sa mise à la retraite, et l'obtenait. Délivré de l'obligation de réserve, il devait alors, en plusieurs occasions, se montrer très critique envers le pouvoir qui, selon ses propres termes, soutenait «une doctrine où la contradiction» lui paraissait «privée de la place qui lui revient dans une démocratie».

En 1963, Antonin Besson, qui avait été candidat socialiste dans l'Allier lors des élections législatives de novembre 1962, s'inscrivait au barreau de Paris, avant de se retirer à Billy en 1968.

AUX ASSISES DES HAUTS-DE-SEINE

Le tueur d'espoir

Pour quelques jets de pierres de trop sur son pavillon, Bernard Depitout, âgé alors de trente-six ans, tira, le 23 octobre 1982, en début de soirée, à Nanterre, plusieurs coups de feu vers les bâtiments en préfabriqué et les carcasses de voitures de la cité de transit Gutenberg. A cet instant, le jeune homme, âgé de vingt ans, s'écroulait sans comprendre. Ce lycéen, profondément croyant, revenait de la mosquée lorsque, devant son immeuble, il fut touché mortellement au ventre. Le 5 novembre, après cinq opérations infructueuses, il mourut.

Un public silencieux et tendu a suivi le procès de Bernard Depitout, du mercredi 30 janvier au vendredi 1^{er} février, devant la cour d'assises de Nanterre, qui l'a condamné à douze ans de réclusion.

Cent cinquante jeunes immigrés de la cité, soutenant les sept membres de la famille Guemil, tous parties civiles, avaient placé, pour cette fois au moins, leur confiance en la justice. Au-delà de l'hommage à Abdennabi, leader irréprochable et non violent, le procès est apparu à beaucoup comme une réhabilitation possible de leur cité-ghetto, abandonnée à sa mauvaise réputation jusqu'à sa destruction définitive, cette semaine, entre le Seine et une autoroute : «Le calme de ces jeunes pendant les trois jours d'audience montre la confiance qu'ils ont en vous», a déclaré aux jurés l'avocat général, M. Edith du Breuil, qui a requis, contre Depitout, quatorze années de prison, une peine particulièrement lourde : «L'accusé, a-t-elle requis, a tué l'espoir de la cité Gutenberg».

Né dans les Deux-Sèvres, il y a trente-huit ans, Bernard Depitout, un homme petit, à la fine moustache, est apparu comme l'être «fruste et intellectuellement limité» décrit par l'expert psychiatre. Il ne s'est animé qu'à propos d'une sombre histoire d'héritage qui l'a opposé au gendre de sa compagne, M. Solange Lezer, de quinze ans son aîné. L'accusé a opposé des réponses contradictoires sinon incohérentes aux questions du président du tribunal, M. Henri Boulard, à qui a envoyé également deux lettres avant le procès. «On m'a toujours provoqué, lui écrivait-il. A Bois-d'Arcy [la prison] on m'a provoqué encore. De quoi décourager son avocat, M. Ben Baron, qui a admis «la difficulté d'établir un système de défense cohérent avec M. Depitout».

Psychose sécuritaire

Sa vie aura été à l'image de sa défense, médiocre : emplois mal

payés et multiples pour cet ancien gérant de ferme, fils d'un horticulteur, jugé pourtant comme «un bon travailleur». Pavillon de transit entre les farfelus et le cité Gutenberg, à côté d'un terrain vague, pour cet aspiqué de l'«aménagement de la Défense». Son existence aurait pu rester grise et tranquille, pourtant, entra un emploi d'aide-magasinier à 4 000 francs par mois et les soins à une campagne antituberculeuse paralysée depuis huit ans : jamais il n'a été muni de dents, de chaussures, de vêtements. Quelques carreaux cassés et un pétard explosant dans sa cuisine, le 14 juillet, ont été les seuls troubles de voisinage évoqués à l'audience, même si la cité, d'après un policier, était «sérénitaire à l'extrême».

En tous cas, d'après ses avocats, Depitout, insensiblement, a pris peur. Il devenait une victime de la psychose sécuritaire, et les jeunes eux-mêmes le prouvent «pour un fou». Il n'ouvre plus que rarement ses volets. Le 18 septembre 1982, il achète, pour l'anniversaire de Solange, une plante grasse et une carabine 22 long rifle, deux symboles pour cet univers pavillonnaire asphyxié et assésé.

Moins d'un mois plus tard, après un samedi passé à réparer le poêle et à boire du pastis — il avait plus de 1,2 gramme d'alcool dans le sang au moment des faits — c'est le drame : quelques heures son pavillon incendié par des gamins et Depitout obéit, selon l'expression de l'expert psychiatre, «à son exaspération». Il tire deux premiers coups de feu. En l'air, comme il l'affirme ? Vers les carcasses de voitures comme en témoignent les jeunes qui s'y étaient réfugiés. «J'ai vu les Arabes se disperser, devait-il déclarer au juge d'instruction, puis je n'ai plus vu personne. Alors j'ai tiré dans le noir un troisième coup vers la cité pour faire un peu plus peur.» Guemil est touché. Depitout, après avoir fermé ses volets, déclare à son ami retraité, M. Marlot : «Je crois bien que j'en ai chiqué un». Personne, dans ces conditions, n'eût, ce soir-là, le cœur d'évaluer les huitres prouvées pour le dîner : on attendait l'arrivée de la police.

«Drame de la pauvreté» a résumé la défense : «crime de l'insécurité et de la lâcheté», a estimé le ministère public. «J'ai toujours voulu faire peur, a déclaré à la fin de l'audience Bernard Depitout. Je ressens la douloureuse souffrance de la famille. Je n'oublierai jamais.» Les jeunes, eux, demandaient — et ont obtenu — «une peine exemplaire».

NICOLAS BEAU

FALACHAS:

Vous avez applaudi.

Aidez-les!

Les Falachas sont arrivés en Israël par milliers grâce au plus extraordinaire pont aérien jamais réalisé. Ils ont fui les camps, la famine, l'anéantissement.

Ils attendent maintenant tout d'Israël: il faut les soigner, les vêtir, les nourrir, les loger, les éduquer, leur donner une nouvelle vie. Leur redonner tout simplement la vie.

Nous avons besoin de vous. De chacun d'entre vous.

Envoyez vos dons à l'Aliah des jeunes qui a pour mission l'intégration et l'éducation des jeunes en Israël.

APPEL URGENT POUR LES FALACHAS

DON de
M. et/ou Mme
Adresse

Chèque au nom des AMIS DE L'ALIAH DES JEUNES

Bulletin à découper et à retourner à :
ASSOCIATION DES AMIS DE L'ALIAH DES JEUNES
256, rue Marcadet - 75018 Paris - Tél. 229-39-16

DÉCOUVERTE D'UN CRISTAL PARADOXAL

L'interdit du Pentagone

Un solide qui présente presque toutes les caractéristiques d'un cristal mais qui n'en est pas vraiment un : un nouveau matériau vient de naître de la collaboration de trois équipes, israélienne, américaine et française. Cet alliage, formé d'aluminium et de manganèse, est apparemment commun, mais il possède une structure originale qui semble contredire les lois les plus communément admises par les physiciens et les chimistes.

Aussi, lorsqu'il a recueilli, en 1982, les premières images de l'alliage qu'il venait de préparer dans son laboratoire du Technion à Haïfa (Israël), M. Dan Shechtman n'y croyait pas et il a d'abord pensé à une erreur expérimentale. Car il venait, en quelque sorte, de découvrir un « mouzon à cinq pattes ».

Dans un matériau solide, en effet, les atomes apparaissent soit totalement désordonnés — c'est le cas des verres — soit en structure parfaitement ordonnée (à quelques défauts près), comme ils le sont dans les cristaux. Alors — et c'est la définition même d'un corps cristallin — les groupes d'atomes s'organisent de façon périodique, telles les fleurs ou les figures géométriques des papiers peints qui se répètent indéfiniment.

Cette périodicité, de même que la compacité qui caractérise la matière, implique que les motifs soient joints afin que, placés côte à côte, ils puissent « paver » un volume sans laisser d'espace vide. Les chercheurs le savent qui utilisent, pour

recouvrir les sols des salles de bains, des carreaux de faïence rectangulaires, triangulaires, carrés ou hexagonaux, mais jamais pentagonaux.

Tout, comme les carrelages, les cristaux sont soumis aux lois fondamentales de la géométrie euclidienne. Aussi les chimistes admettaient-ils jusqu'ici qu'aucun cristal ne pouvait renfermer des motifs atomiques ayant globalement les axes de symétrie du pentagone ou, pour reprendre leur expression, présentant « une symétrie d'ordre cinq ».

On conçoit donc la surprise qu'a éprouvée M. Shechtman en analysant l'alliage métallique, et en découvrant qu'il possédait cette géométrie pentagonale considérée par tous comme interdite. Il recouvra l'expérience, en s'assurant de la collaboration de deux équipes — l'une au National Bureau of Standards (NBS) américain, l'autre au Centre d'études de chimie métallurgique du CNRS à Vitry-sur-Seine.

Israéliens, Américains et Français reprirent l'étude du matériau, allant jusqu'à l'examiner au microscope électronique avec des grossissements de dix millions, afin de « voir » des détails d'une épaisseur de quelques millièmes de millimètres.

A ce stade de précision, ils ne subsistait plus de doute dans leur esprit. Ils avaient découvert le premier « quasi-cristal », présentant une structure non périodique mais toutefois « déterministe » puisque,

connaissant la nature d'un motif atomique placé en un point donné, il est possible d'en déduire celle des autres groupes d'atomes de l'échantillon.

Applications insoupçonnées

Dire que des structures « à symétrie d'ordre cinq » n'avaient jamais été imaginées serait inexact. Le Britannique Roger Penrose avait déjà proposé, il y a une dizaine d'années, des modèles mathématiques fondés sur ce principe et dessinés des figures géométriques qu'il appelait « pentagones ». Mais jamais encore, précise M. Denis Gratias du CNRS, on n'avait trouvé de preuve matérielle venant à l'appui de cette théorie. C'est maintenant chose faite.

Cette découverte doit « beaucoup à la chance », comme l'avoue M. John Cahn, du NBS. Si les métaux liquides avaient été refroidis trop vite, l'alliage solide obtenu aurait eu une structure désordonnée; s'ils l'avaient été trop lentement, l'alliage se serait comporté comme un cristal « ordinaire ».

Sans le savoir, le chercheur israélien a donc visé juste tant du point de vue de la composition de l'alliage (80 % de son poids est constitué de manganèse, le reste d'aluminium) que de la vitesse de solidification. Depuis, d'autres alliages d'aluminium ont été trouvés, dans lesquels le manganèse est remplacé par du

fer ou du chrome, qui se sont eux aussi révélés quasicristallins.

Le travail est loin d'être achevé pour autant. Il reste à mieux connaître la structure intime de ces matériaux et à étudier leur comportement électrique, magnétique, mécanique, afin, peut-être, de leur découvrir des propriétés inhabituelles et de leur trouver des applications pour l'instant insoupçonnées.

Car, avant que ces nouveaux alliages ne deviennent d'usage courant, il faudra sans doute attendre des années, voire des décennies. Mais qui sait? D'autres matériaux initialement étranges, tels les cristaux liquides découverts à la fin du siècle dernier, étaient au départ considérés comme de simples curiosités de laboratoire, et personne ne prévoyait qu'ils serviraient un jour à l'affichage de l'heure dans des millions de montres et de pendules.

Cette découverte donnera donc aux chercheurs du « travail pour pas mal d'années ». Déjà, de nombreux laboratoires s'intéressent à ce nouveau champ d'études. Depuis le 12 novembre dernier, date à laquelle les « découvreurs » ont publié les résultats de leur recherche dans une revue scientifique spécialisée (1), une douzaine d'équipes se sont emparées du problème. « Demain, remarque en souriant M. Cahn, elles seront peut-être une centaine ».

ELISABETH GORDON.

(1) Physical Review Letters.

TARIFS INSUFFISANTS. OFFENSIVE LECLERC CHAUFFEURS EN COLÈRE

Paris taxis

Les quatorze mille trois cents chauffeurs de taxis parisiens sont en colère. Pour le préfet de Paris et le préfet de police viennent conjointement de les autoriser à augmenter leurs tarifs de 6,41 %. En outre, ils pourront appliquer le tarif de nuit — plus cher que celui de jour d'environ 50 % — à partir de 21 heures au lieu de 22 heures. Or, il y a quelques jours, une cinquantaine de chauffeurs CGT, manifestaient devant le ministère des finances pour obtenir une augmentation de 15 %. On comprend qu'ils soient déçus.

Réaction de la chambre syndicale des cochers-chauffeurs de la région parisienne : « Cette hausse est tout à fait insuffisante non au regard des possibilités de notre clientèle, mais en face du gonflement de nos charges qui va beaucoup plus vite que le réajustement des tarifs ». En quatre ans, de 1981 à 1985, on a autorisé les taxis parisiens à augmenter leurs prix de 28,88 % alors que dans le même temps l'indice du coût de la vie grimpa de 40 %.

« Notre métier devient de moins en moins rentable », grognent les chauffeurs. Les grandes compagnies de taxis comme G7, qui emploient jadis quatre à cinq mille salariés, ont tiré la sonnette d'alarme. Elles ont démissionné pour le plaisir de simples loueurs de voitures. Les chauffeurs louent les véhicules, payent leur entretien et gardent la recette. Certains travaillent soixante-dix heures par semaine pour gagner l'équivalent du SMIC. Le métier est devenu si difficile que 30 % des chauffeurs qui commencent en louant leur voiture abandonnent au bout de quelques mois.

La « prolétarianisation » de la profession se traduit par un taux de plus en plus élevé de travailleurs immigrés : 35 % actuellement, selon la chambre syndicale, mais davantage encore demain, car 60 % des postulants sont des étrangers : portugais, magrébins, africains, asiatiques.

En outre, la qualification des chauffeurs est en baisse car les débutants sont acceptés avec un simple CAP provisoire. Nombre d'entre-eux connaissent à peine la capitale, et les clients le constatent quotidiennement à leurs dépens. Les

conditions de circulation de plus en plus problématiques n'arrangent pas les choses, et les couloirs réservés qui avaient fait l'effet d'un ballon d'oxygène ne sont plus respectés.

Comme si cela ne suffisait pas, des franc-tireurs viennent troubler le jeu. Depuis quelques semaines, une vingtaine de taxis Leclerc roulent dans les rues de la capitale. Michel Leclerc — le frère d'Edouard, l'homme qui veut casser le prix de l'essence, les tarifs de l'automobile et le monopole des pompes funèbres — s'attaque maintenant aux taxis. Il a obtenu des PTT une fréquence radio et recruté une vingtaine d'artisans qui acceptent de limiter à 18 F la prise en charge maximum.

Celui qui a besoin d'un taxi devant sa porte compose le numéro des taxis Leclerc (communication gratuite) et une voiture vient le chercher. Même si à ce moment le compteur marque plus de 18 F, le chauffeur ne lui demande que cette somme. « Mon système devrait avantager tout le monde, assure Michel Leclerc : les clients qui sont assurés de ne plus être rançonnés par des véhicules radio venant de l'autre bout de Paris, mais aussi les artisans qui s'abonnent chez moi puisqu'ils ont des remises de 20 centimes sur le litre d'essence, de 30 % sur les assurances et de 15 % sur les véhicules. Je démarre doucement mais, si ça marche, mon central pourrait traiter à terme deux à trois cents véhicules ».

« Cette prise en charge au rabais est illégale », rétorque M. André Mariette, secrétaire du CIO-UNATI taxi. Les organisations professionnelles ne sont pas au bout de leurs peines. Car un autre « irrégulier » s'annonce. Il a trente-deux ans, dirige une petite entreprise de messagerie en banlieue parisienne et déborde d'imagination. Daniel Poulain a demandé à la préfecture de police l'autorisation de faire circuler, dès le printemps, des taxis-scooters. Surprise et perplexité dans les services où l'on parle de « novation complète ».

En selle

En effet, les taxis-scooters de Daniel Poulain sont des machines de 125 centimètres cubes à la carrosserie blanche, équipées d'un pare-brise enveloppant, d'un taximètre et d'un radio-téléphone. Il y aura même de la musique à bord. Juché sur la selle arrière, le client se tiendra à une poignée et s'appuiera à un dossier. On lui fournira des gants et un casque à sa portière (il y en aura trois dans le coffre arrière), et s'il fait mauvais, un imperméable. Il pourra même fixer son attaché-case sur une mini-garage. Comme pilote, Daniel Poulain voudrait recruter d'anciens motards de la police et de la gendarmerie.

Le compteur ne marquera que le kilométrage et non le temps passé. Le promoteur de l'idée affirme que les clients économiseront à la fois de

l'argent (30 % sur une course) et de temps (50 % sur un parcours).

Le dossier des taxis-scooters a été envoyé au ministère de l'Intérieur. Question : la législation sur les taxis a-t-elle prévu que ceux-ci devaient avoir obligatoirement quatre roues? En tout cas, si Daniel Poulain obtenait le feu vert, Paris serait la première capitale occidentale à tenter de résoudre ses problèmes de circulation grâce à des taxis à deux roues.

Mais il aura beaucoup de mal à l'obtenir. Il y a trois ans, un autre audacieux avait imaginé de lancer des taxis-motos. La commission extra-municipale, qui, à l'Hôtel de Ville, s'occupe de la circulation, avait repoussé ce projet à l'unanimité.

Une autre commission, où siègent les professionnels, examine régulièrement les demandes d'autorisation de circulation et donne son avis au préalable. Elle se réunira prochainement. Or M. André Ducouret, secrétaire général de la chambre syndicale des cochers-chauffeurs de la région parisienne, est catégorique : « Nous sommes totalement opposés à l'idée de laisser circuler des taxis-scooters. Ce serait inconfortable, dangereux et, compte tenu de ce que demanderait les assurances, aussi cher que les voitures ». Tezils Leclerc, taxi deux-roues, taxi tiers-monde, de toute manière, les taxis parisiens ne seront plus ce qu'ils étaient.

MARC AMBROISE-RENDU.

BUREAUCRATIE ET MÉDECINE HUMANISTE

Un généraliste de l'arrêt maladie

La possibilité ouverte par la convention de 1976 entre les caisses de sécurité sociale et les syndicats médicaux de déconventionner les médecins dont le volume d'activité ou les prescriptions apparaissent trop « inhabituelles » avait été jugée par beaucoup comme particulièrement redoutable. Le corps médical n'eut pas pourtant à se plaindre de cette procédure. Dix médecins seulement furent sanctionnés entre 1976 et 1980 sur l'ensemble du territoire ; et le docteur Boigienman, généraliste à la Goutte-d'Or, est, à partir du 21 janvier, le premier médecin à être déconventionné à Paris pour une durée d'un mois depuis la convention de 1980. Ses clients ne sont pas remboursés qu'à un tarif d'autorité désois.

Il justifie aujourd'hui ses écarts par le fait que sa clientèle est composée essentiellement d'immigrés, dont 30 % sont, selon ses propres chiffres, des accidents du travail et 10 % des malades en invalidité. Il montre également des dossiers fort complets sur la pathologie et la sous-consommation médicale de la population d'origine étrangère. Il brandit même des photos Polaroid de maladies de la peau d'origine africaine, qu'il ne manque pas, depuis sa première convocation, de mentionner dans une grande chemise. « J'ai l'impression de travailler avec une épée de Damoclès au-dessus de moi, et, pourtant, je ne soigne pas des statistiques, mais des êtres humains ».

Dossiers accablants

Le docteur Boigienman est au cœur de la capitale un des derniers médecins de campagne. Sa famille, arrivée après la guerre d'un centre de transit proche de Tréblinka, s'installa alors à la Goutte-d'Or. Il n'avait que trois ans, et ce quartier fut pour lui un ancrage définitif : il y exerça comme généraliste depuis quatorze ans. Sa réputation n'est plus à faire parmi les Arabes et les Noirs qui se présentent chaque jour, et sans rendez-vous, dans sa modeste salle d'attente. « Rhumatismes, maladies d'enfants, varices », annonce la plaque de ce médecin, qui, riant, ajoute, « j'effectue pas moins de trente actes par jour : c'est ça le téléphone arabe », explique-t-il.

Le boulevard Barbès, où il exerce, est le plus éloigné des chemins vicineux, et le docteur Boigienman est bien solitaire dans un Paris qui comprend pourtant deux fois plus de médecins en moyenne qu'en province. Ce médecin reconnaît en effet ne pas entretenir de contacts autres qu'épistolaires avec ses confrères. A peine s'il connaît l'existence des syndicats médicaux ! Et le dimanche, il assure lui-même les urgences de son cabinet.

Une convocation, le 17 juin 1982, devant le comité paritaire médical des caisses de sécurité sociale de Paris brisa soudain cet isolement. Six confrères, trois représentants des régimes d'assurance-maladie et trois autres des syndicats médicaux, lui reprochèrent des prescriptions d'arrêts de travail et d'examen excessives, trois fois supérieures à la moyenne des praticiens. « C'était un véritable tribunal, explique ce médecin d'apparence timide. Je n'ai pas réussi à répondre ».

La discussion est tout autre aux caisses de sécurité sociale, où, toutefois, on ne veut pas parler des cas personnels. On y évoque les garanties dont est entouré le processus de déconventionnement — d'une durée de deux ans — qu'il s'agisse de la saisine du conseil de l'ordre des médecins ou des examens répétés des dossiers. Pas moins de cent médecins convoqués à Paris pour des prescriptions ou une activité excessive ont tenu compte des observations des caisses. On rappelle enfin que les profits médicaux définies pour des groupes homogènes de praticiens ne constituent en aucun cas des normes : aux dix médecins membres du comité paritaire, écartés par le secret médical, de juger eu cas par cas le comportement de leurs confrères.

NICOLAS BEAU.

LE MONDE diplomatique

de février EST PARU

Au sommaire :

- L'empire du dollar (Claude Julien).
- L'internationale Moon.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3894 HORIZONTALEMENT

I. Coupe le souffle. — II. Est régulièrement couverte de fleurs. Adverbe. — III. Pronom. Ce n'est pas le meilleur de la poire. — IV. Où l'on bat de l'aile. Meurt où il s'attache. Avient les éléments bien en main. — V. N'est pas rouge comme une cerise. Pronom. Grecque. — VI. Est souvent sur le tapis. Elles ont toutes de la branche. — VII. Permet de passer du coq à l'âne. Participe. — VIII. Conquérant. Qu'il faudra sortir de sa poche. N'ont plus aucun pouvoir. — IX. Savait de quel bois il se chauffait. Ceux-là, ils aiment dans le nez. — X. En loupoyant. Tout d'une pièce. Pigeon aux len-

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I														
II														
III														
IV														
V														
VI														
VII														
VIII														
IX														
X														
XI														
XII														
XIII														
XIV														
XV														

tilles. — XI. Portent toujours la barbe. Préposition. Avec lui, comment voulez-vous ne pas avoir les pieds qui sentent ! — XII. Sigle. Hommes de guerre. Intervient dans de nombreuses expéditions. — XIII. Ce n'est pas l'idéal pour se mettre à court. Prise en main. — XIV. Ont été cassés. On l'on a vite fait de se mettre en frais. — XV. Ont tenté ce qu'il faut pour faire l'éclatage. Pas le moindre vermineux.

VERTICALEMENT

1. Veilleurs de nuit. Sigle. — 2. Nombreux sont ceux qui n'aimeraient pas être à sa place. Ne laisse pas un. — 3. Érait un brillant sujet. Une façon de travailler le grain. — 4. Bête dans tous les sens du terme. On a l'œil sur lui. — 5. Quartier d'orange. Fertile des plaines lombardes. Article. — 6. Divinité. Laissa en dépôt. N'a jamais de chat dans la gorge. Tête d'épingle. — 7. Liquide. Touchent du bois. Pronom. — 8. Le Tyrol entre autres. Provenant que l'on a bien mangé. — 9. Sa vie ne tient tout

de même pas qu'à une fil. Casse-croûte. — 10. Planté ça et là. Partie de partie. A quitté les affaires. Sigle. — 11. Élément de la faune marine. Pias en désordre. — 12. Taille en pièces pour nos beaux yeux. Long cours. — 13. Espèce de pigeon. Fait perdre gros. — 14. Mise aux arrêts. Est vraiment sans gêne. — 15. Ne manque pas d'expérience. Ne sont pas toujours entraînés dans la boue.

Solution du problème n° 3893

Horizontalement

I. Auto-école. — II. Unisson. — III. Tisa. Tuba. — IV. Onslin. EL. V. Ossau. — VI. La Statue. — VII. Au. Patate. — VIII. Sera. Ire. — IX. Tri. S.O.S. — X. Néon. Eu. — XI. Erg. Usine.

Verticalement

1. Autoplastie. — 2. Unir. Auer. — 3. Tissu. Ring. — 4. Osai. S.P.A. — 5. Es. Nota. Sou. — 6. Cotisations. — 7. O.N.U. Stars. — 8. Beauté. En. — 9. Evaluée. Hue!

GUY BROUTY.

SPORTS

● **SKI ALPIN : Championnats du monde.** — Le Suisse Pirmin Zurbriggen a remporté, vendredi 1^{er} février à Bormio (Italie), la descente du combiné messieurs des Championnats du monde. Il a devancé son compatriote Peter Luescher de 20 centièmes de seconde et l'Allemand de l'Ouest Markus Wasmeier de 1 sec 23. Les Français Franck Piccard et Philippe Vermeir ont terminé respectivement septième et neuvième.

● **TENNIS : tournoi de Memphis.** — Yannick Noah s'est qualifié, vendredi 1^{er} février, pour les demi-finales du tournoi de Memphis (Tennessee), doté de 315000 dollars, en battant l'Israélien Shahar Perkiss 6-3, 3-6, 6-3.

Il rencontrera l'Américain Eliot Teltscher, tandis que l'autre demi-finale opposera l'Américain Jimmy Connors au Suédois Stefan Edberg.

Société

M. Bernard Lathière quitte la direction d'Airbus Industrie

Administrateur-gérant du consortium européen Airbus Industrie depuis 1975, M. Bernard Lathière a été nommé, vendredi 1^{er} février à Munich, où siège cet organisme, au poste de vice-président du conseil de surveillance que préside M. Franz-Josef Strauss, ministre-président de Bavière. M. Lathière quitte donc ses fonctions après dix années d'exercice en deux mandats successifs de cinq ans, dont le deuxième prend fin officiellement le 4 février prochain.

Le conseil de surveillance d'Airbus Industrie a tenu à souligner, à cette occasion, combien il était reconnaissant à M. Lathière pour les services rendus au programme Airbus, qui compte trois modèles d'avions (A-300, A-310 et A-320). Dans l'attente de la désignation d'un successeur de M. Lathière, c'est le directeur général d'Airbus Industrie, M. Roger Béteille, qui aura soixante-quatre ans en soit prochain, qui, à la demande unanime des partenaires du consortium, a accepté d'être nommé administrateur-gérant. M. Béteille est directeur général d'Airbus Industrie depuis 1969.

Le poste d'administrateur-gérant est, en effet, convoité par la France et l'Allemagne fédérale, qui sont, avec le Royaume-Uni et l'Espagne, les deux principaux actionnaires du consortium européen (à raison, pour chacun des deux pays, de 37,9 % des parts), et qui proposent leur propre candidat à la succession de M. Lathière. En France, les noms les plus

souvent avancés sont ceux de M. Jean Pieson, directeur de la division « avions » de la société nationale Aéropostale, et celui de M. Pierre Pallieret, directeur du marketing du consortium Airbus Industrie et principal négociateur, à ce titre, de la vente de l'avion européen à la compagnie américaine Pan Am (le Monde du 15 septembre 1984). En Allemagne fédérale, la candidature la plus fréquemment proposée est celle de M. Johan Schaeffler, directeur de la division des avions à la société Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB), qui emploie trente-cinq mille personnes et est partenaire de l'Aérospatiale.

A Munich, le conseil de surveillance a décidé de se réunir, de nouveau, la semaine prochaine pour

examiner l'organisation générale du consortium sur la base des propositions avancées après le départ de M. Lathière. En effet, si l'Allemagne fédérale et la France paraissent souhaiter le maintien d'une structure assez comparable à l'organisation actuelle, les Britanniques ont imaginé une formule très différente.

Selon ces propositions de la Grande-Bretagne, l'administrateur-gérant d'Airbus Industrie devrait être assisté désormais par trois directeurs généraux adjoints chargés respectivement des questions commerciales, des affaires industrielles et des problèmes budgétaires et financiers. Ces responsabilités seraient confiées respectivement à un Français, à un Allemand de l'Ouest et à un Britannique.

L'EXPOSITION « JANUS 2 » A LA VILLETTE

Nouvelles techniques pour expliquer les sciences

Située dans la halle du parc de La Villette, « Janus 2 », exposition prototype qui préfigure ce que sera la future Cité des sciences et de l'industrie, est maintenant ouverte au public (1).

Sous un éclairage violet, des sphères noires se balancent, animées par un flux d'air chaud. Ces objets animés du sculpteur Takis, placés à l'entrée de l'exposition Janus 2, donnent le ton : la Cité des sciences et des techniques, qui devrait ouvrir ses portes à La Villette, en mars 1986, ne sera pas un musée tout à fait ordinaire.

Après Janus 1, qui était il y a deux ans un banc d'essai pour des éléments d'exposition, Janus 2 met en scène le projet architectural et déjà manifeste. Les présentations sont groupées par thèmes dans des « îlots » où il est « donné à voir, à toucher, à comprendre », où le visiteur est conduit à être tout à la fois spectateur et acteur.

La science démythifiée

Ainsi, dans l'îlot « sports », différents modèles de vélos sont présentés, du vélocipède de 1868 au « vector single », un monoplace à propulsion humaine filant à 100 kilomètres à l'heure. Dans la « salle de gymnastique », modèle réduit des installations pour la médecine sportive, le visiteur est invité à s'installer devant des machines, à fléchir les jambes, courir, pédaler, puis à mesurer les conséquences de son effort sur son rythme cardiaque ou son débit expiratoire. « Nous proposons là de véritables travaux », explique

la responsable de l'îlot. « Le visiteur doit, en effet, réaliser une expérience, recueillir des données puis les interpréter, et peut s'initier ainsi à la démarche scientifique ».

A partir du concept du vécu, les organisateurs de Janus II souhaitent conduire le spectateur-acteur vers le monde plus abstrait des différentes disciplines scientifiques. Des cuves remplies d'eau illustrent pour lui les mouvements de l'atmosphère terrestre ; plus loin, on l'invite à se familiariser avec la notion géométrique de la courbure ou à s'interroger sur la nature du spectre lumineux. La science est ainsi démythifiée, de même que la technique et l'industrie. Dans l'îlot « matériaux plastiques », le visiteur deviendra pour quelques instants technicien lorsque, introduisant un jeton dans une presse à injecter, il verra se transformer le plastique « brut » en une série de petites billes colorées.

Les enfants pourront s'essayer aux techniques de la communication, en se parlant à travers des tuyauteries aux formes biscornues ou, pour les plus grands, en « jouant à la télévision » dans un étroit studio et une mini-régie vidéo.

Un espace beaucoup plus vaste sera consacré à la future exposition permanente de la Cité des sciences et de l'industrie. Mais cette « répétition générale » qu'est Janus II donne aux organisateurs du futur musée l'occasion d'observer les premières réactions du public. L'occasion aussi de tester la solidité du matériel, qui, mis entre toutes les mains, sera soumis à rude épreuve.

ELISABETH GORDON.

(1) L'exposition Janus II est ouverte depuis le 30 janvier, les mercredis, jeudis et vendredis, de 12 à 18 heures. Remerciements : téléphone au 240-27-28, poste 1590.

En bref

Un jeune nationaliste corse est condamné à trois ans de prison

Accusé de tentative de plasticage contre la succursale du Crédit lyonnais à Ajaccio, Christian Mela, jeune militant nationaliste, a été condamné, vendredi 1^{er} février, à trois ans de prison par le tribunal correctionnel d'Ajaccio. M. Gaston Carrasco, procureur de la République, avait requis cinq ans. Le tribunal a accordé des circonstances atténuantes, mais il a refusé les arguments de la défense portant sur l'absence de preuves et la destruction de la charge explosive que Christian Mela était accusé d'avoir en sa main au moment de son arrestation en flagrant délit.

Devant une soixantaine de sympathisants et un important service d'ordre, Christian Mela, après avoir entendu sa condamnation, s'est écrié : « Voilà comment le délit d'opinion est jugé en Corse ! ». Vendredi 1^{er} février, pour protester contre ce jugement, un petit groupe de manifestants s'est rendu devant les grilles de la préfecture de région.

Le procès de Christian Mela avait été à l'origine des troubles à l'université de Corte, fermée depuis, et qui devrait rouvrir ses portes le 4 février au matin.

D'autre part, deux attentats ont eu lieu à Corte et à Ajaccio. Le véhicule d'une enseignante à Corte a été endommagé par une explosion, le 2 février, au matin. A Ajaccio, le 4 février au soir, l'Agence des télécommunications a été visée par une charge de plastic.

D. R.

Voie de bijoux : M. Joffo de nouveau incarcéré

M. Evély Joffo a été de nouveau placé en détention, mercredi 30 janvier, à la prison de Fleury-Mérogis. L'épouse du coiffeur et restaurateur Maurice Joffo, inculpé de recel de vols aggravés (le Monde daté 2-3 décembre 1984), avait été arrêtée une première fois avec son mari le 2 décembre dernier, puis libérée sous contrôle judiciaire après vingt-six jours de détention. C'est la découverte, la semaine dernière à Genève, d'un nouveau « trésor » caché par les époux Joffo, qui a conduit le juge d'instruction, M. Jean-Louis Debré, à prendre cette décision.

Des bijoux volés d'une valeur estimée à 20 millions de francs avaient été déposés dans plusieurs coffres loués dans des banques genevoises. Un coffre contenant de très belles perles a été aussi découvert dans un luxueux appartement de Genève, loué par les époux Joffo sous une fausse identité.

L'enquête aurait établi que M. Joffo, aidé libéré le 28 décembre, aurait envoyé deux personnes à Genève pour faire disparaître les bijoux volés et faire enlever le coffre de l'appartement par un déménageur.

Le général René Aubigne est mort d'une thrombose. L'autopsie pratiquée, jeudi 31 janvier à Chamois (Haute-Marne), sur le corps du général de brigade aérienne en retraite, René Aubigne, soixante-deux ans, a révélé que l'officier avait succombé à une thrombose cérébrale qui avait entraîné une perte de conscience.

L'agressivité d'un cow boy

« Une agressivité de cow boy ». Cette expression, M. Bernard Lathière la répétait à ses collaborateurs du consortium européen Airbus Industrie, pour les inciter à développer une dynamique commerciale face à la concurrence.

Mais ce qualificatif caractérisait aussi cet homme de poids, acharné à placer ses avions, trucidant, inépuisable au point de passer plus de temps dans les séjours et les jets que dans ses bureaux à Paris ou à Toulouse. Si l'expression n'avait pas un accent péjoratif, M. Lathière pourrait être qualifié de « marchand de tapis », revendant constamment à la charge, entrant par la fenêtre si on l'avait mis à la porte, ne désespérant jamais de son client, au besoin, le relançant, l'importunant, ne s'ouvrant jamais battu avant la décision.

En fonction de ses interlocuteurs, il jouait de chacun de ses atouts, pour mieux emporter le marché. A son acheteur indien, il révélait qu'il était né, par hasard, à Calcutta. A ceux qui voyaient en lui le symbole ou le prototype d'une nouvelle « citoyenneté » européenne, il rappelait son profond attachement à la terre lyonnaise. A ses collègues, traditionnels de l'administration française, qui manifestaient, à tort, de la méfiance pour les qualités du vendeur, il exaltait de son titre d'inspecteur général des Finances qui avait fait ses classes à l'ENA et dans plusieurs cabinets ministériels.

En réalité, M. Lathière était un passionné d'aviation, un « fou

des ailes » et, aussi, un joueur de tempérament avec tout ce que cela comporte de fougue calculée, de volubilité métrée de prudence, et de volonté de conquête sous un extérieur jovial. Grand amateur de champagne, vite familier, le verbe haut et le rire exubérant, il séduisait ou il irritait.

En dix ans, M. Lathière s'est identifié à l'Airbus, et il lui est arrivé de prendre des initiatives que ses partenaires de l'industrie, de l'industrie et de l'industrie, en France, en Allemagne fédérale ou en Angleterre, lui reprochaient ensuite. Il est vrai que cet homme, qui avait appris à observer les tracasseries de négociations en Haute-Vienne, ne se laissait pas embarrasser par ce genre de détail qui paraît insurmontable à ceux qui vont rarement sur le terrain par crainte des tracasseries de la « guerre » commerciale. Administrateur-gérant d'un consortium cosmopolite, il allait de l'avant, sans trop regarder derrière lui, si le gros de la troupe suivait.

Se résumait est d'avoir au profit de l'affairement, sur la scène internationale, des constructeurs américains d'avions civils Douglas et Lockheed pour s'opposer, chaque année, devant la commission du principal rival de Boeing, l'Europe a repris pied sur le marché mondial de l'aviation civile et, face aux concurrents nord-américains, l'emblème Airbus Industrie « cleque » aujourd'hui comme une victoire.

JACQUES ISNARD.

Dans le second degré DE MAUVAIS RÉSULTATS N'ENTRÈNERONT PLUS LA SUPPRESSION D'UNE BOURSE D'ÉTUDES

Depuis le 1^{er} janvier, il n'est plus nécessaire d'être un « bon élève » pour bénéficier d'une bourse nationale d'études dans le second degré. Une note de service, parue au bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale du 31 janvier, précise, désormais, l'octroi ou le maintien du droit à une bourse ne dépendant plus que des conditions de ressources familiales fixées par un barème national.

Il s'agit, selon le ministère, « d'éviter les abandons en cours de scolarité pour des raisons financières » et d'élargir des bourses à un contingent supplémentaire de jeunes sortis du système scolaire. Ces bourses bénéficieront en effet, non seulement aux élèves poursuivant leurs études dans une filière de formation initiale du secondaire, mais aussi à ceux qui, exclus de l'école, y sont à nouveau admis dans les nouvelles filières de la « formation récurrente » et les « cycles d'insertion professionnelle par alternance » (CIPA). Auparavant, les bourses étaient accordées que si la scolarité était normale et aboutissait à un diplôme déterminé au départ, et une situation d'échec ou même une décision d'orientation pouvaient être sanctionnées par un retrait de bourse.

Le Syndicat national des collègues ne participera pas à la grève du 5 février. Le Syndicat national des collègues (SNC), autonome ne s'associe pas à la grève organisée le 5 février par les syndicats nationaux des enseignants de second degré (SNES-FEN) et de l'éducation physique (SNEP-FEN) pour protester contre les « conditions catastrophiques » de la prochaine rentrée.

UNE « SEMAINE DE LA CATÉCHÈSE » A PARIS

Une « semaine de la catéchèse » est organisée à Paris jusqu'au 6 février, par le Père Jacques Perrier, directeur de la catéchèse (1). Après les débats de ces dernières années — sur les méthodes pédagogiques, le contenu des « parcours catéchétiques » — l'ouvrage « Pierre vivante », cette campagne d'information et de sensibilisation est destinée aux parents et aux enfants qui s'inscrivent à la transmission de la foi chrétienne.

Des initiatives variées sont prévues dans la plupart des cent paroisses parisiennes (opérations « portes ouvertes », conférences-débats, fêtes d'enfants), afin de mieux faire connaître le catéchisme actuel à la population de la capitale, catholique ou non. Un tract a été diffusé à 100 000 exemplaires et une exposition mise en place dans la cathédrale Notre-Dame où deux rendez-vous sont proposés avec le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, la mercredi 6 février à 9 h 45 et à 11 heures.

(1) Pour tous renseignements sur cette semaine de la catéchèse, s'adresser à M. Thérèse Poucet, tel. 742-24-95.

Le directeur de l'agence Roger-Viollet inculpé du meurtre de son épouse. — M. Jean-Victor Fischer, quatre-vingt ans, directeur de l'agence photographique Roger-Viollet, a été inculpé, jeudi 31 janvier, d'homicide volontaire pour le meurtre de son épouse Hélène Fischer-Viollet, quatre-vingt-trois ans, communi dimanche 27 janvier dans leur appartement, rue des Beaux-Arts, à Paris (6^e).

Les résultats de l'autopsie et de l'enquête ont, en effet, contredit la thèse du directeur de l'agence Roger-Viollet, qui affirmait avoir aidé sa femme à se donner la mort avant d'essayer de se supprimer lui-même.

Carnet

Naissances

— Gilles ARFI et Françoise MIMOUN ont la joie d'annoncer la naissance de Maribelle, à Lyon, le 30 janvier 1985.

Le Pipoumier, 26220 Douaillat, 45, rue de Sèze, 69006 Lyon.

— Marie-Noëlle LIENEMANN, Patricia FINEL ont la joie de faire part de la naissance de

Marionne Françoise Edwige, le mardi 29 janvier, 2, square des Néerlandais, 91300 Massy.

Fiançailles

— M. Roger COHEN et M. Netanya (Israël), M. Henri HAGGIAG et M. Coenat général de France à Sao Paulo (Brésil), ont la joie d'annoncer la fiançailles de leurs enfants.

Yael, avocate stagiaire, et Willy, ancien élève de l'ESSEC.

Netanya (Sao-Paulo), le 15 janvier 1985.

Mariages

— M. et M. Jean-Pierre WESEN, M. et M. Louis QUETEL, ont la joie d'annoncer le mariage de leurs enfants.

Charles et Nelly, à Rabat, le 10 janvier 1985, 11, rue Tournafort, 75005 Paris, 16, rue Alexandre, 14000 Caen.

Décès

— M. Rodolphe Faïn, son épouse, M. et M. Patrick Faïn, ses enfants, M. Joachim Faïn, M. David-Alexandre Faïn, ses petits-enfants, Le docteur Michel Faïn, ses enfants et petits-enfants, Le docteur Pierre Marty, ses enfants et petits-enfants, M. André Jardin, ses enfants et petits-enfants, font part de décès de

M. RODOLPHE FAÏN, survenu le 22 janvier à son domicile, 55, av. de Cochin, 95880 Enghein.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. Laurent Froissart, née Françoise Barlier, ses frères, Michel Froissart, Marie-Odile et Alain Kirchhoff et leurs enfants, Isabelle et Patrice Morel d'Arleux et leurs enfants, Natalie Froissart, et Jean-Luc Fleuchot, André Froissart, M. Genevieve Peignot, sa tante, Les familles Froissart, Viallefond, Toulouse, Bustarret, Barlier, Valtier et Fucos, ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, neveux et nièces, font part du décès de

M. LAURENT FROISSART, le 1^{er} février 1985, dans sa soixante-deuxième année. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 5 février 1985, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés.

L'inhumation aura lieu le même jour à 16 heures. Cet avis tient lieu de faire-part. 10, rue de l'Abbaye, 75006 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

(1) Pour tous renseignements sur cette semaine de la catéchèse, s'adresser à M. Thérèse Poucet, tel. 742-24-95.

Le directeur de l'agence Roger-Viollet inculpé du meurtre de son épouse. — M. Jean-Victor Fischer, quatre-vingt ans, directeur de l'agence photographique Roger-Viollet, a été inculpé, jeudi 31 janvier, d'homicide volontaire pour le meurtre de son épouse Hélène Fischer-Viollet, quatre-vingt-trois ans, communi dimanche 27 janvier dans leur appartement, rue des Beaux-Arts, à Paris (6^e).

Les résultats de l'autopsie et de l'enquête ont, en effet, contredit la thèse du directeur de l'agence Roger-Viollet, qui affirmait avoir aidé sa femme à se donner la mort avant d'essayer de se supprimer lui-même.

— Les éditions Francis Laferrière font part, avec grande tristesse, du décès de leur gérant

M. Laurent FROISSART, survenu à Paris, le 31 janvier 1985, dans sa soixante-deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 5 février 1985, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés, place Saint-Germain-des-Prés, à Paris-6.

— Le provincial de la Compagnie de Jésus, La Compagnie Jésus de la rue de Grenelle, La famille de Gossier font part de la mort de

Père Louis de GEUSER S.J., grand maître de guerre, officier de la Légion d'honneur, médaillé militaire,

décédé à Paris le 31 janvier 1985, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La messe des obsèques aura lieu en l'église Saint-Ignace le mercredi 6 février, à 10 h 30.

— M. Jean de Vaisière, M. et M. Bernard de Vaisière et leurs enfants, M. et M. Paul Vigne et leurs enfants, M. et M. Philippe Rappeneau et leurs enfants, M. et M. Marc Cuit de Montclair, M. et M. Alfred de Vaisière, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean de VAISSIÈRE, ancien inspecteur général des eaux et forêts, survenu le 1^{er} février 1985 à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu à Angoulême-Saint-Flour, dans l'intimité familiale.

Une messe sera célébrée ultérieurement à son intention à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Claude Seigner, Et Hervé Karleskind remercient toutes les personnes touchées par le décès de

Axel KARLESKIND.

« Wer rettet so spast, durch Nacht und Wind... »

— Eyalitche (Bouches-du-Rhône), Marguerite Marie Charvet, sa mère et sa famille, remercient sincèrement les personnes qui leur ont manifesté leur sympathie à l'occasion du décès de

Marcelle MAGDINER, inhumée le 4 janvier 1985 à Eyalitche.

— Il y a deux ans disparaissait Tobias KAUFMAN.

Une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu et estimé.

— Le 3 février 1965 disparaissait Henri SINDER.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Communications diverses

— M. François de Fontette, professeur agrégé à la faculté de droit de Paris, donnera le mardi 4 février, à 16 h 30, à la Maison protestante de l'Association, 27, rue de l'Ammoniation, Paris-10^e, une conférence suivie d'un débat sur le thème : « L'antiféminisme en France et en Allemagne de 1919 à 1945... »

EXPOLANGUES 85

3^e salon des langues et de la communication internationale

LES LANGUES DU MONDE, LE MONDE DES LANGUES

Pendant 5 jours, les langues tiennent salon à Paris. Un événement unique au monde. Séjours linguistiques. Spécialistes de la formation. Laboratoires de langues. Matériel pédagogique. Enseignement assisté par ordinateur. Traduction et interprétation. Livres, manuels, dictionnaires. Communication commerciale internationale. Approche des cultures.

EXPOLANGUES 85

250 exposants de tous pays, 8000 m² d'information, d'échanges et d'affaires et « Le 1^{er} concours des didacticiens pour l'enseignement des langues ».

« Le sésame de l'exportation », concours des meilleurs vidéogrammes d'entreprise en langues étrangères.

Un colloque international sur l'apprentissage des langues par les adultes.

Grand Palais - PARIS Du 1^{er} au 5 février 1985 de 10 h à 19 h - Nocturne le lundi 4 jusqu'à 21 h

LA BD FRANÇAISE AUX ÉTATS-UNIS

Astérix yes, Lucky Luke no

Ils sont fous, ces Américains : ils n'aiment pas la bande dessinée franco-belge ! A vrai dire, ils n'aiment ni ne détestent : ils sont complètement indifférents. Il y a pourtant, outre-Atlantique, un fabuleux marché potentiel pour la BD made in Europe. L'ennui c'est que les Américains ne ressentent apparemment pas le besoin de consommer ces albums qui font, ici, la gloire de Dargaud, Casterman, Glénat, Dupuis et autres éditeurs francophones.

La conquête de l'Ouest est lancée. Depuis janvier 1982, Greg, le dessinateur d'Achille Talon (trente-six albums et onze millions d'exemplaires vendus depuis 1967) s'est installé aux États-Unis avec l'ambition d'y vendre notre BD nationale. Vice-président de la société Dargaud Publishing International, créée pour l'occasion, l'ancien rédacteur en chef de *Tintin* était parti vers l'Occident compliqué avec des idées simples. Aujourd'hui, nullement déçu, il envisage le marché avec réalisme et modestie.

Depuis la ville de Greenwich (Connecticut), notre pionnier tente, sinon d'élucider le marché, du moins d'y pratiquer quelques percées. Il a constitué pour cela une équipe de sept personnes, dont un directeur des ventes et un directeur de la promotion, tous deux américains.

Vendre des albums (même traduits) au public, c'est d'abord les vendre aux acheteurs professionnels des grandes chaînes de distribution. Or, ces citoyens-là sont comme l'immense majorité des Américains : pour eux, la BD ce sont les comics publiés par les quotidiens et que l'on jette après lecture.

Leur présenter un album, c'est les mettre, dit Greg, « dans la situation d'une poule qui a trouvé un écoré ». Les éditeurs ne s'intéressent pas à la bande dessinée : quant à la classe intellectuelle, elle considère cette distraction comme réservée aux personnes souffrant d'un retard de développement mental. « Pour eux, constate Greg, c'est purement récréatif, il n'y a ni recherche de qualité littéraire ni souci de qualité de l'objet, contrairement à ce qui se passe chez nous ».

Vaste marché, mais marché hermétique. Rude labeur, donc, pour notre découvreur de continents : tout est à créer... et d'abord le besoin. Depuis deux ans, à force de contacts, de persuasion, de sens commercial, Greg et son équipe ont déjà investi un million de dollars, cent mille dollars ont réussi à convaincre ces fameux « acheteurs » de placer ici ou là leurs produits au contact du public. Ce qui complique la tâche, c'est que les acheteurs « à 80 % des femmes » ne sont jamais les mêmes. Il n'y a ni une part de « rayon BD » dans les grandes chaînes de magasins, et il faut, pour chaque album nouveau,

s'adresser à un acheteur différent en fonction du thème de l'ouvrage : un Astérix sera soumis tantôt à un acheteur spécialisé dans les produits « historiques », tantôt à un acheteur qui fournira les rayons « humour » ou encore à un acheteur du secteur « enfance ».

On a quand même réussi à en placer, de ces albums, et là, divine surprise, quand ils sont exposés, « les retours n'ont jamais dépassé 15 % », dit Greg, alors que des retours à 50 % sont la norme dans l'édition américaine. Le public finira-t-il par convaincre les acheteurs professionnels que la BD à l'américaine est un produit sérieux, c'est-à-dire vendable ? Greg l'espère : « Il y a des signes d'adhésion du public. Il faut donc venir le coup et être prêt à perdre encore de l'argent pendant deux ans ».

Modeste bilan

Pour l'instant, le bilan est modeste. Astérix — « traduit en américain et non en anglais » — connaît aux États-Unis une diffusion de deux cent mille exemplaires pour chacun des neuf albums diffusés. Ce relatif succès (très relatif à l'échelle américaine) s'explique en grande partie par le soutien d'un réseau de diffusion universitaire et scolaire.

Le Ballet de l'Opéra en Inde

Un petit groupe de douze danseurs du Ballet de l'Opéra de Paris (1) emmenés par Rudolf Noureev vient de se produire à New-Delhi et à Bombay au cours d'une série de cinq représentations organisées avec le concours de l'Action française d'action artistique (AFAA), de son homologue le Conseil indien des relations culturelles (ICCR), dirigé par Alain Paul Nazareth, et de l'ambassade de France. Cette tournée constituait le prologue à l'Année de l'Inde en France qui débutera en juin prochain et présentera un panorama des arts traditionnels et des productions de l'Inde moderne.

C'était la première fois que le public indien pouvait vraiment découvrir la danse classique française dont les codes lui sont totalement inconnus. La presse, à l'exception de quelques journaux, analysant, à Delhi comme à Bombay, la technique française, conçue pour le parcours et l'élevation, à l'opposé de la danse indienne, intérieure, fondée sur la concentration de l'énergie, la modulation des gestes, des déplacements restreints, et qui depuis des siècles suit les mêmes schémas.

Les journaux ont tiré surtout sur Rudolf Noureev, présenté comme un Tartare, un personnage légendaire. Ses quarante-sept ans lui confèrent paradoxalement, au pays de la sagesse, une aura particulière. Tout en jouant les vedettes et en « faisant son cinéma », comme il le dit lui-même, il a répondu volontiers à des questions souvent abruptes, et s'est livré, à New-Delhi, à un véritable exposé sur l'évolution de la danse de Petipa à Cunningham. En toutes circonstances, il a montré un sens aigu de son rôle de directeur et le souci de la réputation de l'Opéra de Paris.

Le programme initial avait été modifié au dernier moment, en raison de la défection de Patrick Dupont. Dommage pour lui, tant mieux pour d'autres qui ont su capter l'attention du public, comme Wilfrid Romoli.

Il s'agissait de mettre en valeur la variété des styles classiques : *Apollo* Musagète de Balanchine, les Indes furent représentées comme un épisode dans la mythologie occidentale ; la *Fête des fleurs* de Genzano et le pas de six de *Napoli* à travers Bournoville, élève de Vestris, la référence à l'école française du début du dix-neuvième siècle. Triomphe pour la Jockey dance, jugée très brève, et le pas de deux de *Don Quichotte*, où Eric Va en a fait l'effet d'une bombe. Mais *Bhakti III* de Béjart qui pouvait pas-

ser pour une provocation dans sa réalisation de la gestuelle indienne, a créé l'événement. Les spectateurs, intrigués, parfois déconcertés, ont été séduits par la vigueur de la chorégraphie, superbement dansée par Marie-Claude Pierragalla et Wilfrid Romoli. *Bhakti III* a suscité des discussions, des enthousiasmes, des réserves.

La tournée a donné à Noureev l'occasion de contacts plus personnels avec ses danseurs, une possibilité de dialogue qu'il n'avait pas trouvée jusqu'ici à Paris. Ce genre d'expérience est également bénéfique pour les danseurs. Elle leur ouvre d'autres horizons que le monde clos de l'Opéra de Paris, replié sur ses coteries et ses bruits de couloir. Son président, André Larqué, qui accompagnait la troupe, a l'intention de développer ces échanges, de les étendre à des groupes plus larges. Ainsi le Ballet de l'Opéra sera au prochain Carnaval de Venise, au Festival de San-Antonio au Texas en juin, au Japon en 1986, et, à plus long terme, à New-York.



de perdre. Je sortirai le drapeau tricolore de bouquins par an et vaincu l'indifférence totale des Américains. Pourquoi cette indifférence ? Parce qu'ils n'ont pas besoin de nous. Ils ne savent pas ce qu'ils perdent.

BRUNO FRAPPAT.

PRÉCISION. — Dans le Monde daté 27-28 janvier, je proposais d'Angoulême, nous avons écrit que le montage financier de 10 millions de la culture, M. Barrot, PDG de IO, nous demande de préciser que cette intervention a pris la forme d'un prêt au développement de 4 millions de France et non d'une subvention.

A CANNES

Le devenir incertain du MIDEM classique

De notre envoyé spécial.

Cannes. — Le dix-neuvième MIDEM s'achève ce vendredi à Cannes, et, au cours d'une conférence de presse, le commissaire général, M. Bernard Chevry, s'est montré fort satisfait des résultats. Une évolution semble pourtant marquer ce Marché international du disque et de l'édition musicale, comme l'a indiqué M. Chevry : « La mutation que nous présentons s'est produite. Le disque est complètement assailli par de nouvelles technologies qui revitalisent la consommation de musique. La radio et la télévision deviennent les espaces importants pour la musique », et d'annoncer un « MIDEM multisupports ».

C'est assez dire que le disque ne suffit plus à assurer la vitalité de cette grande manifestation. Dans le domaine classique, il est certain que l'objectif n'est pas atteint. Si le nombre des sociétés présentes est sensiblement le même que l'an passé (cent une), on ne compte guère qu'une trentaine de marques phonographiques (et autant d'éditeurs graphiques, souvent les mêmes), pour la plupart assez petites, qui trouvent à Cannes le moyen de se faire connaître et parfois d'assurer des distributions à l'étranger. Même parmi celles-ci, il y a des défections, et le volume des affaires n'a pas semblé bien grand. Le marché est trop restreint et tous les éditeurs se connaissent. On n'y est pas à l'affût de nouveaux artistes ou de nouvelles modes comme dans les variétés où tout change beaucoup plus vite. Le manque des sociétés sidants, malgré le succès du disque compact (qui représente de 30 à 40 % des ventes), la tendance est plutôt au désengagement. On notera à ce propos que le nombre des journalistes classiques a chuté de près de la moitié (cent trente-deux contre deux cent quarante-six en 1984). Qu'en sera-t-il l'an prochain ?

En revanche, le MIDEM reste un lieu très court par les associations et fédérations internationales ou nationales qui viennent y tenir congrès et colloques : Jeunes musiciens, directeurs d'orchestres symphoniques, associations des festivals internationaux, bureaux de concerts, délégués régionaux français, « table ronde » du Conseil international de la musique, groupements des orchestres de régions, colloques sur la création musicale et la création chorégraphique, et surtout la première conférence internationale de pédagogie musicale organisée par le nouvel Institut de La Villette, sous l'égide du ministère de la culture.

Le MIDEM classique n'est venu aussi par son promoteur, M. Pierre Vozlinsky, comme une occasion de faire connaître des jeunes artistes de tous pays en profitant de la présence de nombreux professionnels. Ces concerts ouverts au public de la région sont en tout cas très suivis. Organisés cette année en collaboration avec Franco-Musique (qui a émis de Cannes toute la semaine), ils ont offert leur lot habituel de satisfactions et de déceptions.

Le passage d'une caravane

Martin Fiseber-Dieskan, trente ans (le fils du grand baryton) n'a pas semblé très doué pour la direction à la tête de l'Orchestre Provence-Côte d'Azur en accompagnant de manière molle et mièvre une jeune violoniste grec d'une virtuosité peu intéressante, un baryon américain sans aucune personnalité dans les *Kindertotenlieder* de Mahler, et enfin la pianiste japonaise Akiko Ebi, qui a fait preuve d'une tout autre personnalité dans le *Deuxième Concerto* de Saint-Saëns.

On retiendra les noms du violoncelliste norvégien Truls Otterbech Mork (vingt-quatre ans), belle sonorité jeune et charnue, qui a déployé un grand lyrisme dans la *Sonate en ré mineur* de Chostakovitch, si ferme et si profonde, et surtout du violoniste allemand Christian Tetz-

claff (dix-neuf ans) au jeu très flamboyant, mais d'une rare subtilité, recréant de l'intérieur, comme on avance dans des contrées mystérieuses, l'admirable *Sonate pour violon seul* de Bartok. Passons sur le récital d'Emile Naoumoff, ce pianiste et compositeur balgare de vingt-trois ans fort doué, élève de Nadia Boulanger, au jeu cependant trop maniéré que la maturité dépeuplée peut-être de ses effets ostentatoires, et sur le concert assez pesant donné par l'ensemble de l'Université où l'on ne voit guère à sauver que *Clavé et Ham*, une page fort plaisante pour trombone, tuba et percussions, de Michael Lévinas. M. Chevry envisage, dit-on, un grand festival de musique contemporaine au MIDEM l'an prochain. Il faudra en choisir les programmes avec soin pour attirer du monde.

La soirée de jeudi n'a confirmé, après la création de *Genève*, de Schumann, la qualité de l'orchestre de Montpellier, qui a donné une interprétation superbe de *Harold en Italie*, de Berlioz, avec en soliste une artiste canadienne, Rivka Golani-Erdesz, dont la belle sonorité élégante semblait un peu dépassée par la fougue de l'orchestre.

Et Cyril Diederich, qui n'a merveilleusement façonné celui-ci, mais révélait ensuite le *Désert*, de Félicien David, oratorio qui fit sensation au dix-neuvième siècle par l'insertion de mélodies orientales recueillies en Égypte et en Turquie mais complètement oubliées de nos jours.

Rappelons enfin que le concert vedette du MIDEM nous avait valu, à la place de Arturo Benedetti-Miceliangeli, retenu une fois de plus par la maladie, un délicieux récital d'Edita Gruberova. La grande soprano colorature de l'Opéra de Vienne, prodigieuse trapéziste du chant, joua cette fois les miniaturistes dans des mélodies de Mozart, Debussy et Wolf, alliant avec une fermeté de ligne et de timbre sans faiblesse les sons les plus ténus et les reflets d'une voix qui semblait glisser sur des rayons de lune.

JACQUES LONCHAMPT.

THEATRE SAINT-GEORGES. — Les représentations de *Ou m'appelle Emile*, au théâtre Saint-Georges, sont annulées ce samedi 2 février au matin et soirée, Odette Laure, l'une des principales interprètes, étant souffrante. Les places sont soit remboursées, soit reportées à un autre jour. Les représentations doivent reprendre le dimanche 3 février.

Théâtre de la Bastille
357 42 14
STILL LIFE
(NATURE MORTE)
de EMILY MANN
mise en scène de J.C. FALL
Texte Français de PIERRE LAVILLE
avec CHRISTIANE COHENY
LAURENCE ROY
JEAN-QUENTIN CHATELAIN
du 15 janvier au 24 février 1985
78 rue de la Roquette 75011 PARIS

L'Association Amicale
des anciens éclaireurs israélites,
organise pour les anciens E.I.
une GRANDE SOIRÉE-SPECTACLE
le mardi 5/2/85 à 20 h 30
au HILTON SUFFREN
Nombreux artistes
Réservation : 567-56-03

Eglise Saint-Germain-des-Prés
Mardi 5 février 1985 à 21 h
JOSEPH HAYDN
Concerto pour hautbois
MESSE EN TEMPS DE GUERRE
« PAUKENMESSE »
David Walter : hautbois solo
Solistes : H. Nagoren, M. Franceschi, D. Manfroy, F. Vassar.
Ensemble vocal : M. Piquemal
Orchestre de chambre : E. Thomas
Direction Michel Piquemal
Location : les 3 FNAC — Le Croux — Eglise St-Germain-des-Prés
Prix des places : 80 F et 70 F
Éruditions, JMF, cartes vermeil, collectivités : 50 F

Communication

L'AVENIR DU « MATIN DE PARIS »

M. Perdreil ferait « d'importantes informations » au cours du comité d'entreprise le 6 février

M. Claude Perdreil, directeur du *Matin de Paris*, pourrait apporter le 6 février, date de la prochaine réunion du comité d'entreprise, d'importantes informations sur l'avenir du journal, mais il est difficile de vouloir vendre ses actions à M. Max Théret, qui est à la tête d'un groupe

En juillet dernier, M. Claude Perdreil, directeur du *Matin de Paris*, annonçait au personnel que la situation exigeait une compression des dépenses de 1 million de francs par mois. Depuis cette date, sans que le déficit se soit accru, le journal est entré dans la catégorie des quotidiens à faibles recettes publicitaires — aux côtés de la *Croix*, l'*Humanité*, *Libération* et *Présent* (ce dernier quotidien d'extrême droite), — bénéficiant ainsi du Fonds d'aide spéciale.

Les grèves tournantes du Syndicat du Livre. — A Toulouse, la *Dépêche du midi* n'a pu paraître vendredi 1^{er} février, en raison d'un nouvel arrêt de travail déclenché par le Syndicat du Livre CGT. Cette grève a affecté le tirage des quotidiens nationaux dans les centres régionaux d'impression : ainsi, les principaux titres de la presse nationale ont dû être acheminés à Toulouse par avion. A Lyon, le *Matin* et *Libération* — transmis par fax-simulé — n'ont pas été imprimés vendredi.

Dans l'Ouest, hormis le *Télégramme de Brest*, absent des kiosques à la suite d'un mouvement de grève déclenché jeudi soir 31 janvier par les syndicats CGT et CFDT du Livre, tous les journaux sont parus vendredi. Ces arrêts de travail sont consécutifs au blocage des négociations sur les salaires engagés au plan national (le *Monde* du 2 février).

Investisseurs. Après des mois de rumeurs contradictoires, on entre semble-t-il dans une phase ultime de négociations, dont l'issue sera la mutation ou le départ de M. Perdreil, fondateur de ce quotidien.

Il consistait à vendre l'imprimerie du *Matin*, appartenant à la société Press Information Offset (PIO) — laquelle imprime également l'*International Herald Tribune* — ou, à défaut, à mieux la rentabiliser grâce à de nouveaux clients. Mais ce plan a échoué et le déficit ne s'est pas résorbé. Or, dès le 15 octobre dernier, M. Perdreil ne dissimulait pas la gravité de la situation aux membres du comité d'entreprise. Les chiffres de diffusion donnés par la direction (140 000 exemplaires) sont très contestés par les spécialistes de la vente, et, malgré les abandons successifs de *Matin-Magazine* — un luxe qui a coûté cher au propriétaire — des éditions du *Matin du Nord* et *Matin des Hauts-de-Seine*, en dépit des compressions de dépenses — blocage des salaires, licenciements ou départs — effectués depuis trois ans, malgré le succès remporté par la souscription l'automne dernier, la situation de l'entreprise exige l'arrivée d'argent frais. Le nom de M. Max Théret était alors évoqué, avec une insistance croissante au fur et à mesure que le déficit d'exploitation s'aggravait.

On se souvient qu'en 1982 M. Max Théret — cofondateur de la FNAC, homme de gauche, autrefois trotskiste — avait entrepris des démarches pour acquiescer *France-Sol*, en accord, affirmait-on, avec l'Elysée, afin de le soustraire à l'empire de M. Robert Hersant. L'affaire avait échoué sur le cas de

CLAUDE DURIEUX.

LES SPECTACLES NOUVEAUX

[illegible]

Économie

REPÈRES

Informatique : IBM tisse sa toile

IBM va distribuer à l'échelle mondiale les ordinateurs de la petite société américaine Stratus. C'est la première fois que le « numéro un » mondial décide de vendre des machines d'une autre compagnie. Stratus (42 millions de dollars de chiffre d'affaires) fabrique des ordinateurs particuliers dits « sans faute », qui sauvegardent données et programmes en cas de panne. Par cet accord avec Stratus, IBM pourra attaquer une « niche » de marché, en croissance de 30 % par an, réservée jusqu'ici à Tandem Computer (530 millions de dollars de ventes). Plus aucune compagnie n'est à l'abri des ambitions du géant. En Grande-Bretagne, les grandes banques ont mis au point, avec les grands magasins, un plan de paiement électronique par réseau informatique. Ce projet nommé Etpos, qui permettra le prélèvement du montant des achats directement sur le compte du client, utilisera des cartes magnétiques classiques. Le système utilisé mariera les réseaux de British Telecom et, du moins au début, les ordinateurs d'IBM. Par cet accord, IBM réalise une percée sur le marché du paiement électronique avec une technique concurrente de celle des cartes à mémoire, inventée par les Français.

Chômage : légère hausse aux Etats-Unis

Le nombre de chômeurs a légèrement augmenté en janvier aux Etats-Unis, ce qui porte le total à 8,5 millions de personnes, soit 7,4 % de la population active. Cependant, le nombre de personnes disposant d'un emploi a augmenté de cent vingt mille et atteint le niveau record de 106,4 millions.

Budget : les 973 milliards de dollars du président Reagan

Le projet de budget que le président Reagan va présenter devant le Congrès pour la prochaine année financière, qui s'achève le 30 septembre, s'élève à 973,7 milliards de dollars, selon des responsables de l'administration américaine. Il augmenterait de 1,5 % par rapport au précédent budget, ce qui représenterait la hausse la plus faible depuis 1965. Les dépenses militaires devraient augmenter de 7,3 % et s'élever à 277,5 milliards de dollars. Le déficit budgétaire reviendrait à 178 milliards de dollars, contre 200 milliards l'année précédente.

Les Etats-Unis ne participent pas au Fonds spécial d'aide à l'Afrique sub-saharienne

Vingt-trois pays (1), réunis à Paris les 31 janvier et 1^{er} février 1985, ont jeté les bases d'un fonds spécial pour venir en aide à l'Afrique sub-saharienne (le Monde du 2 février). La Banque mondiale, à l'origine de cette initiative, a annoncé qu'elle avait atteint l'objectif qu'elle s'était fixé : mobiliser un milliard de dollars, sur une période de trois ans, pour « soutenir la reprise et des réformes de politiques économiques » dans cette région. Le fonds commencera à fonctionner le 1^{er} juillet prochain. Sa création a été vivement encouragée par la France, qui a pris une part très active aux consultations préliminaires ; elle a envoyé des délégations de hauts fonctionnaires dans les pays donateurs potentiels pour les persuader de participer au nouveau mécanisme d'aide à des pays pauvres. Sa mise sur pied en moins de six mois représente un résultat encourageant, alors que plusieurs organismes d'assistance multilatérale au développement voient leurs ressources diminuer ou stagner.

A la vérité, les promesses fermes de contributions à ce fonds spécial s'élèvent à 667 millions de dollars, et sont celles d'une dizaine de pays dont, principalement, l'Italie (153 millions de dollars), la France (150 millions de dollars), les Pays-Bas (98 millions de dollars), la Suède (49 millions de dollars), etc., ainsi que de la Banque mondiale. Celle-ci apportera, pour sa part, 150 millions de dollars, qu'elle prélèvera sur ses prochains revenus nets. A ces engagements devraient s'ajouter ultérieurement ceux de l'Arabie saoudite (100 millions de dollars), du Canada (pour la même somme) et vraisemblablement du Koweït,

mais aucun pays de l'OPEP n'a, pour le moment, annoncé officiellement de montant.

Des financements conjoints d'opérations dans la même région sub-saharienne, à des conditions équivalentes à celles offertes par le fonds, représenteront la participation de plusieurs pays - Suisse, RFA, Japon, Grande-Bretagne. L'ensemble de ces financements devraient totaliser 425 millions de dollars. Si tel est le cas, les sommes mobilisées dépasseraient donc, tout compris, le milliard de dollars.

Triés sur le volet

La notable singularité de cette entreprise est qu'elle se fait sans les Etats-Unis - présents cependant à Paris en tant qu'observateurs - parce qu'ils ont des réserves à l'égard de l'aide multilatérale et accroissent par ailleurs leur assistance bilatérale à certains Etats africains triés sur le volet. La position américaine a pesé sur l'attitude du Japon, apparemment peu enthousiaste, de la Grande-Bretagne et de la RFA. Ces trois pays, ainsi que la Suisse, ont cependant pris l'engagement de participer à des opérations de financements conjoints ne constituant pas, autant que possible, une aide liée. Du fait de l'absence de leur pays, les entreprises américaines ne pourront répondre aux appels d'offres des bénéficiaires du fonds qu'à hauteur de la contribution de la Banque mondiale, dont les Etats-Unis, au reste, sont le principal bailleur de ressources. L'Italie se trouve au premier rang des Etats donateurs au fonds spécial ; cela reflète l'intérêt qu'elle

porte à la situation de l'Afrique, en même temps que sa volonté d'engager, comme la France, son aide au développement.

Les crédits - rapidement déboursables - du nouveau mécanisme seront mis à la disposition des pays appliquant des politiques d'ajustement accompagnées de réformes de structures, dans le sens souhaité par les experts de la Banque mondiale. Une attention particulière doit être portée à l'agriculture, à l'extension des infrastructures, à l'utilisation des ressources financières et humaines, ce qui implique que les priorités en matière d'investissements publics soient réexaminées. Cela doit être assorti d'une coordination plus efficace des aides bilatérales et multilatérales afin qu'une meilleure utilisation en soit faite. Les pays bénéficiaires éventuels sont au nombre d'une vingtaine, pour lesquels existent, d'une façon ou d'une autre, des organes consultatifs internationaux (sous le tutelle de la Banque mondiale ou du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)). Les décisions d'attribution de prêts seront prises par le comité exécutif de l'Association internationale de développement, filiale de la Banque mondiale, mais les pays donateurs se réuniront tous les six mois, en comité, au siège de l'AID, à Washington, pour apprécier les opérations.

GÉRARD VIRATTE

(1) Algérie, RFA, Arabie saoudite, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grande-Bretagne, Japon, Koweït, Luxembourg, Norvège, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse.

Les restructurations de la téléphonie mettent le Trégor en feu

De notre correspondant

Saint-Brieuc. - Depuis une semaine, le Trégor flambe de plus belle : dans le triangle Lannion-Guingamp-Tréguier (Côtes-du-Nord), la perspective des restructurations des entreprises de la téléphonie fait sortir les salariés dans la rue.

Presque tous les jours maintenant, des foules de défilants ou de vieux piquets, sur la zone industrielle de Lannion, sur l'aéroport ou dans la ville bloquent tout le trafic pendant quelques heures avant que d'autres soient ralliés à un autre endroit. Le vendredi 1^{er} février, cent cinquante feux ont bloqué en gare de Guingamp l'express Paris-Brest et le train spécial conduisant des militants socialistes à Rennes pour le meeting de M. Mitterrand. Une semaine plus tôt, une trentaine de militants CGT de l'usine Thomson-CSF de Lannion avaient investi, à 75 mètres de hauteur, la tour hertzienne du CNET (Centre national d'études des télécommunications) où ils étaient restés cinq heures, avant d'être délogés à grand peine par les CRS. De violents affrontements avaient eu lieu au pied de la tour entre CRS et deux cents manifestants des entreprises de la zone industrielle venus soutenir leurs camarades.

Il n'y a guère de réunion de conseil municipal, à Lannion ou à Guingamp, où une délégation de

Thomson ou de LTT-Lannion ou de CIT-Alcatel-Guingamp ne vienne en force rappeler les prochains licenciements : 190 à Thomson-Lannion pour juin prochain sur un effectif de 274 ; 185 à LTT-Lannion, filiale de Thomson, sur près de 1 200 personnes, dont 120 à la cablerie qui va disparaître ; 240 à CIT-Alcatel à Guingamp sur un effectif de 980 personnes.

De plus, les syndicalistes CGT (la CFDT restant en retrait) ont, en début de semaine, « saisi » à la mairie d'Inzinzac, les bureaux du député socialiste et du maire RPR de Lannion, occupé en force la mairie de Guingamp et le bureau du maire, député socialiste, déposé des « demandes de licenciement » des directions d'entreprises, des plaintes pour « vol d'emplois » ou, à l'encontre de M. Fabius, pour « détournement de fonds publics » (les aides à la reconversion).

Les restructurations sont d'autant plus mal acceptées que les entreprises installées autour du CNET s'étendent dans l'application de technologies nouvelles qu'elles vont maintenant développer ailleurs. Le « gel » des plans sociaux demandés à la Thomson ou à CIT-Alcatel par le ministère du redéploiement industriel ne suffit pas pour apaiser les salariés. « Un gel, ça peut durer n'importe quand », observe un responsable syndical CGT de Thomson-Lannion.

JEAN VIDEAU

LE PARLEMENT BRITANNIQUE REFUSE LE DÉVELOPPEMENT DE L'AÉROPORT DE STANSTED

(De notre correspondant.)

Londres. - Comme cela était prévisible depuis des semaines, une partie de la majorité conservatrice à la Chambre des communes s'est rebellée et s'est jointe à l'opposition pour repousser un projet gouvernemental prévoyant le développement du troisième aéroport international de l'agglomération londonienne, celui de Stansted (le Monde du 13 décembre 1984).

Dans la nuit du 30 au 31 janvier, quelque soixante-dix députés du Parti conservateur se sont associés à ceux du Parti travailliste, afin d'adresser un sévère avertissement au cabinet de Mme Thatcher et d'amener celui-ci à reconsidérer le projet.

Les travaillistes voulaient que l'on agrandisse l'un des aéroports des Midlands, celui de Manchester par exemple, alors que nombre de conservateurs et la direction de British Airways soutenaient que l'on construisait plutôt une cinquième aéroport à Heathrow, contre l'avis notamment des riverains et des élus locaux.

F. C.

L'AGENCE NOUVELLES FRONTIÈRES AUGMENTE D'UN QUART LE NOMBRE DE SES CLIENTS

L'agence de voyages Nouvelles Frontières vient d'annoncer des résultats flatteurs pour l'exercice 1984. Bénéfices et amortissements : 6,9 millions de francs au lieu de 1,6 millions de francs en 1983. Chiffre d'affaires : 1,28 milliards de francs (+ 27,6 %). Nombre de passagers : 380 000 (+ 25 %).

Devenue société anonyme depuis août 1984, le voyageur reste la propriété de ses fondateurs, dont son PDG, M. Jacques Mailliot, et de ses salariés. Il se lance, cette année, dans une école de langues qui fonctionnera dans trois centres parisiens. Nouvelles Frontières se classe au deuxième rang des organisations de voyages français derrière le Club Méditerranée et devant l'agence toulousaine Fram.

Changement technique à l'usine Massey-Ferguson de Beauvais. - La direction de Massey-Ferguson a annoncé la mise au chômage technique, du 4 au 12 février, de 1 400 personnes dans son usine de tracteurs de Beauvais (Oise). Cette décision a été prise en raison de la baisse des ventes de tracteurs en France et à l'étranger.

BUITONI NE DEVIENDRA PAS FRANÇAIS

BSN renonce, Olivetti rachète

Buitoni, le célèbre fabricant de pâtes mais aussi numéro un de l'alimentation en Italie (5 milliards de francs de chiffre d'affaires), ne deviendra pas français. Le groupe BSN, dirigé par M. Antoine Riboud, qui avait engagé des négociations pour racheter l'affaire, a renoncé au dernier moment. L'acquéreur est Olivetti, un des plus grands européens de l'informatic. M. Carlo de Benedetti, président de cette entreprise, a fait lui-même, vendredi 1^{er} février, à Rome, l'annonce de cette solution surprise à l'Italienne.

C'est la CIR, holding financière d'Olivetti, qui rachète la totalité des

actions de l'IBP (Industries Buitoni Perugini), société cofiante le groupe Buitoni et dont la famille Buitoni détenait jusqu'ici le contrôle à 53,4 %. La CIR a également racheté la participation de 10 % détenue dans IBP par le financier Gauthier Pharaon. M. de Benedetti a souligné que « cette opération s'inscrit dans les projets de développement de la CIR ». Mais il n'a donné aucune indication sur le prix de rachat.

Fondé il y a cent cinquante ans par la famille Buitoni, l'IBP traversait une passe difficile. En 1983, son déficit avait atteint 22 millions de francs. Son endettement, surtout, était devenu insupportable (5 milliards de francs). Avant BSN, le chocolatier français Poulain avait tenté d'en prendre le contrôle. Mais son plan de restructuration ayant été refusé, il avait retiré son offre en 1984. BSN semblait avoir de sérieuses chances de réussir là où son concurrent avait échoué, et la presse italienne donnait, ces dernières semaines, l'affaire pour pratiquement conclue. BSN aurait racheté l'intégralité des actifs de la famille Buitoni et aurait apporté 650 millions de francs pour renflouer le groupe.

L'insistance mise par M. Antoine Riboud à vouloir écartier la famille Buitoni a peut-être facilité la mise sur pied d'une solution italienne.

Faits et chiffres

Agriculture

M. Lajoinie : non au gel des prix agricoles. - Dans une lettre qu'il vient d'adresser à M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, critique sévèrement les propositions de la commission pour les prix agricoles. Il demande une taxation et une réduction des importations de produits agricoles en Europe et une augmentation des prix en ECU de 5 %, ce qui, en France, « avec le nécessaire démantèlement des montants compensatoires négatifs », permettrait une augmentation « avoisinant 7 % ».

Énergie

L'Égypte a baissé le 1^{er} février le prix de son pétrole de 50 cents à 27,5 dollars le baril. - Dans le même temps, Le Caire, qui n'est pas membre de l'OPEP mais qui avait jusqu'ici suivi la politique du cartel, a décidé de s'en désolidariser. La production actuelle de 870 000 barils par jour serait, en revanche, maintenue, a précisé M. Kandil, ministre égyptien du pétrole.

Le pétrole égyptien est de qualité comparable à l'Arabian Light, brut de référence de l'OPEP, dont neuf membres sur treize ont décidé, le 30 janvier, de fixer le prix à 28 dollars.

Social

Peugeot-Sochaux : trois à cinq jours de chômage partiel. - Les ouvriers de certains secteurs de l'usine Peugeot de Sochaux seront mis en chômage technique de trois à cinq jours en février. Ces mesures sont dues notamment au surcoût et à une mévente des voitures haut de gamme fabriquées à Sochaux. Elles concerneront environ quinze mille personnes et seront appliquées les 8, 14, 15, 21 et 22 février.

Grève aux Ateliers français de l'Ouest. - Le personnel des Ateliers français de l'Ouest (AFO) à Grand-Quevilly (Seine-Maritime) a cessé le travail, le 1^{er} février, à l'appel des

La nomination de M. Patrice Cahart à la tête du service de la législation fiscale

En dehors des critères politiques

La nomination de M. Patrice Cahart à la tête du service de la législation fiscale (1) au ministère de l'Économie et des Finances (le Monde du 1^{er} février) est un fait assez nouveau et important pour être souligné.

Trop de nominations ont été décidées pour des raisons politiques depuis mai 1981. Au ministère de l'Économie et des Finances, le procédé a été poussé à l'extrême en plusieurs occasions. Les promotions n'étaient plus accordées selon le déroulement classique des carrières, ni même nécessairement en fonction des compétences, mais d'abord parce que l'on voulait mettre en place des membres de la famille socialiste. Les relations entre fonctionnaires et, de façon plus générale, ce que l'on appelle l'« ambiance » s'en sont trouvées altérées. Une certaine radicalisation est née, chacun ayant tendance à se définir pour ou contre l'actuel pouvoir.

L'ancienne majorité avait eu aussi ce genre de faiblesses mais de façon probablement moins systématique, et l'équilibre sur plus de vingt ans l'avait rendu moins voyant.

La nomination de M. Cahart, jusqu'alors directeur adjoint des douanes, est un événement, car il ne s'agit pas d'une faveur faite à un sympathisant politique. M. Cahart avait été conseiller technique au cabinet de M. Jean Taittinger, alors secrétaire d'État au budget (1971-1972) dans les gouvernements Chaban-Delmas et Messmer.

Aussi neutre et strictement professionnel soit-il, cet héritage a pesé lourd, lorsqu'il s'est agi, en août 1982, de trouver un remplaçant à M. Rouvillois, puis, en août 1984, à M. Jean-Michel Bloch-Lainé à la direction des impôts ; en janvier 1983, à M. Delmas-Marsalet, au service de la législation fiscale ; en avril 1984 à M. Jacques Carpentier, à la direction des douanes ; en juin 1982 à M. André Blanc, puis, en août 1984 à M. Claude Jouvenot, à la direction de la concurrence et de la consommation.

Dans toutes ces occasions, des postes importants qui auraient normalement pu lui revenir ont échappé à M. Cahart, déjà un peu oublié sous M. Giscard d'Estaing pour avoir en partie conçu la réforme de la patente, qui a eu les suites que l'on sait. Une certaine logique vient d'être rétablie en dehors de tout critère politique. Le fait a été fort remarqué - et apprécié - Rue de Rivoli, où la compétence et l'impartialité de M. Cahart ne sont discutées par personne.

A. V.

(1) Le service de la législation fiscale (SLF) faisait partie jusqu'en 1977 de la direction générale des impôts. En juin de la même année, ce service, qui conçoit et élabore les textes fiscaux (législatifs et réglementaires) et conduit les négociations internationales en matière fiscale, a été détaché de la direction des impôts et a trouvé une existence propre.

syndicats CGT, CFDT, FO et CGC, qui protestaient ainsi contre le plan de redressement de l'entreprise, prévoyant, selon la CGT, le démantèlement du chantier. D'autre part, à Brest, une centaine de salariés concernés par les congés de conversion ont occupé, le 31 janvier, les locaux de l'entreprise, où ils ont retenu le directeur commercial durant plusieurs heures.

Manifestations du personnel hospitalier. - Environ cinq cents salariés des hôpitaux de l'Assistance publique de Paris ont manifesté, jeudi 31 janvier à Paris, devant le secrétariat d'État à la Santé. Cette manifestation faisait partie d'une « semaine d'action » organisée par la fédération CGT de la Santé et de l'action sociale.

صكرا س الاول

Économie

Les liaisons sociales de MM. Barre et Delebarre

Il est décidément moins difficile d'être dans l'opposition qu'au pouvoir. Invités d'honneur du premier colloque de Liaisons sociales, le 29 janvier à Paris, MM. Michel Delebarre et Raymond Barre ont apporté une nouvelle démonstration.

Si le ministre du travail s'est déclaré « fidèle » à l'orientation prise en 1981 pour la politique sociale, il s'est bien gardé de l'ambition immodérée de jeter les bases d'un nouveau projet socialiste pour temps de rigueur. A l'heure de la modernisation des rapports sociaux voulue par M. Fabius, il est resté très terre à terre. L'ancien premier ministre de M. Giscard d'Estaing, qui, lorsqu'il était au pouvoir, semblait plus préoccupé du maintien des grands équilibres que de politique sociale, a, en revanche, pris de la hauteur pour livrer « quelques réflexions pour une politique sociale ».

A ce jeu du « dis-moi quel est le plus social des deux », sous l'œil attentif et impartial de M. Raymond Soubie, directeur général de Liaisons sociales et accessoirement ancien conseiller social de M. Barre, il y a même en des points de rencontre entre ces deux hommes qui se sont intervenus à quelques heures d'intervalle.

Ainsi M. Delebarre veut « instaurer le changement social au quotidien ». « Farouchement partisan d'une France en mouve-

ment », il estime que « c'est dans la vie quotidienne des relations sociales, dans la réalité de l'homme au travail, c'est-à-dire principalement dans les entreprises, que doit se faire ressentir le mouvement ». M. Barre, qui ne s'est voulu « ni partisan ni idéologique », n'a pas tenu un langage bien différent en affirmant : « On ne peut construire une politique sociale que sur la réalité des faits, des situations et des motivations ».

Même dans le débat sur « plus ou moins d'Etat », MM. Delebarre et Barre se sont parfois retrouvés. Le ministre du travail a souligné que l'Etat, « garant des libertés et instrument de la solidarité nationale », devait être par rapport aux acteurs économiques et sociaux « leur porteur plus que leur tuteur », en ayant une « fonction d'incitation et d'impulsion en contribuant au développement du dialogue social ». M. Barre a défendu l'idée que les politiques sociales « résultent des stratégies et des actions d'acteurs institutionnels, d'entreprises ou de personnes. Le rôle de l'Etat est de donner des impulsions, d'ordonner, de régler les problèmes quand ceux-ci ne peuvent pas l'être par une autre voie ».

Un passage, chacun ne s'est pas privé de quelques piques d'actualité. Faisant allusion à l'échec des négociations sur la flexibilité de l'emploi, M. Delebarre a lancé : « Ceux qui réclament l'intervention de l'Etat sous prétexte qu'un accord n'a pu être obtenu

au terme d'une négociation sociale seraient les premiers à dénoncer cette intervention si tel ou tel point du projet d'accord semblait leur être par trop défavorable », ce hors-jeu apparent n'interdisant pas « un concours vigilant à tout ce qui peut faciliter la reprise du dialogue ou une contribution technique accompagnant celui-ci ».

« Un nouvel équilibre »

Quant à M. Barre, il a manifesté l'ironie : « Est-il concevable qu'en un aussi petit nombre d'années notre pays soit devenu aussi antithétique ? ». Mettant en garde contre un « libéralisme simpliste », il a ajouté que les Français « savent d'instinct les limites de l'étatisme, mais aussi celles du libéralisme intégral. Ils sont à la recherche d'un nouvel équilibre ».

Pour le reste, MM. Delebarre et Barre sont demeurés sur un registre plus classique. Le ministre du travail s'est longuement étendu sur la formation, son impératif et ses inégalités : « Une entreprise qui ne forme pas est condamnée à se dégrader... ». Si la formation ou les actions d'insertion ne créent pas directement l'emploi, elles ne préparent pas moins de façon décisive le terrain pour l'emploi dans l'avenir. « Opposé aux emplois artificiels », M. Barre a réitéré son credo, qui peut se résumer en une phrase : « La bataille pour la compétitivité, la bataille pour l'investissement, la bataille

contre les charges excessives pesant sur les entreprises, la bataille pour plus de liberté d'entreprendre, de créer ou d'innover, sont autant de batailles pour l'emploi ».

M. Delebarre a annoncé à la fois une simplification des formalités administratives pour les entreprises (les affichages obligatoires devant être ramenés par exemple de cent trente-huit à six) et une action de simplification et d'harmonisation du Code du travail.

M. Barre s'en est pris à l'« excès de protection juridique » et à celui des « règles collectives qui brident les comportements individuels » (provoquant une vive réaction d'un syndicaliste d'une caisse d'épargne). Il a préconisé une modification de la hiérarchie et de la place respective des sources du droit pour aboutir progressivement à « un système pluraliste de sources du droit autour d'un noyau dur de dispositions intangibles d'ordre public ».

AN PASSAGE, l'ancien premier ministre a fustigé ceux qui veulent « dresser le procès du droit du travail » ou limiter à tout prix le pouvoir syndical. Tout en critiquant les pesanteurs des syndicats « tentés par le conservatisme des comportements et des droits acquis », il a estimé que « le syndicalisme français est mieux armé aujourd'hui qu'il y a dix ans ». M. Barre est moins pessimiste pour les syndicats, parfois couragieux, que pour les patrons...

MICHEL NOBLECOURT.

EN GRANDE-BRETAGNE

La fin des cabines rouges

De notre correspondant

Londres. — Comme pour manifester son dynamisme après sa toute récente privatisation, British Telecom (BT) vient d'annoncer le prochain remplacement de tous les téléphones publics. Les mauvaises langues diront qu'il s'agit de satisfaire un gouvernement soucieux de prouver les bienfaits de la dénationalisation, la direction de BT a étendu le changement de statut, en novembre, pour donner le signal du lancement d'un programme de rénovation prévu depuis fort longtemps.

Les usagers, qui, pour beaucoup, sont maintenant actionnaires (plus d'un million et demi de « petits » capitalistes), ne vont cependant pas regretter sur ce point. Car les célèbres cabines rouges, antiques et solennelles, sont, après cinquante ans de service, aujourd'hui fort délabrées, souvent en déréangement, quand elles ne sont pas saquées. Au prix d'un investissement de 160 millions de livres (1,7 milliard de francs), 75 000 nouvelles cabines vont être installées. Elles sont, paraît-il, garanties « à l'épreuve des vandales » et munies d'appareils à touches, dont certains seront équipés pour le paiement automatique par carte de crédit.

Les Britanniques toutefois ne manquent pas d'avoir déjà des regrets sur la disparition du véritable édifice des années 1927 par Sir Giles Scott, au temps du roi George V. Avec son intimité vitrée à petits carreaux, cette grosse armoire de bois trônait dans la rue, sa même tête que la non moins inimitable boîte aux lettres « pilier », elle aussi parée de la pourpre royale, mais se fai-

sant de plus en plus rare. Avec ses autres pièces de musée que sont les bus à étagère et les taxis londoniens — voilà que l'on parle également de les remplacer, — ce mobilier était un élément essentiel du paysage urbain, et il le rendait si typique que les Anglais n'y sentaient vraiment ni home et que l'étranger ne pouvait que s'y trouver « bien chez eux ».

L'Angleterre ne sera plus tout à fait ce qu'elle était, d'autant que les nouveaux modèles de cabines seront américains. De ces sortes de choses incolores et sans caractère, tout en glace et acier inoxydable. Le patronat britannique et les experts de l'OCDE ont beau reprocher au gouvernement de ne pas faire assez d'efforts pour moderniser l'ensemble des équipements d'infrastructures trop vétustes, « Mr Smith-Thomson », la Dupont-Durand d'outre-Manche, aura sans doute une impression désagréable. Car on le sait attaché au maintien des traditions qui — comme il est également pragmatique, — doivent se voir concrètement.

Décidément, cette année marque un tournant, puisque l'on a déjà annoncé une autre disparition, celle du vieux billet d'une livre, auquel sera substitué peu à peu une vilaine pièce jaune que tout le monde déteste, y compris Mme Thatcher. Une campagne nationale a été organisée pour tenter de la rejeter. En vain. Rien n'arrête le progrès. D'une pierre, deux coups : dans les nouvelles cabines, les appareils acceptent, eux, la nouvelle pièce.

FRANCIS CORNU.

Une hérésie : les grands emprunts d'Etat

(Suite de la première page.)

Le déficit a beaucoup augmenté depuis 1981 (surtout en 1981 et 1982), mais d'indéniables efforts ont été accomplis depuis le printemps de 1983 pour en enrayer la progression. Simultanément, l'Etat a conservé, selon toute apparence, le souci d'avoir le plus possible recours aux moyens non inflationnistes pour combler l'écart restant entre les dépenses et les recettes. N'est-ce pas là le sens qu'on est tenté d'attribuer spontanément aux chiffres précédemment cités ?

L'actuel-tels pas l'ampleur du déficit, l'Etat a fait par voie d'emprunt sur les revenus des citoyens, afin de se procurer les sommes qu'il n'a pas cru opportun d'exiger d'eux par voie fiscale ?

Telle est la force des idées reçues que, cette interprétation continue d'être pratiquement acceptée sans discussion, et cela depuis très longtemps. Le réflexe de tout homme politique qui se targue d'avoir rétabli la fameuse « confiance » n'est-il pas d'en apporter la preuve, dès que l'occasion s'en présente, par le lancement d'un grand emprunt auprès du public, de soutien spontané de ce dernier, fût-il quelque peu sollicité par telle ou telle indigestion exorbitante du droit commun ?

Le succès des deux grands emprunts qu'il a émis, le premier en mai 1952 et le second en juin 1958, n'a-t-il pas renforcé durablement la réputation de sagesse de M. Antoine Pinay ?

A y regarder de plus près, on peut avoir au moins deux raisons, particulièrement valables dans les circonstances présentes (mais dans d'autres aussi) pour mettre en doute l'opportunité d'une politique systématique d'emprunts d'Etat à moyen et long terme.

La première est qu'il est de plus en plus douteux que le financement en question soit en totalité un véritable prélèvement sur l'épargne. On sait la vague extraordinaire que les SICAV (sociétés d'investissement à capi-

tal variable) et les fonds communs de placement ont connue depuis septembre 1981, c'est-à-dire depuis les mesures prises à l'époque pour décourager la constitution de dépôts à terme dans les banques. Le but de l'opération était précisément d'inciter les détenteurs de disponibilités à les investir à long terme (en obligations), au lieu de les placer, sous des formes plus ou moins liquides, dans des comptes bancaires à terme rapproché, repris dans les statistiques de la « masse monétaire ». L'avantage attendu était double : amener les Français plus ou moins avertis à épargner davantage (afin de financer, entre autres choses, le déficit des finances publiques) et contenir la progression de la masse en question.

Or que s'est-il passé ? Evidemment, il était un peu sommaire d'espérer voir le public renoncer à l'avantage de « liquidité » présenté par les dépôts à terme dont les détenteurs pouvaient le plus souvent retrouver la libre disposition sur simple avis donné au banquier. On peut certes toujours revendiquer une obligation qu'on vient d'acheter, mais l'opération comporte un risque car, entre-temps, son cours a pu baisser ; elle comporte aussi un coût sous forme de frais (commission de courtage, impôt de Bourse). La formule introduite précédemment en France (par imitation du marché américain), mais jusqu'alors relativement peu utilisée, des SICAV et des fonds communs de placement était : toute prête, pour offrir tant au Trésor public qu'aux particuliers et aux entreprises, épris à la fois de haut rendement et de liquidité, le meilleur des mondes possibles.

D'un côté, le public s'est vu offrir des « produits financiers » qui lui paraissent présenter toutes les caractéristiques de placements à court terme, d'où l'on peut se dégoûter facilement, avec des frais minimes (beaucoup de

« SICAV court terme » ne comportent ni droit d'entrée ni droit de sortie) et, lui-même, sans risque appréciable de perte. D'un autre côté, les SICAV et les fonds communs de placements employaient une partie très importante des sommes ainsi recueillies dans l'acquisition d'obligations. Le Trésor y trouvait donc son compte, mais les souscripteurs aussi, puisque les SICAV pouvaient de la sorte leur servir un taux de rémunération particulièrement attrayant, car proche de celui des obligations, et bénéficiant du même traitement fiscal privilégié.

Comme il arrive souvent, on prenait pour un fait de nature ce qui était le résultat de circonstances favorables. Or, depuis l'automne de 1981, les taux d'intérêt ont été presque constamment orientés à la baisse, d'où une hausse du cours des obligations (1), qui masquait les risques parfois importants pris par les gestionnaires de SICAV dans toute la mesure où ils jouaient la poursuite du mouvement de baisse des taux. Quand, par deux fois, à la fin de l'année dernière, le mouvement vint à se retourner, ce fut sur le marché une belle panique : plus d'un investisseur mordit la poussière lors de la tristement célèbre séance du 8 novembre 1984 — le « jeudi noir » du marché obligataire, — puis de nouveau le 6 décembre.

La contradiction de la politique Barre

Retenons ici de cette brève analyse qu'une part non négligeable des obligations est financée par l'excédent des apports d'argent aux SICAV sur les retraits ; qu'en conséquence la Banque de France se demande si, en toute logique, on ne devrait pas considérer les SICAV et fonds de placements, dont l'essor apparaît comme la contrepartie du déclin des dépôts à court terme, comme faisant par-

tie de la masse monétaire au sens large. En réalité, la question de savoir quelle est la nature de ces instruments financiers — épargne ou pas — n'est pas facile à trancher. Une chose est toutefois certaine : sur les 85 milliards d'obligations émises par l'Etat en 1984, seuls les 25 à 30 milliards souscrits directement par les ménages peuvent en être considérés sans ambiguïté comme un prélèvement sur l'épargne.

Cependant, il est une deuxième raison, plus déterminante, pour douter de l'opportunité d'une telle abondance d'emprunts d'Etat. L'objectif désormais déclaré du gouvernement est, pour soutenir l'effort d'investissement et ramener le secteur moribond du logement, de continuer à faire baisser les taux d'intérêt, et notamment les taux à long terme. Il est clair que, pour parvenir à ce résultat sans prendre de gros risques, il n'est qu'un seul moyen : faire en sorte que l'offre d'obligations sur le marché soit constamment maintenue à un peu au-dessous de la demande. Si c'est le contraire qui arrive, on verra se produire, par l'effet d'un phénomène mécanique, ce qui s'est passé en novembre et en décembre (quand les SICAV et les fonds de placements, pour se constituer des fonds de liquidités, ont massivement vendu des obligations sur le marché) : le cours des titres (2) a baissé, et partant, le taux d'intérêt a monté.

On dira que les émissions du Trésor n'ont pas empêché depuis trois ans la détente des taux. On répondra alors que la baisse a d'abord été très lente et quand, à partir de l'été 1984, elle s'est accélérée, elle est devenue un exercice périlleux rendu désormais plus incertain encore par le relèvement de taux décidé jeudi en Allemagne. Rien ne met le marché à l'abri d'autres journées « noires ».

Il convient d'ajouter qu'une des causes principales de l'alourdissement des dépenses publiques, et donc des besoins d'emprunts du Trésor, n'est autre que le poids de la charge de la dette publique, régulièrement minimisée dans les prévisions contenues dans les lois de finances. Or, ni M. Jacques Delors ni jusqu'à ce jour M. Pierre Bérégovoy n'ont été capables de sortir de la contradiction dans laquelle M. Raymond Barre a enfoncé la politique de financement du déficit (contradiction qui, avec lui, était supportable dans la mesure où le déficit

était faible). D'un côté, M. Barre a cherché à établir ce qu'il appelait peut-être un peu vite (mais ne discutons pas ici de point portant capital) une hiérarchie « normale et saine » des taux d'intérêt comprenant, selon lui, des taux à long terme plus élevés que les taux à court terme. D'un autre côté, il estimait nécessaire que l'Etat emprunte à long terme, autrement dit au coût le plus élevé.

Cette dernière remarque conduit à formuler la plus péremptoire des raisons pour critiquer la pratique des émissions obligataires, répétées et massives, du Trésor, mais une raison dont la prise en considération soulève un grave et difficile problème politique.

Ce motif est tout simplement qu'en bonne logique financière ces emprunts sont inutiles. Dans les semaines qui suivirent le programme d'assainissement de décembre 1958 dont il était le principal auteur, Jacques Rueff s'inquiéta de voir les services du ministère des Finances continuer « de faire ce qu'ils avaient fait la veille : épuiser, par émissions d'emprunts, les ressources offertes par le marché ». Et il ajoutait : « Ce faisant, ils commettaient la faute que commettent tous les profanes : croire que, pour obtenir des ressources, il faut les demander. » Quelle est la

solution ? Il l'a exposée dans une lettre datée du 4 février 1959 au ministre des Finances de l'époque, M. Antoine Pinay, grand amateur d'emprunt d'Etat s'il en fut : « Les emprunts ne vous apportent aucune ressource que ne vous aurait apportée l'émission de bons à trois mois... Le pouvoir d'achat ne se perd pas sur le marché. Tant qu'il n'est pas investi, il est dans les banques, et vous avez la contrepartie sous forme de bons du Trésor ».

Mais une telle politique exigerait au préalable une réforme fondamentale que le pouvoir politique, qui est moins disposé que jamais à faire, car elle lui enlèverait de grandes facilités : il faudrait naturellement retirer aux banques la faculté qu'elles ont, depuis 1937, de faire financer les bons du Trésor qu'elles souscrivent... par l'instinct d'émission.

PAUL FABRA.

(1) Quand les taux d'intérêt baissent, le cours des créances (obligations, par exemple) monte automatiquement et vice versa, ce que l'exemple suivant peut faire comprendre : supposons que le taux baisse de 6 % à 5 %. Une obligation au nominal de 100 F et rapportant un intérêt de 6 F doit désormais être cotée 120 F pour donner un intérêt de 5 F (5 % de 120 F = 6 F).

(2) Y compris et même surtout les obligations à taux variable, dont la valeur était réputée stable.

OÙ SONT LES BONS MÉTIERS DANS L'ADMINISTRATION ?

La réponse dans le numéro de février du

L'Éducation

MAÎTRISE de L'ÉNERGIE

RECHERCHE les clés de la maîtrise

En raison d'une inversion des pages 3 et 4 de la lettre mensuelle de l'AFME parue dans le MONDE du mercredi 30 janvier, une nouvelle parution de cette lettre aura lieu le mercredi 6 février daté 7 février

- Entretien avec Hubert Curien, ministre de la Recherche et de la Technologie
- Les recherches en cours les échangeurs de chaleur, la biotechnologie, le stockage électrochimique, la géothermie profonde, les céramiques, le verre peu émissif.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Le secret de la santé est dans la tempérance. So souvent, sans doute, de cette recommandation, le Bourse de Paris a, ces derniers jours, fait abstraction. Après la petite fête donnée la semaine précédente, elle s'est lancée en plein grand feu, car, le 30 janvier, un nouveau record est quand même tombé lorsque l'indice CAC parvint à la cote historique de 1966. Mais il faut se pencher sur la performance qu'on ne saurait vraiment qualifier d'excès. L'an dernier, à pareille époque, sortant du banquet fastueux donné en janvier, le marché n'avait su réprimer son appétit et avait littéralement « fusé ». Le souvenir des désagréments que sa boulimie lui avait causés l'a probablement incité à la modération.

En fait, la Bourse ne s'est pas lancée avec un moindre écart, ni dans un sens ni dans l'autre. Le filon de la semaine en bourse a été une période de hausse localisée (+ 0,22 %), un essai de baisse le lendemain (- 0,22 %), mais de deux décimales de progression mercredi (+ 0,18 %), un pouce et demi de recul jeudi (- 0,46 %), rien à la veille du week-end. D'un vendredi à l'autre, les divers indices n'ont pour ainsi dire pas varié, ou si peu... « Une semaine de hausse, une semaine de repos ; c'est le tarif », disait un professionnel. En apparence donc, la semaine est apparue calme. D'une certaine façon, elle l'a été, mais pas sur le plan de l'activité. Les échanges sont restés soutenus. L'actualité boursière n'a pas été sans effet. Elle fut même assez riche. Prendre l'essentiel : et de taille, le plongeon des pétroliers. Ne sachant trop comment aller s'acharner la réunion de l'OPEP à Genève, redoublant, tout à la fois, un éclatement de l'organisation et/ou une baisse trop brutale des prix du brut, perplexes, enfin, au sujet du nouveau système de tarification de l'essence en France et des « attentats » de la Cour de justice européenne à ce propos, les opérateurs préféraient se délester assez massivement.

Mardi 29 janvier, les valeurs concernées effectivement une belle giclée de 3 % à 5 %. Le mouvement ne devait pas s'arrêter là. Si le congrès annuel annuel était parvenu à la décision de l'administration d'écarter les raffinements de la libération des prix de l'essence et de continuer à bloquer le prix du fuel jusqu'à un goût amer. En 1984, le raffinement français a perdu 7 milliards de francs. Il avait bien besoin d'une bouffée d'oxygène. Ce ne sera pas encore cette fois. Bref, jeudi, au troisième jour, l'ELF avait chuté de 6,6 %, Esso de 7,2 %, CFP de 5 %, BP de 8,8 % et CEF.

Une consolidation en douceur

de 6,5 %. Seules, vendredi, les actions Esso (+ 2,1 %) et CEF (+ 5 %) parvinrent à regagner du terrain.

Autres nouvelles de la semaine, bonnes celles-là : les distributions gratuites d'actions décidées par Skis Rossignol et Bouygues (1 pour 5 chacune), par Rousselot aussi (1 pour 10), toutes avec effet rétroactif, autrement dit ouvrant droit à dividende pour 1984 sur les titres en question, dividendes, dans le cas de Rousselot, majorés de 1 F à 22 F, et qui le sera peut-être pour Skis Rossignol. Il y eut aussi l'annonce des excellents résultats de Club Méditerranée (+ 20 %), de la forte progression, l'an dernier, des ventes de Moët (+ 28,2 %), avec, pour la première fois, un chiffre d'affaires champagne-vin supérieur à 3 milliards de francs, également des expéditions records de canaux de cognac (plus de deux millions) et une forte activité dans le parfum.

Des informations ont également continué à circuler sur Europe 1, dont il ressortait que cette station périphérique était la mieux placée pour être la première dans la course aux télévisions. A cet égard, les boursiers parlent de « dérégulation médiatique ». L'expression est jolie et mérite un passage d'être retenue.

Décidément bonne fille, l'actualité allait aussi donner en pâture la victoire d'Art Vanham avec sa « 205 » Peugeot au Rallye de Monte-Carlo.

En d'autres temps, la Bourse aurait frôlé de joie en apprenant ces nouvelles. Que croyez-vous qu'elle fit ? Rien. Les cours de Bouygues, de Rousselot, de Moët, d'Europe 1, du Club Méditerranée, de Peugeot, n'ont pas même frôlé le « bidé », sans toutefois, Skis Rossignol.

Indifférence ? Non point. L'annonce dans la presse, vendredi matin, d'un bénéfice démenti de moitié ou presque pour le groupe Havas, à cause des pertes prévisionnelles de Canal Plus (500 millions de francs en 1985 au lieu des 200 en 300 millions escomptés), fit brutalement décrocher le titre (- 13 %). Tout de même !

La Bourse a sa sensibilité. Et cette sensibilité lui commande, par les temps qui courent, de conserver son sang-froid et de planifier les mauvais échos. Pour les bons, elle garde, pour la suite, ses bonnes notes. Ces bons échos n'ont-ils pas, du reste, déjà été récompensés ? Toutes les valeurs citées sont déjà à leurs plus hauts niveaux, sinon de

Semaine du 28 janvier au 1^{er} février

toujours, du moins depuis pas mal de temps (1979 pour Peugeot, par exemple).

En fait, la Bourse s'interroge actuellement sur son avenir. Wall Street, parvenu, cette semaine, au sommet de son histoire, a, certes, fort belle allure. Mais les dernières statistiques économiques américaines, avec un indicateur principal en baisse de 0,2 % en décembre, tempèrent l'optimisme.

Le relèvement des taux d'intérêt en Grande-Bretagne, en RFA aussi et aux Pays-Bas ne paraît pas encore de nature à contrarier la politique de détente monétaire française. Cependant, en la matière, l'on ne saurait être trop prudent.

Autour de la corbeille, l'on se demandait aussi comment il fallait interpréter les informations qui ont filtré sur de possibles mesures de relance de l'investissement, peut-être d'une réduction des charges sociales pour le RPE.

Et, tout naturellement, les conversations ont porté sur l'empire d'Etat. Quand sera-t-il lancé ? A quel taux ? Seront-elles, quelle quantité de capitaux va-t-il drainer ?

Tout cela fait que cette semaine, incapable de trouver les réponses aux questions posées, le marché, déjà parvenu à ses plus hauts niveaux, s'est employé à consolider ses positions. De Paris des professionnels, il l'a fait dans les meilleures conditions. Les décisions d'investissement ne sont pas urgentes. Il sera toujours temps, le moment venu, d'y songer. Réflexes de sagesse, dont tout le monde se félicitait dans les travaux. Les retours de bourse du mois de février 1984 sont encore présents dans les mémoires. Pour l'instant, nul ne s'aventure au petit jeu des pronostics. Une seule chose est certaine : le marché est sain. Les acheteurs à découvert (843 millions de francs) représentent tout juste trois stances de Bourse. Quant au découvert à la vente, en augmentation de 15 % d'un mois sur l'autre, à 223 millions, il constitue un potentiel de rachat non négligeable et le assure d'orienter à la hausse.

« Les cours du pétrole et de l'acier baissent considérablement au cours des six prochains mois, tandis que ceux des actions et obligations progresseront ». Une prophétie de spécialistes, interrogés par le Wall Street Journal, ont fait cette prévision. Elle s'appuie naturellement sur le marché américain, mais « la contagion est fréquente », disait un géant de portefeuilles.

ANDRÉ DESSOT.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Un coup d'épée dans l'eau

Wall Street a battu cette semaine tous ses records, et, pour la première fois de l'histoire, l'indice Dow Jones s'est élevé à 1 292,62, dépassant ainsi de 5,43 points sa précédente performance, établie le 29 novembre 1983. Mais, hélas, après avoir fortement réajusté, le marché, obéissant à la pression des ventes bénéficiaires, a reperdu tout le terrain gagné. A la veille du week-end, le célèbre « Dow » s'inscrivait à 1 271,71, soit 1,66 point seulement au-dessus de son niveau du 25 janvier dernier.

Les comptes des opérations à été, il se voit, décevamment déprimés par la publication des dernières statistiques économiques faisant état d'un recul de 0,2 % du principal indicateur pour décembre, également d'une remontée du chômage de 7,2 % à 7,4 %. L'important confinement de la masse monétaire (+ 4,7 milliards de dollars) a fait aussi resurgir la crainte que la Réserve fédérale s'adonne à une politique moins accommodante à l'égard du crédit.

L'activité a porté sur 652,07 millions de titres contre 750,92 millions.

	Cours 25 janv.	Cours 1 ^{er} fév.
Alcoa	39 3/8	37 1/8
AT&T	21 3/4	20 1/2
Biochem	60 3/8	62 1/4
Chrysler	22 1/4	20 3/4
Eastman Kodak	30 1/2	32 1/2
Exxon	71 1/2	71 3/4
Ford	49 3/8	47 1/2
General Electric	63 3/4	62 7/8
General Motors	54 1/4	55 3/8
IBM	133 1/4	135 5/8
ITT	37 1/8	36 3/4
Johnson & Johnson	27 1/2	28
McDonald	39 5/8	39 1/4
Schlumberger	37 3/4	40 1/8
Union Carbide	47 1/8	44 1/2
US Steel	37 1/4	37 5/8
Westinghouse	27 3/4	27 1/2
Xerox Corp	30 1/2	30 3/8
	43 1/4	42 7/8

LONDRES

Fortie baisse : - 24 %

Déprimé par la hausse des taux d'intérêt décidés par l'atmosphère pour défendre la livre sterling, également par la crainte d'une importante baisse des prix de pétrole, le marché a littéralement plongé en début de semaine, avec, notamment, une chute record de 44 points, lundi, à l'indice des industriels.

L'accord intervenu, mercredi, entre les ministres de l'OPEP a toutefois détendu l'atmosphère. Une reprise s'est produite jeudi. Mais elle a été sans lendemain. Avec le réajustement des taux d'intérêt outre-atlantique et surtout l'intention manifestée par le chancelier de l'Echiquier de renoncer aux allègements d'impôts si la lutte engagée contre l'inflation le commandait, les cours se sont de nouveau alourdis à la veille du week-end. D'un vendredi à l'autre, la baisse a été de l'ordre de 24 %.

Indices « FT » du 1^{er} février : industriels, 977,5 (contre 1 002,8) ; mines d'or, 482 (contre 439,5) ; fonds d'Etat, 79,87 (contre 79,62).

	Cours 25 janv.	Cours 1 ^{er} fév.
Beecham	383	360
Bovater	241	228
Brit. Petroleum	516	528
Charter	205	206
Citigroup	142	140
De Beers (*)	390	473
Dunlop	38	35 1/2
Free State Geduld	20 7/8	21 1/4
Glaxo	12 19/64	11 27/32
Gr. Univ. Stores	74	74
Imp. Chemical	828	842
Shell	716	746
Unilever	122 3/4	117 27/32
Vickers	227	234
War Low	34 1/4	34 5/8

(*) En dollars.

TOKYO

Une avance contrastée

Comme Wall Street, le Kaiko-cho s'est élevé à des niveaux historiques. Mais, sous l'effet des prises de bénéfices, le marché a dû lui aussi rebrousser chemin. Il a cependant réussi à conserver une partie de son avance.

Indices du 2 février : Nikkei Dow Jones, 11 946,96 (plus haut de tous les temps : 11 992,31) contre 11 736,53 ; indice général, 928,01 (plus haut : 931,06) contre 918,65.

FRANCFORT

Progrès

Malgré des hésitations favorisées notamment par le relèvement du « Lombard », le marché a repris sa progression. Mais les achats ont été très sélectifs.

Indice de la Commerzbank du 1^{er} février : 1 156,60 contre 1 139,3.

vner : 1.156,60 contre 1.139,3.		
	Cours 25 janv.	Cours 1 ^{er} fév.
AEG	107,80	114
BASF	178,40	179,50
Bayer	128	168,50
Commerzbank	173	169
Deutschebank	396,10	399
Hoechst	183	186,80
Karstadt	228	218,50
Mannesmann	154	153,50
Siemens	196,50	193
Volkswagen	196,50	193

Valeurs diverses

1-2-85	Diff.
Abcor	253,90 + 4,90
Alpière Havas	630 + 8
L'Air Liquide	599 + 24
ADG	215 + 9
Ajcomar	765 + 15
Bic	578 + 1
Bis	326 + 12
CGIP	575 + 8
Club Méditerranée	1 280 + 18
Esso	2 580 + 50
Evros	1 801 + 14
Hachette	1 900 + 20
Navigation Mixte	352 + 4
Nord-Est	78,70 - 1,80
L'Oréal	2 375 + 74
Presses de la Cité	2 019 + 8
Sanofi	580 + 14
Skis Rossignol	1 990 + 75

Métallurgie

1-2-85	Diff.
Alpi	113 + 8
Avions Dassault-B.	881 + 13
Chiers-Châtillon	36,60 + 6,15
De Dietrich	393 + 13
FACOM	1 075 + 20
Eves-Lille	377,50 + 4
Fonderie (Général)	58,50 + 1,90
Marine Wanda	171,50 + 1,5
Pemol	699 + 19
Peugeot SA	275 + 4
Poclain	51 + 1,10
Pompey	172,50 + 2,5
Sagun	1 760 + 23
Valéo	257 + 2,5
Vallourec	97 + 3,6

Valeurs à revenu fixe

1-2-85	Diff.
41/2 % 1973	1 634 + 4
7 % 1973	7 515 - 110
10,30 % 1975	97,15 + 0,85
PMI 10,6 % 1976	97 + 1
8 % 1977	136 + 0,40
10 % 1978	97,45 + 0,05
9,80 % 1978	96,31 + 0,59
8,80 % 1979	97,20 + 0,60
9 % 1979	93,20 + 0,05
10,80 % 1979	99,65 + 0,65
12 % 1980	101,45 + 0,15
13,80 % 1980	106,60 + 0,39
16,75 % 1981	112,50 + 0,50
16,20 % 1982	117,20 + 0,15
16 % 1982	116,67 + 0,48
15,75 % 1982	114,50 + 0,45
CNE 3 %	4 085 + 5
CNE 5 %	102,90 + 0,24
CNE 5 000 F	102,90 + 0,24
CNE 5 000 F	102,90 + 0,24
CNE 5 000 F	102,90 + 0,24

Filatures, textiles, magasins

01-2-85	Diff.
André Rouffier	321 + 11
FF Agache-Wilior	176,50 + 12,5
CAFAO	298 + 5
Danart-Serviposte	2 306 + 3
Dary	1 050 + 28
DMC	162,50 + 2,60
Galeries Lafayette	162,50 + 2,60
Novelles Galeries	141 + 1
Printemps	195 + 1,5
La Redoute	1 260 + 40
SCOA	73,50 + 2,20

Produits chimiques

01-2-85	Diff.
Institut Mérieux	1 467 + 17
Laboussier-Bellon	899 + 9
Roussel-Uclaf	1 299 + 10
BAF	591 + 14
Bayer	625 + 11
Hoechst	616 + 6
KCI	301 + 3
Korix Hydro	118,20 + 6,90

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 28 janv.	Cours 1 ^{er} fév.
Or fin 999,9	328 100	34 800
Or fin 999,9	328 100	34 800
Or fin 999,9	328 100	34 800
Or fin 999,9	328 100	34 800
Or fin 999,9	328 100	34 800
Or fin 999,9	328 100	34 800
Or fin 999,9	328 100	34 800
Or fin 999,9	328 100	34 800
Or fin 999,9	328 100	34 800
Or fin 999,9	328 100	34 800

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

Nbre de titres	Val. en cap. (F)
BSN (1)	46 405 109 201 256
Gén. des Baux	182 285 105 941 631
ELF (1)	324 042 76 331 110
Moët (1)	30 152 29 311 023
Lafarge (1)	120 520 48 584 674
CEP	181 535 46 474 687
Schlumberger (1)	114 145 46 283 472
Rousselot par.	40 867 42 714 172
Peugeot	154 388 42 186 881
Club Méd.	32 517 38 720 730
Bic	64 180 37 872 860
Presses de la Cité	18 107 36 311 026
L'Air Liquide	59 016 34 586 623

(*) Du 24 au 31 janvier inclus.
(1) Séance du 1^{er} février compris.

Banques, assurances

1-2-85	Diff.
Bail Equipement	280 + 12
BNP	520 + 16
Chargers SA	425 + 4,90
Midland Bank	618 + 13
CEF	690 + 36
CFI	382 + 2
Eurofinance	1 329 + 64
Hélan (LA)	433 + 3
Immo. P. Montparnasse	728 + 39
Léonard	246 + 5
Locidius	743 + 5
Midl	2 284 + 21
Paribas	230 + 27
OPEP (Omn. Fin.)	960 + 5
Paribas de Réco.	828 + 20
Préfinan	1 069 + 1
SAF	113 + 2
UCB	316 + 21

Matériel électrique

1-2-85	Diff.
Alstom-Atlantique	228,10 - 6,90
BT-Alcatel	228 - 22
Crouzet	236 - 14,5
Général des Baux	572 - 13
Intertronic	2 210 + 40
Legrand	1 976 - 72,50
Lyons	1 976 - 72,50
Matra	1 781,80 - 44
Morin-Gérin	1 570 - 55
Motors Leroy-Somer	486 - 27
Moulinex	100,10 + 2,10
Philips	1 315,50 + 15,5
Radio-Technique	272 + 32
SEB	408 + 14
Signaux	680 + 10
Télémelec	2 270 + 5
Thomson-CSF	2 270 + 5
IBM	1 425 + 16
ITT	322,20 + 7,8
Philips	176 + 2,50
Schubert	422,30 + 9,20
Siemens	1 702 + 16

Compte tenu d'un coupon de 31,25 F.

1-2-85	Diff.
Alstom-Atlantique	228,10 - 6,90
BT-Alcatel	228 - 22
Crouzet	236 - 14,5
Général des Baux	572 - 13
Intertronic	2 210 + 40
Legrand	1 976 - 72,50
Lyons	1 976 - 72,50
Matra	1 781,80 - 44
Morin-Gérin	1 570 - 55
Motors Leroy-Somer	486 - 27
Moulinex	100,10 + 2,10
Philips	1 315,50 + 15,5
Radio-Technique	272 + 32
SEB	408 + 14
Signaux	680 + 10
Télémelec	2 270 + 5
Thomson-CSF	2 270 + 5
IBM	1 425 + 16
ITT	322,20 + 7,8
Philips	176 + 2,50
Schubert	422,30 + 9,20
Siemens	1 702 + 16

Mines, caoutchouc, outre-mer

1-2-85	Diff.
Géophysique	790 - 14
Infatig	78 - 1,70
Michelin	890 + 30
Min. Pennaroy	70,10 + 2,90
Charter	24,20 + 0,20
INCO	149 + 4
RTZ	78 - 0,20
Zambia	2,21 + 0,09

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en millions de francs)

	28 janv.	29 janv.	30 janv.	31 janv.	1 ^{er} fév.
RM	495 087	416 010	485 929	428 160	455 219
Comptant	2 607 032	2 127 561	1 811 410	1 923 503	1 844 643
R. et obl.	102 347	98 603	119 918	113 942	253 661
Actions	3 204 466	2 642 174	2 417 257	2 465 605	2 553 523

INDICES QUOTIDIENS INSEE base 100, 28 décembre 1984

	105,9	105,7	106	105,6
Franc	105,9	105,7	106	105,6
Etranger	105,9	105,7	106	105,6

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 28 décembre 1984)

Tendance : 107,2 | 106,9 | 107,1 | 106,6 | 106,6

(base 100, 31 décembre

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

- 3. La visite du pape au Pérou.
- 4. LIBAN : douze morts à Tripoli dans l'explosion d'une voiture piégée.
- 4-5. WASHINGTON : la garde montante de Ronald Reagan.
- 7. Le terrorisme en Europe.

FRANCE

- 8. La visite de M. Mitterrand à Rennes.
- 10. JUSTICE.
- 12. SCIENCES.
- 13. ÉDUCATION.

CULTURE

- 13. La BD française aux États-Unis.
- 14. Cannes, le devenir incertain du MIDEM classique.
- 15. COMMUNICATION : l'avenir du Métro de Paris.

ÉCONOMIE

- 16. Les États-Unis ne participent pas au Fonds spécial d'aide à l'Afrique subsaharienne.
- 18. REVUE DES VALEURS.
- 19. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS.

- RADIO-TÉLÉVISION (15)
- Carnet (12) ; Programmes des spectacles (14) ; Météorologie (15) ; Mots croisés (11) ; « Journal officiel » (15).

M. Reagan accuse Moscou d'avoir violé le traité de 1972 sur les antimissiles

Washington (AFP). — A quelques semaines de l'ouverture officielle des conversations américano-soviétiques sur la limitation des armements, le président Reagan a accusé formellement l'URSS, dans un rapport soumis au Congrès vendredi 1^{er} février, d'avoir violé le traité de 1972 sur les armements antimissiles (ABM) en construisant à Krasnoïarsk, en Sibirie, un type de radar interdit par ce traité.

Un précédent rapport, publié en janvier 1984, évoquait déjà l'existence de ce radar, mais sans indiquer alors explicitement qu'il constituait une violation claire et nette du traité ABM. Aujourd'hui, les spécialistes du Pentagone estiment que, par sa puissance et son type, il doit servir à diriger le tir de batteries de fusées soviétiques contre une éventuelle attaque de missiles américains. Ce radar constitue donc, selon Washington, l'annonce d'un deuxième réseau de protection antimissiles. Or le traité ABM n'en autorise qu'un seul dans chaque

Les socialistes analysent la situation du PCF

M. Marcel Debarge, qui, en sa qualité de membre du secrétariat national du PS chargé des relations extérieures, conduira la délégation de son parti au congrès du PCF, a présenté, mercredi 30 janvier au bureau exécutif du PS, un rapport sur l'état des relations avec le PCF.

Ce texte est notamment nourri des travaux du groupe de travail constitué, sur ce sujet, au sein du comité directeur du PS, réuni à Paris le samedi 26 janvier (le Monde du 29 janvier). Constitué de MM. Marcel Debarge et de Pierre Brana (qui fait partie de la délégation socialiste au congrès du PCF), et de huit premiers secrétaires fédéraux, ce groupe de travail a dégagé quatre constatations : la propédeutique de la préparation des élections cantonales : important ralentissement de l'activité du PC sur le terrain ; absence quasi totale de contacts à la base entre les deux partis ; entente convenable entre socialistes et communistes dans les assemblées d'élus locaux. Selon ce rapport, les candidats communistes aux cantonales ne sont pas toujours les meilleurs possibles dans la mesure où les élus locaux « contestataires » ont été écartés.

Le rapport de M. Debarge procède encore à une « lecture critique » du projet de résolution du comité central pour le congrès. Il constate aussi que les militants critiques de la direction du PCF ne représentent pas une opposition homogène, pouvant se doter d'un chef de file unique.

La discussion s'est engagée au bureau exécutif, sur le poids respectif de ces deux tendances, qu'il semble, pour le moment, difficile à évaluer. Le débat a aussi porté sur le caractère historique ou non du déclin du PCF. Il a fait apparaître que les socialistes veulent garder une ligne unitaire, tout en étant conscients qu'ils sont seuls à « por-

LES RUMEURS SUR L'ÉTAT DE SANTÉ DU NUMÉRO UN SOVIÉTIQUE

« M. Tchernenko est en vacances et se porte bien » affirme un porte-parole du ministère des affaires étrangères

Moscou. — « M. Tchernenko est en vacances et se porte bien », M. Vladimir Lomeiko, chef du service de presse du ministère soviétique des affaires étrangères, a fait cette « confidence » en remettant à Stuart Loory, correspondant à Moscou de la chaîne de télévision américaine CNN, les réponses écrites du secrétaire général aux questions également écrites de ce dernier. Ce document qui porte essentiellement sur les négociations qui doivent s'ouvrir le 12 mars à Genève a été lu par un présentateur vendredi 1^{er} février au soir à la télévision soviétique et constitue une réaffirmation des thèses déjà communes du Kremlin sur les armes nucléaires et spatiales (le Monde du 2 février).

Il est difficile de prendre M. Lomeiko au pied de la lettre, tout au moins la seconde partie de sa « confidence ». M. Tchernenko est peut-être en vacances, mais il ne va pas très bien. Ces « vacances » n'ont pas été annoncées publiquement, alors que cela est la règle quand le secrétaire général quitte Moscou pour une assez longue durée. M. Tchernenko n'a plus été vu en public depuis le 27 décembre dernier. M. Lomeiko a encore confié au correspondant de CNN que le numéro un soviétique n'était nullement sur le point de donner sa démission.

La crédibilité de M. Lomeiko, une étoile montante de la politique

De notre correspondant

soviétique, qu'on dit proche de M. Gromyko parce qu'il a coigné un livre sur le danger nucléaire avec le fils de ce dernier, est en jeu. Le soin apporté jusqu'ici à sa carrière par le chef du service de presse laisse à penser qu'il ne s'est pas lancé « sans biscuit » dans cette affaire. Mais on peut aussi rappeler qu'un de ses prédécesseurs à ce poste, M. Leonide Zamiatina, parlait avec autant de conviction, il y a un an, du « rumeur » d'Andropov, alors que ce dernier était dans le coma et sur le point de mourir. A peu près au même moment, M. Afanassiev, rédacteur en chef de la Pravda, estimait qu'Andropov, victime d'une banale angine, allait refaire surface dans les quinze jours.

Un élément supplémentaire qui contredit l'optimisme de commande de M. Lomeiko est le choix qui semble avoir été fait de M. Mikhaïl Solomentsev pour représenter le Parti communiste soviétique au congrès du PCF qui s'ouvre le 6 février. Ce n'est donc pas M. Gorbachev, benjamin du bureau politique et numéro deux du parti, qui se rendra à Paris à cette occasion comme nous l'avions écrit sur la foi d'une confidence d'un responsable soviétique (le Monde du 30 janvier). On peut concevoir que M. Gorbachev, successeur poten-

tiel, voire peut-être déjà désigné, de M. Tchernenko, ne juge pas le moment opportun de s'absenter de Moscou ; mais il en allait apparemment autrement il y a encore une semaine. La tradition qui veut que le PC soviétique délègue un membre du bureau politique au congrès du PCF n'a pas été rompue, puisque M. Solomentsev, qui est âgé de cinquante et onze ans, fait partie de cet organisme depuis 1971. Mais le poids politique de ce dernier, qui est également président du comité de contrôle du parti, est évidemment moindre que celui de M. Gorbachev.

Le dauphin présumé lui-même, après avoir été invisible pendant près d'un mois, est réapparu le mardi 29 janvier à l'occasion d'une cérémonie pour le cent-vingt-cinquième anniversaire de la naissance de Tchékhov. Il s'est de nouveau manifesté vendredi 1^{er} février au sein de la commission pour la réforme scolaire qui a « constaté » les réformes de nombreux responsables, à tous les échelons, à organiser les stages en usine prévus pour les lycéens par les textes officiels. La commission a également « examiné le problème de l'initiation des élèves à l'informatique ». M. Gorbachev soigne décidément son image de dirigeant communiste « moderne ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

A la suite d'un article de « l'Express »

L'AMBASSADE D'URSS A PARIS PROTESTE CONTRE UNE « CAMPAGNE INADMISSIBLE » VISANT SON CONSEILLER, M. NITCHKOV

L'ambassade d'URSS à Paris a fait parvenir vendredi 1^{er} février au ministère des relations extérieures une note de protestation à propos de la publication dans le presse financière d'articles « à caractère calomnieux, dénigrant le travail qu'effectue en France M. Vladimir Nitchkov, conseiller auprès de l'ambassade », annonce un communiqué de l'ambassade.

L'ambassade s'en prend à l'Express, qui affirme dans son dernier numéro que M. Nitchkov a pris en 1983, comme « résident du KGB en France », la succession de l'ancien conseiller de l'ambassade d'URSS à Paris, M. Nikolai Tchetverikov, expulsé de France le 5 avril 1983 en compagnie de quarante-six autres ressortissants soviétiques.

S'élevant contre cette « campagne inadmissible », l'ambassade « proteste vigoureusement face aux tentatives de diffamation portées sur les activités du conseiller d'ambassade M. Nitchkov, connu du ministère des relations extérieures aussi bien que des milieux d'affaires français et dans le monde diplomatique s'occupant en permanence des relations scientifiques et techniques entre l'URSS et la France et à beaucoup fait pour leur développement ».

L'ambassade d'URSS indique le communiqué, « a insisté pour que le ministère des relations extérieures, qui assume la responsabilité d'assurer aux diplomates étrangers résidant en France des conditions normales, fasse le nécessaire pour qu'un terme soit mis aux attaques de provocation susmentionnées et que le diplomate soviétique soit protégé contre les brimades calomnieuses qui l'empêchent d'exercer ses fonctions ».

[A Paris, des milieux proches des services français de contre-espionnage ont confirmé les indications publiées par l'Express au sujet de M. Nitchkov. De toute manière, on ne voit pas ce que le Quai d'Orsay pourrait faire pour empêcher la presse de publier des informations de ce genre. Rappelons que les journaux soviétiques, pour leur part, ne se gênent pas pour mettre en cause des étrangers résidant en URSS, tant diplomates que journalistes.]

« M. Reagan et Neves ont parlé de la dette du Brésil. » M. Reagan a reçu vendredi 1^{er} février à la Maison Blanche le président élu du Brésil, M. Tancred Neves, pour un entretien qui a surtout porté sur les questions économiques et la lourde dette extérieure brésilienne (plus de 100 milliards de dollars). On précise de source américaine qu'aucune proposition concrète n'a été avancée des deux côtés. M. Reagan s'est félicité du retour de la démocratie au Brésil et a, en revanche, déploré la situation au Chili. — (UPL, AFP.)

LA LEVÉE DE L'ANONYMAT DES FONCTIONNAIRES

Une lumière trop crue

M. Fabius s'est touché juste en annonçant, le mercredi 30 janvier, la levée de l'anonymat des fonctionnaires « pour rendre plus personnel le contact entre l'administration et l'usager ». La promesse que dans les trois mois chaque fonctionnaire aura sur son gilet ou sur son bureau un écriteau portant son nom permettra-t-elle de « nouer des relations plus humaines » avec le public ? Ou bien, le premier ministre, désireux d'annoncer à son tour quelque chose (beaucoup de bonnes nouvelles ont été annoncées en dehors de lui depuis huit jours...), s'est-il contenté d'un de ces trucs spectaculaires, sans grand effet sur la réalité, mais qui ont l'avantage de rappeler aux gens qu'on existe, d'éveiller leur intérêt et éventuellement leur reconnaissance ?

La satisfaction des usagers et le mécontentement des syndicats à l'annonce de la promesse faite par M. Fabius comportent déjà un double enseignement : il y a bien un problème pour les premiers, qui, en général, vivent assez mal leurs relations avec l'administration ; il y a probablement un rejet pour les seconds, qui craignent d'être plus souvent dérangés et agacés.

Preçons l'exemple de la RATP. Son directeur général, M. Claude Quin, essaye depuis trois ans d'humaniser le métro et ses conducteurs. Il y a maintenant dans certaines stations des hémisphères et des centres d'information dans le plus pur style ferme privée. Faut-il aller plus loin et demander à chaque agent d'afficher son nom ?

De difficiles rapports

Il est possible que ceux qui en prennent un peu trop à leur sens (on lit et on traite beaucoup aux portes de contrôle...), se sentent « ressassés », changeant d'attitude et se montrent plus effaçés. Mais la plupart de ceux qui connaissent les problèmes du métro répondent que la proposition Fabius, non seulement n'apporte pas de réponse sérieuse, mais encore risque d'aggraver les choses.

L'humanisation des relations entre les agents de la RATP et les usagers passe par le retour d'un sentiment de sécurité. Sécurité pour les voyageurs, et il y faut des contrôleurs ; sécurité pour les contrôleurs, et il y faut la possibilité de contrôler sans risque d'être agressés.

Ce qu'on connaît mal — mais ce que vivent les employés de la RATP — ce sont les manœuvres des bandes pour empêcher les contrôles. Une méthode consiste à identifier les agents de la RATP, à leur faire savoir puis à les menacer de représailles en cas de verbalisation au cas de recours à la police. La voiture ou même la maison sont désignées comme objet de vengeance. A notre connaissance, ce chantage s'est effectivement traduit, en une occasion au moins par un vol important. Dans un autre cas, un agent de conduite a été roué de coups pour avoir signalé à la police ce qu'il avait vu sur un quai.

On imagine les conséquences de telles agressions sur la moralité des agents de la RATP et le problème qu'elles posent aux responsables de la Régie. A l'évidence, la proposition Fabius paraît mal adaptée.

Les données sont semblables pour les agents des impôts et ceux des douanes. Qua les

beaux soient trop nombreuses, que les contribuables ou les voyageurs passent les frontières en faisant trop souvent les frais, cela n'est pas douloureux. Mais la mauvaise qualité de ces relations n'a pas grand-chose à voir avec la personnalisation du fonctionnaire. La meilleure preuve en est que le nom de l'agent du fisc qui vous écrit ou vient vous contrôler est connu.

On sait moins en revanche les risques que courent les agents des impôts dans l'exercice de leurs fonctions. Des risques qui les conduisent parfois à l'hôpital, et pour longtemps. Il n'est pas exceptionnel qu'un fonctionnaire en exercice se voie assailli par une dizaine de personnes — l'ennemi des contribuables... — et roué de coups. Cela était arrivé il y a quelques années dans un département du Sud-Ouest. Certains gardent au plus profond de leur chair des souvenirs cuisants, même si l'administration fait peu de bruit autour de ces incidents.

Toutes ces affaires, qui traduisent plus ou moins directement les rapports difficiles de l'Etat et de l'individu, posent de graves problèmes, longs et délicats à résoudre. La peur et les réactions d'agressivité qu'elle suscite enveniment parfois les relations jusqu'au drame.

Que faire ? En 1977 avait été créée au sein de l'administration fiscale une inspection générale des services, dont la fonction était — un peu comme dans la police — de contrôler les contrôleurs. En clair, d'éviter que ceux qui ont la lourde responsabilité de vérifier les contribuables n'abusent de leur pouvoir.

Cette inspection générale des services avait été mal accueillie par les syndicats des impôts. Elle a pratiquement disparu. Ne subsiste qu'une mission d'expertise et de liaison qui n'a plus les mêmes tâches.

Cette disparition a probablement été une erreur. La meilleure façon d'améliorer les relations avec le public, n'est-elle pas d'abord de se maintenir informés dans l'exercice de ses fonctions, surtout quand celles-ci représentent le pouvoir d'Etat ? C'est vrai aussi bien pour les douanes et les impôts que pour la police. Mais c'est vrai aussi pour des entreprises publiques ou des régies, comme la SNCF ou la RATP, qui nécessairement doivent exercer des fonctions de contrôle.

ALAIN VERNHOLLES.

« M. Chirac approuve la levée de l'anonymat des fonctionnaires. » Interrogé sur la levée de l'anonymat des fonctionnaires, le 1^{er} février à Marignac (Bouche-du-Rhône), M. Chirac, président du RPR, a estimé qu'il s'agit d'une « bonne initiative ». « Cela se fait d'ailleurs dans toutes les grandes démocraties », a-t-il ajouté. Le fonctionnaire à qui l'on s'adresse sans préface, qui l'on s'adresse et il est normal que vous sachez qui il est. Je suis sûr que cela permettra d'améliorer les relations entre l'administration et les administrés. Il n'y a pas de risque de délation mais dans le cas contraire un risque d'irresponsabilité ».

M. JACQUES DELORS invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

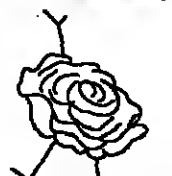
M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, ancien ministre de l'économie, des finances et du budget, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », le dimanche 3 février, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Delors répondra en direct depuis le siège de la Commission de Bruxelles aux questions de Bruno Delhomme et de Philippe Lemaire, du Monde, de Jean-Yves Halleguer et d'Olivier Mazerolle, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Balout.

Le numéro du « Monde » daté 2 février 1985 a été tiré à 455 187 exemplaires

A B C D E F G

Et en avant les salades !



Il existe des restaurants où se nourrir d'une salade à midi ne surprend personne ! Et ceci toute l'année.

MÖVENPICK Restaurants
12, boulevard de la Madeleine
75009 Paris, Tél. 01/742 47 93

صكزا من الاصل

Le Monde

Aujourd'hui

FONCTIONNAIRES

up crue

soient trop nombreuses, contribuables ou les re passant les frontières nt trop souvent les frais, et pas douteux. Mais la a qualité de ces relations grand-chose à voir avec nualisation du fonction- : meilleure preuve en est m de l'agent du fisc qu it ou vient vous contrôler u.

it moins en revanche les que courent les agents ôts dans l'exercice de ctions. Des risques qu uisent parfois à l'hôpital, longtemps. Il n'est pas nnel qu'un fonctionnaire ice se voie assailli par eine de personnes - des contribuables - de coups. Cela éti y a quelques années i département du Sud- certains gardent au plus de leur chair des souve- ants, même si l'admini- ait peu de bruit autour de lents.

is ces affaires, qui tradu- s ou moins directement orts difficiles de l'Etat et ividu, posent de graves es, longs et délicats à a. La peur et les réactions isivité qu'elle suscite ent parfois les relations i drame.

faire ? En 1977 avait été i sein de l'administration une inspection générale rices dont la fonction un peu comme dans la - de contrôler les contô- n clair, d'éviter que ceux la lourde responsabilité ifier les contribuables nt de leur pouvoir.

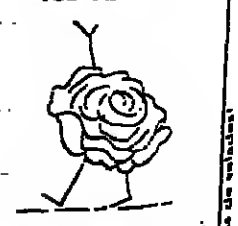
i inspection générale des i avait été mal accueillie syndicats des impôts. Elle uement disparu. Ne sub- s'une mission d'expertise lation qui n'a plus les tâches.

a disparition a probable- à une erreur. La meilleure d'améliorer les relations i public n'est-elle pas i de se montrer irrépro- chable l'exercice de ses s, surtout quand celles-d ntent le pouvoir d'Etat ? rai aussi bien pour les s et les impôts que pour a. Mais c'est vrai ausi es entreprises publiques régies, comme la SNCF ATP, qui nécessairement exerce des fonctions de a.

qualité du service rendu t finalement comme la ra façon de se faire resor- it admettre. Mais il y a s et autre chose que l'affi- d'un nom sur le revers veste ou le bord d'un

ALAIN VERNHOLES.
f. Chirac approuve la le l'anonymat des fon- res. - Interrogé sur la le l'anonymat des fon- res, le 1^{er} février à Mar- (Bouche-du-Rhône), irac, président du RPR, qu'il s'agit d'une « bonne ne ». « Cela se fait d'il- dans toutes les grandes raties, a-t-il ajouté. Le onnaire à qui l'un se sait parfaitement qu tes et il est normal que che qui il est. Je suis sûr la permettre l'amélior ations entre l'adminis- les administrés. Il n'y a risque de délation mais e cas contraire un risque onsabilité. »

Et en avant les salades!



existe des restaurants où nourrir d'une salade à di ne surprend personne ceci toute l'année.

OVENPICK
restaurants
boulevard de la République
9009 Paris, Tel. 01-7424793



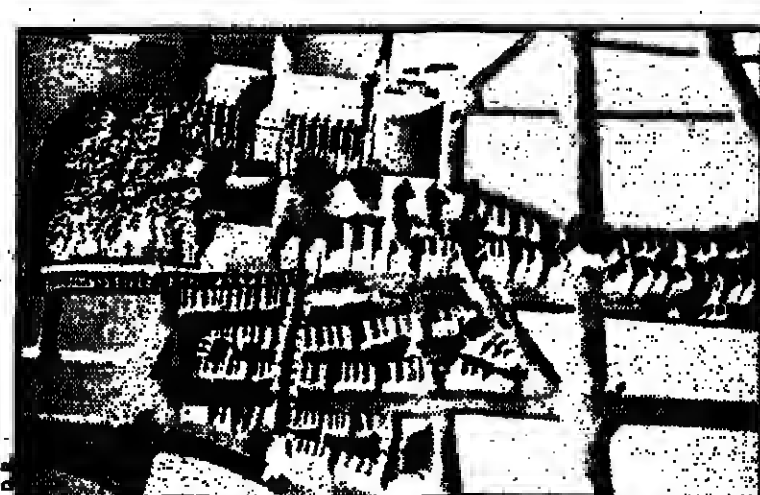
COUR DE L'ÉLYSÉE, LUNDI 24 SEPTEMBRE 1984 : LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AU VOLANT DE LA SUPERCINQ. PHOTOGRAPHIE DE GUY LE QUERRÉC DE L'AGENCE MAGNUM.

RENAULT : SORTIR DE L'ANNÉE NOIRE

On a eu, on a, on aura un jour le volant d'une Renault dans les mains. L'année 1984 n'aura pas été celle où l'on pouvait s'amuser à paraphraser le mot d'André Malraux sur le gaullisme. Durant cette année sombre, la France et les Français ont boudé la Régie : 180 000 de nos concitoyens se sont détachés de la marque, malencontreusement imités par ses clients étrangers, qui ont paru ne plus trouver aux automobiles conçues à Billancourt la qualité et le sérieux de fabrication auxquels ils étaient habitués. L'arrivée sans préavis de Georges Besse, nouveau PDG désigné par les pouvoirs publics, provoquera-t-elle l'effet de choc attendu au plus haut sommet de l'Etat pour redonner l'indispensable vigueur à une entreprise qui vient de fêter les quarante ans de sa nationalisation ? (Page III.)

PARVIS NEW-LOOK A AMIENS

Dévasté par les bombardements de la dernière guerre, maintenu largement dégagé au nom de l'urbanisme moderne, le quartier proche de la cathédrale d'Amiens va être reconstruit à l'ancienne par un architecte luxembourgeois installé à Vienne, l'un des tenants les plus écoutés du retour aux styles traditionnels. La municipalité de gauche est enthousiaste. Les Amiénois discutent autour de la maquette. La querelle du parvis — ouvert ou fermé ? — rebondit. (Page XII.)



MARCEL RIGOUT LE « DISSIDENT » (Page XIV.)



Kiosque.

Femmes en tête

LES femmes, c'est un monde. Il y a place pour le talent, voire le génie, et la médiocrité. Il y a place pour la malheur, la drame, la tragédie. Les glorieuses et les sans-grade, les stars et les chômeuses. Il y a aussi les recoins du bonheur et du sentiment. Mais, désormais, il faut compter avec toutes les formes du pouvoir qu'elles peuvent exercer.

Pouvoir de séduction, l'idée n'est pas neuve. Pouvoir domestique, c'est réglé. Pouvoir du cœur, l'affaire est entendue depuis l'aube de l'humanité. Pouvoir intellectuel, la machine est bien lancée. Pouvoir politique, c'est moins net mais ça vient. Pouvoir financier, technique, industriel, c'est à voir. Il y a quelques frémissements de ce côté-là, quelques signes avant-coureurs d'une révolution à venir. Mais n'anticipons pas.

Ce qui éclate, ce qui submerge, ce qui dérange peut-être la plus les hommes, c'est la puissance médiatique des femmes. Elles sont partout. Pas forcément aux commandes (bien des hommes tiennent les ficelles même dans le secteur prétendument féminin de la presse), mais bien à l'arrivée. Les « unes » leur sont offertes. Agaçantes ou sérieuses, la succès leur va comme un gant. Pas une gazette où une figure de femme, correspondant à un élément du mythe féminin soigneusement entretenu, ne soit présente. En force parfois, en beauté toujours.

Commentons par la beauté. Foin de l'hyppocrisie ou du puritanisme. Miss France 85, Isabelle Chaudieu, dix-huit ans, est belle. Elle est en couverture de *Lui*, mais, naturellement, il n'y a qu'en couverture qu'elle est habillée. A consulter les documents colorés attestant une anatomie irréprochable et fidèle aux canons de la beauté moderne, on comprend que les yeux des membres du jury de Miss France 85 aient été attirés par elle. Elle est belle, mais nous vivons simplement un mauvais passage de la civilisation, et il faut rendre aux jeunes le droit à ce romantisme qui fait partie de l'histoire des hommes : Botticelli, Chopin, Strauss et les troubadours... Et puis il faudra bien revenir aux valeurs fondamentales, si l'on veut que le monde tiensse debout : la stabilité du mariage et la responsabilité parentale. Mais rien n'est possible de tout cela sans amour.

Ce qu'on sait, c'est qu'à peine feuilleté le dernier numéro de *Lui*, les membres du jury ont décidé de la chasser de son trône si récent et de promouvoir sa dauphine. Reine d'un jour, ou presque. Triste destin ? Rien n'est moins sûr. *Lui* la savait bien qu'elle aurait des amis : Isabelle risque d'avoir des problèmes pour sa couronne mais qu'importe : producteurs et metteurs en scène vont sûrement craquer très vite. La royauté n'aurait donc été qu'une étape dans cette carrière ?

Des princesses et des reines, nous imaginons n'en manque pas et l'Europe en raffole. Janvier s'achève, février s'annonce, et, pour un peu, au milieu des soucis du temps, nous aurons oublié l'événement fabuleux, féérique, principal : l'anniversaire de Stéphanie. Fort heureusement *Paris-Match*, le magazine qui traque l'essentiel, a remis les pendules à l'heure et consacre sa première page à Stéphanie de Monaco : « Cette semaine elle a vingt ans. » Son anniversaire donc et huit pleines pages en guise de cadeau !

Mais c'est un cadeau empoisonné car, nous révèle-t-on, si Stéphanie a « vingt ans, l'âge du bonheur », elle « affiche un étrange mal de vivre ». La cadette des Grimaldi ne tourne pas rond. Le diagnostic est posé : « La petite princesse est dans les griffes de très vilains démons. » Les signes ne manquent pas. Examen clinique : « Depuis quelques années, l'adolescente clean et sportive, toujours vêtue de jeans et baskets et dont on pensait qu'elle suivait bien gentiment ses cours de stylisme pour devenir couturière de la nuit savourer sa tinsane de camouille en attendant de se marier en grande pompe et en Eurovision, cette

jeune fille s'est transformée en une véritable ouragan. Ses gardes du corps sont harassés (...) N'est-elle qu'une pauvre petite fille riche qui se condamne elle-même à une existence erratique ? (...) Tape-à-cœur et mélancolique à la fois, Stéphanie et ses petits regards aux aguets dissimulant à coup sûr une fêlure. » C'est ce qu'on pourrait appeler de la psychanalyse à la rotative.

Evidemment quand *Paris-Match* écrit que le mieux serait, pour elle, de rencontrer le prince charmant qui l'arracherait à ses démons, on ne peut qu'approuver. Quelles jeunes filles modernes résisteraient à ce traitement des plus traditionnels qu'est l'amour romantique et chevaleresque ? Le procédé a fait ses preuves. Dans les romans de Barbara Cartland, il n'est question que de cela : de jeunes femmes éperdues de tristesse et de spleen qu'un hasard merveilleux met dans les mains salvatrices d'un homme riche, à l'amour vrai.

Mélie Grégoire, spécialiste incontestée des affaires de cœur, vient de rencontrer Barbara Cartland et raconte, dans *France-Soir Magazine*, sa visite fabuleuse, au sens exact du mot. C'était « au cœur de la campagne anglaise, dans un château de conte de fées, au milieu de statues ennéigées ». Là règne M^{me} Cartland, auteur de trois cent cinquante romans qui racontent toujours la même histoire d'amour et sont vendus chacun à trois millions d'exemplaires. Mélie Grégoire est éperdue d'admiration et de tendresse : « La dame que nous allons voir a quatre-vingt-trois ans. Elle est la best-seller de toute la littérature mondiale. » Eau de rose et sentiments, eau tiède et pacotille ? Non pas : Barbara Cartland, c'est l'amour fait littérature, c'est la papasse du sentiment, l'idolâtre du mariage, l'apôtre de la pureté. « Nous ne sommes pas des bêtes, dit-elle, on voudrait aujourd'hui nous le faire croire. Mais nous vivons simplement un mauvais passage de la civilisation, et il faut rendre aux jeunes le droit à ce romantisme qui fait partie de l'histoire des hommes : Botticelli, Chopin, Strauss et les troubadours... Et puis il faudra bien revenir aux valeurs fondamentales, si l'on veut que le monde tiensse debout : la stabilité du mariage et la responsabilité parentale. Mais rien n'est possible de tout cela sans amour. »

Ainsi va l'amour. Mélie Grégoire raconte : « Chaque matin quand Barbara Cartland a lu six quotidiens et son énorme courrier, quand elle a aperçu son jardin sous sa cape de renard blanc pour promener ses chiens en pensant au roman en cours, elle défonce seule puis s'étend dans le salon turquois sur le canapé, sa secrétaire invisible assise derrière elle, comme le psychanalyste ! Elle ferme les yeux, se tait et libère son inconscient. Elle lui commande de parler. Il parle et elle dicte douze feuillets chaque jour, sans aucun plan, librement : deux livres par mois, vingt-deux livres par an, plus fort que Simonon ! » D'après nos calculs, quand M^{me} Cartland aura cent ans, elle aura écrit, si son rythme ne faiblit pas, sept cent trente-huit fois le même roman.

Pourtant s'arrêterait-elle ? Notre Simone Signoret nationale, dont le premier roman « part » très fort (dans la presse et les librairies) n'égale jamais, en quantité du moins, l'interminable fontaine du Harfordshire. Mais peut-être l'auteur d'*Adieu Volodine* ambitionne-t-elle d'abord de figurer au palmarès des libraires qui publient *l'Express* et le *Nouvel Observateur*. Les deux journaux sont d'accord. Catégorie romans, en tête, une femme : Marguerite Duras (*l'Amant*). Catégorie essais et documents, en tête, une femme : Catherine Nay (*le Noir et le Rouge*). Preuve supplémentaire que les femmes sont au premier rang de nos admirations.

BRUNO FRAPPAT.

La BD, contradictoire et vivante

Le débat sur la BD lancé en page 11 du *Monde* daté 27-28 janvier est intéressant, mais autant par les problèmes qu'il soulève que par les questions qu'il omet de poser.

« Seizième bulles » est un titre qui se veut « choc ». Mais enfin, faut-il vraiment s'étonner que la BD connaisse les mêmes problèmes — économiques, avec la concentration des éditeurs, ou moraux, avec l'apparition de BD « pornos » — que tous les autres modes d'expression culturels ? Les années 50 pour le livre — a-t-on oublié les poursuites intentées contre J.-J. Pauvert ou Maurice Girodias, pour outrage aux mœurs ? — les années 60 et 70 pour le film — il faudra attendre le gouvernement Mauroy pour que la censure d'Etat disparaisse en matière de pornographie, — ont vu apparaître les mêmes interrogations, les mêmes protestations.

La BD est une forme d'expression majeure et, de ce fait, ne saurait être (si elle l'a jamais été), « homogène ». Mais qui nous a fait croire à cette prétendue homogénéité, que critique légitimement Bruno Lécigne ? Moins les auteurs que certains amateurs promus par eux-mêmes au rang de défenseurs attitrés. N'avons-nous pas connu le même phénomène pour la science-fiction, le western ou le film noir ?

Le Salon d'Angoulême montre à tous l'extraordinaire diversité des réalisations : pourquoi s'étonner qu'il y ait, là comme ailleurs, à boire et à manger, à prendre et à laisser ? Et au nom de quels critères vouloir moraliser, c'est-à-dire, car l'engagement est impossible à éviter, normaliser ? (Le cas de *Suzette*, mode d'emploi, comme celui, plus ancien, d'*Eden*, *Eden*, devraient rap-

peler que la demande de censure ne faiblit jamais.)

Bruno Lécigne me semble plus fondé à poser, à propos de la BD, les problèmes de la presse et du livre. L'exemple américain, où les « comic strips » des journaux rendent les albums quasi invendables, rappelle que « la grande consommation », c'est d'abord la presse qui y satisfait. N'y a-t-il pas là un fait à prendre en compte ?

Un mot encore sur le rôle de la critique. A cet égard, je suppose que les remarques de Bruno Lécigne ont aussi valeur... d'autocritique. Aucun créateur ne saurait être à l'abri de la critique. Mais encore faudrait-il que la critique professionnelle existe, et rende, aux auteurs et aux lecteurs, le service qu'ils attendent d'elle. Le cas de la production littéraire destinée à la jeunesse, comme celui de la BD, est là pour clamer cette nécessité... et notre frustration.

Les lecteurs prennent leur responsabilité en lisant ou en ne lisant pas. Aux auteurs et aux éditeurs de prendre les leurs en écrivant, en publiant. Après tout, Gallimard, Albin Michel ou Belfond ne publient pas n'importe quoi — et qui voudrait interdire à X ou Y de faire un choix différent ?

C'est à nous tous, auteurs, éditeurs et lecteurs, qu'il appartient non pas de donner à la BD ses « lettres de noblesse » (elle n'en a jamais eu besoin), mais de respecter son image véritable de création artistique, diverse, pluraliste, contradictoire, donc vivante.

JEAN GATTEGNO
(directeur du livre
et de la lecture
au ministère de la culture).

Darlan « exécuté »

L'historien réputé qu'est M. Henri Michel publie, dans votre numéro daté 27-28 janvier 1985 sous le titre « Churchill, Roosevelt et la France », un très intéressant article qui, effectivement, a le mérite de démontrer que le président Roosevelt ignorait tout des réalités françaises, quant à la France libre, au général de Gaulle et à la Résistance, intérieure ou extérieure, au régime instauré par Pétain à Vichy, avec la complicité de Pierre Laval.

Le seul point sur lequel je suis en désaccord absolu avec M. Henri Michel porte sur l'amiral Darlan... Il est écrit en troisième colonne de l'article en cause que « Darlan est assassiné à Alger... »

L'amiral Darlan n'a absolument pas été assassiné par Fernand Bonnier de la Chapelle, le 26 décembre 1942... Il a été exécuté, comme il le méritait à mes yeux de gaulliste « historien » et de résistant puis déporté résistant au camp de Meuthausen.

Darlan avait été un partisan échauffé de la collaboration avec l'Allemagne hitlérienne, il avait livré et donné l'ordre de livrer des armes françaises, appartenant à l'armée française, aux troupes allemandes, à Damas (Syrie), lesquelles les ont remises aux rebelles irakiens qui luttaient contre les Anglais et ce afin d'aider les troupes hitlériennes ayant comme but final le canal de Suez, via la Tripolitaine... où Rommel remportait un certain succès.

Le grand rêve secret de Darlan aura été de devenir le « patron » des flottes françaises restées fidèles à Vichy et de la Kriegsmarine de Hitler, ce dont ce dernier n'aurait jamais voulu entendre parler tant il méprisait les gens de Vichy, à l'exception de quelques ultras du genre Benoist-Méchin et autres pro-hitlériens notoires que nous ne citerons pas ici.

Darlan a bien été exécuté et cela est écrit littéralement, par le général de Gaulle dans sa lettre datée de Londres, le 29 décembre 1942, sous forme d'un télégramme adressé à la délégation de la France combattante à Beyrouth, au gouverneur général Eboché et au général Leclerc, à Brazzaville... Voir tome IV des *Lettres, Notes et Carnets* du général de Gaulle, page 476.

Que, plus tard, dans les années 60, le général de Gaulle ait donné l'ordre de faire transporter la dépouille de l'ex-amiral d'Alger au cimetière de Mers-el-Kébir, à bord d'un navire de guerre, n'enlève rien aux jugements rendus par l'histoire... car si nous n'y prenions point garde, celle-ci prendrait une tournure de plus en plus favorable aux gens de Vichy et, pourquoi pas, à ceux des Français qui, au-delà d'un pétainisme à la rigueur compréhensible, tout au moins jusqu'en 1943... ont franchi les limites, devenant les alliés purs et simples du régime hitlérien... Nous en avons la preuve avec l'actuelle parution du premier tome de l'ouvrage du défunt Benoist-Méchin, lequel, post mortem, s'affirme encore pour l'Allemagne hitlérienne...

ALBERT LEFEBVRE
(Nice).

Raconter les maquis

Dans son article intitulé « Les maquis au-delà de la légende » paru dans le *Monde Aujourd'hui* daté 30-31 décembre 1984, M. Henri Michel a omis de citer le premier article traitant du phénomène des maquis dans son ensemble. J'ai moi-même rédigé cet article à la demande de M. Michel, et il est paru dans le numéro 1 de la *Revue de la deuxième guerre mondiale* en novembre 1950. L'omission est ainsi réparée.

MARIE GRANET
(Sceaux).

Boîte aux lettres italienne installée sur le réseau des tramways (1950).

Graphisme : quelques lettres de plus.

Le dossier intitulé « Graphisme et typographie » que nous avons publié dans le *Monde Aujourd'hui* daté 20-21 janvier 1985 nous a valu un abondant courrier venu souvent de lecteurs avertis.

Mme Linda Spence, responsable des éditions *Les Incunables*, nous a ainsi adressé un impressionnant dossier : « Notre société, écrit-elle, a pour ambition de reproduire, le plus possible à l'identique, le premier de tous les livres, la célèbre bible à 42 lignes imprimée entre 1452 et 1456 à Mayence par Gutenberg. »

Pour cela, nous avons décidé de la réimprimer en véritable typographie, dans les mêmes caractères que ceux utilisés par Gutenberg, procédé hélas pratiquement abandonné. Notre technique nous permet même de pouvoir retrouver la main et le style des différents ouvriers typographes ayant travaillé sur ce chef-d'œuvre dans l'atelier de Gutenberg.

Notre entreprise exultante n'a, à ce jour, reçu l'assistance et l'aide d'aucun ministère ou autorité de tutelle, malgré son intérêt certain et l'enthousiasme de ses animateurs.

Les lecteurs intéressés par cette entreprise peuvent s'adresser à Mme Spence en écrivant à l'adresse suivante : éditions *Les Incunables*, 13 et 15, place des Vosges, 75004 Paris (tél. : 274-57-14).

Madame Danièle Estivals, responsable de la Société de bibliophilie et de schématisation (association loi 1901), nous signale pour sa part l'existence d'une revue intitulée *Schéma et schématisation*, publiée par cette société. Elle a pour but de défendre et de promouvoir la bibliologie ou science de l'écrit. Sachez aussi qu'un colloque sur l'enseignement des métiers du livre s'est tenu en février 1984 au Centre Georges-Pompidou. Les actes de ce colloque ont été édités sous le titre *Le livre en France* et on peut l'obtenir en écrivant à l'adresse suivante : Société de bibliologie et de schématisation, Tour Rubie, 36, avenue d'Italie, 75644 Paris cedex 13 (tél. : 581-03-41).

M. Roland Bachmann, rédacteur en chef de la revue *Aménagement* et nature, après s'être plaint de la pauvreté — dont il pâtit — des caractères disponibles pour confectionner sa revue, nous conte l'histoire suivante, extraite d'un livre qu'il a lui-même écrit pour les éditions *Fleurbaey* et intitulé « Des arbres et des hommes — la forêt au Moyen Âge » (novembre 1984) : « En allemand, le mot *Buch* (livre), *Buche* (hêtre), *Buschbaum* (buis), en anglais les mots *book* (livre), *bush* (buis), etc., ont la même racine que les mots *bois*, *bosquets*, *buis*, *bûche*, etc... bouquin en français, venus de *boscus* (bois en latin). En irlandais et en gaélique, la même racine désigne arbre et lettre. »

Les lettres de l'alphabet s'appellent, en allemand, *Buchstabe*, ce qui signifie baquette de hêtre (ou de buis), de même qu'en scandinave *bokstafur* qui a le même sens. C'est que le grain fin et sans nœud de ces deux essences se prête à l'incision : dans nos forêts, les amoureux en témoignent sur l'écorce lisse des hêtres. Ces graphismes nous rappellent que la griffe pratiquée sur les arbres, la grevure, le graffiti, même la grammaire et l'orthographe, sont des mots d'origine commune et même très proches parents, qui évoquent les primitives incisions sur le bois des débuts de l'écriture ; la comme pour la construction, l'argile séchée ou cuite et la pierre ont été les substituts du bois lorsqu'il faisait défaut. C'est sur ces matériaux qu'on gravait ce que les latins appelaient des caractères.

M. Narciso Arié, directeur d'assurances retraité, s'enthousiasme : « Ni complément ni rectification, encore moins de critiques à ce dossier très original. Simplement un grain de piment qui pourrait contribuer à en relever le piquant. Au fait : en 1938 — c'est lointain, — j'ai entendu une conférence du rédacteur en chef du journal londonien *The Times* sur la Royal Gallery. Il signalait qu'un des pièces les plus importantes et les plus appréciées de ce riche musée était une plaque de marbre, très simple, d'environ 60 x 40 centimètres, dans laquelle étaient toutes les lettres d'impression de notre alphabet, dans leur dessin et relations exactes, orthodoxes. »

C'est apparemment très rare de voir une lettre de l'alphabet régulièrement construite, je veux dire écrite. Nous les imprimons et surtout les écrivons d'une forme plus ou moins lisible, rarement exactes, surtout depuis que la calligraphie a cessé de figurer aux programmes de l'enseignement primaire. Ah ! ces Anglais, incorrigiblement originaux : à l'avant-garde du progrès, parmi les premiers à introduire l'ordinateur à l'école, mais gardiens intrinsèques et respectueux des conquêtes du passé. »

Moins d'enthousiasme de M. de Kerguel, directeur du marketing de *Latraset-France*, qui n'a, curieusement, pas apprécié que nous insistions sur le succès de sa marque au point d'indiquer que *Latraset* était presque devenu un nom commun. Il nous a fait parvenir la mise au point suivante : « Nous voudrions vous signaler que la notoriété que vous révélez quant à la marque *Latraset* ne lui a en aucun cas fait acquiescer en France la caractéristique générique que vous lui attribuez. La société *Latraset* attire l'attention des lecteurs du *Monde* sur le fait que le dénominateur *Latraset* n'est pas un nom commun mais une marque dûment enregistrée à l'INPI sous le n° 1042275, renouvellement d'un premier dépôt opéré le 14 juin 1983. »

صكدا من الاصل

Renault

La revanche clefs en main

Bernard Hanon a connu le pire. Une chance pour Georges Besse ?

DANS « le plus grand théâtre de France », qu'est Renault, si l'on en croit son ancien PDG, M. Pierre Dreyfus, le remplacement de M. Bernard Hanon par M. Georges Besse a joué comme un véritable traumatisme.

Il y a certes la méthode. Non seulement à Matignon — au plus haut niveau — on a trouvé normal d'en informer un journaliste avant de prévenir l'intéressé alors à New-York, mais les dirigeants de la CGT l'ont appris eux aussi le vendredi après-midi, soit une quinzaine d'heures avant M. Hanon. Courage et courtoisie des princes qui gouvernent.

Au-delà de l'anecdote — et de la traduction que le premier ministre a cru bon de faire de la volonté présidentielle télévisée, — il faut s'interroger sur la signification de ce geste. Surtout lorsqu'on se rappelle que le patron de Renault avait été confirmé dans son poste en mai 1984, précisément par M. Fabius.

Victime expiatoire du mythe Renault, M. Bernard Hanon n'est pas complètement innocent. Même s'il paye un lourd tribut à la campagne électorale débutante et la tâche indélébile que fait cet océan de pertes dans le glorieux bilan des entreprises nationalisées.

Il est aussi victime d'événements importants survenus l'année passée à la Régie. Et d'abord de l'effondrement des ventes de Renault. Sur le marché intérieur (42 % du volume d'automobiles), alors que les immatriculations de voitures neuves baissaient de 12,9 %, celles de Renault chutaient de 23 %. C'est dire que, par rapport à 1983, cent quatre-vingt mille Français se sont détachés de la marque.

Fait aggravant, ce n'est pas un cas isolé. En Espagne, le second marché de la Régie, la part de Renault est tombée de 32 % à 29 % et les ventes y ont chuté de 14 %. En Italie, où les Italiens ont recommencé à acheter davantage de voitures (+ 3,6 %), Renault a vu le nombre de ses clients fléchir (- 9,4 %). Et le scénario n'est guère différent en Allemagne fédérale, avec une régression (- 4,7 %) quatre fois plus forte que celle du marché. Ainsi, la « forteresse » de Billancourt, aura-t-elle « perdu » deux cent vingt-six mille automobiles en Europe, en 1984. Elle pourrait donc produire mille cinq cents véhicules par jour de plus, car elle n'utilise ses capacités de production qu'à 70 %. Aucune industrie ne peut être rentable dans ces conditions.

Les chiffres, dans leur sécheresse, ne disent cependant pas le pourquoi des choses. Comment expliquer un déclin aussi brusque d'une marque qui était encore leader en Europe il y a treize mois ?

Quai du Point-du-Jour, au siège de la société, on préfère incriminer les autres. La forte poussée des « étrangers » sur le marché national — leur part est passée en un an de 32,7 % à 35,9 % — aurait été provoquée par un net avantage de leurs coûts, grâce notamment à un mark « avantageux » par rapport au franc.

Le succès exceptionnel de la 205 Peugeot, qui caracolait désormais en tête des ventes, est un autre argument avancé. Mais toute définition par les autres renvoie à soi-même.



Les chiffres, dans leur sécheresse, ne disent pas le pourquoi des choses. Comment expliquer un déclin aussi brusque d'une marque qui était encore leader en Europe il y a treize mois ?

La qualité, par exemple, laisse à désirer. Qui ne se souvient de ce ministre du commerce extérieur affirmant que les voitures françaises se vendraient mieux si elles ne roulaient pas ? Une étude réalisée pour la Régie des niveaux de qualité de treize marques différentes place Renault en queue de peloton, un peu devant Fiat et British Leyland, mais loin derrière Mercedes, les japonaises, Audi, General Motors, Volvo, Volkswagen et Ford. Si l'on considère la livraison des véhicules, il y a environ 2 500 défauts pour 1 000 véhicules, soit en moyenne 2,5 défauts par voiture livrée ; quant aux défauts qui apparaissent pendant la garantie, Renault est très proche de 3 000 défauts pour 1 000 véhicules, soit trois défauts à corriger sur chaque automobile pendant les 10 000 premiers kilomètres d'utilisation de la voiture. Et autant de nécessité pour le client de se rendre dans un garage pour ces opérations.

Un autre critère de qualité est tout aussi parlant, c'est celui du temps passé aux retouches en fin de chaîne. Or il est à Billancourt, de l'ordre de 13 % du temps de fabrication. Rien d'étonnant alors à ce que les vices de qualité représentent près de 2 % du chiffre d'affaires, soit quelque 2 milliards de francs dans l'automobile ; et que l'on se prenne à rêver sur les bords de la Seine du « zéro défaut » des constructeurs japonais.

Le problème de gamme est tout aussi majeur et plus déterminant sans doute dans l'effondrement de la marque. La R-9 tuée par une R-11 sortie trop tôt, la R-18 en chute libre depuis qu'a été lancée une R-25 dont les prix, de 70 000 F à 140 000 F environ, constituent une gaminie en soi. Et puis, comble de tout, la Super-5 dont le lancement est des plus décevants. « Adieu monde cruel ». Les programmeurs des nouveaux modèles

ne doivent pas être très fiers d'eux. M. Lamirault directeur commercial de la Régie jusqu'en juin 1984, n'est d'ailleurs pas particulièrement aimable sur la promotion d'une voiture qu'on aurait dû « appeler Renault-7 » et qui est arrivée un an trop tard, laissant trop longtemps le champ libre à la 205 et à la Fiat Uno. Car, depuis son apparition, sa progression est constante : 5,4 % du marché en novembre, 6,9 % en novembre, 7,7 % en décembre, 9 % en janvier. D'autres s'en contenteraient.

Le troisième incident de parcours, pour M. Bernard Hanon, c'est le refus de son plan social par les syndicats. Pourtant, lorsqu'il le présente en octobre, tout le monde — ou presque — se réjouit. Le modèle Renault — mûrissant à l'avant-garde avec les percées sociales de la troisième puis de la quatrième semaine de congés payés — n'est-il pas plus séduisant que les rudes méthodes de M. Calvet, président de Peugeot ? Le contrat de productivité prévoyait une suppression d'emplois sans licenciement à la condition que les salariés acceptent toutes les mobilités (d'horaires, de lieux de travail, etc.). Sans doute certains y verraient-ils un moyen coûteux de gagner du temps (les sureffectifs, pour la seule année 1985, étant évalués à douze mille personnes) et d'appliquer fidèlement les ordres gouvernementaux : « Pas

de vague chez Renault ». Mais cette politique du président de la Régie correspond à sa philosophie : « Lorsqu'on doit s'adapter ou disparaître, c'est quand même une forte incitation à l'adaptation », aimait-il répéter. Las, la CFDT jugeait « les avancées sociales insuffisantes » et la CGT trouvait « insuffisantes les garnitures industrielles ». Les deux syndicats, qui représentent 68,8 % des salariés, refusèrent de signer en décembre.

Pour la CGT, l'acte était surtout politique. Une politique qui n'a jamais cessé d'être présentée à la Régie et dans ses psychodrames. Au PS, ne répétait-on pas depuis des mois que le RPR était en train de mettre la main sur Renault pour mieux préparer la dénationalisation ? N'entend-on pas dire que la CGT a réclamé à M. Cresson la tête de M. Praderie, le directeur des affaires sociales ?

Ces propos trouvent leurs racines dans la valse des barons depuis six mois : départ de M. Lamirault, le directeur commercial ; nomination à la présidence d'Air Inter de M. Eelsen, principal opposant à M. Hanon et proche du Parti socialiste ; départ provoqué de M. Claude Weets, directeur des affaires internationales hors l'Europe, pour avoir exprimé son désaccord sur la stratégie menée dans une réunion de cadres et avoir alors

obtenu un franc succès ; retrait de M. Doubin, le secrétaire général de la Régie, devenu président des Radicaux de gauche ; remplacement de M. Tiberghien, directeur délégué à l'automobile, par M. Pierre Sémérina, pourtant engagé à la tête de RVI dans la restructuration difficile d'un secteur camions, véritable danseuse de luxe, qui coûte bon an mal an 2,5 milliards de francs à Renault. Autant de changements dans l'état-major, ces six derniers mois, qui, selon M. Lamirault, ont créé « une espèce de coagulation ». Mais que va donc faire M. Besse dans cette galère qui a perdu — on aurait dû l'annoncer le 22 janvier — environ 9 milliards de francs en 1984 ?

Contrairement aux apparences, après une année noire, le redressement pourrait être plus vif que prévu. D'autant que l'ancien président de Pechiney sera sans doute tenté de charger la barque de 1984 (comme il l'avait fait en 1982 en arrivant dans le groupe aluminium) et de prouver notamment les mesures sociales de 1985 (plus de 1 milliard de francs).

L'arrivée de la remplaçante de la R-18 (la R-19) d'ici un an va contribuer à un rajeunissement de la gamme, dont l'âge moyen des modèles sera passé de cinq ans en 1982 à deux ans et huit mois en 1987. Quant au lancement de la Super-5 à cinq portes, il devrait consacrer la remontée de la 5 en parts de marché.

Restent deux inconnues : le social et le pari américain. Préretraites et aide au retour connaissent un succès sans précédent : 8 300 salariés quitteront donc l'entreprise volontairement en 1985. Sauf redressement spectaculaire du marché français, et du rôle de Renault sur celui-ci, cela ne sera pas suffisant ; mais la mise en formation de quelques milliers de salariés et un recours accru à la mobilité devraient permettre à la Régie

de regagner des points de productivité. Sans licenciement. D'ailleurs, contrairement à sa réputation, M. Besse a restructuré Pechiney sans licenciements secs.

Quelle sera l'attitude de la CGT dans ce qui apparaît comme l'un de ses derniers bastions (n'a-t-elle pas renforcé récemment sa position lors des élections des délégués du personnel) ? C'est une interrogation d'autant plus forte que nombreux sont les responsables gouvernementaux qui souhaitent qu'un en finisse avec « une espèce de coagulation chez Renault ». Voilà qui rend peu vraisemblable l'idée, soutenue par certains, selon laquelle la CGT aurait accepté le départ de M. Hanon contre un désinvestissement aux Etats-Unis où la Régie, actionnaire principal de American Motors et du constructeur de camions MACK, est largement engagée.

M. Besse, qui a prouvé chez Pechiney qu'il était très international (même s'il s'est retiré des Etats-Unis), pourrait cependant avoir l'envie, pour améliorer rapidement son bilan, de vendre MACK ou AMC, mais cela aurait des répercussions industrielles importantes en France. Ne céderait-il pas bien plus volontiers — s'il ne s'agissait de priorités nationales — le poids lourd et le mécanisme agricole ?

Mais le maintien d'investissements à un niveau élevé malgré les difficultés (on a même vendu terrains et bâtiments des usines en « leaseback » pour avoir de l'argent frais), la volonté de revanche du réseau commercial, sont des atouts dont devrait profiter M. Besse et qui pourraient permettre un retour à l'équilibre financier dès 1986. Pour peu que le marché français se redresse. Ne dit-on pas que le nouveau patron de la Régie, en plus de ses nombreuses qualités, a de la chance ?

BRUNO DETHOMAS.

Le palmarès des modèles « millionnaires » (au 30 novembre 1984)

Renault 4 (lancée en 1981)	5 531 715 (1)
Renault 5 (1972)	5 294 838
Renault 12 (1989)	2 858 979 (2)
Dauphine (1956-1971)	2 120 220
Renault 16 (1986-1990)	1 884 459
Renault 9 (1981)	1 359 196
Renault 9 (1982-1976)	1 329 372
4 CV (1946-1981)	1 106 543

(1) Il s'agit des statistiques de Berlin. La 4 L, sous sa version camionnette a été vendue à près de 1,5 million d'unités.
(2) La Renault 12 Break, non comptabilisée ici, a été vendue à 650 131 exemplaires.

Renault

Louis, patron absolu

A vingt ans, il voulait déjà construire des « voitures automobiles ».



L. Renault en 1937.

Il a tellement fouillé les archives de la maison, tellement écouté les plus anciens qui lui égrenent des souvenirs qui riment toujours avec l'île Seguin et Billancourt, tant rassemblé — avec la patience obstinée d'un archéologue de la mécanique — de croquis, de photos jaunies et de pièces parfois enfouies dans le cambouis d'un atelier désaffecté, qu'il est devenu, sa modestie dut-elle en souffrir, la « Mémoire », avec un grand M, de Renault.

A soixante-cinq ans, Gilbert Hatry a passé trente-sept années de sa vie chez Renault, débutant en 1947 au « service des statistiques du personnel », pour finir dans le fauteuil tournant et pivotant de chef du service du personnel. Il raconte comment son « penchant de toujours pour l'histoire en général » s'est changé, voici une bonne vingtaine d'années, en passion pour l'histoire de la firme. « Mais je suis autodidacte en la matière, vous savez, j'ai mis au point ma méthode à moi, mes « petites fiches », ma façon de procéder... » Dans les années 70, il en sait pourtant déjà assez long pour faire paraître le premier numéro d'une revue semestrielle au titre sans ambiguïté : *De Renault frères constructeurs d'automobiles à Renault régie nationale*, qui reste depuis lors le *Bulletin de la section d'histoire des usines Renault*. Le lien vivant, ininterrompu (la dernière livraison date de décembre dernier), entre la Voiturette signée Louis Renault dès 1899 — un drôle d'engin roulant, mais déjà révolutionnaire pour être doté d'une prise directe et d'une transmission par cardans — et les grosses R 30 grises, patinées à la peau de ebanois, qui

virevoltent sans bruit dans la cour de l'Élysée.

Car tout a commencé un peu avant ce siècle. En 1898, lorsque le jeune Louis Renault, qui vient de fêter ses vingt et un ans, déclare tout de go à son père, Alfred, un riche fabricant parisien de boutons, qu'il veut construire des « voitures automobiles », comme on disait au temps où les « vraies » voitures ne connaissaient que les « moteurs » croqueurs d'avoine. L'aplomb du jeune homme, que les études ont toujours rebuté — ses mains sont faites pour jongler avec la clé anglaise, le pied à coulisse ou le marteau à river, pas pour les porte-plume — surprend le père.

Pourtant, Louis s'est déjà fait une belle réputation en déposant un brevet portant sur « un mécanisme de transmission et de changement de vitesse », après avoir passé le plus clair de son adolescence à disséquer tout ce qui ressemble à un moteur, à tout apprendre de ce qui concerne la mécanique. Mieux, il a travaillé chez Delaunay-Belleville, après avoir rencontré Léon Serpollet, dont le tricycle à vapeur — chauffé au coke, s'il vous plaît ! — a ébahi les badands de Panama, serait-ce en mouchant parfois, peut-être, la redingote des trop curieux... Après avoir longuement hésité, Alfred Renault va finir par céder : un acte notarié crée, à compter du 1^{er} octobre 1898 et pour dix ans, la société Renault frères. Mais, comme le note Gilbert Hatry dans le maître-livre qu'il a consacré, en 1981, à l'histoire de Louis Renault (1), « dans cet acte il n'est nullement question de Louis Renault. Les deux aînés [ses frères,



Louis Renault au volant de la « Voiturette » en 1899.

Fernand et Marcel] ont voulu, conformément aux traditions familiales, écarter de toute responsabilité un jeune frère qui n'a pas encore fait ses preuves ».

Ses preuves, Louis n'attendait que cela pour les faire. « Cela », c'est le premier atelier, bâti au fond du parc de la maison « de campagne » de Billancourt, où la famille vient jouer au croquet dès les premiers jours du printemps, les touts, les établis, la planche à dessin, et cent projets « explosifs » dont l'audace fait frémir

piétons, éavaliers et bicyclistes : Paris n'est pas encore accoutumé aux pétarades des quelques excentriques qui « dévalent » l'avenue du Bois à 35 kilomètres à l'heure, enfouis dans des peaux de bique, le regard caché par d'énormes lunettes...

Dès 1902, un moteur Renault est fabriqué en petite série, tandis que depuis deux ans, déjà, la compétition automobile ne cesse de ramener simples curieux, sceptiques, convaincus de la première

heure. Paris-Toulouse-Paris, gagné par Marcel ; au tour de Louis, maintenant, qui franchit en vainqueur — ce siècle avait un an ! — la ligne d'arrivée du Paris-Berlin ; en 1902, Marcel signe une arrivée triomphale à Vienne (Autriche). Le premier drapeau porte la date de mai 1903, quand Madrid dont Louis a pris la tête dès la première étape. La presse s'en prend au gouvernement « qui a autorisé une épreuve aussi sanglante » et porte donc « la responsabilité de la mort de Marcel Renault et de quatre autres coureurs ou spectateurs ».

1906 : les premiers camions conçus, usinés et assemblés à Billancourt ébranlent le pavé de la capitale. L'année d'avant, la compagnie des cochers devenus chauffeurs de voitures de place a présenté, en vain, aux quelques constructeurs automobiles existant un cahier des charges portant sur la fabrication en série des taxis dont ils sentent la nécessité. Tous refusent le projet leur semble insensé. Tous, sauf Renault qui va construire par centaines —

entre Paris, on en verra jusqu'à Londres, Rome et Berlin — les véhicules qu'immatriculera une dizaine d'années plus tard la bataille de la Marne. « Louis Renault a manqué là », commente Gilbert Hatry, l'affaire du siècle : s'il avait fait de ce taxi un modèle unique, la « voiture de tous », il aurait fait une réussite probablement aussi fantastique — toutes proportions de marché gardées — que celle de Ford avec sa fameuse modèle T... »

Quand le tocsin se met à sonner au clocher de toutes les églises de France, en août 1914, la destinée de Renault va prendre un autre tour. Louis met au point la fabrication par décolletage des obus, et sa production va remplir sans discontinuer les caissons de l'artillerie jusqu'à novembre 1918.

En juillet 1916, Louis Renault présente à l'état-major français pas moins de dix projets relatifs à des chars d'assaut — des « tanks », comme on dit alors. Il sait si bien convaincre qu'on lui commande en janvier 1917, cent

exemplaires du « char mitrailleur » léger qu'il a conçu, ce FT 17 qui va s'illustrer sur tous les fronts, et sera construit par milliers d'exemplaires au cours des mois suivants.

La guerre finie, les usines Renault ne cessent plus de s'agrandir toujours et encore, en dépit des conflits que l'envahissement de Billancourt par Renault ne manque pas de susciter, conflits que la presse met un malin plaisir — ou une hargne plus que féroce — à entretenir sans se laisser jamais. En 1929, l'île Seguin est investie. Oubliés la guerre et l'armement, il faut maintenant se remettre à construire pour la paix. L'époque est toute proche où Valéry Larbaud traverse le pays d'Allen au volant d'« une longue chose toute bleu d'azur et aluminium argenté », « une machine longue, fine, tranquillement puissante », où Paul Morand, fou de vitesse, fait couper ses roadsters huit cylindres sur mesures comme ses costumes de flanelle anglaise, chez les plus grands tailleurs...

Quand surviendra l'autre guerre, Louis Renault est à la tête d'un empire sur quoi il règne en monarque absolu, partageant ses temps de loisir entre son château des îles Chausey, « l'Escapopar », la villa, moderne, style de la presqu'île de Gien, le domaine d'Herqueville, dans l'Eure, où il invite à ses chasses tout le gratin du gratin. Ses biographies, citées par Gilbert Hatry, ont vu en lui qui, « un meneur d'hommes efficace et lucide », qui un homme « à la pensée profonde, dont la logique, l'intuition lui permettent de voir plus loin », qui encore « un réactif plus qu'un affectif, défendu, méfiant, conscient de ses vulnérabilités », un homme, enfin, « ayant horreur de la contrainte ».

Il a soixante-sept ans lorsqu'il est incarcéré, à Fresnes, le 23 septembre 1944, sous l'inculpation de « commerce avec l'ennemi » : le réquisitoire du parquet précise que, « entre 1940 et 1943, Louis Renault a fabriqué et vendu pour 6,105 milliards de francs de matériel à la Wehrmacht ». Déjà aphasique, sujet à de graves troubles urinaires, Louis Renault est transféré le 17 octobre suivant dans une élinquette, où il meurt une semaine plus tard. Le 16 janvier 1945, la Société anonyme des usines Renault est nationalisée. Mais il n'empêche que « le nom de Renault rayonne sur le monde entier », écrit Gilbert Hatry. L'œuvre s'est prolongée bien au-delà de ce que son auteur avait pu imaginer.

Des archives personnelles de Louis Renault, dont la famille de l'industriel a fait don à la « section d'histoire » — il a fallu trois gros camions pour les transporter ! — Gilbert Hatry apprendra assurément beaucoup. Mais ce « trésor » inestimable est loin d'avoir été dépouillé. La « mémoire » de Renault a du pain sur la planche. Et plus guère le temps de prendre le volant de bois verni de son cabriolet NN 1925, une pièce de musée. Signée Renault, faut-il le préciser ?

J.-M. DURAND-SOULFAND.

(1) Louis Renault, patron absolu, par Gilbert Hatry, un volume de 463 pages, éditions Laforcade (21, rue de Fourcroy, 75017 Paris).

Retrouver l'autonomie de 1945

par Patrick Fridenson *

De 1944 à 1948, il y eut, en France, quinze nationalisations. La première eut lieu le 13 décembre 1944. Celle de Renault est la troisième, le 16 janvier 1945, il y a donc quarante ans. Elle crée la Régie nationale des usines Renault, selon des principes et des modalités qui, pour l'essentiel, n'ont pas varié jusqu'à aujourd'hui.

Le pouvoir, chez Renault, avait chargé de mains avant la nationalisation. Après la libération de Paris, Louis Renault s'est caché en province, puis a fait l'objet d'un mandat d'arrêt pour « commerce avec l'ennemi ». Il finit par se présenter devant le juge, qui l'inculpe le 23 septembre 1944. Aussitôt, il est écroué à Fresnes, ainsi que son directeur général. Le conseil des ministres des 26 et 27 septembre décide la réquisition des usines Renault. La France est en guerre, et le gouvernement justifie cette mesure par la nécessité de pouvoir à la direction d'une entreprise stratégique.

Le 4 octobre, il nomme un administrateur provisoire, Pierre Lefaucheur. Ce grand résistant est extérieur à l'entreprise Renault. Ingénieur centralien, il a fait carrière comme industriel dans le secteur privé, loin de l'automobile. Le gouvernement a porté son choix sur Lefaucheur, de préférence à la nomination de tel ou tel cadre supérieur déjà en place chez Renault. Louis Renault meurt en clinique le 24 octobre.

Le 10 novembre, Lefaucheur annonce aux ouvriers réunis dans la grande halle de l'île Seguin que le gouvernement prépare la nationalisation. Le 15, la gouvernement décide la confiscation des usines Renault, dont Louis

Renault détenait 98 % des actions. Le 17 janvier, le Journal officiel publie l'ordonnance de nationalisation, que signent le général de Gaulle, président du gouvernement provisoire, le ministre de la production industrielle, Robert Lacoste (socialiste), le ministre de l'économie nationale, Pierre Mendès France (radical), le ministre des finances, René Pleven (UDSR), et le ministre du travail, Alexandre Parodi (gaulliste).

Les héritiers de Louis Renault sont expropriés sans indemnités, les autres actionnaires seront indemnisés.

Il ne s'agit pas seulement d'une nationalisation-émotion. Certes, la Libération et dans une France toujours en guerre, les pertes politiques issues de la Résistance et de la France libre, tout comme les syndicats ouvriers, tiennent à sanctionner les personnes physiques et morales dont l'activité sous l'Occupation a, selon eux, « procuré un avantage à l'ennemi ». A ces motivations patriotiques, la presse communiste et socialiste ajoute des griefs d'ordre social : Louis Renault a été avant guerre un patron de combat, et il doit pour cela aussi être châtié.

De fait, l'effervescence ouvrière dans les usines à la fin de l'été 1944 a beaucoup contribué à la décision gouvernementale de réquisitionner Renault. Mais on oublie trop souvent aujourd'hui que cette nationalisation s'inscrit dans un projet économique précis. La guerre a permis la naissance en 1940, d'un ministère de la production industrielle autonome. Dès 1942, les hauts fonctionnaires responsables de sa direc-

tion des industries mécaniques et électriques, qui veillent sur l'industrie automobile, estiment que la France aurait tort de s'en remettre à la libre initiative des constructeurs quand la paix reviendra.

N'ont-ils pas laissé décliner leur industrie depuis 1930 ? Il incombe donc à l'Etat de prolonger le rôle de l'Etat de guerre et de planifier la reprise de la production civile de voitures et de camions et même un redressement profond de la branche automobile selon des vues d'avenir. Ces hauts fonctionnaires trouvent l'outil de la Résistance et d'Alger. La Libération leur donne l'occasion de passer des projets aux actes, avec la bénédiction de leur nouveau ministre, Robert Lacoste. Ils préparent un plan quinquennal pour l'automobile. La nationalisation de Renault leur apparaît comme un bon moyen d'assurer le succès du plan.

Reste à savoir pourquoi cette nationalisation a réussi si vite et si longtemps, malgré les incessantes campagnes d'opinion contre la Régie et pour sa dénationalisation. La très large autonomie par rapport à l'Etat que l'ordonnance de 1945 reconnaît à la Régie y a été pour beaucoup. Contrairement aux entreprises nationalisées des années 30 et à celles de la Libération, sauf les banques de dépôt, Renault ne subit aucun contrôle a priori. Nommé directement par le conseil des ministres, le PDG a un grand poids vis-à-vis de son conseil d'administration. Pierre Mendès France avait fait prévaloir au Comité économique interministériel du 16 novembre 1944 le point de vue selon lequel « il appartient au directeur général

d'organiser lui-même sa gestion comme il l'entend ».

L'autre force de la Régie a longtemps été, grâce à cette autonomie et à des équipes compétentes, de faire des choix industriels, commerciaux, sociaux, hardis. Louis Renault préparait une 11 CV, Lefaucheur a construit, lui, la 4 CV. Il permettait ainsi aux Français d'accéder à la consommation de masse et aux entreprises de se convertir aux méthodes de la production de masse. Sans la nationalisation, Renault n'aurait pas pris ce tournant si vite.

Lefaucheur avait demandé à l'Etat de participer au financement de l'expansion de la Régie en tant qu'actionnaire. L'Etat a refusé. Son successeur, le socialiste Pierre Dreyfus, a obtenu du ministre des finances de droite, Valéry Giscard d'Estaing, ce concours des fonds publics à partir de 1963. La contrepartie en était ce que Pierre Dreyfus a appelé pour la Régie « la liberté de réussite ».

François Mitterrand, lui, signifie en 1985 à la Régie l'interdiction d'échouer.

La firme à laquelle l'Etat de la Libération assignait l'objectif global d'être un centre d'attraction, porteur de germes d'une société nouvelle, se voit désormais fixer des ambitions plus réduites, à peu près semblables à celles du secteur privé. La Régie ne peut les réaliser, et se redresser, que si elle préserve l'autonomie conquise en 1945.

* Auteur de l'Histoire des usines Renault, en 5 tomes (1972), tome II en préparation.

RVI recaseur d'emplois

A Lyon, les « départs volontaires » ne restent pas sans suite.

RENAULT Véhicules industriels (RVI) en est à l'heure du bilan. Le plan Emploi 1984 a pris fin en novembre, et plus de deux mille personnes ont d'ores et déjà quitté le groupe. L'objectif est donc partiellement atteint puisque, en janvier, les sur-effectifs étaient estimés à 3 750 emplois, mais les résultats sont relativement satisfaisants, puisque l'ensemble de ces départs ne sont pas des licenciements.

Parmi les solutions proposées au personnel, on compte 1 350 départs en préretraite, une cinquantaine de réinsertions dans le pays d'origine et 812 reconversions ou départs volontaires. Trois pour cent de l'effectif de RVI, qui compte au total 24 000 employés, ont adhéré aux départs volontaires. Vingt-cinq nouvelles entreprises ont vu le jour qui seront à leur tour créatrices d'emploi.

La reconversion — ou départ volontaire — permet aux salariés de recevoir une allocation de 50 000 F qui s'ajoute aux avantages normaux de licenciement pour raison économique soit l'indemnité de préavis, l'indemnité de congés calculée en fin de préavis, et l'indemnité de licenciement conventionnelle dont le montant varie suivant l'ancienneté. Ces aides, applicables au personnel recruté avant le 1^{er} janvier 1979, ont permis à de nombreux salariés en leur fournissant le pécule de départ, de réaliser un vieux rêve à s'installer à son compte.

Pour ceux qui désiraient profiter des possibilités de reconversion, ou trouver un emploi à l'extérieur de l'usine, ou même fonder leur propre entreprise, a été créée, il y a un an, une association loi 1901, l'Association pour la reconversion du personnel (ARP). Structure de conseil plus que d'assistance, l'ARP semble avoir été bien accueillie par le personnel.

Atout majeur, elle o'impliquait aucune dépendance entre le volontaire au départ et l'entreprise : « Les intéressés venaient me voir, explique M. Kan, responsable de l'ARP, et me demandaient un appui sans anticiper de leur décision. Echappant au circuit traditionnel des services du personnel, en dehors des contacts hiérarchiques, la dé-

marche de l'intéressé était sans incidence sur son avancement ou son augmentation au cas où il décidait de rester. » Le fait d'avoir choisi d'installer le siège de l'association au 29^e étage de la tour Frantel à Lyon, en dehors de l'usine, fut une garantie supplémentaire de confidentialité. Sur 812 « départs volontaires », 432 personnes se sont adressées à l'ARP, 110 dossiers ont été constitués et 106 entreprises fonctionnent aujourd'hui, soit en reprise, soit en création.

Réparties un peu partout en France — 5 à Suresnes, 18 à

Pour Boris Kan, le bilan est positif. Cet ancien directeur des ventes directes chez RVI, responsable de l'export, n'était pas à proprement parler un spécialiste du personnel.

En rapport avec les représentants de l'ANCE (Agence nationale pour la création d'emplois), des banques, des grandes sociétés de fournisseurs, il aborde les problèmes, non en responsable du personnel, mais avec une optique résolument commerciale : « J'essayais d'accompagner les gens dans la réalisation de leur projet et d'abord de leur faire préciser. J'ai ainsi dé-

pendant le montage du dossier. Maintenant nous bénéficions du réseau des connaissances de l'ARP, du soutien des médias. Le cordon ombilical avec Renault n'est pas coupé. »

Pour d'autres, les démarches ont été plus complexes. Frédéric Ravaut, trente-cinq ans, « baroudeur en mouvement perpétuel », était depuis onze ans à la direction des Etudes, service fabrication. De retour de sa mission en Algérie, il garde une formidable envie de bouger. Il est d'ailleurs le premier à se présenter dans les bureaux de l'ARP à



Manifestation contre les licenciements en septembre 1984.

Limoges, 38 dans la région lyonnaise, — elles concernent les domaines les plus divers : serrurerie et plomberie, pressing, librairie, concession automobile, exploitation agricole... et même une société de vente en franchise d'agences matrimoniales.

Certains ont été déçus. Ils attendaient de l'association une prise en charge, ou une aide financière. En fait, ni « manne céleste » ni organisme bancaire, l'ARP s'est voulue une structure d'accueil personnalisé, diffusant des conseils, ouvrant les portes d'organismes mal connus et efficaces, établissant un « meun » adapté à chaque cas.

mystifié certains leurres comme l'installation d'un élevage de lombrics en consultant à l'intérieur de rester dans l'entreprise.

Certains n'ont pu trouver auprès de l'ARP l'aide espérée. Il ne suffisait pas d'avoir des idées. Pour monter une entreprise il faut de l'argent. Par exemple, ce Maghrébin qui voulait se lancer dans l'export de tissus orientaux fabriqués à Givors et à qui il manquait 1 million de francs, ou cet autre, qui pensait organiser un service de pièces détachées entre la France et l'Algérie par colis postaux contre remboursement.

D'autres, au contraire, sont très satisfaits. Jean-François Comte, trente-cinq ans, dix ans passés au service des études, voulait créer son entreprise. Le plan de reconversion l'a aidé à franchir le pas. Avec un ingénieur informaticien et un gestionnaire chargé de la comptabilité, il met au point un micro-ordinateur, « robot domestique » qui règle tout ce qui est électrique dans la maison, du chauffage à la cafetière. Grâce aux différentes allocations, les trois compères, qui ont l'âge moyen du créateur d'entreprise, entre trente-deux et trente-huit ans, ont constitué en janvier 1984 une société coopérative. En novembre, leur prototype est présenté à Exportherm et ces jours-ci au Salon des arts ménagers, tandis qu'une collaboration avec l'AFME se dessine. « L'aide de l'ARP a été déterminante », souligne M. Comte. Elle nous a ouvert des portes, notamment pour l'obtention des prêts bancaires. Un stage rémunéré organisé par la chambre de commerce de l'Aln nous a permis de tenir financièrement

l'annonce du plan de reconversion. Son projet, monter une entreprise de rénovation automobile. « J'ai étudié le marché, 60 % des reventes d'occasion se traitent de particulier à particulier : le marché est énorme. » Le peeling, remise à neuf des véhicules, est très pratiqué aux Etats-Unis, mais ne fait que commencer en France. Excellente idée, qui pourtant se heurte à des problèmes administratifs depuis six mois. M. Ravaut garde le moral. Avec l'aide de l'ARP, il a pu acheter à Renault un terrain, « de l'autre côté de la rue ». Ensuite ce sont « les aides ponctuelles qui permettent de tenir », les rendez-vous bancaires, des conditions préférentielles pour passer les permis de conduire toutes catégories à RVI, la rencontre d'un expert juridique... « Car tout est compliqué et nous sommes loin des promesses de création d'entreprises en un mois. » En France, explique M. Ravaut, une entreprise se construit au même rythme qu'une résidence secondaire. Sans compter les incongruités des services administratifs. Ainsi, l'activité de rénovation n'existe pas au code INSEE de la chambre de commerce. Sans ce code, je ne peux pas obtenir de prêts. Je me bats contre les cercles vicieux. »

Pour Boris Kan, tous ceux qui sont partis soit des battons, des gens tentés par l'autonomie. La moitié ont trente-cinq ans. Les femmes aussi ont répondu favorablement à ces mesures. Reste une petite amertume : « Nous connaissons mal le potentiel humain de nos entreprises. Souvent ce sont les éléments les plus combattifs et les plus modernistes qui partent. »

D. MARTIN-FERRARI.

La forteresse morte

par Jacques Frémontier *

EN ce temps-là — c'était dans nos années glorieuses (je veux dire : notre Verdun, le beau mois de mai et ses automnes) — j'étais chez Renault, comme un passager clandestin, dans la camionnette de la cantine. Des délégués me parrainaient, me protégeaient : nul contremaître ne se fût risqué à faire capoter mon aventure.

Aujourd'hui — quinze ans plus tard, — je m'endormais en vain mon visa : j'ai perdu mon passeport d'illusions. Qui n'a plus d'espérance restera sur le trottoir.

Faute de franchir le mur, j'hésite à dire un mot. Rien de ca monde-là — de cet ailleurs — ne ressemble jamais à ce qu'on en fabrique. Rien de ce qu'on voit, quand on y va vraiment, ne fait jamais à personne. Quand, en 1971, je dis ma vérité — fût-elle biaisée par mes passions, plus vraie pourtant que les rumeurs à la mode, — la direction s'indigne : une radio perd son budget de publicité pour m'avoir, une soirée, prêté son antenne. Une autre année, je pénètre à nouveau dans la forteresse : le journal du comité d'entreprise (contrôlé par le CGT) veut un reportage à ma façon sur une grève des presses. Censure encore.

Renault de gauche ? Renault de droite ? Nul lieu peut-être ne se prête moins aux manichismes, aux réductions sommaires. Un PDG notoirement progressiste, nommé par Edgar Faure, sous le règne d'un René Coty fort réactionnaire, invente dès 1955 la politique contractuelle, une sorte de quatre présidents pendant vingt ans et se retrouve ministre du Cinquième. Son successeur, poulain de Giscard, obtient de Mitterrand l'ambassade la plus convoitée. La droite au pouvoir ne recule ni devant les quatre semaines de congés payés (1962), ni devant l'élargissement des droits syndicaux (1968 et 1969), ni devant la mensualisation des ouvriers (1970). La gauche n'hésite pas à préparer, en joyeux cadeau de quarantième anniversaire, une massive réduction des effectifs salariés.

De ces retournements et de ces enchevêtrements, que peuvent bien penser les ouvriers ? La CGT poussait à la grève au temps où ses amis quittaient la majorité : Billancourt, avant l'été, semblait l'avoir désavouée. Et voici qu'en cet hiver la

forteresse, aux élections des délégués, retrouve des scores bien oubliés : près de 77 % pour le centron de Montraül, comme aux plus belles années. Un bond de 12 points en un an ! Est-ce pour la remercié d'avoir refusé la signature d'un accord qui paraissait une réponse « de gauche » au problème des sur-effectifs ?

Un polytechnicien « corsé » a succédé aujourd'hui un peu brutalement à un HEC formé en Amérique. Un ministre socialiste du redéploiement industriel axait l'exemple de Peugeot, « entreprise bien gérée », et fustige Renault, la mauvaise élève qui a trop tardé à « resserrer la gestion ». Que sont nos mythes devenus ?

J'ai chanté, moi — plus que tout autre — les vertus lyriques de la « forteresse ». Je m'en suis, depuis longtemps, désenchante.

Heureux, oui, heureux que les mythes créent. Que la gauche ait enfin le courage de les assassiner. Non, la nationalisation n'est pas une panacée. La bonne entreprise, c'est celle qui gagne. La société française n'est pas tenue de financer à perpétuité la survie de gestions et de productions dépassées.

Mauheux, oui, malheureux — et un peu plus — que, dans ce naufrage, tant d'hommes perdent et leur emploi et leurs repères.

Voilà. C'est dit. Que nous resta-t-il ? Chantons autrefois abusés de vieilleries tragiques, pouvons-nous être sûrs que nous ne céderons pas, une fois de plus, à des modes, à des passions, à des ignorances ? Que, dernière notre ralliement triste à la « modernité », on ne retrouve pas « la même appel au secours, la même débauche de jugement, la même superstition diabolique, qui consistait à croire à la solution politique du problème personnel » (1) ?

« Cessons, disais-je autrefois, de rêver la classe ouvrière. » Dieu merci, j'ai été, jusqu'à plus soif, exaucé ! Le rêve est mort. A autre chose, à un autre projet, à une autre façon de vivre (ou de fuir) la société, puisse la gauche répondre à rêver !

(1) Mais peut-on encore citer Duras ?...

(*) Auteur de La Forteresse ouvrière (Fayard, 1971).

Laboratoire social

Loogtemps Renault fut considéré comme un laboratoire social. A juste titre. Pour ne prendre que quelques exemples, c'est en 1955, avec le premier accord d'entreprise signé par M. Pierre Dreyfus avec les syndicats, que fut instituée la troisième semaine de congés payés. Celle-ci sera ensuite étendue à l'ensemble des travailleurs du pays par voie législative au printemps de 1956.

Cet accord était d'ailleurs exemplaire à plus d'un titre. Le paiement de tous les jours fériés chômés, les indemnités complémentaires pour maladie ou accidents du travail, la retraite complémentaire destinée à assurer au retraité une pension équivalente à 70 % ou 75 % de son dernier salaire, s'ils apparaissent comme des mesures banales aujourd'hui, constituaient une véritable révolution.

L'obtention en décembre 1962 par les salariés de Renault de la quatrième semaine de congés payés marqua d'autant plus qu'elle sera accordée en période de calme social, sans grève ni menace d'aucune sorte.

C'est cela qu'il faut dire à M. Pierre Dreyfus : « S'il est un résultat dont je me sens fier c'est bien d'avoir contribué à placer la Régie à

l'avant-garde de la condition ouvrière en France. »

Cette avant-garde on la retrouvera dans la grande grève du Mans, en 1971, première explosion des salariés contre la condition d'OS et le travail à la chaîne.

Mais Renault reste-t-il ce laboratoire social ougère vanté ? Sans doute l'effort de la Régie en matière de formation ou d'alphabétisation des travailleurs immigrés est-il considérable. Et nul ne peut nier que les relations sociales sont meilleures à la Régie qu'elles ne peuvent l'être dans les autres usines automobiles françaises. Mais de nombreux constructeurs étrangers, d'autres usines hors l'automobile en France ont introduit depuis longtemps des modes de production différents auxquels Renault commence à peine à adhérer.

L'accord sur la mobilité et la flexibilité, proposé fin octobre 1984 par M. Hanon aux syndicats, cherchait visiblement à renouer avec cette tradition d'innovation sociale. En le refusant, les syndicats ont manifesté plus de conservatisme que la direction. Dans une société (française) bloquée, il est parfois difficile de préparer une paix sociale séparée.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DU PETROLE ET DES MOTEURS INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE

APPEL DE CANDIDATURES POSTES DE THESE EN E.N.S.P.M.-I.F.P.

Une centaine de thèses de Doctorat, préparées majoritairement par des ingénieurs diplômés, se déroulent actuellement sous l'égide de l'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DU PETROLE ET DES MOTEURS dans les laboratoires de l'Institut Français du Pétrole ou dans des laboratoires extérieurs associés à ses activités de recherche.

Pour l'année universitaire 1985-86, 25 postes sont ouverts à des ingénieurs français désireux de préparer une thèse de Doctorat dans les domaines scientifiques suivants :

Géologie, Sténique, Mécanique des fluides, Catalyse homogène et hétérogène, Génie chimique, Matériaux, Combustion moteurs, Contrôle optimal des processus.

Les candidats admis en thèse, incluant ou non un D.E.A. pétrolier, reçoivent une allocation de recherche, le montant de celle-ci peut atteindre 120 000 F par an en 3^e année d'étude.

Les caractéristiques des postes disponibles seront communiquées aux Directions des Ecoles d'Ingénieurs concernées courant janvier. Des informations complémentaires peuvent être obtenues auprès du Secrétariat de Monsieur DECROCO (I.F.P., 752.61.64). Les dossiers de candidatures doivent être demandés au Secrétariat Général de l'E.N.S.P.M. (Monsieur BUGHIN - I.F.P., 752.69.95), et renvoyés à l'Ecole à partir du 15 février 1985.

Les thèses de nature physico-chimique impliquant la préparation du D.E.A. de Sciences pétrolières organisées dans le cadre de l'E.N.S.P.M. durant la première année de recherche.

DURAND-SOULAND.

Louis Renault, par Louis Durand-Soulard, un volume de 128 pages, éditions Laffont, 1984, 150 F.

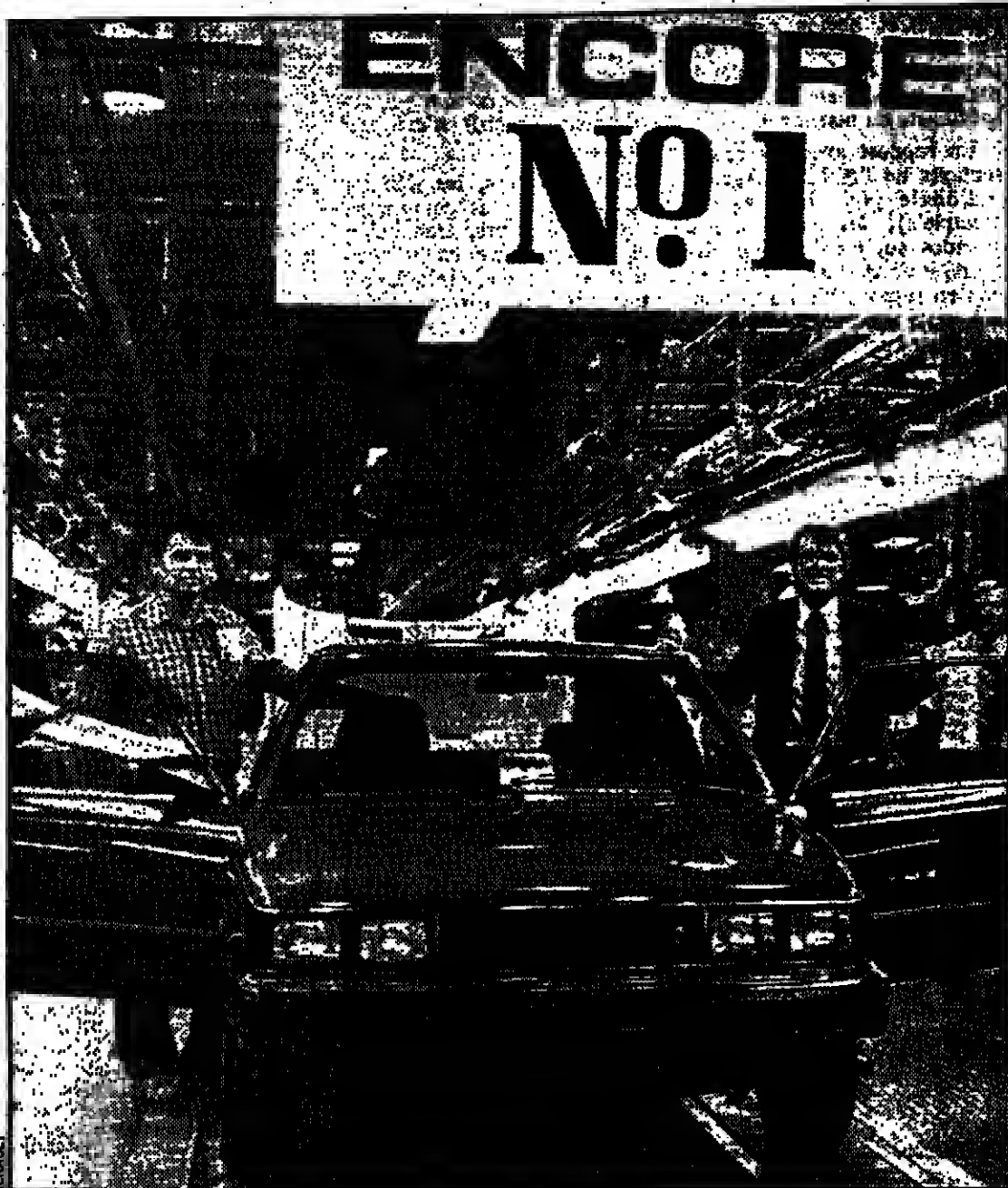
Renault

500 millions de dollars

Importation de produits Renault aux États-Unis en 1984.

LE changement de direction à la régie Renault n'affectera pas l'association de 1978 entre la compagnie française et l'American Motors Corporation (AMC), dont elle détient 46 % du capital. Tel est le sentiment des dirigeants d'AMC, estimant d'abord qu'en tant qu'état de cause la nouvelle direction a des priorités plus importantes que celle de scruter les activités de Renault aux États-Unis. Mais, surtout, parce que les résultats obtenus en 1984 sont encourageants. Après avoir enregistré des pertes sensibles, particulièrement lourdes en 1980, où elles atteignirent 90 millions de dollars, AMC avait au cours du dernier trimestre de 1983 amorcé un redressement qui s'est confirmé en 1984. Dans quelques jours, American Motors annoncera un bénéfice compris entre 15 et 18 millions de dollars pour l'année 1984. Ce succès est dû essentiellement aux ventes des jeeps tout-terrain quatre roues motrices Cherokee, Wagoneer (et bientôt Comanche) produites à la cadence de 824 par jour dans l'usine de Toledo (Ohio). Ainsi, sur un total de 356 299 véhicules vendus en 1984, les ventes de jeeps représentent 153 000 unités, une nette augmentation par rapport aux 82 000 vendues en 1983.

Du côté des automobiles, par contre, AMC enregistre un relatif essoufflement des ventes des modèles Alliance et Encore, dérivés américains des Renault 9 et 11. La baisse a été de 11,5 % en octobre, de 20 % en novembre, pour retomber à 16,4 % en décembre. Vingt-cinq marques se battent



Les ventes du modèle « Encore » se sont essouffées à la fin de 1984.

dans ce secteur hautement compétitif du marché, où Ford avec Escort se classe premier avec 18,4 % du marché, Renault occupant une place honorable, variant entre le deuxième et le cinquième rang, avec 8,8 %.

Les dirigeants d'AMC envisagent avec réalisme l'année 1985 qui s'annonce difficile. La conjoncture, en effet, ne favorise pas les petites cylindrées. Le redressement économique et surtout la baisse très sensible du prix de l'essence ont ramené et stimulé le goût du public américain pour les voitures plus grandes. Aussi bien, les constructeurs américains ayant abaissé le prix de leurs petites cylindrées, AMC a dû baisser les siens de 2,7 %. La cadence de production des Alliance et Encore a été ralentie à l'usine de Kenosha, passant de 960 à 860 par jour. Et l'usine a même dû fermer ses portes pendant quinze jours en début d'année, pour éviter d'avoir des stocks trop importants. Une vigoureuse campagne de relance (publicité, commercialisation) est en cours, mais la filiale américaine de Renault devra lutter dur pour se maintenir face à la concurrence des Japonais, renouvelant rapidement leurs produits, et bien entendu à la compétition de la Nova, d'ores et déjà construite en Californie par Toyota et General Motors, qui sera commercialisée à partir de juin 1985.

« Il faut être présent sur le haut comme sur le milieu de la gamme », a dit M. Dedeurwaerder, un Belge, devenu président d'AMC. Aussi, 742 millions de dollars ont-ils été investis dans l'usine cana-

dienne de Brampton, dans l'Ontario, où le gouvernement provincial a offert des conditions intéressantes au constructeur automobile. L'objectif est de produire en juillet 1987 un nouveau modèle, la X 58 dans le segment 5 ; une production annuelle de 150 000 véhicules a été prévue, entraînant la création de 3 000 emplois.

Le choix de l'usine canadienne, dicté d'abord par des considérations techniques, n'en représente pas moins indirectement un avertissement aux syndicats de l'usine de Kenosha, où AMC connaît certaines difficultés. Des négociations doivent prochainement s'engager sur les modalités de remboursement des concessions salariales faites antérieurement par les ouvriers. Néanmoins, et bien que les coûts de fabrication affectent la rentabilité de Kenosha, AMC souligne qu'il n'a jamais été question d'abandonner cette usine, qui produit 860 automobiles par jour.

Dans l'ensemble, les dirigeants d'AMC envisagent l'avenir avec réalisme mais aussi avec optimisme. Ils considèrent avoir atteint le milieu du chemin d'un plan de cinq ans qui portait sur trois points essentiels : rajeunissement de la gamme de produits, retour aux bénéfices et préparation des nouveaux modèles. Et, bien entendu, ils ne manquent pas de rappeler que l'importation des produits Renault aux États-Unis en 1984 a représenté une valeur de 500 millions de dollars et assuré 10 500 emplois en France.

HENRI PIERRE.

Quatre chevaux-mémoire

L'histoire de la petite au capot court.

DANS l'automobile plus que dans toute autre branche de l'industrie, le succès d'une marque passe, dans l'esprit du grand public, par la production d'un modèle bien déterminé « dans le vent » et qui réunit à ses yeux toutes les qualités qu'un propriétaire peut attendre de sa voiture. Rigueur dans la gestion, paix sociale, bon cilage des gammes, talent des vendeurs, sont des éléments qui ne font pas le poids devant ce critère sentimental, mais aussi éclairé, qui retient et qui décide l'acquéreur. De nos jours plus que jamais, les résultats sportifs que peut connaître un modèle ajoutent en outre à la détermination du choix. On le voit bien avec le succès actuel de la 205 de Peugeot.

Toutes les grandes marques de voitures ont ainsi connu d'heureuses périodes qu'un modèle populaire a déclenchées. Quand la production d'un « modèle locomotive » intervient, de plus au lendemain d'une crise, à l'heure où les choix sont désormais indispensables pour la survie de la marque, la machine se remet en route jusqu'à l'échéance suivante. Alors il faudra à nouveau avoir prévu une relève tout aussi efficace. Il en reste ensuite dans l'histoire de la marque et dans les mémoires un sigle, un nom et quelquefois de la nostalgie.

Mise au point en secret sous l'occupation, la 4 CV sort des chaînes de Renault à la mi-1947 et connaît un succès immédiat. En 1961, elle laissera la place à la Dauphine après être passée entre les mains de plus d'un million de propriétaires.

Pour Renault, l'apparition de la 4 CV a précisément été, au lendemain de la seconde guerre mondiale, le fameux choc psychologique que pouvait espérer Pierre Lefaucheur. Le nouveau patron de ce qui avait été la Société anonyme des usines Renault avait à remettre sur pied une entreprise dont l'outil de production avait été écrasé sous les bombes et dont l'animateur,



Louis Renault, avait connu avant de mourir l'humiliation des lendemains de collaboration. Cette 4 CV va être pour les Français d'abord, pour l'Europe ensuite et pour de plus lointains pays, le symbole de la marque nationale renaissante.

Mise au point en secret et à la barbe de l'occupant pendant les années terribles de 1941 et 1942, la 4 CV est en fait une voiture d'avant-garde. Un

groupe de 760 cm³, à 4 cylindres, monté à l'arrière la dote. Le moteur a des soupapes en tête, et une boîte à trois rapports lui permet de jouer des 19 chevaux-moteur fournis. Ce qui paraît bien modeste aujourd'hui mais bien suffisant à l'époque, puisqu'ils enlèvent quatre personnes à 95 kilomètres à l'heure... dans le meilleur des cas. Il faut savoir en outre que la suspension est entièrement indépendante et les freins hydrauliques. Pas ordinaire dans ces années diffi-

ciles. Elle préfigure en outre les voitures urbaines que nous connaissons et répond aux soucis des difficultés de l'époque.

Entre la mi-août de 1947 et 1950, où on atteindra les 100 000 voitures construites, les 4 CV vont sortir à la cadence de 300 voitures-jour. Puis les 500-jour mettront définitivement sur orbite l'espèce de hanneton sur quatre roues qui fera, après l'engouement

populaire, les beaux soirs des jeunes gens bon chic bon genre des années 50, avant de faire ceux des jeunes filles de bonne famille. Entre-temps, elle aura pris 38 chevaux au moteur. Ce qui n'était pas une paille. Elle s'appellera alors 4 CV sport.

En 1954, cinq cent mille 4 CV seront sorties des chaînes de Billancourt, et Flins entrera dans la course. En 1961, l'année où la 4 CV laissera la place à la Dauphine, un million de propriétaires l'auront eue entre les mains, et on aura construit en Grande-Bretagne le petit prodige, à Acton. Hino la fabriquera pour le marché asiatique. Saïgon connaîtra longtemps des taxis 4 CV tout peints de jaune, jusqu'au départ des Américains en 1975. Ce serait bien le diable s'il n'en circulait pas encore quelques-uns dans les faubourgs de l'ancienne capitale du Sud.

En tout cas, dans Paris, elle fait encore aujourd'hui tourner les têtes quand elle vient se ranger le long d'un trottoir, avec son petit capot court qui servait de coffre et dans lequel on ne pouvait rien mettre, et ses quatre portes dont deux s'ouvraient vers l'avant. Elles permettaient aux plus grands de se coincer entre le siège étroit et son minuscule volant, et aux jolies filles de jouer des jambes en descendant, sans avoir l'air de le vouloir...

CLAUDE LAMOTTE.

Dans l'œil de la pub

Climat de passion pour chaque nouvelle campagne. Excessif.

AVANT le trouble, c'était la fête. Les années 70 furent les années Renault. Avec la Cinq, d'abord, avec la 16 aussi, puis la 18. Renault superstar, reconnue du public le plus large. Ça n'allait pas de soi. La Régie, selon plusieurs enquêtes menées par son agence de publicité, Publicis, n'avait pas, avant, très bonne presse dans l'opinion.

Certes, on achetait beaucoup les autos construites à Billancourt. Mais par résignation. Il y avait d'abord Peugeot et son image en béton armé : solidité, longévité. Investissement de bon père de famille au même titre qu'un placement immobilier ou boursier. Valeur sûre. Il y avait ensuite Citroën : la reine de l'innovation technologique. Certains lui reprochaient son confort trap grand, parfois nauséux, mais les tableaux de bord épatants, les commandes sans cesse plus nombreuses, les profils dynamiques, une infinité de détails souvent futuristes, plaçaient la marque en tête des rêves secrets des Français.

En ce temps-là, au début des années 60, les gens roulaient Renault par manque de moyens en se promettant bien que c'était la dernière fois. « Renault, disait Pierre Dreyfus, le patron de la Régie, est faite pour équiper la France en automobiles », comme Debré lui taillait une Constitution et de Gaulle une ambition. Pas de problème de conscience, pas de crise d'identité. Peugeot et Citroën, c'était bon pour la vitrine.

Fort heureusement, la Régie avait, dans les enquêtes auprès du public, la première place au classement de la vitalité. Ça bougeait beaucoup à Billancourt, et pas seulement au plan social. Sur le marché des petites voitures, pas trop chères, on ne pouvait pas faire mieux qu'elle.

Dans la lignée de la 4 CV et de la Dauphine allait naître, en 1972, la Cinq. Une énergie nouvelle dans l'entreprise aussi et une nouvelle façon de faire de la publicité automobile. Simone Guibert, aujourd'hui directrice de création chez Publicis, en charge des budgets Renault depuis vingt et un ans à divers titres dans l'agence après avoir fait partie de la cellule de publicité-maison chez Renault, a lancé le modèle qui allait bouleverser le marché de la petite voiture.

« Rien ne fut plus difficile et exaltant, se souvient-elle. Le film publicitaire en était à ses balbutiements. Dans les années 60, les constructeurs automobiles avaient décidé d'un commun accord de renoncer à annoncer à la télévision. On n'avait produit que quelques films pour le cinéma. Pour le lancement de la Cinq, nous avons dû réaliser un film pour la télé, en appui d'une traditionnelle campagne de presse et d'affichage. »

Simone Guibert a pris tous les risques. « Nous avons décidé de recourir au dessin animé, jamais utilisé en France pour lancer une voiture. Notre Cinq avait des yeux, bleus, des ailes et donnait une étonnante impression de vie. Tout de suite, elle a pu créer son univers à elle, à côté



du monde ordinaire. L'accroche était : « La Renault 5 dans les aventures de Supercar. » Le texte et l'image insistent sur ses caractéristiques très nouvelles : sa longueur, son coffre extensible, sa maniabilité dans la circulation. La signature de ce premier film était : « La Renault 5, la plus efficace des voitures de ville. » Et tout a bien marché. Pourtant, ça tenait totalement du pari. A cette époque, nous ne faisons pas de pré-test auprès du public. Dreyfus a confié, un an plus tard, à Marcel Bleustein-Blanchet, qu'il n'avait pas aimé le film mais qu'il l'avait accepté par pure confiance dans son chef de publicité et dans son agence. »

Un second film, toujours dessiné, vient compléter ce lancement. Renault s'en va piétiner les plates-bandes de ses concurrents. La Cinq innove par sa suspension, sa tenue de route, sa nervosité et sa consommation réduite. A l'aise en ville, elle fait du mal sur la route. Plus tard, la Cinq deviendra GTL puis, sur les rues pentues de San-Francisco, Le Car, insolente et joyeuse. 1979 est l'année du film la Petite et la Grande. Miniature,

elle se faufile partout ; géante, la foule l'assaille de toutes parts, armée d'échelles, pour tenter d'en découvrir l'intérieur.

En 1980, la Cinq devient « sorcière » : elle attaque les poids lourds et les double en riant ; d'un coup de laser elle démolit l'enseigne d'une station-service où elle ne s'arrête pas. Un an plus tard, la sorcière juchée sur son balai survole villes et montagnes. Enfin, en 1983, la Cinq retrouve le dessin animé et, sur quelques accords de musique folk, se joue d'un coyote lancé à sa poursuite. Signature : « Attrapez-la chez votre concessionnaire ! » Là s'arrête le travail de Simone Guibert pour le best-seller des années 70.

A l'automne 1984, il faudra « enterrer » cette Cinq pour laisser la place à Supercinq. Au rang du public dans une salle de cinéma, on retrouve la Cinq de 1972, avec ses yeux maillés de larmes. C'est le fameux aujourd'hui « adieu cher public, adieu mande cruel ». Un tabac. Quelques jours plus tard apparaît Supercinq. Guidée par un superman — héros déjà un peu ringard — la « Cinq plus cinq que la Cinq » se lance à

grande vitesse à travers une ville moderne puis dévore la route. Au plan commercial, des ventes moins importantes que ses promoteurs l'escomptaient ; au plan publicitaire : « Un vrai succès, quoi qu'on en dise, affirme M. Jean Lambert, directeur de Publicis. Le film superman figure parmi les cinq films qui ont eu le plus d'impact sur le public depuis l'introduction des spots publicitaires à la télévision. Un problème se pose pourtant, l'agrément du public à la vision du film est très en retrait sur son impact. Est-ce que cela vient du film ou du produit ? Ce doit je suis sûr, c'est que nous avons, nos publicitaires, créé un gros événement, très fort. Je crois pouvoir dire que le public s'attendait à un produit plus nouveau physiquement. C'est là notre gros problème. »

« La publicité se saisit d'un produit par son aspect physique. Supercinq est difficile à saisir, difficile à distinguer de l'ancienne. Renault nous avait demandé de la présenter comme une nouvelle voiture sur le plan technologique, mais elle devait conserver toutes les qualités subjectives, presque affectives, de l'ancien

modèle auxquelles le public était très attaché.

« Cela dit, le lancement de Supercinq n'est pas du tout un échec. Les scores de ses ventes après trois mois sont supérieurs à ceux de la Cinq en 72. Le produit n'a pas fait l'événement instantané que la Régie espérait, mais on peut être sûr qu'il va très, très bien marcher car il est très, très bien conçu sur tous les plans. » Enthousiaste.

Le directeur de Publicis explique les difficultés actuelles de Supercinq par le contexte de son lancement. « La sortie de ce modèle après la réussite de la 205 de Peugeot aurait dû entraîner un match passionnant. Or les cartes sont truquées, les deux produits ne peuvent se battre à la loyale car nous assistons à une terrible bataille idéologique entre les deux constructeurs, un

En haut, la première image du film réalisé pour le lancement de la Renault 5 en 1972. Succès médiatique et succès commercial, cette campagne figurait déjà les douze années d'aventure de la petite Renault. En bas, la dernière image du film réalisé pour le lancement de la Supercinq. Malgré le renfort de Superman et un bon impact sur le public, les ventes ne suivent pas comme on l'espérait. Supercinq ressemble trop à son modèle.

face-à-face qui cristallise toutes les idéologies. En ce moment, en termes simples, Renault, c'est la gauche, le secteur public, l'Etat, et Peugeot, c'est la droite, le secteur privé. Dans le temps, Renault et son caractère nationalisé allaient très bien de pair avec la petite voiture populaire. Ces jours-ci, ça ne marche plus du tout. Depuis des années, nous avons consacré tous nos efforts à gommer cet aspect d'entreprise nationalisée. L'actualité le ramène de façon tout à fait dramatique à la une de tous les journaux.

« Plus rien qui concerne Renault n'est modéré. On dit et écrit beaucoup de choses erronées. La semaine passée, un quotidien prétendait que le taux de pénétration des ventes de la Régie en France était passé de 41 % en 1980 à 30 %, alors que la marque a frôlé les 40 % — 39,8 % pour être précis — et n'est pas descendue aussi bas. Son taux normal est de 37 ou 38 % et elle le retrouvera certainement très vite. »

D'un point de vue simplement publicitaire, les rapports entre l'entreprise et son agence sont aussi devenus difficiles. « Avant, raconte Simone Gui-

bert, notre situation était plus confortable, nos interlocuteurs chez Renault étaient beaucoup plus perméables à la publicité. Ainsi, quand on a lancé la Cinq, je n'ai eu à la Régie que quatre interlocuteurs en tout et pour tout. Désormais, les structures de Renault se sont beaucoup élargies. La décision « pub » est passée de la direction générale, qui pense en termes d'image de l'entreprise et de « valeur communicante » d'une campagne, à la direction commerciale, qui pense à son réseau, à ses ventes du lendemain. Elle préfère donc des campagnes de produits, des informations sur la technologie, les performances. Et puis ce sont plus de dix personnes qu'il s'agit maintenant de convaincre. Notre relation s'est donc sophistiquée et un peu technocratique. »

Renault s'est créé de surcroît des impératifs supplémentaires. Elle a voulu que ses campagnes françaises soient identiques à celles diffusées dans les pays européens. Inévitablement, ce parti a laminer un peu la force du message concacé par les publicitaires. La Renault 18 est la première voiture lancée par la Régie dans ces conditions. On a, du coup, assez peu personnalisé le modèle afin de permettre à la « cible » de se caler à la voiture. Le lancement comme les résultats commerciaux ne furent pas tonitruants. Malgré la caméra maniée par deux fois par le prestigieux Sergio Leone. La Renault 25 a renoué avec un parti pris d'emphase et d'ambition. Très bien filmée, très bien éclairée, très beau modèle, elle se vend bien. Y compris sur les brisées de BMW et de Mercedes. Pas de compromis pour ce modèle, l'annonceur et le publicitaire ont foncé, avec raison.

« Chaque fois que nous avons travaillé dans cet esprit, commente Jean Lambert, tout a très bien marché. Renault a été la première marque à bien vouloir scier un modèle pour le présenter en catalogue et au Salon de l'auto. Grâce à ses moyens et à son esprit d'ouverture, nous avons remporté d'énormes succès. Ainsi, notre film Fuego, qui mettait la voiture aux prises avec deux hélicoptères de poche, a eu un bel impact et a certainement inspiré les aventures récentes de la 205. »

Le problème actuel de Renault est le climat de passion qui l'entoure. Chaque modèle, chaque campagne lancés dans les années 70 faisaient l'objet d'éloges manquant souvent de mesure. Aujourd'hui, l'inverse crée des mouvements d'humeur que la Régie ne mérite pas. Les nouveaux stratèges de Renault devront trouver une parade. Jean Lambert, de son côté, voudrait « que l'on fasse plus de publicité sur l'image de Renault, sur la marque elle-même. Il nous faut faire parler la marque après avoir fait parler les voitures ». L'entreprise a, autour des forts points d'appui de sa gamme que sont la Supercinq, la 11 et la 25, les moyens de ses ambitions et la force de l'expérience née du trouble actuel.

OLIVIER SCHMITT.

Renault

Billancourt dans ses murs neufs

Les ambitions d'une politique architecturale.

L'USINE. S'il est un domaine d'où les architectes ont été, depuis quarante ans, chassés par les ingénieurs, c'est bien l'univers du travail, des ateliers et des entrepôts, où le fonctionnel, l'efficace et le vite-fait-à-bon-marché ont paru pouvoir être obtenus à coup sûr des bureaux d'études, intégrés ou non aux entreprises elles-mêmes.

L'architecte, cet artiste sans parole, futile et prétentieux, a perdu l'occasion d'exalter, avec les charpentes métalliques ou les grandes structures de béton, une beauté strictement « utile », à la gloire du progrès technique, comme il avait pu le faire au dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle.

Quand Fiat déplace, l'an dernier, le Gotha des talents en exercice pour imaginer la rénovation d'une usine à Turin, c'est qu'il s'agit du Lingotto, véritable monument industriel, salué comme tel dès sa construction dans les années 30.

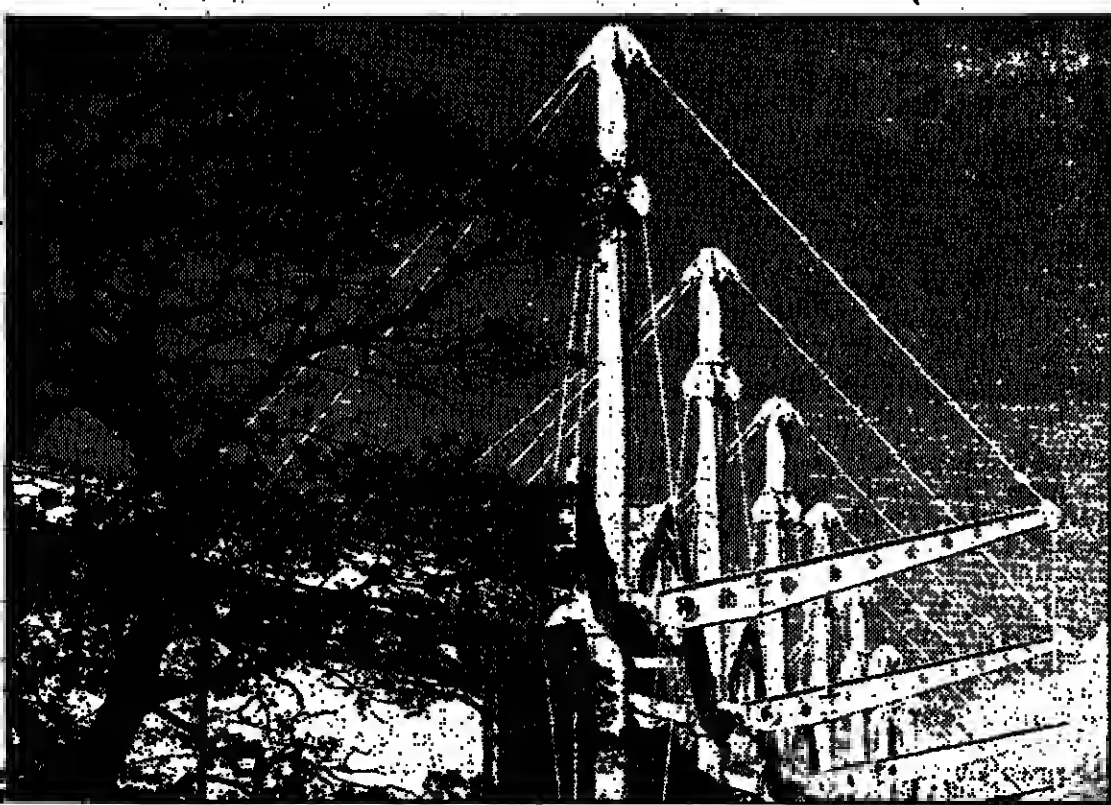
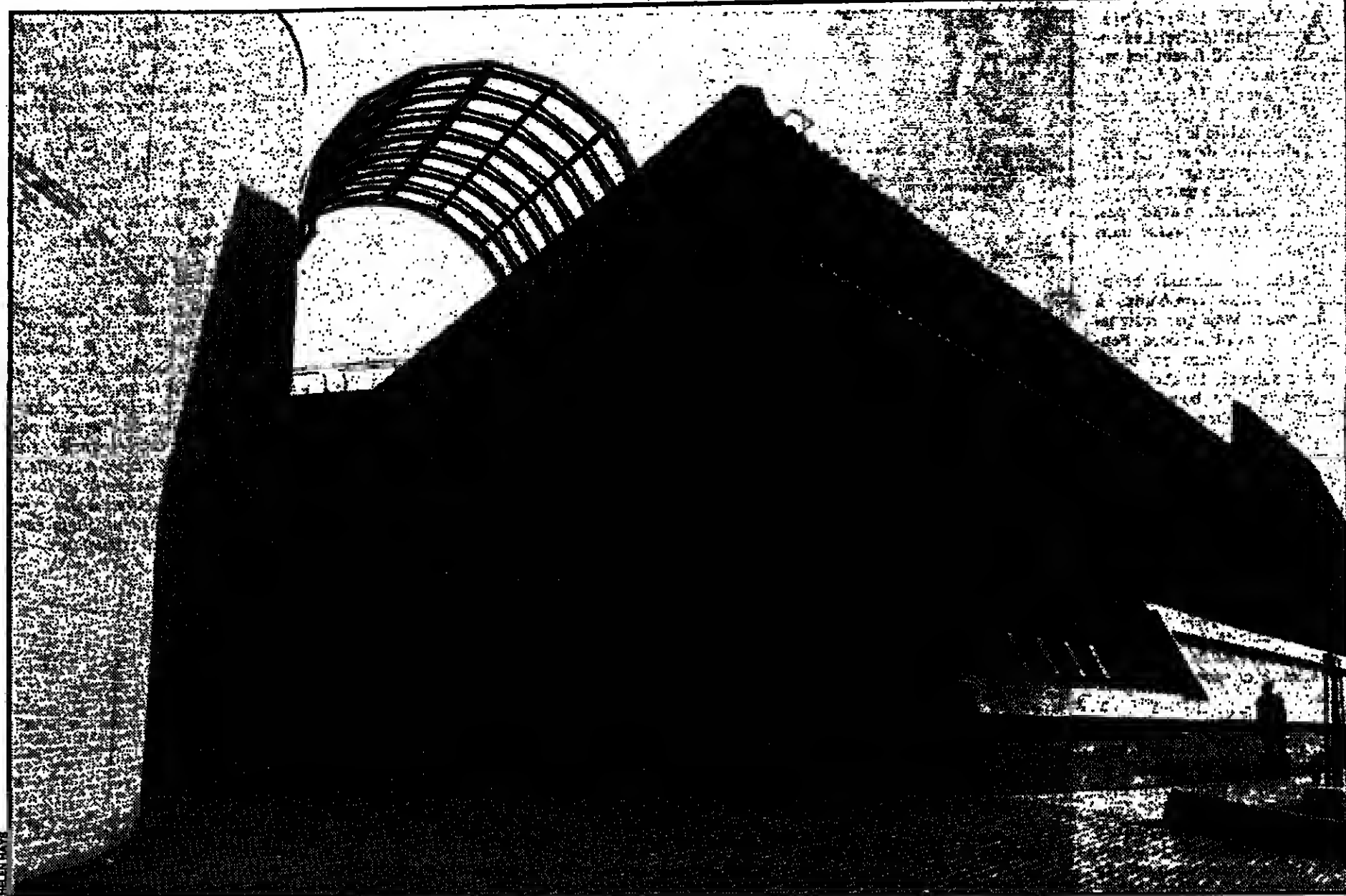
L'art rend aujourd'hui à l'industrie l'hommage qu'elle mérite souvent en développant une nouvelle discipline, l'archéologie industrielle, après une période d'obscurantisme qui a laissé démolir des chefs-d'œuvre, tandis que les bâtiments nouveaux étaient abandonnés à la médiocrité ambiante. Il y a, bien sûr, des exceptions. Olivetti en Italie, IBM ou Cummins aux États-Unis ont depuis longtemps élevé l'architecture de leurs usines, de leurs bureaux, au rang d'élément important de l'image de marque.

En France, les entreprises industrielles soucieuses de qualité architecturale ne sont pas nombreuses au point qu'on puisse ignorer l'exemple donné, depuis quelques années notamment, par la régie Renault.

Cette politique l'a conduite à faire travailler à Swindon, en Grande-Bretagne, le Britannique Norman Foster. Résultat : une petite merveille du style « technologique avancé », très soignée dans les détails, dont Beaubourg avait donné le ton. Un entrepôt dont la toiture est suspendue à une charpente extérieure, où poteaux et câbles signalent de loin l'édifice et symbolisent sa nature « mécanique ». Peint dans le jaune de Renault, l'entrepôt de Swindon répond à celui - rouge et gris - que la firme américaine Cummins implantait au même moment près de Quimper pour sa filiale Fleetguard : une usine carénée comme un camion de concours et surmontée de cette charpente arachnéenne qui fait tourner la tête des spécialistes autant que des badauds.

Le cousinage se lit dans le soin apporté à dessiner les pièces métalliques comme un acaestillage de navire, par Foster à Swindon, par Richard Rogers à Quimper, avec l'appui du bureau d'études Ove Arup, qui est aussi pour quelque chose dans la réussite du Centre Pompidou...

Les usines, même dues à des architectes de talent, ne sont pas toujours aussi spectaculaires, et le travail de qualité commandé à des professionnels exige une continuité, une sorte d'entêtement de la part du maître d'ouvrage. Chez Renault, un comité d'expression visuelle a été mis en place depuis plusieurs années sous l'œil attentif et averti du PDG, Bernard Hanon. Menée par François Barré, qui avait dirigé le Centre de création in-



Première étape de la reconstruction des ateliers de Billancourt, destinés à être le « cerveau technologique » de la Régie : ci-dessus le « 57 Métal », atelier de fonderie construit par Claude Vasconi et inauguré en juin dernier. Ci-contre, la charpente métallique de l'usine-entrepôt de Swindon (Angleterre) due à Norman Foster.

dustrielle de Beaubourg et qui est responsable aujourd'hui du parc de la Villette, et par Sébastien de la Selve, « coordinateur » de cette politique, l'action en faveur de la qualité architecturale a connu, sur un fond de volonté soutenue, des hauts et des bas dus à la conjoncture. Il a fallu renoncer à certains éléments d'un programme trop ambitieux pour les déjà légèrement déficitaires exercices financiers des années 1982 et 1983.

L'arrêt brutal du projet de reconstruction du siège social par l'américain Richard Meier a ainsi été décidé dès 1982 et sans doute se félicite-t-on aujourd'hui à la Régie de ne pas avoir ce chantier à exhiber, sur fond de gaspillage.

D'autres chantiers, plus immédiatement indispensables,

faisant appel à des équipes moins célèbres, ont été engagés et plusieurs usines sont en construction en province (Ceria et Conpel à Offranville, Paul Lepaire à Tarbes, Constantini et Regimbal à Anecy) tandis que se termine, au Mexique, l'usine commandée à Ricardo Le Goretta, en vertu du principe qui veut que l'on fasse travailler les professionnels locaux à l'issue de commandes directes ou de consultations restreintes.

Au-delà des édifices ponctuels, arrachés aux habitudes du service constructeur intégré, la direction des travaux neufs, où plus de trois cents personnes continuent de s'occuper des travaux d'entretien, d'agrandissement ou d'aménagement (chaque fois qu'on lance une voiture, il faut prati-

quement refaire, du moins à l'intérieur, une usine), un véritable document d'urbanisme est aussi à inscrire au bilan du comité d'expression visuelle : sous le titre de « Billancourt 2000 », c'est le plan directeur de ce que pourrait devenir, d'ici à vingt, trente ou quarante ans, le site historique de la Régie.

Au contraire de ces entreprises qui ont quitté la ville (Citroën par exemple), Renault a décidé de rester aux portes de Paris, autour de l'atelier de « Louis », préservé au milieu du dédale de cours et d'ateliers dressés au fil des besoins, qui couvrent plus de 30 hectares, franchissent la Seine vers Meudon et ont emprisonné, tel un paquebot pris dans les chaînes du travail, l'île Seguin.

Billancourt reste à Boulogne et se rénove. La première étape du rajeunissement sur place a été inaugurée en juin dernier. Lancée en janvier 1983, ce chantier n'a pas été suivi comme il aurait dû l'être (au rythme de 10 000 mètres carrés par an) par d'autres pièces du puzzle qui réorganiserait, à terme, de part et d'autre d'une magnifique avenue plantée, les bureaux, les laboratoires et les ateliers d'essais de ce que l'on appelle la direction des outillages et des méthodes. C'est-à-dire le cerveau technologique central de la Régie où l'on invente les machines, les moules et les dispositifs qui permettront de tirer à des millions d'exemplaires le travail des dessinateurs et des ingénieurs.

Retard donc. Mais succès du premier jalon. Le « 57 Métal », construit par Claude Vasconi (auteur par ailleurs du plan directeur où il a mis en application son expérience des villes nouvelles, confrontée aux demandes d'une communauté de travail précise et exigeante), est, à l'angle du quai de Stalingrad et de la rue du Vieux-Pont-de-Sèvres, la figure de proue du nouveau Billancourt.

Au lieu de reculer derrière des grilles, comme l'auraient voulu les nouvelles directives d'urbanisme de la commune, discutées pied à pied avec les services de l'équipement, au lieu de se caëber dans un volume neutre et banal, le « 57 Métal » s'affirme jusqu'au ras du trottoir, avec sa toiture de zinc prépatiné (un matériau choisi pour sa pérennité). Il se coiffe d'une crête de verre et de métal, divisée en sheds généreux, sinués pour mieux attraper la lumière et la distribuer à l'intérieur, étagée en gradins correspondant aux différentes hauteurs sous plafond nécessaires à cet atelier de fonderie lourde, où la charpente doit pouvoir porter trois tonnes en tout point.

C'est dire que l'élégance doit ici jouer avec la solidité, la résistance, le sérieux, et que l'architecte ne se fait accepter qu'au vu du verdict de la règle à calcul.

Marquée par un portique, nette, familière, la nouvelle entrée au coin du quai sépare deux édifices, construits en même temps, mais de tonalités très différentes : l'atelier lui-même, brutal et costaud ; le restaurant d'entreprise et différents services sociaux, habillés de briques, aux façades courbes et accueillantes. Une architecture parlante.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

Images plus belles, plus intelligentes

Le Forum de Monte-Carlo, temps fort pour les créateurs...

POUR la cinquième année consécutive, l'Institut national de la communication audiovisuelle (INCA) a organisé à Monte-Carlo du 5 au 8 février les spécialistes internationaux des nouvelles images. En cinq ans, animation par ordinateur, images de synthèse, palette graphique, programmes interactifs ont peu à peu quitté les laboratoires pour arriver sur les écrans. Le Forum de Monte-Carlo fera donc une part plus large cette année aux applications des nouvelles images et à leurs enjeux économiques.

Les chaînes de télévision françaises et européennes viendront présenter leurs réalisations et leurs projets en matière de communication interactive. On parlera aussi des nombreuses applications de l'infographie et de l'image électronique en médecine, architecture, publicité ou dans l'enseignement. Le dernier débat sera consacré aux stratégies industrielles sur un marché dont le chiffre d'affaires cumulé jusqu'en 1986 est évalué à 35 milliards de francs. Enfin, l'INA, avec le concours du groupe Bull et de la FNAC, décernera les prix « Pixel » au terme d'une compétition ouverte à une soixantaine de réalisations cinématographiques ou télévisuelles.

En matière d'évolution technologique, les mariages sont à la mode. C'est ainsi qu'on a vu célébrés avec pompe, il y a plusieurs années, les noces de l'ordinateur et de l'image, union heureuse si l'on en juge par la prolifération des semblances « nouvelles images ».

Comme dans le reste de l'industrie d'information, les tendances principales visent la course à la puissance, à la miniaturisation des composants, à l'élaboration de logiciels plus souples et plus performants. Les circuits VLSI (Very Large Scale Integration) spécialisés dans la synthèse d'image commencent à faire leur apparition. Les firmes américaines Silicon Graphics et Phoenix Data Systems commercialisent des stations graphiques permettant la manipulation en « temps réel » de modèles tridimensionnels (images dites « 3D »). Ces capacités, jadis réservées à des systèmes fort coûteux, sont maintenant disponibles à bas prix (entre 500 000 et 1 million de francs), grâce à l'utilisation de circuits VLSI concentrant toutes les fonctions de traitement graphique. Ainsi, le « Geometry Engine » ou le « Solids Engine » des deux firmes citées inaugurent une tendance irréversible et explosive.

Dans la même ligne, la firme américaine Mosalt propose des « pences géantes » (Wafer Scale Integration), qui forment un réseau de sous-puces de taille intermédiaire, et qui sont capables d'assurer les mêmes fonctions graphiques qu'un simulateur de vol, c'est-à-dire de synthétiser en temps réel des images « réalistes ». Les Japonais ont ouvert une autre voie, la mise en parallèle d'un très grand nombre de microprocesseurs pour le calcul simultané de chaque point d'image (le pixel).

Ces multiprocesseurs ont des performances; dans le domaine de la synthèse de l'image, pouvant être quarante fois supérieures à celles des supercalculateurs vectoriels de type Cray 1. L'université de Kyoto travaille sur le prototype, appelé Experts, d'un système multiprocesseur à deux niveaux hiérarchiques (la ligne d'image et le pixel). Il faut également citer le système américain Pixar de Lucas Film, destiné au tracé cinématographique et compor-

tant un processeur parallèle le Chap.

En France, différentes équipes se sont attaquées au problème des systèmes multiprocesseurs et des processeurs graphiques. Le CCETT à Rennes, l'université Paul Sabatier à Toulouse, l'IMAG à Grenoble, l'université technologique de Compiègne, le GREPA de Strasbourg ont développé des solutions originales dont certaines ont déjà débouché sur une commercialisation.

Dans le domaine des systèmes dits « bas de gamme », les choses évoluent vite aussi. On vous en donne toujours

ment d'algorithmes complexes. L'image abstraite et cognitive devient un outil de programmation à part entière.

Enfin, les recherches sur les modèles mathématiques destinés à la synthèse d'images « réalistes » sont sans cesse plus florissantes. Au dernier Siggraph, à Minneapolis, l'équipe de Lucas Film s'est particulièrement distinguée. On notera le concept de « graftal » pour la synthèse automatique de plantes et d'arbres, s'ajoutant aux « fractals » pour les montagnes et les nuages. Les « systèmes de particules » simulent les fumées, les flammes, l'herbe,

Links dans Biosensor ni les amusantes images pornographiques de Moutreux, produit par SEDIC. Aux États-Unis, faute de pouvoir citer tout le monde, remarquons les images sublimes d'une forêt de synthèse pendant l'été indien, calculées à grands renforts de supercalculateurs par l'équipe de Lucas Film (*The Adventures of André and Wally B.*), ainsi que la délectable saynète racontant les amours de deux oies de science-fiction (*Shoot and Muttly*). Ce dernier film, produit par l'université de l'Ohio, a reçu le premier prix du concours organisé par le Nicograph 84, juste avant la firme française SOGITEC. Enfin, *last but not least*, citons la sortie du film de science-fiction, *The Last Starfighter*, qui sera présenté en avant-première au Forum de Monte-Carlo et qui comporte plus d'une vingtaine de minutes d'images de synthèse.

En France, les sociétés de production (SOGITEC, INA, Thomson Digital Image, Control Data France, Computer Video Film, SEP...) apparaissent bien armées pour relever le défi de la concurrence internationale.

Ainsi, les recherches techniques et logicielles multiplient année après année les possibilités expressives et fonctionnelles de la synthèse d'image enfin sortie de son ghetto. La vitalité du marché confirme le caractère « porteur » du secteur. Les taux de croissance voisinent les 40 % par an. Japonais et Américains tiennent des colloques pour étudier la meilleure façon d'envisager le marché européen. Grâce à l'action des pouvoirs publics (le plan « recherche-image »), la France part en position favorable. Le réservoir d'informaticiens, de mathématiciens et de créateurs d'excellent niveau dont elle dispose, lui assure pour les prochaines années de belles opportunités.

En effet, l'avenir des « nouvelles images » est loin d'être derrière elles. Des champs entiers d'exploration s'ouvrent déjà. Ainsi, une discipline un peu mystifiée, soit par excès de louanges, soit par excès de doute, l'intelligence artificielle, commence à produire des résultats significatifs.

Parallèlement au Nicograph avait lieu à Tokyo une conférence sur les systèmes dits « cinquième génération ». Le Dr Kazuhiro Fuchi, directeur du centre de recherche de l'Institut for New Generation Computer Technology (ICOT), responsable de cette conférence, a évoqué le chiffre de 100 milliards de yens (417 millions de dollars) sur dix ans pour le budget du projet cinquième génération, chiffre qu'il est question de doubler. Lors de cette conférence, le Dr Tohru Motooka (université de Tokyo) a annoncé la sortie du premier prototype de « machine à inférence logique en parallèle » (Parallel Inference Engine). Cette machine, qui fonctionne à partir des principes du langage Prolog développé il y a dix ans par le Français A. Colmerauer, est capable de réaliser plus de trente mille inférences logiques par secondes (quinze fois plus rapide qu'un processeur séquentiel conventionnel) et vise trois cent mille puis un million d'inférences logiques dans deux ans.

Ces performances exceptionnelles peuvent à court terme modifier complètement le rôle des techniques d'intelligence artificielle actuellement confinées à des tâches ultra-spécialisées et, bien entendu, auront des retombées très importantes dans le domaine de l'image.

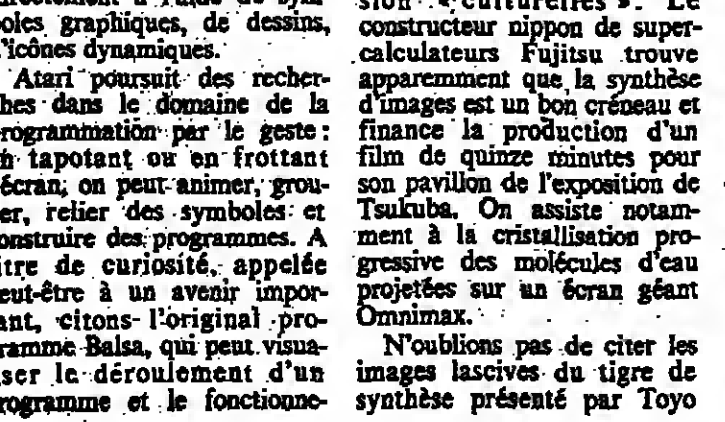
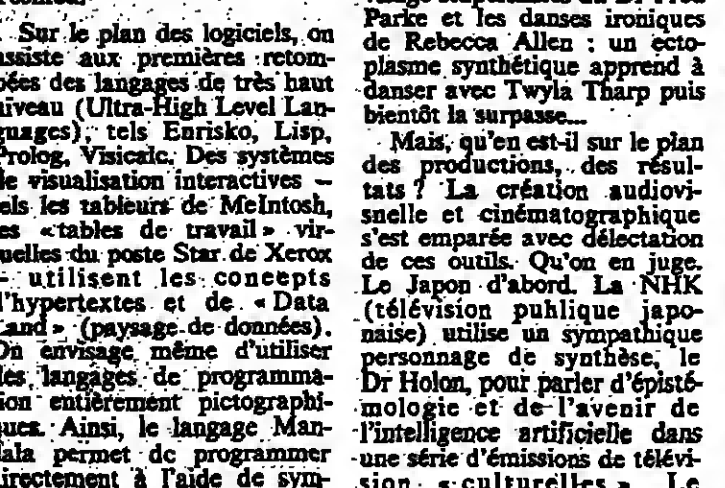
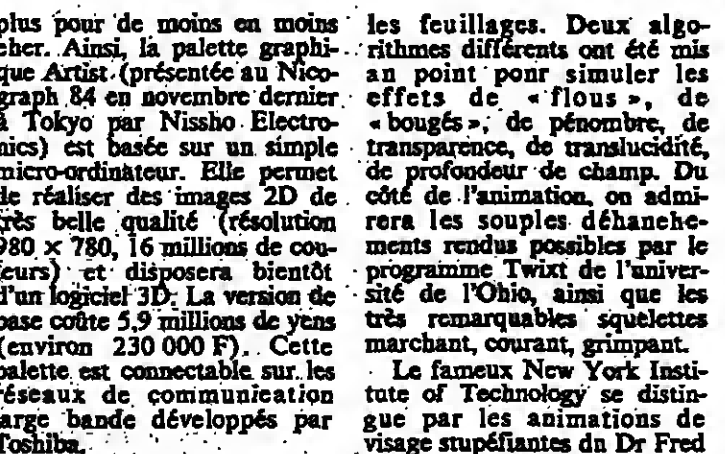
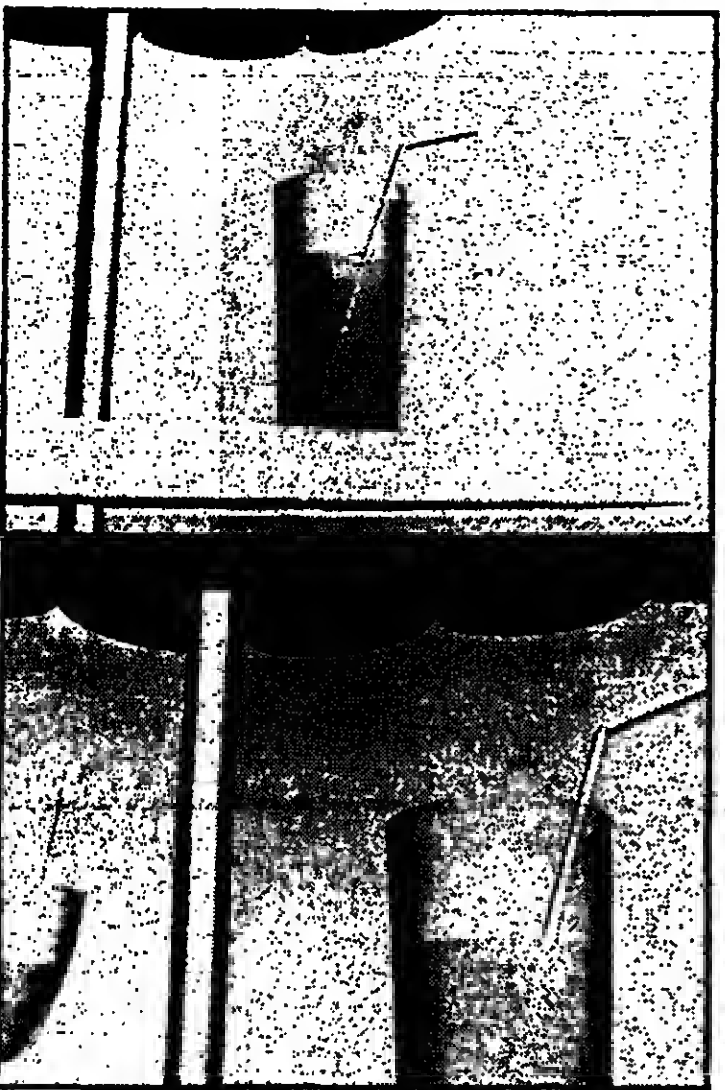
Philippe Quéau, Département de la recherche prospective, Institut national de la communication audiovisuelle.

les feuillages. Deux algorithmes différents ont été mis au point pour simuler les effets de « flous », de « bougés », de pénombre, de transparence, de translucidité, de profondeur de champ. Du côté de l'animation, on admirera les souples déhanchements rendus possibles par le programme Twist de l'université de l'Ohio, ainsi que les très remarquables squelettes marchant, courant, grimpaient.

Le fameux New York Institute of Technology se distingue par les animations de visage stupéfiantes du Dr Fred Parke et les danses ironiques de Rebecca Allen : un ectoplasme synthétique apprend à danser avec Twyla Tharp puis bientôt la surpasse.

Mais, qu'en est-il sur le plan des productions, des résultats ? La création audiovisuelle est emparée avec délectation de ces outils. Qu'en juge Le Japon d'abord. La NHK (télévision publique japonaise) utilise un sympathique personnage de synthèse, le Dr Holon, pour parler d'épistémologie et de l'avenir de l'intelligence artificielle dans une série d'émissions de télévision « culturelles ». Le constructeur nippon de supercalculateurs Fujitsu trouve apparemment que la synthèse d'images est un bon créneau et finance la production d'un film de quinze minutes pour son pavillon de l'exposition de Teikuba. On assiste notamment à la cristallisation progressive des molécules d'eau projetées sur un écran géant Omnimax.

N'oublions pas de citer les images lascives du tigre de synthèse présenté par Toyo



Publi-Regards

Quand mousse le péplum

Lautner en proie à une savounette.

LES téléspectateurs de Moselle et Meurthe-et-Moselle ont en le « privilège » de découvrir sur Télé-Luxembourg un spot de quarante-cinq secondes signé Georges Lautner. C'est en effet par ce canal que les responsables de Colgate France ont décidé de tester un nouveau savon de beauté, Cleopatra, qu'ils voudraient bien lancer sur le marché français.

Mais voilà, le lancement d'un savon n'est pas une mince affaire. Depuis plus de dix ans, personne ne s'y est risqué. Depuis le coup réussi par Zest et son savon fraîcheur. Alors, on hésite, on teste.

Cela fait plus de quatre ans maintenant que Colgate a demandé à son agence de publicité, Publicis, de préparer une campagne autour d'un nouveau savon de beauté, comme le sont Camay et Lux qui raflaient en 1983 plus de 20 % du marché du savon en France.

Les créatifs de l'agence ont donc imaginé de longue date un concept, centré sur la reine d'Égypte, et une histoire, Cleopâtre au bain. Tout a été testé et retesté. Et les résultats, dit-on chez Publicis, sont parfaitement probants.

Les téléspectateurs de l'est du pays ont vu apparaître le 19 novembre dernier sur leur petit écran le premier grand péplum publicitaire. Dans le couloir d'un palais de l'ancienne Égypte, au son triomphal des trompettes et entourée de sa garde et de ses serviteurs, Cleopâtre s'avance. Très vite, elle arrive dans sa « salle de bains », un formidable atrium qui abrite une vaste piscine remplie de crème et de parfum, les constituants fondamentaux du nouveau savon. Elle se déshabille et, voluptueusement nue, se jette dans la mousse abondante de son savon de beauté. Satisfaite, elle le pose sur un petit bateau, un felouque, qui l'emporte au loin, la piscine devenant alors océan. Signature du spot : Cleopatra, un nouveau savon qui pourrait bien changer la face du monde. Un nouveau savon, un secret de beauté.

« Nous avons voulu réaliser non pas une démonstration, ce qui est habituel pour ce genre de produit, mais une évocation », explique Patrice Caze, directeur de production chez Publicis, un péplum le plus vrai possible et non pas une transposition ou un pastiche. Notre spot devait apparaître comme un morceau de long métrage. Pour cela, nous sommes allés tourner à Cinecittà, qui nous a offert un plateau assez grand, nous avons fait des castings dans plusieurs capitales dont New York où nous avons trouvé le superbe mannequin qui joue Cleopâtre et recruté plus de vingt figurants, habilement multipliés par la caméra de Georges Lautner.

Celui-ci, qui vient d'achever un nouveau long métrage aux studios de Boulogne, se souvient avec gourmandise du tournage de « Cleopatra ». « D'abord, il y avait un très bon décorateur français, François Delamotte, qui a puisé dans les stocks de Cinecittà ou fait façonner, à partir de modèles déjà utilisés dans des films, des éléments tout à fait magnifiques. Puis il y avait les habilleuses de Cinecittà et un excellent chef-opérateur, Luciano Tovoli. Grâce à lui, nous avons pu donner une réelle ampleur artistique au film, ampleur que nous n'aurions pu rendre financièrement. »

Un réalisateur de longs métrages de fiction ne se venge-t-il pas un peu du monde de la publicité quand il réclame pour le tournage d'un spot de quarante-cinq secondes un plateau de Cinecittà ? « J'ai beaucoup de satisfaction d'avoir tourné là-bas », répond Georges Lautner, car on y dispose d'un staff qu'on ne pourrait pas reconstituer à Paris. Moins l'ambiance y est glaciale, les bureaux sordides et les loges ignobles.

« La réalisation de films publicitaires n'est pas un genre olimpoire mais un vrai métier. Certes, pour moi, c'est un métier d'appoint, mais qui présente de nombreux avantages. C'est une école de rigueur : il s'agit de dire beaucoup en peu de temps. C'est aussi une aventure phénoménale, on a des moyens, des budgets beaucoup plus importants, on est confortable... Et puis, pour « Cleopatra », il a fallu résoudre des tas de problèmes inhabituels pour moi : la température de l'eau de la piscine, sa couleur, sa transparence, sa teneur en mousse. Il a fallu aspirer toutes les saloperies qui nous venaient des eaux du Tibre. J'ai quand même eu la satisfaction personnelle de couvrir moi-même de savon le buste du mannequin. »

Belle revanche, peut-être, pour le réalisateur, dont le salaire pour ce tournage était inférieur à celui du mannequin... Le coût total de la production du film ainsi que celui de la campagne de lancement qu'il pourrait appuyer sont tenus jalousement secrets. De même que la date du début de la campagne sur les chaînes de télévision. Colgate se méfie de la concurrence. On sait toutefois qu'il s'agit d'un spot habile mais relativement peu cher - 1,5 million de francs ? - et d'une possible campagne, elle, très coûteuse. Car il faudra que Cleopatra s'impose sur un marché tendu, et pour longtemps. A moins que ses promoteurs renoncent à leur projet. Le premier péplum publicitaire finirait en marchandise de rebut.

OLIVIER SCHMITT.

Aux quatre coins de France

Vacances et loisirs

PLAGE MIDL Parc loisirs. Choix de locations. Déjeuner, tarif gratuit. BOISSET, 34 SÉRIENAN (67) 32-26-17.

AYDAT - AUVERGNE Régions des lacs et des volcans. VACANCES EN TOUTES SAISONS. Rés. S.I. 63970 AYDAT

Vins et alcools

MERCUREY A.O.C. Vente directe 12 bouteilles 1981 : 396 F TTC franco dom. TARIF SUR DEMANDE - Tél. (86) 47-13-94 Louis Modrin, viticulteur, 71580 Mercurey.

VINS FINS D'ALSACE médailles CHARLES SCHLERET propriétaire-viticulteur à 68230 TURCKHEIM

I donc. Mais succès
ier-jalon. Le « 57 Mé
nstruit par Claude
(auteur par ailleurs
directeur où il a mis
cation son expérience
nouvelles, confronté
bandes d'une commu-
travail précise et ex-
est, à l'angle du quai
agrad et de la rue du
ont-de-Sèvres, la fi-
proue du nouveau Bil-
eu de reculer derrière
les, comme l'auraient
s nouvelles directives
sme de la commune,
s pied à pied avec les
de l'équipement, on
se cacher dans un vo-
eutre et banal. Le
tal » s'affirme jusqu'au
rottoir, avec sa toiture
prépatinée (un maté-
riau pour sa pérennité),
offre d'une crête de
de métal, divisée en
énormes, sinués pour
trapper la lumière et la
er à l'intérieur, étages
ins correspondant aux
hauteurs sous pla-
cessaires à cet atelier
erie lourde, où la char-
oit pouvoir porter tout
en tout point.
dire que l'élégance
jouer avec la solidité,
ance, le sérieux, et que
scte ne se fait accepter
du verdict de la règle
uée par un portique
imilière, la nouvelle en-
coin du quai séparé
diffices, construite en
emps, mais de tonalités
férentes : l'atelier lui-
brutal et costaud ; le
d'entreprise et dif-
services sociaux, ho-
e briques, aux façades
et accueillantes. Une
ture parlante.

ICHÈLE CHAMPENOIS

UNE SÉRIE D'ÉMISSIONS



Deux responsables d'entreprise, spécialisés l'un dans le conseil en marketing, l'autre dans le développement de l'informatique, dialoguent sur l'économie et la gestion, non pas en théoriciens, mais en praticiens, qui savent d'expérience de quoi ils parlent, qui ont l'un et l'autre, de par leurs fonctions, une vision internationale de ces questions et qui sont, l'un comme l'autre, attentifs à la « ressource humaine » dans l'organisation économique. — T.F.

M. Stern. — Aujourd'hui, l'informatique personnelle est l'un des thèmes privilégiés des médias. Tout le monde commence à s'y intéresser; mes clients s'équipent, certains sans hésiter, d'autres plus lentement. S'il s'agit d'un mouvement profond, ce que je crois, cela aura une grande incidence sur notre vie quotidienne, sur les lieux de travail notamment. C'est pourquoi j'ai invité M. Pérez, directeur de la formation et du développement et des ressources humaines chez Apple Europe.

Avant d'occuper cette fonction, il a travaillé dans des secteurs plus « traditionnels », marqués à la fois par le caractère plus banal de leurs produits, le conservatisme du « management » dans les entreprises et des formes particulières de conflits de travail. En quoi diffère une industrie nouvelle de haute technologie et d'innovation comme l'informatique ?

M. Pérez. — Ce sont moins les innovations technologiques, le capital matériel, qui déterminent les performances de l'entreprise que le capital humain; on l'a bien compris chez Apple.

T. Ferenczi. — Dans le domaine des ordinateurs, c'est pourtant la machine qui a été source d'innovation...

M. Pérez. — Elle a joué le rôle d'un catalyseur : l'ordinateur ne crée rien, c'est un individu qui crée à travers lui. D'où la nécessité de le démythifier.

T. Ferenczi. — La nature de cet outil modifie néanmoins l'organisation du travail et les relations dans l'entreprise...

M. Pérez. — L'introduction de l'informatique a bouleversé les structures hiérarchiques dans l'entreprise. Chacun doit désormais être capable de s'adapter à n'importe quel poste ou fonction, dans une perspective de mobilité tant horizontale que verticale. Au-delà, les structures mêmes de l'entreprise doivent être flexibles. Il faut pouvoir les modifier souvent et rapidement, si c'est opportun.

M. Stern. — Des changements de structures trop fréquents ne risquent-ils pas d'entraver sa bonne marche ?

M. Pérez. — Au contraire, tout le monde y gagne. Autre principe fondamental chez Apple : le respect des individus. Chacun est unique : aussi est-ce l'entreprise qui doit adapter ses fonctions à l'individu et non l'inverse. Contrairement aux pratiques de la plupart des entreprises, nous demandons aux gens ce qu'ils veulent faire, nous nous efforçons d'aller vers eux et de concilier leurs désirs avec nos vus.

T. Ferenczi. — S'agit-il de règles universelles ou ne sont-elles valables que pour les entreprises d'informatique ?

M. Pérez. — Elles sont applicables partout. Le service de gestion des ressources humaines, loin d'être un service fonctionnel où l'on décide seulement d'augmentations de salaire ou d'avantages matériels, est le cœur même de l'entreprise, et son directeur un maître d'armes qui réaffirme les valeurs propres à l'entreprise et essaie de les mettre en pratique. Beaucoup de sociétés parlent de leur culture visionnaire sans jamais la matérialiser : chez Apple, le rêve devient réalité.

M. Stern. — Comment se matérialise ce concept de culture de l'entreprise ?

M. Pérez. — La gestion des ressources humaines n'est pas chez Apple une affaire juridique : ouvrages de droit et consultants suffisent à cet aspect du travail. Nous nous attachons bien davantage au développement des individus. Trois principes fondamentaux remplacent chez nous bien des ouvrages traditionnels de gestion du personnel. Tout d'abord, le concept de l'amibe. Il s'agit de tenir compte du fait que, dès l'instant où vous donnez un travail à un individu, ce travail a déjà changé. Il y a toujours des tâches qu'il délaissera spontanément, et d'autres dont on ne pourra le détourner.

M. Stern. — Qu'arrive-t-il si tout le monde veut faire la même chose et que des tâches essentielles soient délaissées ?

M. Pérez. — Nous organisons des revues d'activité pour l'éviter. Les conflits de fonction sont inévitables dans une organisation; patrons et subordonnés doivent les analyser afin de les réduire. Par ailleurs, cette revue d'activité nourrit la politique de développement des carrières. Toute fonction a un « cœur » que chacun développera comme il l'entend; aussi jugeons-nous inutiles les descriptions de poste trop détaillées.

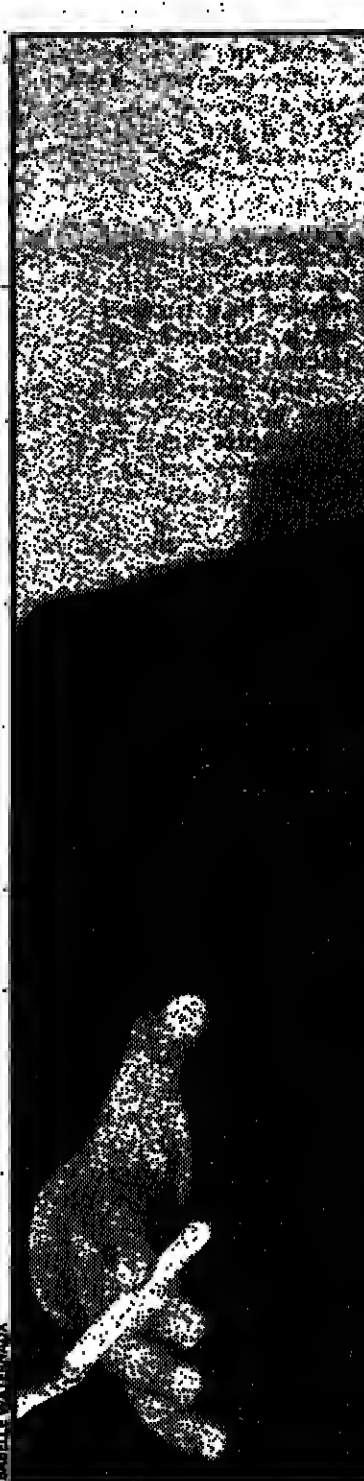
» Deuxième concept fondamental chez Apple : celui de *vaisseau spatial*. Dans la plupart des entreprises, le pilote — l'équipe dirigeante — fixe des objectifs en vue desquels il conçoit unilatéralement un plan de formation et de développement de l'équipage — le personnel. Au contraire, chez nous, le pilote fixe le cap et expose sa vision de l'entreprise à son équipage lors des revues de performance semestrielles : les patrons y discutent avec leurs subordonnés des « challenges » que ces derniers sont prêts à mettre en œuvre. Ainsi, par synergie, les forces de chacun s'additionnent : le vaisseau en va d'autant plus vite ou plus loin...

» Troisième concept enfin : celui de la *poubelle*. La « poubelle » du patron offre des opportunités à chacun des membres du personnel : ses « rebuts », c'est-à-dire les tâches qu'il ne veut plus ou ne plus remplir, sont autant de « challenges » pour le subordonné. Une négociation permanente s'instaure entre eux sur cette délégation des tâches. Une chaîne s'établit ainsi entre tous les niveaux hiérarchiques, seul moyen de développer les individus.

M. Stern. — En tout cas, les mots de « patron », « subordonné », « délégation » gardent leur connotation conservatrice.

M. Pérez. — Nous reprenons ce vocabulaire, mais il désigne pour nous tout autre chose. Ainsi, dans la plupart des entreprises, l'excellence consiste à faire bien son travail avec le minimum de supervision. Au contraire, n'est tenu pour excellent chez Apple que l'individu qui, au-delà de son travail strict, a su se prendre en charge pour se développer dans de nouvelles directions.

T. Ferenczi. — S'agit-il d'un modèle idéal d'inspiration américaine ou de principes également mis en œuvre en France ? Ou bien encore leur non-application expliquerait-elle certains retards de notre pays ?



Michel Pérez, quarante-trois ans, est directeur pour l'Europe de la formation et du développement chez Apple, société américaine qui fut l'une des pionnières de l'ordinateur personnel.

M. Pérez. — C'est un modèle inventé par Apple Europe, largement fondé sur la culture européenne; nous l'avons par la suite exporté aux États-Unis.

» Autre élément nouveau en matière de gestion des ressources humaines : l'élaboration de la grille des salaires. Dans la plupart des entreprises, grade et salaire sont artificiellement liés, pour éviter des tracasseries aux directions du personnel. Chez nous, il est possible d'augmenter son salaire à 200 % ou 300 % au-delà du point limite sans changer de grade. En revanche, la société n'accorde un changement de grade que si elle peut constater qu'un individu en développant le « cœur » de son travail occupe de fait des responsabilités supérieures. Révolution que ce principe de séparation entre évolution du salaire et évolution dans l'échelle des grades ! Il n'y a plus de promotion, mais une

appréciation permanente du développement des individus.

M. Stern. — Ces méthodes sont-elles applicables en France, où l'on déplore souvent la rigidité de l'organisation des entreprises ?

M. Pérez. — Tout à fait, et ce d'autant que les sociétés françaises sont souvent de petite taille. L'avenir appartient aux petites structures, c'est notre credo chez Apple.

T. Ferenczi. — Ne négligeons pas l'effet des modes : il fut un temps où l'on prônait la concentration ! L'intérêt actuellement renouvelé pour les

nat et syndicats, vient leur rôle s'amoindrir dès que chacun peut prendre en charge lui-même son développement, ses décisions et son information.

» L'individualisme français, latin en général, me semble avoir favorisé la pénétration de l'informatique personnelle dans ces pays.

M. Stern. — Quels changements cette révolution technologique vous laisse-t-elle imaginer dans les années à venir en France ?

M. Pérez. — Tout d'abord, la productivité du travail va se

nateur restera-t-il un outil parmi d'autres ?

M. Pérez. — Ni banal ni révolutionnaire, l'ordinateur personnel va simplement remplacer le crayon et le papier. Démystifions l'escroquerie intellectuelle qui a consisté à faire croire que l'informatique était affaire de spécialistes et exigeait des systèmes très centralisés ! Ce qui est intéressant pour l'individu, c'est le petit outil avec lequel on converse et qui aide à faire plus vite et mieux n'importe quoi. Et pour lequel aucune connaissance de la programmation n'est nécessaire. On apprend à utiliser un programme en vingt minutes !

M. Stern. — Pour en revenir aux caractères spécifiques d'une industrie nouvelle comme l'informatique, les changements y sont-ils, comme dans la plupart des cas, impulsés d'en haut ?

M. Pérez. — L'implication du « management » est décisive. Il faut que certaines personnes d'« en haut » acceptent le risque. Aussi cette dernière caractéristique est-elle fondamentale pour nous en matière de recrutement. Il y a quelques années, nous recrutions des professionnels venant de grandes entreprises qui prenaient le risque de venir dans une société alors inconnue. Aujourd'hui, nous sommes si connus que nous ne pouvons plus mesurer le risque qu'accepte l'individu en venant chez nous. C'est pourquoi les entrepreneurs avant l'embauche visent à déterminer s'il recherche seulement « la bonne soupe » ou s'il est prêt à créer son travail comme s'il créait sa propre entreprise.

M. Stern. — La bureaucratie ou, au contraire, une dispersion de ses forces ne guette-t-elle pas une entreprise qui double son chiffre d'affaires chaque année ?

M. Pérez. — Je ne crois pas qu'Apple ait perdu son âme en se développant. Le rôle du directeur des ressources humaines, ce « prêtre » entre les mains duquel reposent « les Dix Commandements de l'entreprise » est de veiller à la survie de cette âme; d'éviter les risques que vous évoquez, en prenant, par exemple, si le fallait, la décision de doubler des établissements devenus trop lourds et trop rigides.

M. Stern. — Une vision analogue de l'entreprise et de sa culture a cours au Japon. C'est pourquoi la formation des nouveaux entrants consiste moins en des apprentissages techniques qu'en inculcation des valeurs et de la culture de l'entreprise. C'est également pourquoi ces entreprises ont si bien réussi à l'étranger, chaque filiale partageant la culture commune tout en gardant son individualité.

M. Pérez. — Chez Apple, il existe des sous-cultures nationales, mais elles sont toutes l'émulation d'une culture spécifique propre à la société.

France-Culture, samedi 2 février, 19 h 15 : Maxwell Stern-Michel Pérez (rediffusion mercredi 6 février, 14 h 30).

Samedi 9 février, 19 h 15 : Michel Pérez-Jean-Marc Fauré (rediffusion mercredi 13 février, 14 h 30).

Cœur de vestale

par Vincent Landel.



ELLE était revêtue de l'habit des cérémonies, et elle n'en finissait pas de contempler son reflet dans l'eau de la rivière que bordaient les huttes.

Ce matin, les femmes l'avaient réveillée de bonne heure, avant que l'aube ne parût, et l'une d'elles, la plus vieille, lui avait dit :

« Te voici parvenue à la quatorzième année, suis-moi. »

Elle avait emboîté le pas de la vieille femme jusqu'à la cabane de bois, un peu en dehors du village, le long d'un sentier planté de chênes gigantesques qui protégeaient la communauté de leurs ombres sereines. Elle s'était étonnée de l'immensité de la plaine, de la pâleur de l'aurore qui naissait au-delà des cimes, et elle avait senti brûler en elle un feu nouveau. Pour la première fois elle portait ses regards au-dehors, abandonnant l'horizon monotone des toits du village et de ses pieux dressés.

Elle avait dévoré des yeux les champs de fleurs et de maïs, tendu l'oreille au ululement des ébouettes et s'était laissée envahir par la fraîcheur de l'herbe où se posaient ses pieds nus.

Confusément, elle avait compris que le temps de l'enfance serait bientôt révolu. Elle ne s'était pas étonnée qu'on vint ainsi la chercher. Elle ne s'était pas même demandé où on la conduisait, car elle avait confiance. La vieille femme qui guidait ses pas était celle-là même qui l'avait élevée, et la compagnie des autres femmes lui était familière. Depuis le jour de sa naissance, on l'avait écartée de son père et de sa mère, et confiée à la vieille Maya ; elle avait appris à vivre aveugle, muette et sans repères, à s'en remettre aux femmes qui l'avaient guidée, protégée, modelée au gré de leur fantaisie. Elle avait accepté la nuit et le silence, livrant ses yeux et sa parole aux membres du clan. Elle n'était rien en soi, simple partie d'un corps plus vaste et plus profond, innombrablement blottie au creux d'une autorité plus puissante.

Sans appréhension, elle avait suivi la vieille femme à l'intérieur de la petite maison où elle avait découvert les étalages d'onguents, de peintures et de fèves dont les hommes se paraient lors des cérémonies. C'était lui faire grand honneur que de l'autoriser à pénétrer en ce lieu secret, plus riche, plus luxuriant qu'elle ne l'eût imaginé dans ses rêves les plus vastes.

Elle avait reconnu Semma, la première femme du chef, coiffée de son étoffe des banquets ; Bali, sa tendre compagne d'enfance, que Maya avait adoptée depuis que ses parents étaient tombés aux combats de la septième lune ; et la vieille Ohm, qui la regardait toujours à la dérobée comme si elle l'eût soupçonnée de quelque terrible forfait. Il y avait aussi Muhr, la femme de Sohr, le plus valeureux guerrier de la tribu, dont chacun gardait à la mémoire les exploits lors de la dernière campagne contre les gens de Coxozonta, et enfin Gaya et Silen, les inséparables jumelles, filles du village voisin. Et toutes l'observaient avec une lueur d'envie dans les yeux, un désir qu'elle prit pour de la jalousie mais qui n'était en vérité qu'une trouble compassion.

Elles s'étaient approchées d'elle et l'avaient déshabillée lentement, avec des gestes à la fois doux et précis, comme on

dévoit un cadavre. Elle s'était laissée faire, gênée d'offrir sa nudité à tant de regards, et elle n'avait pu s'empêcher de cacher sa poitrine quand la bonne Maya avait retiré sa tunique. Les autres riaient, une onde chaude avait parcouru ses joues et ses oreilles. Mais Maya passait déjà une main sur sa frêle épaule, et le contact rassurant de la vieille femme avait eu raison de son malaise. On l'avait alors conduite près d'une bassine emplie d'une eau fumante, en la priant de s'y plonger. Soumise, elle avait obtempéré, tandis que les plus jeunes entreprenaient de la laver délicatement avec de grandes éponges imprégnées d'une substance qui sentait bon la menthe et le bois d'acacia. Après qu'on l'eût séchée, on l'avait transportée, nue, sur un socle de métal où elle s'était assise cependant que Maya apportait un plateau où s'entrechoquaient fioles, pinces et plantes. Puis chacune s'était emparée d'une crème, qui d'un bâton de couleur, et toutes avaient dessiné sur son visage et sa poitrine d'étranges cercles bleus, mauves et rouges.

Quand elles avaient quitté la butte, le soleil atteignait son point culminant. Elle s'était avancée de quelques pas, en direction de la rivière où les hommes venaient chaque jour pêcher, et l'eau lui avait renvoyé l'image d'une femme aux lignes longues et minces, d'une radieuse beauté, vêtue d'une robe semée d'ornements de jade vert. Elle avait palpé chaque coin de la précieuse étoffe comme pour se persuader qu'elle enveloppait bien son propre corps, puis elle avait lancé un regard plein d'étonnement à la vieille femme.

« Tu es digne de recevoir le maître des pluies. Apprête-toi à le rejoindre. »

Elle avait donc été désignée. Depuis peu, les sages s'étaient réunis dans le temple pour élire celle qui aurait le privilège de marier son cœur au dieu de fertilité, afin d'apaiser sa colère. Ils avaient interrogé l'oiseau quetzal au long bec, à la parure de feu, et récité la prière du blé qui apporte les nuages noirs et féconds. Les pourparlers avaient duré trois jours et trois nuits. Pendant tout ce temps, chacune des femmes de la tribu avait désiré être investie du pouvoir de séduire le dieu. Et voici qu'elle avait été désignée, elle, l'innocente, que les anciens avaient préférée aux plus gentilles.

Les larmes s'échappèrent de ses yeux, impuissantes à contenir l'allégresse qui naissait au creux de son ventre. Avant la fin de la nuit, elle serait déesse. Et tous se prosternerait devant elle, la supplieraient d'intercéder en leur faveur auprès du dieu. Le chef lui-même en abandonnerait ses prérogatives. Elle serait la plus jeune épouse du dieu depuis que le monde était monde, et son nom resterait gravé dans les mémoires à jamais.

Les larmes étaient devenues inutiles. Elles s'essuya les joues d'un revers de la main et se redressa face aux champs de blé.

« Je suis prête. »

Alors qu'elle se dirigeait vers l'assemblée des femmes, fixant chacune droit dans les yeux, un sourire complice se dessina sur les lèvres de Maya. Elle lut dans ce sourire que la vieille femme était fière de son élève. Car Maya n'avait pas un seul instant douté que sa pupille fût l'élue ni que sa beauté n'eût raison des réticences des prêtres dues à son jeune âge. C'est dans ce but qu'elle l'avait élevée, dans le respect des traditions et le recueillement de la méditation. De ses propres mains, elle avait forgé une vestale qui por-

terait la gloire des peuples de la plaine à son apogée.

Côte à côte, elles entamèrent la longue marche. Elles s'arrêtèrent au seuil de la maison de Catloéchan, et le guerrier et sa famille s'agenouillèrent devant l'élue. Elles visitèrent chaque foyer, chaque tente, et jusqu'à la mesure du fou, qu'il fallut contraindre à se prosterner. Tous, hommes, enfants, femmes, vieillards, lui rendirent hommage et vinrent grossir le petit groupe des habilleuses. Quand le soleil amorça son déclin vers la montagne Huixatecnil, la population entière connaissait le nom de la nouvelle épouse du dieu.

Le moment était venu de se rendre à la demeure de Montecuzoma. La foule stoppa devant la maison de craie, et tous s'assirent en rangs de vingt. A pas lents, elle gravit les escaliers qui conduisaient à la porte sculptée et s'enfonça dans la pénombre de la première salle.

Debout, les mains jointes, le chef l'attendait. Il lui tendit le vase de sang qui achèverait de purifier son âme et l'invita à la suivre dans la seconde pièce. Là, il s'étendit de tout son long, face contre ciel, aux pieds de la vierge. Il désigna l'amulette qui reposait sur sa poitrine, accrochée à son cou. Elle la saisit avidement, arrachant la liane qui dessinait une mince trace brunâtre sur la peau ridée. Puis, abandonnant l'homme ainsi dépossédé, elle quitta la salle où brûlait l'encens de copal et regagna seule le vestibule d'entrée, serrant le talisman entre ses doigts.

Lorsque, à nouveau, elle aperçut son reflet dans la pierre lisse qui garnissait les murs de la demeure, elle était déjà passée de l'autre côté. Elle adressa un sourire au regard sévère de la déesse que lui renvoyait la pierre ; la petite Laïla était morte, mais les puissances du soir avaient animé un être nouveau, d'une incomparable beauté, habité d'un désir sans limites et d'une résolution plus intense encore. Elle franchit le seuil de l'entrée. Les autres tribus avaient déjà rejoint le clan. Un instant, elle contempla l'horizon des têtes et des chevelures bigarrées qui ondoyaient à perte de regard. Par elle, la cité du lac-de-lune renaîtrait d'une vie nouvelle, à l'abri de la fureur du dieu. Par elle, tous connaîtraient quatorze années de paix et d'abondance. Elle était le commencement d'une ère nouvelle, celle par qui toute chose devrait éclore ou périr.

Elle reconnut aux premiers rangs Xetan, son aïe à la main, la chevelure hérissée de plumes, qui l'observait en silence. Elle se souvint l'avoir aimé. Mais lorsqu'il tourna brusquement les talons pour s'enfuir en courant, elle n'éprouva le sentiment d'aucune perte. Sa douleur n'était rien, il ne lui serait plus d'aucun secours. Elle le regarda disparaître à l'horizon, là où s'étendaient les marécages d'où personne ne revenait, jusqu'à ce qu'il ne fût plus qu'un point dérangeant l'espace immobile des ruelles au loin. Au moment où il s'évanouit dans la pénombre, elle leva le bras gauche.

Les rythmes jaillirent d'un trait. D'abord quelques battements annonciateurs, suivis par une série de martèlements sourds, réguliers, qui emplirent la nuit d'arbres et résonnèrent au-delà des maisons, jusqu'au fleuve.

Rien n'arrêterait plus le cours de la procession. Elle

dévala les quinze marches de l'escalier qui la séparaient de la foule et se dirigea d'un pas ferme vers la sortie du village, précédant la multitude des visages. Maya s'était éclipée, elle était seule désormais.

Parvenue à la grande porte, elle aperçut le prêtre ceint du pagne rituel, agenouillé auprès du gigantesque dieu de bronze. Au centre du périmètre sacré, Chac-Mool attendait, les bras rejetés en arrière, les mains désignant son ventre. La foule recula de quelques pas, prenant garde à ne pas fouler la ligne de sable qui séparait les deux royaumes.

Au loin, le fleuve grondait.

Elle demeura un instant au bord du cercle, hésitant encore. Elle voulut embrasser une dernière fois du regard les sables et les rocs qui rougoyaient à l'horizon, humer encore les fragrances exhalées par les proches marais et sentir sous ses pieds la chaleur de la terre. Déjà elle aurait pu étreindre le corps du dieu accroupi, elle-même déposer son offrande vivante sur le ventre de métal. Mais la nuit n'avait pas encore enveloppé toute chose, seuls quelques pans d'ombre bravaient encore l'uniformité du crépuscule. Elle ne pouvait que rester là, tendue, immobile, attentive à l'effacement de l'enfance, le ciel en tête et ses mains, ses

longues mains abandonnées aux vides, le vide de gauche et celui de droite, et au milieu un corps de sève et de sang, un corps de terre et de poussière.

Lorsque son regard s'abaissa, la nuit avait recouvert la foule. La coquille de la mémoire s'était lentement refermée, et elle ne chercha plus à laisser filtrer les quelques bribes de souvenirs qui résistaient encore. Le temps assigné était révolu. Tout était en place. Les rythmes autour et au-dedans, versés dans l'espace comme une lave. Le mugissement des conques, lointaine corne de brume. La respiration de la foule, vigile impatiente. Et le visage détourné de la statue, au centre du cercle, les yeux indifférents à l'autel de son ventre.

Les feux s'allumèrent, les hommes esquissèrent les gestes de la danse. Elle fit volte-face et franchit la ligne de sable, la tête levée vers le ciel criblé d'étoiles. Le prêtre se redressa et étendit le bras.

Perdue au fond du regard du dieu, elle ne sentit pas la lame qui se frayait un chemin dans sa chair transportée, à la recberbe du cœur de la vierge.

● Vincent Landel est né en 1958. Il a publié *Le Livre de mon chat* (Gallimard, 1983) et collabore au *Magazine littéraire*.

Poésie

Ernest Pepin

Toi, à la cuisine,
vulve brûlée d'un baiser
et la surprise tiède monte
la spirale des sens.
Vulve vivace comme un ballet d'abeilles
O fragile fusée !
Accourant les millénaires à la rescousse
de l'instant
pour bâtir, pont neuf, nos bras.

Tu prends le train
c'est mon corps qui part
et ton ventre gonflé rebondit
dans ma peur.

Nous donnons la main au printemps
au froit du soleil
nous allumons nos rires
Nous rassemblons le miroir brisé
des étoiles.

Ta tête rase est une planète
où gravita
ma joie.

Les anses de tes yeux comme gîte à désir.
Deux mornes, tes seins à ma soif marronnée.
Tes hanches dansent un conte
accordé à la mer.

Je guette au donjon de tes cuisses
le message touffu et son message cosmique.
Il porte la nouvelle :

« la soir est une soir
la volcan est de chair
et le déluge est vrai.
On peut naître d'amour
faire cyclone d'un plaisir
et massacrer la mort en un
seul cri. »

Je porta toujours au cou
la pépite de ton sexe
rose minéral
soleil premier
monde en sa première rosée.

Je porte toujours au cou
louve morsure
ton sexe
deux fois blessure
au séisme
des naissances.

ERNEST PEPIN.

Ernest Pepin est né en 1950 à Lamentin (Guadeloupe). Proche d'Aimé Césaire, il fut, tour à tour, animateur littéraire, producteur de radio, conférencier. Il a un moment animé le Centre d'action culturelle de la Guadeloupe et a été membre du comité d'organisation du Mémorial Frantz Fanon en Martinique. Il a collaboré aux revues EPI, l'Étoile et la Clef, Europe, Présence africaine, Ethiopiques. Au verso du silence vient d'être publié aux éditions L'Harmattan. *Fau secret, révolte, cette poésie se saoule de baisers féroces. La chaleur marque l'office des sens.*

CHRISTIAN DESCAMPS.

Sauf mention contraire, tous les poèmes publiés dans cette rubrique sont inédits.

tera-t-il un ouïres ?

« Ni banal ni ré-
e, l'ordinateur per-
implément rempla-
yon et le papier.
s l'escroquerie in-
qui a consisté à
que l'informatique
de spécialistes et
systèmes très cen-
qui est intéressant
vidu, c'est le petit
lequel on converse
à faire plus vite et
porte quoi. Et pour
me connaissance de
mation n'est néces-
prend à utiliser un
en vingt minutes !

« Pour en revenir
rères spécifiques,
industrie nouvelle
informatique, les
rs y sont-ils, comme
upart des cas, im-
haut ?

« L'implication
gement » est déci-
à que certaines per-
en haut » acceptent
Aussi cette dernière
ique est-elle fonda-
ur nous en matière
ment. Il y a quel-
es, nous recrutons
sionnels venant de
ntreprises qui pré-
tisque de venir dans
té alors inconnue,
ui, nous sommes si
e nous ne pouvons
rer le risque qu'ac-
ividu en venant chez
t pourquoi les entre-
t l'embauche visent
finer s'il recherche
« la bonne soupe »
prêt à créer son tra-
je s'il créait sa pro-
rise.

« La bureaucratie,
au contraire, une
de ses forces ne
pas une entreprise
le son chiffre d'aff-
que année ?

« Je ne crois pas
ait perdu son âme en
ypant. Le rôle du di-
des ressources hu-
« prêtre » entre les
quel reposent « les
mandements de l'en-
est de veiller à la
cette âme : d'éviter
s que vous évoquez,
t, par exemple, s'il le
décision de dédou-
établissements de-
p lourds et trop ri-

« Une vision ans-
l'entreprise et de sa
cours au Japon. C'est
la formation des nou-
trants consiste moins
pprentissages techni-
in inculcation des va-
de la culture de l'en-
C'est également
ces entreprises ont si-
si à l'étranger, cha-
alé partageant la
ammune tout en gar-
individualité.

« Chez Apple, il
s sous-cultures natio-
ais elles sont toutes
on d'une culture spé-
rope à la société.

« Culture, samedi
r, 19 h 15 : Maxwell
Michel Pérez (redif-
mercredi 6 février).

« 9 février,
15 : Michel Pérez-
larc Faure (redif-
mercredi 13 février).

Les cathédrales, gestes indestructibles posés au cœur de villes qui changent, sont-elles pour au

Amiens se rapproche de son chef-d'œuvre

Un quartier neuf aux flancs de la cathédrale et jusque sur le parvis.



« Violente déclaration de guerre aux idées modernes en urbanisme », le projet de Rob Krier adopté par le conseil municipal prévoit la construction de 300 logements ménageant des places et des passages sous voûte. Une rangée de maisons basses sera construite sur deux côtés du parvis à 33 mètres du porche pour le « fermer ».

AMIENS, au début des années 70, puis en rafale Bourges, Orléans, Reims et Rouen vers 1975 : l'urbanisation des abords de nos grandes cathédrales gothiques fut l'occasion de certaines des plus chaudes polémiques architecturales du moment ; on parlait de « meurtres devant les cathédrales ». Et puis on en resta là : le palais des congrès de Rouen fut achevé, il est ce que nous savons ; les alentours de Sainte-Croix d'Orléans furent bâtis par l'académicien Langlois, et ils sont ce qu'ils sont : les travaux furent stoppés à Amiens où ne fut construit qu'un tronçon de la maison de verre de Bernard Bougeault.

Et voici que tout reprend soudainement, à l'initiative de la municipalité amiénoise, qui a lancé un concours pour le traitement du parvis de sa cathédrale et de près de 5 hectares de quartier en friche ou dégradés. Le projet lauréat, dû à l'architecte luxembourgeois Rob Krier, extraordinairement néo-médiéval, va faire renaitre assurément les grandes bagarres stylistiques et ouvrir un débat plus que centenaire : faut-il qu'un parvis soit ouvert ou fermé ?

Celui d'Amiens est bigrement ouvert, ouvert à tous les vents, et particulièrement à celui taquin et glacé « de Saint-Leu » : le vent du nord. La municipalité d'union de la gauche à direction communiste, élue en 1971, réticente à l'égard des problèmes « bourgeois » du centre et du tourisme, s'était peu soucée de cette déchirure dans la ville. Aux élections de 1983, la

majorité se déplaça au léger bénéfice des socialistes, René Lamps restant toutefois maire. L'adjoint socialiste à l'urbanisme, Serge Delignières, lança alors, avec l'aval du conseil municipal, une compétition internationale : « Des préoccupations moins dogmatiques et plus culturelles avaient émergé », explique-t-il aujourd'hui.

Aidé des services municipaux d'urbanisme, il constitua un jury, lança un appel de candidatures, retint cinq architectes de profils tout à fait différents, ce qui lui est d'ailleurs reproché par certains qui estiment qu'il « pipait » en quelque sorte les dés dans la mesure où, lui, savait parfaitement ce qu'il souhaitait : « une star, une divo échantillon ».

Furent retenus le groupe belge Ausia, familier du logement social et connu notamment pour l'opération roubaissienne de l'Alma-Gare, associé avec un architecte local, Jean-Paul Bertiaux ; deux jeunes architectes « prometteurs » : Guy Naizot et, en tandem avec Béatrice Dollé, Gny Henri (l'un coordonne depuis des années les programmes de réhabilitation des quartiers qui entourent la basilique de Saint-Denis, l'autre a animé la politique architecturale de Reims) ; et deux vedettes de grande notoriété : Oriol Bohigas, de Barcelone, et Rob Krier, qui enseigne à Vienne, a construit à Berlin et est surtout l'un des principaux théoriciens d'un urbanisme qui renouerait avec la tradition, un des principaux post-modernes européens.

Il s'agissait de réaménager tout le site de la cathédrale et plus largement des quartiers s'étendant sur près de 700 mètres de long et 300 de large, pour y établir trois cents à quatre cents logements, des commerces et équipements divers ; certains bâtiments universitaires primitivement envisagés sur le campus jamais achevé, et un hôtel, peut-être, sur le parvis.

La Commission des abords, la commission consultative regroupant diverses associations locales, le syndicat d'initiative et l'office du tourisme, et, finalement, le jury réuni le 17 décembre se prononcèrent pour le projet Krier, comme le souhaitait M. Delignières. Associé au choix, le leader de l'opposition municipale Jean-Claude Broutin, président de l'office départemental HLM de la Somme, s'est déclaré enthousiasmé par le projet lauréat : « J'ai, ce soir, le sentiment d'avoir participé à une décision historique ». L'affaire est donc politiquement on ne peut mieux engagée.

Mais c'est dans le monde fétre des architectes que vont se développer les controverses. Car le dessin de Rob Krier est une violente déclaration de guerre aux idées modernes en urbanisme.

Lui-même avait, en 1975, publié un ouvrage *L'Espace de la ville, théorie et pratique*, où il affirmait « plus utile aujourd'hui de folie du « vieux », qui n'a fait ses preuves, que de rechercher du « nouveau » au risque de nuire à l'homme ». Ce livre était dédié « à la mémoire de Camillo Sitte », théoricien du

dix-neuvième siècle dont *l'Art de bâtir les villes*, édité à Vienne en 1889, prônait « l'impression de naturel », le « pittoresque de tableau », luttait contre la « manie de tout déloger » et affirmait, au grand scandale des fonctionnalistes, que « tout l'ottirail pittoresque du décorateur de théâtre ne nuirait pas à la ville moderne » ; Camillo Sitte qui fut la bête noire de Le Corbusier, qui dénonçait dans ses thèses « le passé au petit pied, le passé sentimental, la fleurlette un peu insignifiante au bord de la route... la religion du chemin des ânes ».

Le projet de Krier tient de l'imagerie, et c'est peu dire qu'il est rétro. Ses pastels fuligineux, estompés, assez irréels, proposent un chapelet de maisons irrégulières à toit pointu, d'allure tout à fait médiévale, étagées sur le terrain en pente, bordant rues et canaux avec, ici et là, en des points stratégiques, quelques « accents » qui évoquent des beffrois, des rotondes renaissantes, des baptistères, des porches archaïques, le tout couronné de lanternes ou de clochetons.

Il dit avoir « travaillé comme un réparateur de tapis sur ce tissu urbain, en en respectant les qualités de rythme, de texture et d'échelle », avoir voulu « continuer la tradition, et ne pas y opposer une architecture coloniale, soi-disant moderne et progressiste ».

Un axe piéton, « type Ponte Vecchio », part en biais depuis l'ancien archevêché, enjambe de ses ponts trois canaux et quatre rues. L'intérieur des

flots est traité en espaces publics continus, riches en portiques et en passages couverts, articulés par des bâtiments plus spectaculaires « en route ». Quelques petites tricheries sur l'épaisseur des bâtiments, beaucoup plus maigres qu'il n'est d'usage (5 à 10 mètres), permettent de monter des placettes là où il n'y aura que des courtes, orientées, qui plus est, ouest et donc peu éclairées. Mais il ne s'agit encore que d'un concours d'idées, et cela peut être amélioré.

Le problème le plus délicat, constant dans ces urbanismes de scénographie, sera de faire en sorte que le décor ne paraisse pas insupportablement artificiel, que la construction effective des immeubles avec les techniques contemporaines ait quelque cohérence avec le plan néo-médiéval ou néo-classique et ne donne pas le triste sentiment de parodie de quatre sous qu'on éprouve le plus généralement devant les architectures d'accompagnement et certaines opérations de la reconstruction de l'époque pétainiste.

Ce que Spoerry a réussi à Port-Grimaud, Rob Krier le réussira-t-il à Amiens, avec les architectes locaux, les entreprises des années 80 et dans le cadre des prix HLM ? Pourra-t-on à nouveau se rendre à la cathédrale, comme le souhaitait Ruskin, « par n'importe quelle étroite rue de traverse » ?

On ne peut que l'espérer, comme on peut espérer que le parvis que l'architecte a prévu, resserré à 25 mètres des

embranchements du porche, et à 33 mètres seulement de la façade, nous restituera cette émotion dont parlait Proust dans la préface à sa traduction à la Bible d'Amiens, « en voyant monter vers le ciel ce fourmillement monumental et dentelé de personnages (...) plus haut encore, ne recevant plus que vagues et éblouis les regards des hommes (...) », cette ascension géante, immobile et passionnée.

Faites l'expérience : regardez l'édifice à cent pas, puis fermez les yeux, avancez de cinquante pas et rouvrez-les. La différence est proprement à couper le souffle !

Et pourtant, certains là-bas s'inquiètent : Raymond Dewas, qui fut conseiller municipal entre 1940 et 1944, et, à ce titre, rapporteur du plan Dufau, déclara qu'on ne pourra plus contempler la cathédrale « dans toute sa splendeur » et vante la « chance immense, due en partie au hasard », qu'a sa ville de « disposer d'un grand espace libre » ; et des riverains affirment : « Finies les photographies de la cathédrale ! Même depuis les foyers actuelles du parvis, c'est à peine si l'on peut saisir l'ensemble de la façade... Même les Japonais, avec leurs grands angles et leurs appareils perfectionnés ! » Mais faut-il regarder, ou bien photographier, clic, clac, et remonter dans l'autocar ?

FRANÇOIS CHASLIN.

● Les cinq projets sont exposés à la bibliothèque municipale d'Amiens.

صكرا من الامم

tant intouchables? Elles, sûrement, mais leurs abords immédiats? Dix ans après, l'affaire des parvis rebondit à Amiens.

Guerre de perspectives

Avant, après Viollet-le-Duc, les points de vue diffèrent.

DEUX conceptions principales s'affrontent depuis toujours : l'une veut que l'édifice soit plus beau lorsqu'il est plus dégagé ; l'autre affirme que l'émotion est plus intense lorsqu'il émerge d'un tissu urbain qui l'enserme étroitement.

A Amiens, les discussions remontent au dix-huitième siècle, quand Jean Pagès proposait un parvis aussi profond que les tours sont hautes, soit 65 mètres, pour éviter que « la teste du spectateur se renverse ». Tout au long du dix-neuvième siècle allaient en disputer les tenants du goût classique et régulier et ceux du gothique et du pittoresque « balzacien », dit-on assez vite, souvent en manière de reproche ; enfin ceux de la ville moderne et ceux du dédale moyenâgeux ; les spéculateurs aussi et les nostalgiques.

En 1831, l'architecte Courty avait fait graver un premier projet de « rue d'axe » perpendiculaire au porche principal, large de 20 mètres et longue de 300, qu'on se proposait, quelques années plus tard, de faire précéder d'une vaste place. Dès 1841, on entreprit de dégager la cathédrale des diverses constructions adventices : écuries, celliers, échoppes, sacristies et masures, qui, au cours des temps, s'étaient agglutinées sur ses flancs et parmi les contreforts de l'abside, et l'on décida de porter à 40 mètres la profondeur du parvis, qui était encore très irrégulier et qui approchait jusqu'à 25 mètres de la façade. En 1844, le conseil municipal entérina ce choix.

Certains dégagements de monuments avaient, depuis quelques années, suscité ici et là de violentes critiques. Alors que Chapuy, en 1829, dans sa célèbre *Description des cathédrales de France*, avait joyeusement célébré cette tendance nouvelle en dessinant au premier plan de ses lithographies (dont une vue d'Amiens) des groupes d'ouvriers attaquant à la pioche les vieilles maisons qui masquaient ces églises, Schmit affirmait au contraire que « l'isolement est un non-sens », et, en 1837, déplorait qu'on ait fait de celle de Paris « un gros éléphant au milieu du désert ».

Montalembert, le fameux pourfendeur du « vandalisme » devant la Chambre des pairs, avait, dans un discours de juillet 1845, déclaré lui aussi qu'elles n'ont pas été faites pour le désert comme les pyramides d'Égypte, mais pour planer sur les habitations serrées et les rues étroites de nos anciennes villes.

En 1849, âgé de trente-cinq ans seulement, Eugène Emmanuel Viollet-le-Duc, déjà tout auréolé du prestige que lui conféraient ses restaurations de Vézelay et de Notre-Dame de Paris, fut chargé de celle de la cathédrale d'Amiens. Il prôna le dégagement de l'abside et la prolongation de l'impasse des Soufflets à travers les jardins de l'évêché pour établir une rue circulaire autour de l'édifice,

mais construisit pourtant une nouvelle saeristie qui ne pouvait que nuire à ce projet.

Jacques Foucart-Borville a raconté par le menu, dans une livraison du Bulletin de la Société des antiquaires de Picardie, les innombrables propositions, arrêtés municipaux et polémiques de presse qui se succédèrent ensuite pendant un demi-siècle.

Les travaux de dégagement avaient été entrepris à Paris, Bourges, Orléans et Reims mais Amiens était toujours

banssmannien et semble un fragment picard des grands travaux de Paris.

Montalembert, dans ses *Mélanges d'art et de littérature*, continuait de protester contre cette tendance universelle à uniformiser les paysages urbains et à supprimer l'ancien pittoresque : « un immense ennui, y prédisait-il, menace d'être le caractère distinctif de la civilisation future ».

Une pétition recueillait la signature de mille cinq cents

voile couvre une statue, et alors noire incomparable basilique apparaît aux yeux émerveillés dans toute sa majesté », écrivait-il alors. C'est lui-même, hélas ! qu'il devait un jour jeter bas, se défenestrant en 1878 au palais de justice de la ville qu'il venait d'édifier et dont on éraignait qu'il ne s'effondrât à cause de certains vices de construction.

Son projet pour les abords de la cathédrale n'eut pas de suite, bien qu'ayant, dit-on, soulevé l'enthousiasme de

une aimable rangée de six maisons néo-gothiques, mêlant pierre et pans de bois, inspirées de divers exemples régionaux et établies à 55 mètres des contreforts de la cathédrale. Les querelles entre professionnels furent rapidement moquées ces « pastiches anémiques des styles éteints », mais les limites du parvis sur sa rive ouest étaient enfin arrêtées, reprises par le plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension de la ville établi en 1919 sous l'autorité de l'architecte Louis Dutboit.

d'une grande avenue articulant toute une chaîne de places d'esprit classique. L'année suivante, il ne proposait plus qu'une courte rue d'axe, qu'il devait abandonner dans son troisième plan ; il rectifiait et élargissait par ailleurs toutes les voies de la ville.

Le *Journal d'Amiens*, en 1941, avait affirmé qu'à la vue de la cathédrale « dégagée » par les destructions, il devenait « impossible de ne pas se rendre à l'évidence : ce monument gagne en grandeur et en majesté tout ce que les maisons lépreuses qui l'enserraient lui volaient d'air et de lumière ». Le *Progrès de la Somme* invitait à trouver un juste milieu et préconisait « une avenue axiale, de longueur et de largeur limitées, et un écrin de maisons très rapprochées ». Louis Hauteœur, historien et secrétaire général aux Beaux-Arts de l'État français, avait expliqué que les gothiques avaient cherché que « l'église montât vers le ciel » et qu'il fallait pour cela « retenir l'observateur au pied de l'édifice », et une étude de Jean-Charles Moreux dans la revue officielle *L'Architecture française* avait, à l'été 1942, précisé la doctrine et mis en garde contre des cathédrales qui dominent « un océan de tristesse ».

Il y eut encore de multiples polémiques pour ou contre le dégagement du monument. Pierre Dufau écrivant finalement qu'il fallait que toutes les rues concourent à « son apothéose », que « le piéton la devine, l'aperçoive, la voie, l'admire, la perde et la retrouve sans cesse : elle doit être une présence ». Il fit raffoler le front des maisons néo-gothiques de 1902, dont ne subsistent que les deux extrêmes, fit construire le quartier dans un style moderniste régionaliste de brique et de béton armé, et ouvrit au nord, vers le quartier de Saint-Leu en contrebas, un « bas parvis » avec terrasses et jardins, qui forme aujourd'hui une bécasse par laquelle s'engouffrent un vent glacial.

Les choses en restèrent là, le commerce s'établissant plus au nord, le long de la rue des Trois-Cailloux, déplaçant le centre de gravité traditionnel de la ville et laissant la cathédrale mal perchée au-dessus de 5 hectares de plus en plus dégradés, sous-urbanisés, de terrains vagues, de parkings, de maisons délabrées.

Une maison de verre noir entreprise par Bernard Bougeault avec l'accord de la Commission nationale des abords en 1968, qui devait, selon son auteur, n'être « que reflet » et donc « compter peu dans le site », fit un fameux scandale et vit son permis de construire annulé en 1971. L'architecte Courouble étudia comment terminer, au-delà de ce chicot inachevé, la face nord du parvis. Son projet vient d'être abandonné car, entre-temps, était lancé le nouveau concours.

F. Ch.

Les polémiques à propos de la dimension du parvis et de la meilleure façon de « présenter » l'édifice ont nourri la chronique tout au long du dix-neuvième siècle. On aperçoit (photo du haut) l'une des maisons néo-gothiques construites en 1902, à 55 mètres du porche. L'esquisse crayonnée de Rob Krier (ci-dessous) donne une idée de style médiéval et « pittoresque » qu'il envisage pour ce quartier nouveau.



entourée de « la triste ceinture qui l'environne, la prive d'air et l'étouffe » ; dans tout le pays, on voulait suivre l'exemple d'Haussmann, toujours soucieux que ses boulevards convergent vers quelque grand édifice formant « point de vue ».

Viollet donna son avis et fournit même une esquisse qui fut mise au net par Léon Gaucherel, son ami et élève, qui l'avait autrefois accompagné dans son rituel voyage initiatique en Italie ; on est stupéfait, aujourd'hui, à la vue de tels projets, qui prouvent combien le modèle formel élaboré par le préfet de Paris dès les premières années du second Empire avait su fasciner l'époque : le dessin de Gaucherel évoque un quelconque flor

Amiénois favorables aux travaux : une souscription réunirait 10000 francs et, avec l'accord de Viollet, le maire trancha en faveur d'une « rue d'axe » de 18 mètres. Rien ne se fit. En 1862 puis en 1864, Herbault revint à la charge, associé cette fois avec son confrère Daullé : ils proposaient un vaste square, la place Napoléon, de plus de 5 000 mètres carrés, dont l'exécution aurait pu être confiée à Viollet-le-Duc. Le conseil municipal refusa l'idée en 1869 comme trop chère.

Après la guerre de 1870, Jean Herbault soumit un nouveau tracé, constitué de deux squares plus modestes et d'une rue d'axe de 12 mètres. « Nous jetterons bas les dernières murailles qui masquent encore le portail comme un

l'opinion publique, du fait des hésitations de Viollet dont le jugement sur le dégagement des édifices avait évolué et qui, dans une lettre au maire, avait en 1872 émis de sérieuses réserves : « En principe, écrivait-il, je vous avouerai que je n'ai pas un goût très vif pour les rues d'axe aboutissant à un grand édifice. » Reconnaissant avoir « jadis » appuyé de sa « faible opinion » des solutions qui allaient pourtant en ce sens, il soutenait l'avis que « les monuments en général, et ceux du Moyen Âge en particulier, ne sont pas faits pour être vus en géométral, mais suivant certains angles. Et cela est tout naturel : le point géométral est unique, les autres sont infinis en nombre ».

« La rue projetée n'a point d'avenir », fut-il donc décidé, et le conseil municipal fixa à 60 mètres le nouvel alignement du parvis. Deux ans plus tard, Viollet recommandait un report de 2 mètres et conseillait que l'on construisît des façades très simples combinant pierre et brique ; il offrait gracieusement le croquis de quelques maisons. Encore deux ans et la ville confirmait la distance de 60 mètres et élargissait les deux accès diagonaux à la place. Il fallut attendre ensuite près de trente années.

En 1902, l'architecte local Edmond Douillet édifia enfin

petit-fils du décorateur Aimé Dutboit, qui avait travaillé à la cathédrale avec Herbault puis Viollet-le-Duc dès 1833, fils d'Edmond Dutboit, qui, comme architecte, avait été l'un des principaux collaborateurs de Viollet, son « jeune lieutenant », et enfin grand-père de Jean-Pierre Dutboit, que le ministère de l'urbanisme a chargé, il y a deux ans, d'une étude sur le sempiternel problème des abords de la cathédrale d'Amiens... Six générations d'architectes et maîtres d'œuvre : ces affaires se mènent souvent ainsi, sur des rythmes extrêmement lents, le dossier circulant parfois, comme ici, au sein d'une même famille, avec d'évidentes continuités et de brutales remises en cause.

A Amiens, le grand choc, après un siècle d'hésitations de la politique municipale, ce fut la guerre : en 1940, puis de 1943 à la Libération, les bombardements détruisirent pratiquement toute la moitié ouest de la ville, à partir d'un axe longeant presque exactement le portail de la cathédrale. L'architecte Dervaux, chargé en 1941 du premier plan de reconstruction, semblait partisan « par exception » d'une avenue ouverte dans l'axe du portail. La première esquisse de son confrère Dufau (futur architecte en chef du nouveau Créteil et auteur, en 1967, du pamphlet *Pour la démolition de Paris*) reprenait l'idée

DANIEL BUCHNER

es pour au

claration
« idées modernes
», le projet
conseil municipal
struction
pénis
les places
es sous voûte.
de maisons basses
ite sur deux côtés
3 mètres du porche
mer ».

ents du porche, et
seulement de la
s restituera cette
nt parlait Proust
ce à sa traduction
d'Amiens. « en
ter vers le ciel ce
nt monumental et
personnages (...)
ncore, ne recevant
gués et éblouis les
s hommes (...)»
ion géante, immo-
ounée ».

xpérience : reger-
à cent pas, puis
yeux, avancez de
as et rouvrez-les.
ce est proprement
ouffle !

nt, certains là-bas
: Raymond Dewas.
nseiller municipal
et 1944, et, à ce
porteur du plan
clairer qu'on ne
s contempler la
« dans route sa
» et vante la
mense, due en par-
rd », qu'a sa ville
ser d'un grand
« ; et des riverains
Finies, les photo-
e la cathédrale !
us les façades
u parvis, c'est à
on peut saisir
de la façade...
aponais, avec leurs
es et leurs appa-
ctionnés ! » Msis
der, ou bien photo-
ic, clac, et remon-
tocar ?

RANÇOIS CHASLIN.
projets sont exposés
bèque municipale

